

Gomorra, dans l'empire de la Camorra

Robert Saciano

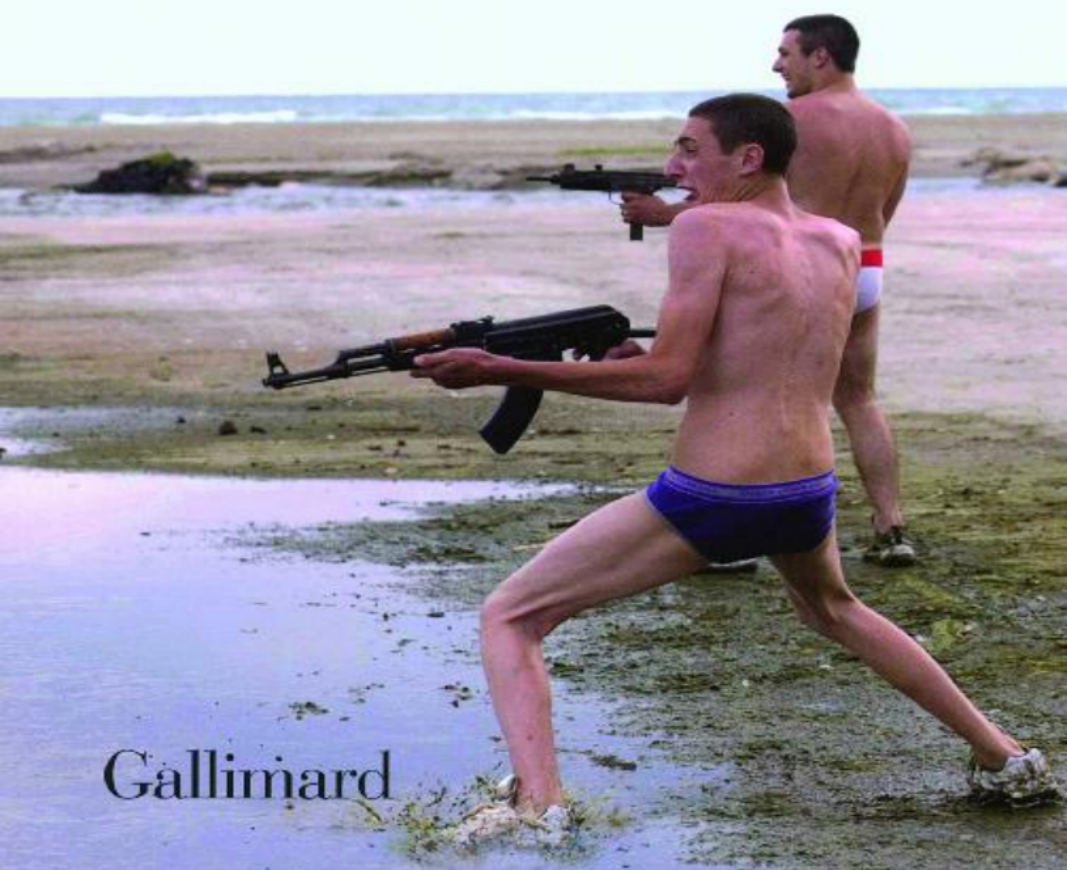
VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Roberto Saviano

Gomorra

Dans l'empire de la camorra



Roberto Saviano

***GOMORRA, DANS L'EMPIRE DE LA
CAMORRA***

(Gomorra, 2006)

Traduction de Vincent Raynaud

À S., nom de Dieu

« Comprendre ce qu'est l'atroce, ne pas nier son existence, affronter la réalité sans préjugés. »

HANNAH ARENDT

« Ceux qui l'emportent, quelle que soit la manière, jamais n'éprouvent de honte. »

MACHIAVEL, *HISTOIRE DE FLORENCE*

« Les gens, c'est des vers et ils doivent rester des vers. »

Extrait d'écoutes téléphoniques

« Le monde t'appartient. »

SCARFACE, 1983

PREMIÈRE PARTIE

LE PORT

Le conteneur oscillait tandis que la grue le transportait jusqu'au bateau. Comme s'il flottait dans l'air. Le *sprider*, le mécanisme qui les reliait, ne parvenait pas à dompter le mouvement. Soudain, les portes mal fermées s'ouvrirent et des dizaines de corps tombèrent. On aurait dit des mannequins. Mais lorsqu'ils heurtaient le sol, les têtes se brisaient bien comme des crânes. Car c'étaient des crânes. Des hommes et des femmes tombaient du conteneur. Quelques adolescents aussi. Morts. Congelés, recroquevillés sur eux-mêmes, les uns sur les autres. Alignés comme des harengs dans une boîte. Les Chinois qui ne meurent jamais, les éternels Chinois qui se transmettent leurs papiers d'identité : voilà où ils finissaient. Ces corps dont les imaginations les plus débridées prétendaient qu'ils étaient cuisinés dans les restaurants, enterrés dans les champs près des usines ou jetés dans le cratère du Vésuve. Ils étaient là et s'échappaient par dizaines du conteneur, leur nom inscrit sur un carton attaché autour du cou par une ficelle. Ils avaient tous mis de côté la somme nécessaire pour se faire enterrer chez eux, en Chine. On retenait une partie de leur salaire, en échange de laquelle, après leur mort, leur voyage de retour était payé. Une place dans un conteneur et un trou dans quelque lopin de terre chinois. Quand le grutier du port m'a raconté cette histoire, il a placé ses mains sur son visage en continuant à me regarder à travers ses doigts écartés, comme si ce masque lui donnait le courage de poursuivre. Il avait vu s'abattre des corps et n'avait même pas eu besoin de donner l'alarme ou d'avertir qui que ce soit. Il avait simplement déposé le conteneur au sol et des dizaines de personnes, sorties de nulle part, avaient remis tous les corps à l'intérieur avant de nettoyer le quai avec un jet d'eau. C'est ainsi que ça se passait. Il n'arrivait toujours pas à y croire, il espérait que c'était une hallucination provoquée par un surcroît d'heures supplémentaires. Il a serré les doigts pour se couvrir complètement le visage et continué à parler en pleurnichant, mais je ne comprenais plus ce qu'il me disait.

Tout ce qui a été fabriqué passe par le port de Naples. Il n'est nul produit manufacturé, tissu, morceau de plastique, jouet, marteau, chaussure, tournevis, boulon, jeu vidéo, veste, pantalon, perceuse ou montre qui ne transite par ce port. Le port de Naples, cette blessure. Grande ouverte. Le point final des interminables trajets que

parcourent les marchandises. Les bateaux arrivent, s'engagent dans le golfe et s'approchent de la darse comme des petits attirés par les mamelles de leur mère, à ceci près qu'ils ne doivent pas téter mais se faire traire. Le port de Naples est un trou dans la mappemonde d'où sort tout ce qui est fabriqué en Chine ou en Extrême-Orient, comme se plaisent encore à l'écrire les journalistes. Extrême. Lointain. Presque inimaginable. Si l'on ferme les yeux, on voit des kimonos, la barbe de Marco Polo ou le coup de pied latéral de Bruce Lee. En réalité, cet Orient est relié au port de Naples comme aucun autre endroit au monde. Ici, l'Orient n'a rien d'extrême, le très proche Orient, devrait-on dire, le moindre Orient. Tout ce qui est produit en Chine est déversé ici comme un seau d'eau qu'on vide dans le sable et dont le contenu détériore, creuse et pénètre en profondeur. 70 % du volume des exportations de textile chinois transitent par le seul port de Naples, ce qui ne représente pourtant que vingt pour cent de leur valeur. C'est une bizarrerie difficile à comprendre, mais les marchandises ont leur magie, elles peuvent être à un endroit sans y être, arriver sans jamais vraiment arriver, coûter cher au client tout en étant de qualité médiocre, et valoir peu aux yeux de la douane tout en étant précieuses. Car le textile regroupe de nombreuses catégories de biens et il suffit d'un trait de stylo sur le bordereau d'accompagnement pour réduire les frais et la T.V.A. de façon drastique. Dans le silence de ce trou noir qu'est le port, la structure moléculaire des choses semble se décomposer puis se recomposer une fois loin de la côte. Les marchandises doivent quitter très vite le port. Tout se déroule rapidement, au point que les choses disparaissent presque aussitôt. Comme si rien ne s'était passé, comme si tout n'avait été qu'un geste. Un voyage inexistant, un faux accostage, un bateau fantôme, une cargaison évanescence. Comme s'il n'y avait rien eu. Une évaporation. La marchandise doit parvenir entre les mains de l'acheteur sans laisser de trace de son parcours. Elle doit rejoindre son entrepôt, vite, immédiatement, avant que le temps reprenne son cours, le temps nécessaire à un éventuel contrôle. Des quintaux de marchandises qui circulent aussi facilement qu'un pli livré à domicile par le facteur. Dans le port de Naples, avec ses un million trois cent trente-six mille mètres carrés et ses onze kilomètres et demi de longueur, le temps se dilate d'une façon inédite. Ce qui pourrait prendre une heure à l'extérieur semble y durer à peine plus d'une minute. La proverbiale lenteur qui caractérise dans l'imaginaire collectif chaque geste d'un Napolitain est ici démentie, niée, brisée. Les premiers contrôles douaniers surviennent dans un laps de temps que les marchandises chinoises prennent de vitesse. Impitoyablement rapides. Ici, chaque minute semble annihilée, c'est un massacre de minutes, de secondes volées aux formalités, poursuivies par les accélérations des camions,

tirées par les grues, emportées par les chariots élévateurs qui vident les entrailles des conteneurs.

Dans le port de Naples opère le premier armateur d'État chinois, Cosco Group, qui possède la troisième flotte au monde et gère le plus grand terminal pour conteneurs en partenariat avec Mediterranean Shipping Company (MSC), propriétaire de la deuxième, dont le siège se trouve à Genève. Suisses et Chinois se sont associés et ont décidé d'installer à Naples la plus grande partie de leurs activités. Ils disposent de neuf cent cinquante mètres de quai, de cent trente mille mètres carrés de terminal pour les conteneurs et de trente mille mètres carrés de surface extérieure, absorbant la quasi-totalité des marchandises qui arrivent à Naples. Pour comprendre comment l'immense production chinoise peut s'appuyer sur une marche aussi petite que le port de Naples, il faut modifier l'échelle de son imagination. La métaphore biblique semble en l'occurrence appropriée : le port joue le rôle du chas d'une aiguille et les bateaux celui du chameau qui passera au travers. Proues qui se heurtent, énormes bâtiments en file indienne qui attendent à l'extérieur du golfe de pouvoir entrer, chaos de poupes qui tanguent et émettent des plaintes métalliques : tôles et boulons qui pénètrent lentement dans le petit trou napolitain, un anus de mer qui s'élargit et martyrise les sphincters.

Mais non, ce n'est pas cela. Aucune confusion apparente. Les bateaux entrent et sortent en bon ordre, du moins c'est l'impression qu'on a en les observant depuis la terre ferme. Et pourtant cent cinquante mille conteneurs transitent chaque année par ici. Des villes entières de marchandises se dressent sur les quais avant d'être emportées ailleurs. L'atout du port est sa rapidité : la moindre lenteur bureaucratique, le moindre contrôle approfondi transformerait en paresseux, ce mammifère lent et lourd, le guépard que doit être le transport.

Chaque fois que je vais sur le quai Bausan, je me perds. On dirait une construction en Lego : une immense structure qui ne semble pas avoir de place mais se la créer elle-même. Un coin du quai ressemble à un mur de nids de guêpes, des nids hybrides qui le remplissent tout entier : des milliers de prises électriques alimentant les conteneurs *reefer* destinés à la nourriture surgelée, dont la queue est attachée à chaque nid. Tous les bâtonnets de poisson et les surgelés Findus de la planète sont entassés dans ces conteneurs réfrigérés. Quand je vais sur le quai Bausan, j'ai le sentiment de voir l'endroit que traversent toutes les marchandises produites par l'espèce humaine. Le lieu où elles passent leur dernière nuit avant d'être commercialisées. C'est comme scruter l'origine du monde. En quelques heures transitent par le port les vêtements que porteront les adolescents parisiens pendant un mois,

les bâtonnets de colin qu'on mangera à Brescia pendant un an, les montres qui orneront les poignets des Catalans, la soie qu'utilisera tout le textile anglais pendant une saison. Il serait intéressant de pouvoir repérer quelque part non seulement le lieu où les marchandises sont produites, mais aussi le trajet qu'elles suivent pour arriver jusqu'au consommateur. Les biens ont des nationalités multiples et bâtardes. Ils naissent pour moitié dans le centre de la Chine puis sont assemblés dans quelque banlieue d'Europe de l'Est. Ils sont conçus et développés dans le nord-est de l'Italie, fabriqués dans les Pouilles ou au nord de Tirana, puis se retrouvent dans quelque entrepôt européen. Les marchandises possèdent par essence un droit de libre circulation qu'aucun être humain n'aura jamais. Toutes les portions de route, tous les itinéraires officiels ou accidentels débouchent sur Naples. Quand les bateaux accostent au quai, les énormes porte-conteneurs complets (ou *full-container load*) ont l'air de petits animaux, mais dès qu'ils entrent dans le golfe et s'approchent lentement du quai, ils deviennent de lourds mammoths de tôle et de chaînes, aux flancs couverts de cicatrices rouillées qui dégoulinent d'eau. Des bateaux sur lesquels vivent des équipages pléthoriques, imagine-t-on, et dont débarquent au contraire des groupes de petits hommes qui semblent incapables de dompter de tels monstres en plein océan.

La première fois que j'ai vu un bateau chinois accoster au port, j'ai cru me trouver devant toute la production du monde. Mes yeux ne parvenaient pas à compter, à estimer le nombre de conteneurs déchargés. Je ne réussissais pas à faire le calcul. Ça peut sembler difficile à croire, pourtant je m'y perdais, les chiffres étaient trop grands, ils se mélangeaient dans mon esprit.

Aujourd'hui, à Naples, on réceptionne presque exclusivement des marchandises provenant de Chine, un million six cent mille tonnes par an. Officiellement. Et au moins un million de tonnes supplémentaires entrent sans laisser de trace. Selon la direction des douanes, soixante pour cent des marchandises ne passent pas en douane, dans le port de Naples, vingt pour cent des factures n'y sont pas contrôlées, cinquante mille cas de contrefaçon y ont été répertoriés (quatre-vingt-dix-neuf pour cent en provenance de Chine), et on estime à deux cents millions d'euros le montant des taxes non perçues chaque semestre. Les conteneurs qui doivent disparaître avant d'être inspectés se trouvent dans les premiers rangs. Chaque conteneur est dûment numéroté, mais beaucoup portent le même numéro. Ainsi celui qui est inspecté vaut-il pour tous ses homonymes illégaux. Ce qui est déchargé le lundi peut être vendu le jeudi à Modène ou à Gênes, ou bien se retrouver dans les vitrines de Bonn ou de Munich. Une grande partie des marchandises qui sont introduites sur le marché italien auraient seulement dû y

transiter, mais la magie de ce passage en douane les autorise à s'y arrêter définitivement. Les biens ont une grammaire, une syntaxe pour les formalités, et d'autres pour le commerce. En avril 2005, quatre opérations déclenchées presque par hasard, à peu de distance l'une de l'autre, ont permis au service de la répression des fraudes de saisir vingt-quatre mille jeans destinés au marché français, cinquante et un mille objets provenant du Bangladesh et portant le label *Made in Italy*, environ quatre cent cinquante mille poupées, Barbie ou Spider-Man, plus quarante-six mille jouets en plastique, pour une valeur totale de près de trente-six millions d'euros. En une poignée d'heures, une miette d'économie qui passait par le port de Naples. Puis du port au monde. Et il n'est pas une heure ni une minute où ce ne soit le cas. Les miettes deviennent des tranches, puis des morceaux et enfin des miches entières d'économie.

Le port est à l'écart de la ville, un appendice toujours présent dans l'abdomen de la côte dont l'infection n'a jamais provoqué de péritonite. Certaines zones désertes sont coincées entre la terre et la mer mais semblent n'appartenir ni à l'une ni à l'autre. Un espace amphibie, une mutation aquatique. De la terre battue et des ordures : des années de déchets poussés vers la rive par les marées ont formé une nouvelle couche. Les bateaux vident leurs latrines et nettoient leurs soutes, laissant couler dans l'eau une mousse jaune. On répare les hors-bord et les yachts, on purge leurs moteurs, jetant tout dans la poubelle marine. Et tout se concentre sur la côte, formant d'abord une masse molle puis une croûte dure. Le soleil fait apparaître tel un mirage une mer faite d'eau, mais en réalité la surface du golfe est aussi brillante que des sacs-poubelle en plastique noir. La mer du golfe ressemble à une immense baignoire remplie d'hydrocarbures, non d'eau, et bordée par le quai couvert de milliers de conteneurs multicolores telle une barrière infranchissable. Naples est entourée par une muraille de marchandises, des remparts qui ne protègent pas la ville : c'est au contraire la ville qui défend ses remparts. Nulle part on n'aperçoit les bataillons de dockers, ni la pittoresque populace des ports. On imagine le port comme un lieu bruyant, envahi par des foules frénétiques, par le va-et-vient d'hommes cousus de cicatrices et parlant des langues improbables. C'est au contraire le silence d'une usine automatisée qui pèse sur lui. Il ne semble plus y avoir personne sur le port, et les conteneurs, les bateaux et les camions semblent animés par un mouvement perpétuel. Une vitesse qui ne fait aucun bruit.

Le port, j'y allais pour manger du poisson. La proximité de la mer ne garantit pas qu'un restaurant soit bon – on trouvait parfois dans son

assiette des pierres ponce, du sable, voire quelques algues bouillies. Les palourdes finissaient dans la casserole comme elles avaient été pêchées. Une garantie de fraîcheur et une véritable roulette russe aux infections. Mais désormais tout le monde s'est fait aux fruits de mer d'élevage, aux calmars qui ont un goût de poulet. Pour obtenir cette indéfinissable saveur de mer, il faut être prêt à prendre quelques risques. Des risques que je courais volontiers. Un jour où j'étais au restaurant du port, j'ai demandé s'il y avait un logement à louer dans le coin.

« Aucune idée. Ici les appartements disparaissent, les Chinois occupent tout... »

Un type qui trônait au milieu de la pièce – plutôt costaud mais moins que ce que suggérait sa voix – m'a hurlé en me lançant un coup d'œil : « Y a peut-être encore quelque chose ! »

Il n'a rien dit d'autre. Après que nous eûmes tous deux fini notre déjeuner, il n'a pas eu besoin de m'inviter à le suivre, nous avons pris la route qui longe le port. Nous sommes arrivés dans l'entrée d'une construction fantomatique, un immeuble-dortoir. Nous sommes montés au troisième étage, où se trouvaient les dernières chambres pour étudiants disponibles, car les Chinois chassaient tout le monde pour faire place nette. Les appartements devaient être vides : pas d'armoires, pas de lits ni de chevets, rien aux murs et plus de murs du tout. Seulement de l'espace, de l'espace pour les paquets, pour les énormes armoires en carton, pour les marchandises.

Dans l'appartement, on m'a attribué une sorte de chambre, plutôt débarras juste assez grand pour un lit et une armoire. Il n'a pas été question de loyer, de factures d'eau et d'électricité à partager, de connexion Internet et de ligne téléphonique. On m'a présenté à quatre jeunes, mes colocataires, c'est tout. On m'a expliqué que c'était le seul appartement effectivement habité dans l'immeuble, il servait de logement à Xian, le Chinois qui gérait les « maisons ». Je n'avais aucun loyer à payer, mais on m'a demandé de travailler tous les week-ends dans les immeubles-entrepôts. Je cherchais un logement, j'avais trouvé un emploi. Le matin on abattait les murs, le soir on ramassait les restes de béton, de papier peint et de briques, et on entassait les débris dans des sacs-poubelle ordinaires. Abattre un mur produit des bruits surprenants, pas celui de la pierre qu'on frappe, mais comme de verres posés sur une table qu'on jette au sol d'un revers de la main. Chaque immeuble devenait un entrepôt sans murs, et je n'ai jamais compris comment celui où j'avais travaillé pouvait encore tenir debout. Nous avons abattu en toute conscience plusieurs murs porteurs, car il fallait de l'espace pour les marchandises et la solidité des constructions ne compte pas quand il faut stocker autant de produits.

Le projet consistant à entasser les paquets dans les immeubles avait

été conçu par certains commerçants chinois après que les autorités portuaires de Naples eurent présenté à une délégation du Congrès américain un plan portant sur la *security*. Celui-ci prévoyait une division du port en quatre zones : croisières, cabotage, marchandises et conteneurs, avec pour chacune d'elles une estimation des risques. Après la publication de ce plan, beaucoup d'entrepreneurs chinois décidèrent que leurs activités devaient être entourées par plus de silence, afin d'éviter que la police n'ait à intervenir, que les journaux n'en parlent trop longuement ou même qu'une caméra de télévision n'y fasse son apparition, à la recherche d'une scène alléchante. Et, les coûts ayant augmenté, il fallait rendre la présence des marchandises aussi discrète que possible, les faire disparaître dans des entrepôts loués en rase campagne, au fin fond de la région, au milieu des décharges publiques et des champs de tabac. Mais ça n'éliminait pas la circulation des camions. Par conséquent, n'entraient et ne sortaient chaque jour du port que dix fourgonnettes, chargées de paquets au point d'exploser, qui se garaient après quelques mètres dans les garages des immeubles situés en face du port. Entrer et sortir, c'était suffisant.

Des mouvements inexistant, imperceptibles, perdus dans le flux quotidien de la circulation. Immeubles en location. Murs abattus. Garages qu'on faisait communiquer entre eux, caves remplies de marchandises jusqu'au plafond. Aucun propriétaire n'osait se plaindre, Xian avait tout payé, réglant les loyers et indemnisant les propriétaires quand des murs avaient été indûment abattus. Des milliers de paquets étaient empilés dans l'ascenseur transformé en monte-charge, une cage d'acier coincée au cœur des immeubles et contenant une plateforme qui montait et descendait sans cesse le long des rails. Le travail était concentré en quelques heures, le choix des colis n'était jamais fortuit. Les premiers jours de juillet, j'ai dû décharger : un travail qui paie bien mais qu'on ne peut faire que si l'on est entraîné. Il faisait une chaleur très humide et personne n'osait réclamer de climatiseur. Personne. Non par crainte d'une punition ou par culture de la soumission. Ceux qui déchargeaient venaient de tous les coins de la terre : Ghanéens, Ivoiriens, Chinois, Albanais, et aussi Napolitains, Calabrais, Lucaniens⁽¹⁾. Personne ne demandait : chacun pouvait constater que les marchandises ne souffraient pas de la chaleur, et c'était un motif suffisant pour ne pas dépenser d'argent en climatiseurs.

Nous entassions des cartons de blousons, d'imperméables, de K-way, de légers pulls en coton, de parapluies. En plein été, s'approvisionner en vêtements d'automne au lieu d'accumuler maillots, bains de soleil et tongs semblait une folie. Je savais que les immeubles-dépôts n'étaient pas utilisés pour stocker les marchandises comme dans un

entrepôt, mais seulement pour faire transiter les produits qui devaient être aussitôt lancés sur le marché. Mais les entrepreneurs chinois avaient prévu que ce mois d'août serait peu ensoleillé. Je n'ai jamais oublié le concept de valeur marginale selon J. M. Keynes : comment par exemple le prix d'une bouteille d'eau, vendue dans un désert ou près d'une cascade, peut varier. Cet été-là, les commerçants italiens vendaient des bouteilles d'eau près des fontaines, tandis que les entrepreneurs chinois bâtissaient des puits dans le désert.

Après les premiers jours de travail dans l'immeuble, Xian est venu dormir avec nous. Il parlait un italien parfait, dont seuls les *r* sonnaient légèrement comme des *v*, tels les nobles déchus qu'imitait Totò dans ses films. Xian Zhu avait été rebaptisé Nino. À Naples, presque tous les Chinois qui ont des relations avec les autochtones prennent un prénom napolitain, c'est une pratique si courante que plus personne ne s'étonne d'entendre un Chinois se présenter comme Tonino, Nino, Pino ou Pasquale. Mais Xian Nino n'a pas dormi, il a passé la nuit assis à la table de la cuisine, à téléphoner en regardant d'un œil la télévision. J'étais allongé sur mon lit, mais je n'arrivais pas à dormir. La voix de Xian ne s'interrompait jamais, les mots jaillissaient comme des rafales de mitraillette entre ses dents. Il parlait sans même respirer par le nez, une véritable apnée de paroles. Et il faut ajouter à cela les flatulences de ses gardes du corps qui avaient saturé l'air d'une odeur douceâtre et envahi ma chambre. Cette puanteur était sans doute dégoûtante, mais les images qu'elle faisait venir à l'esprit l'étaient plus encore : rouleaux de printemps en décomposition dans leurs estomacs, riz à la cantonaise macérant dans les sucs gastriques. Les autres locataires avaient l'habitude. Une fois leur porte fermée, il n'y avait de place que pour le sommeil. Pour moi, au contraire, n'importait que ce qui se passait de l'autre côté de la porte. Je me suis donc installé à la cuisine. Une pièce commune, qui par là même était aussi la mienne. Ou qui, du moins, aurait dû l'être. Xian a cessé de parler et s'est mis à cuisiner, faisant frire du poulet. Des dizaines de questions me venaient à l'esprit, curiosités, lieux communs que je voulais mettre à bas. Je me suis mis à parler des Triades, la mafia chinoise, pendant que Xian surveillait sa friture. Je voulais lui demander des détails, même symboliques, je n'exigeais certes pas qu'il me confesse son appartenance. Je montrais que je connaissais à grands traits la criminalité organisée chinoise et j'étais assez présomptueux pour croire qu'il suffisait d'avoir lu des rapports d'enquête pour détenir la matrice de la réalité. Xian a apporté son poulet frit sur la table, il s'est assis et n'a rien dit. J'ignore si ce que je disais lui semblait d'un quelconque intérêt. J'ignore et j'ai toujours ignoré s'il faisait partie d'une telle organisation. Il a bu sa bière, soulevé une fesse de sa chaise et sorti son portefeuille de la poche de

son pantalon. Sans regarder, il a fouillé à l'intérieur et en a tiré trois pièces de monnaie qu'il a posées sur la nappe, sous un verre retourné.

« Euro, dollar, yuan : c'est ça, ma triade. »

Xian semblait sincère. Aucune autre idéologie, nul symbole ou forme de hiérarchie ne compte. Profit, business, capitaux. Rien d'autre. On a tendance à croire que le pouvoir à l'origine de certains mécanismes complexes est obscur et on l'attribue donc à une entité obscure : la mafia chinoise. Un raccourci qui met de côté tout moyen terme, les mouvements financiers, les formes d'investissement, tout ce qui fait la force d'un groupe économico-criminel. Depuis cinq ans au moins, les rapports de la Commission Antimafia⁽²⁾ signalaient le « danger croissant représenté par la mafia chinoise », mais en dix années d'investigation la police avait seulement saisi six cent mille euros, quelques motos et un morceau d'usine, à Campi Bisenzio, près de Florence. Presque rien, pour une puissance économique qui réussissait à faire circuler plusieurs centaines de millions d'euros de capitaux, comme l'écrivaient chaque jour les analystes américains. L'entrepreneur me souriait.

« L'économie a un haut et un bas. Nous, on est entrés par le bas et on sort par le haut. »

Avant d'aller dormir, Nino Xian m'a fait une proposition pour le lendemain :

« Tu te lèves tôt ?

— Ça dépend...

— Si demain tu arrives à être debout à cinq heures, viens avec nous au port. Tu nous donneras un coup de main.

— Pour quoi faire ?

— Prends une veste à capuche, ça vaut mieux. »

Il ne m'a rien dit de plus et je n'ai pas voulu insister, j'étais trop curieux d'en être. Poser d'autres questions aurait pu faire revenir Xian sur sa proposition. Je n'avais plus que quelques heures pour me reposer et j'étais trop anxieux pour dormir.

À cinq heures précises j'étais prêt, j'attendais dans l'entrée de l'immeuble. Les autres nous ont rejoints : en plus d'un de mes colocataires et moi, il y avait deux Maghrébins aux cheveux poivre et sel. Nous nous sommes entassés dans la fourgonnette et nous sommes entrés dans le port. J'ignore quelle distance nous avons parcourue et dans quels recoins et culs-de-sac nous nous sommes glissés, je me suis endormi contre la fenêtre du véhicule. Nous sommes descendus près des rochers, dans un renforcement, où se trouvait une petite jetée. Un hors-bord muni d'un énorme moteur y était amarré, on aurait dit qu'il avait une queue trop lourde pour sa structure maigre et allongée. Avec nos capuches sur la tête, nous ressemblions à un ridicule groupe de rappeurs. Je croyais que leur but était d'empêcher qu'on nous

reconnaisse, mais en réalité elles servaient seulement à nous protéger contre l'eau glacée qui nous éclaboussait et à prévenir la migraine qui se fiche entre les tempes, de bon matin, en pleine mer. Un jeune Napolitain a mis le moteur en marche et un autre a pris les commandes du hors-bord. Ils semblaient être frères, en tout cas leurs visages étaient identiques. Xian n'est pas venu avec nous. Après environ une demi-heure de trajet, nous nous sommes approchés d'un bateau, comme si nous allions nous écraser contre lui. Il était énorme. J'avais du mal à tordre suffisamment le cou pour voir jusqu'où montait sa coque. En mer, les navires lancent des hurlements métalliques, comme celui des arbres abattus, et de grands bruits sourds si impressionnants qu'on en renifle par deux fois au moins un mucus au goût salé.

Au moyen d'une poulie, un filet rempli de cartons est descendu du bateau par à-coups. Chaque fois que ce ballot heurtait le bois de l'embarcation, le hors-bord tanguait tellement que je me préparais à devoir nager. Mais je ne suis pas tombé à l'eau. Les cartons n'étaient pas lourds. Après en avoir entassé une trentaine à la poupe, j'avais tout de même mal aux poignets et les avant-bras rouges à cause du frottement incessant des arêtes. Puis le hors-bord a viré vers la côte, et derrière nous deux autres bateaux à moteur se sont approchés pour recevoir d'autres paquets. Ils n'étaient pas partis de la même jetée que nous, mais soudain ils avaient jailli dans notre sillage. Je sentais mon estomac encaisser une série de chocs chaque fois que la proue frappait la surface de l'eau. J'ai posé ma tête contre plusieurs cartons, essayant de deviner à l'odeur ce qu'ils contenaient, et j'y ai collé mon oreille pour comprendre au bruit ce qu'il y avait à l'intérieur. J'ai commencé à me sentir coupable : qui sait à quoi j'avais participé, sans l'avoir décidé, sans avoir fait un vrai choix ? Vendre mon âme, d'accord, mais au moins en connaissance de cause. Et pourtant c'est la curiosité qui m'avait conduit à décharger des marchandises clandestines. On croit stupidement qu'un acte criminel doit, pour quelque raison, être plus réfléchi et intentionnel qu'un acte anodin, alors qu'il n'y a pas de différence : les gestes ont une souplesse que les jugements moraux ignorent. Sur la jetée, les Maghrébins parvenaient à descendre du bateau avec deux gros cartons sur les épaules, alors que mes jambes tremblaient sans avoir besoin de ça. Xian nous attendait sur les rochers. Il s'est approché d'un énorme carton, un cutter à la main, et il a entaillé la large bande d'adhésif soudant les deux volets. Des chaussures : c'étaient des chaussures de sport, des vraies, de toutes les grandes marques. De nouveaux modèles, si nouveaux qu'ils n'étaient pas encore en vente dans les boutiques italiennes. Craignant un contrôle des douanes, il avait préféré faire décharger en pleine mer. Une partie de la marchandise pouvait ainsi être mise sur le marché en

échappant aux taxes, les grossistes les achèteraient sans ce surcoût. On l'emporte sur la concurrence grâce aux remises : même qualité, mais quatre, six ou dix pour cent de remise. Des pourcentages qu'aucun représentant ne pourrait offrir, alors que ce sont eux qui font prospérer ou périr un magasin. Ils permettent d'ouvrir des centres commerciaux, de garantir un volume d'affaires et, grâce au chiffre généré, d'obtenir une caution bancaire. Les prix doivent baisser. Tout doit arriver à destination, transiter rapidement et en cachette. Se fondre de plus en plus dans le circuit de l'achat et de la vente : une bouffée d'oxygène inespérée pour les commerçants italiens et européens. Et cet oxygène entrainait par le port de Naples.

Nous avons entassé tous les paquets dans plusieurs fourgonnettes, puis les autres hors-bord sont arrivés à leur tour. Les véhicules partaient pour Rome, Viterbe, Latina, Formia. Xian nous a fait raccompagner chez nous.

Tout a changé au cours des dernières années. Tout. D'un coup. Brutalement. Certains ont deviné les changements à venir, mais ils ne les comprennent toujours pas réellement. Il y a dix ans encore, les hors-bord des contrebandiers sillonnaient le golfe. Le matin, des foules de buralistes venaient s'approvisionner en cigarettes : routes embouteillées, voitures remplies de cartouches, tables et chaises pliantes installées aux coins des rues pour la revente. Les contrebandiers jouaient au gendarme et au voleur avec les gardes-côtes et les douaniers. On offrait des quinquaux de cigarettes pour ne pas être arrêté, ou on se laissait arrêter pour sauver des quinquaux de cigarettes cachées dans la soute d'un bateau en fuite. Nuits blanches, guet et coups de sifflet en cas de voitures suspectes, talkies-walkies allumés pour donner l'alerte et rangées d'hommes qui se passaient rapidement les paquets le long de la côte. Voitures qui filaient du littoral des Pouilles vers l'intérieur des terres puis vers la Campanie. L'axe Naples-Brindisi jouait un rôle crucial, c'était la route d'une économie florissante, celle des cigarettes bon marché. La contrebande : la Fiat du Sud, la Sécurité sociale des laissés-pour-compte. Vingt mille personnes travaillant exclusivement à faire de la contrebande entre les Pouilles et la Campanie, une activité qui a déclenché la grande guerre de la camorra au début des années quatre-vingt(3).

Les groupes criminels des Pouilles et de Campanie introduisaient les cigarettes en Europe en profitant de la fin des monopoles publics. Ils importaient chaque mois des milliers de caisses du Monténégro, réalisant un chiffre d'affaires de cinq cents millions de lires par chargement, soit deux cent soixante-dix mille euros. Depuis, tout s'est arrêté et transformé. La criminalité organisée n'y trouve plus son

compte. Mais la maxime de Lavoisier est on ne peut plus juste : rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Dans la nature mais plus encore dans les mécanismes de l'économie de marché. La contrebande s'intéresse à présent aux produits de consommation courante davantage qu'au vice des fumeurs. La guerre des prix a commencé, particulièrement violente. Les pourcentages de remise que pratiquent les représentants, les grossistes et les commerçants déterminent qui parmi eux vivra ou mourra. Les taxes, la T.V.A. et la capacité maximale d'un camion limitent les profits, ce sont de véritables postes de douane qui entravent la circulation des biens et des capitaux. Alors les grandes entreprises délocalisent leur production à l'est, en Roumanie, en Moldavie, et en Orient, en Chine, pour bénéficier d'une main-d'œuvre à bas coût. Mais ça ne suffit pas. Les marchandises produites à bas coût doivent être vendues sur un marché auquel de plus en plus de gens accèdent, grâce à des emplois irréguliers, à quelques économies et en comptant chaque centime. Les invendus augmentent et les marchandises, originales ou contrefaites, à moitié contrefaites ou semi-originales, entrent en silence. Sans laisser de trace. Moins visibles que les cigarettes puisqu'elles ne seront pas distribuées par un circuit parallèle. Comme si elles n'avaient jamais été transportées, comme si elles poussaient dans les champs et que quelque main anonyme les avait récoltées. Car si l'argent n'a pas d'odeur, les marchandises, elles, en ont une. Pas celle des mers qu'elles ont traversées, pas celle des mains qui les ont produites ou de l'huile des machines qui les ont assemblées. Les marchandises ont leur propre odeur, qui naît sur l'étal du commerçant et ne disparaît qu'une fois chez le consommateur.

Laissant la mer derrière nous, nous sommes arrivés à l'appartement. La fourgonnette nous a tout juste laissé le temps de descendre. Puis elle est repartie vers le port, pour transporter d'autres colis et d'autres marchandises. Complètement épuisé, j'ai pris le monte-charge, j'ai retiré mon T-shirt trempé d'eau de mer et de sueur et je me suis jeté sur mon lit. J'ignore combien de caisses j'avais attrapées et transportées. Mais j'avais l'impression d'avoir déchargé assez de chaussures pour fournir la moitié de l'Italie. J'étais aussi fatigué qu'à la fin d'une longue journée bien remplie. Dans l'appartement, les autres se réveillaient. C'était encore le début de la matinée.

ANGELINA JOLIE

Les jours suivants, j'ai accompagné Xian à ses rendez-vous d'affaires. En réalité, il m'avait choisi pour le distraire durant ses déplacements et ses repas. Je parlais ou trop ou pas assez : deux attitudes qui lui plaisaient. Je suivais la façon dont on plante et cultive la *semence* de l'argent, dont on met en jachère le terrain de l'économie. Nous sommes arrivés à Las Vegas. Au nord de Naples. Les gens appellent cette zone ainsi pour plusieurs raisons. Comme la ville du Nevada, c'est un lieu construit en plein désert et donc ces agglomérations semblent elles aussi surgir de nulle part. On y arrive par des routes vides, des kilomètres de goudron, des voies immenses qui permettent en quelques minutes de quitter ce territoire et de prendre l'autoroute vers Rome, droit vers le nord. Des routes faites non pour les voitures mais pour les camions, non pour les déplacements humains mais pour transporter vêtements, chaussures, sacs. Lorsqu'on arrive de Naples, ces villages apparaissent d'un coup, plantés dans le sol l'un à côté de l'autre. Des grumeaux de béton. Des routes qui s'enroulent autour d'une ligne droite bordée par Casavatore, Caivano, Sant'Antimo, Melito, Arzano, Piscinola, San Pietro a Patierno, Frattamaggiore, Frattaminore, Grumo Nevano, sans interruption. Un entrelacs de routes. Des villages tous identiques qui semblent former une seule grande ville. Des routes bordées d'un côté par un premier village et de l'autre par un second.

J'ai dû entendre des centaines de fois la région de Foggia rebaptisée la « Califoggia », le sud de la Calabre la « Cala-frique » ou la « Calabre Saoudite », peut-être même « Sahara Consilina » pour désigner la ville de Sala Consilina⁽⁴⁾ et Terzo Mondo, « Tiers Monde », pour indiquer une partie de Secondigliano. Mais ici, Las Vegas est *vraiment* Las Vegas. Pendant des années, quiconque voulait se lancer dans les affaires sur ce territoire pouvait y arriver. Réaliser son rêve. Grâce à un prêt, des indemnités de départ ou des économies, on pouvait monter son usine. On misait sur une entreprise : si elle gagnait, l'efficacité, la productivité, la rapidité, le silence et une main-d'œuvre bon marché étaient garantis. On gagnait comme à la roulette, en misant sur le rouge ou sur le noir. Si on perdait, on fermait en quelques mois. Las Vegas. Car rien ne provenait d'une quelconque forme de planification administrative ou économique. Chaussures, vêtements, prêt-à-porter : des biens de consommation qui s'imposaient

dans le plus grand secret sur le marché international. Les villes ne se vantaient pas de cette précieuse production. Les biens étaient d'autant plus réussis qu'ils étaient assemblés dans le silence et la clandestinité. Des terres qui produisaient depuis des années le meilleur de la mode italienne. Il n'y avait pas de syndicat patronal, pas de centre de formation, rien d'autre que le travail, les machines à coudre, les petits ateliers, les colis préparés, la marchandise expédiée. Rien d'autre que ces différentes phases et le passage de l'une à l'autre. Tout le reste était superflu. La formation, on la suivait à sa table de travail. Et ses qualités d'entrepreneur, on les révélait en gagnant ou en perdant. Pas de financements, pas de projets, pas de stages. Tout, tout de suite, dans l'arène du marché. Vendre ou perdre. Avec l'augmentation des salaires, on améliorait les logements, on achetait des voitures parmi les plus chères. Tout cela sans aucune richesse qu'on puisse dire collective. Une richesse arrachée, conquise dans la douleur et ramenée chez soi, dans son trou. Venus de partout, des sous-traitants investissaient et faisaient du prêt-à-porter, des chemises, des jupes, des vestes, des blousons, des gants, des chapeaux, des chaussures, des sacs et des portefeuilles, pour des marques italiennes, allemandes et françaises. Ici, depuis les années cinquante, il n'était pas nécessaire de disposer de permis, de contrats ou de locaux. Garages, soupentes et débarras devenaient des ateliers. Au cours des dernières années, la concurrence chinoise a éliminé ceux qui fabriquaient des produits de qualité médiocre. Elle n'a pas laissé aux ouvriers le temps de progresser. Ou bien on travaille très bien tout de suite, ou bien quelqu'un d'autre saura faire les choses de la même façon mais beaucoup plus vite. Un grand nombre de personnes se sont donc retrouvées sans travail. Les propriétaires des ateliers ont croulé sous le poids des dettes et de l'usure, beaucoup ont pris la fuite.

Avec la fin de ces sous-traitants, un endroit en particulier a perdu souffle, croissance et possibilités de survie, et est devenu le symbole de la mort des banlieues. Un lieu aux appartements toujours éclairés et grouillants de monde, aux cours d'immeubles toujours bondées. Aux voitures toujours garées puisque personne n'en sort jamais. Des gens entrent, mais très peu s'arrêtent. À aucun moment de la journée on ne sent ce vide, quand tous sont au travail ou à l'école. Ici il y a toujours foule, le bruit permanent de la vie. Parco Verde, à Caivano.

Parco Verde apparaît dès qu'on quitte l'axe central, cette lame de goudron qui coupe en deux tous les villages des environs de Naples. Plus qu'un quartier, c'est une débauche de ciment, de vérandas en aluminium qui enflent comme des bubons sur chaque balcon. Un de ces lieux qu'un architecte a créés en s'inspirant des châteaux de sable, comme si ces immeubles étaient les tours qu'on forme en retournant un seau sur la plage. Immeubles minimalistes, gris. À un coin de rue, il

y a une minuscule chapelle, presque invisible. Elle n'a pas toujours été ainsi, avant c'était une vraie chapelle, grande et blanche. Un authentique mausolée à la mémoire d'un jeune mort au travail. Emanuele exerçait un métier qui, dans certaines zones, est pire que le travail au noir à l'usine, mais un métier tout de même : il était braqueur. Il faisait ça le samedi, tous les samedis, depuis pas mal de temps. Toujours sur la même route. La même route, à la même heure, le même jour. Car le samedi était le jour de ses victimes privilégiées : les jeunes couples. Et la départementale 87 était l'endroit où tous les jeunes couples du coin venaient pour s'isoler. Une route de merde, au bitume rapiécé, bordée de décharges sauvages. Chaque fois que j'y passe et que je vois ces couples, je me dis qu'il faut vraiment faire appel à toute la fougue dont on est capable pour passer un bon moment au milieu de cette désolation. C'est ici qu'Emanuele et deux de ses amis se cachaient, attendant qu'une voiture se gare et que ses phares s'éteignent. Puis ils patientaient encore quelques minutes pour que le couple ait le temps de se déshabiller et, quand il était le plus vulnérable, ils surgissaient. Ils brisaient la vitre à coups de crosse et braquaient l'arme sous le nez du garçon. Ils les dépouillaient et passaient le week-end ainsi : commettant des dizaines de braquages, pour un butin de cinq cents euros. Un butin minuscule, qui peut pourtant ressembler à un trésor.

Mais une nuit ils furent arrêtés par une patrouille de carabiniers. Ils étaient si imprudents, Emanuele et ses compères, qu'ils n'imaginaient pas que répéter toujours la même opération au même endroit était le plus sûr moyen de se faire prendre. Les carabiniers les poursuivirent, éperonnèrent leur véhicule, des coups de feu partirent. Puis tout s'arrêta. Dans la voiture, Emanuele était mortellement atteint. Il tenait un pistolet à la main et avait fait mine de le diriger vers les carabiniers. Ils le tuèrent de onze balles tirées en quelques secondes. Pour tirer onze coups d'aussi près, il faut avoir son arme pointée et être prêt à faire feu à la moindre alerte. Tirer pour tuer, puis se persuader qu'on l'a fait pour ne pas être tué. Les deux autres avaient garé sur le bas-côté leur voiture que les projectiles avaient traversée telle une rafale de vent.

Aimantés par le corps d'Emanuele. Ses amis avaient essayé d'ouvrir les portières, mais quand ils avaient compris qu'il était mort, ils s'étaient immobilisés. Enfin ils avaient ouvert et n'avaient opposé aucune résistance aux coups de poing qui accompagnent toute arrestation. Emanuele était replié sur lui-même, un faux pistolet à la main. Une de ces armes qu'on appelait autrefois des pétoires, utilisées à la campagne pour chasser des poulaillers les chiens errants. Un jouet utilisé comme s'il était vrai. D'ailleurs, Emanuele était un gamin, mais il se comportait comme un homme mûr, son regard effrayé feignait

d'être impitoyable et son envie de récolter quelques billets devait passer pour une soif de richesse. Emanuele avait quinze ans. Tout le monde l'appelait Manu. Il avait un visage dur, brun et taillé à la serpe, digne d'un garçon qu'on imagine peu fréquentable. Emanuele était adolescent sur ce coin de terre où l'honneur et le respect ne viennent pas de quelques pièces, mais de la façon dont on les gagne. Emanuele était originaire de Parco Verde. Et aucune erreur, aucun crime ne peut effacer le poids de l'appartenance à certains lieux qui vous marquent au fer rouge. Toutes les familles de Parco Verde avaient participé à une collecte. Et on avait dressé un petit monument funéraire. On avait placé à l'intérieur une photo de la Madone de l'Arc et une autre, encadrée, montrant le visage souriant de Manu. Une chapelle consacrée à Emanuele fit également son apparition, s'ajoutant à une vingtaine d'autres que les fidèles avaient bâties en l'honneur de toutes les madones possibles et imaginables, une pour chaque année de chômage qui frappait le quartier. Mais le maire ne pouvait accepter qu'on élève un autel à la mémoire d'un petit voyou et envoya un bulldozer pour l'abattre. En quelques secondes, la construction en ciment s'effondra comme un château de cartes. Le bruit se répandit rapidement dans le quartier et les jeunes se dirigèrent en scooter et en moto vers le bulldozer. Personne ne disait rien, mais tous observaient l'ouvrier qui actionnait les commandes. Celui-ci s'arrêta, sentant les regards qui pesaient sur lui, et fit signe de s'adresser au carabinier. C'est lui qui avait donné l'ordre. Un geste qui désignait le véritable objet de leur colère, pour ne plus être la cible. L'ouvrier avait peur et s'enferma dans l'engin. Assiégé. Une scène de guérilla urbaine débuta aussitôt. Il parvint à se réfugier dans le véhicule de police. La foule s'attaqua au bulldozer à coups de pied et de poing, on vida des bouteilles de bière qu'on remplit d'essence. Les jeunes inclinaient leurs scooters pour faire couler le carburant du réservoir et lançaient des pierres sur les vitres d'une école du quartier. Si la chapelle d'Emanuele tombait, le reste aussi devait tomber. Les gens jetaient des assiettes, des verres, des couverts par les fenêtres des immeubles. Puis des cocktails Molotov sur la police. On aligna les bennes à ordures pour former une barricade et on mit le feu à tout ce qui pouvait brûler et propager l'incendie. Tous se préparaient à une action de guérilla. Ils étaient des centaines et pouvaient tenir longtemps. La révolte se diffusait, elle atteignait déjà les faubourgs de Naples.

Puis quelqu'un venu des environs se présenta. Les voitures de police et celles des carabiniers encerclaient toute la zone, mais un 4 x 4 noir avait réussi à franchir les barricades. Le conducteur fit un signe, quelqu'un ouvrit la portière et un groupe d'insurgés entra dans l'habitacle. En à peine plus de deux heures, tout cessa. On retira les mouchoirs qui cachaient les visages, on laissa s'éteindre les tas

d'ordures en feu. Un clan était intervenu, mais on ignorait lequel. Parco Verde était une réserve inépuisable de main-d'œuvre pour la camorra. Ici, n'importe qui peut recruter une main-d'œuvre de base, une main-d'œuvre qui coûte moins cher que les dealers nigériens ou albanais. Tout le monde fait appel aux jeunes de Parco Verde : les Casalesi, les Mallardo de Giugliano, les « petits tigres » de Crispano(5). Ils vendent de la drogue, touchent un salaire fixe mais aucun pourcentage sur le chiffre d'affaires. Et ils conduisent les voitures, font le guet, surveillent des territoires parfois situés à des kilomètres de chez eux. Pour pouvoir travailler ils n'exigent même pas qu'on leur rembourse l'essence. Ce sont des jeunes gens fiables, qui font sérieusement leur métier. Parfois ils s'adonnent à l'héroïne, la drogue des misérables. Quelques-uns s'en sortent, s'enrôlent dans l'armée et s'en vont, des filles quittent le quartier et n'y remettent plus jamais les pieds. Parmi les jeunes générations, presque personne n'est affilié à un clan. Ils sont pour la plupart au service des clans mais ne deviendront jamais des camorristes. Les clans ne veulent pas d'eux, ils ne veulent pas qu'ils intègrent la structure criminelle. Ils exploitent une main-d'œuvre abondante et la font travailler, un point c'est tout, car ces jeunes n'ont aucune compétence, aucun savoir-faire commercial. Beaucoup sont simplement coursiers et transportent à Rome des sacs à dos pleins de haschisch. Poussant le moteur à fond, ils sont aux portes de la capitale en une heure et demie. Ils ne touchent rien en contrepartie de ces voyages, mais après une vingtaine d'expéditions on leur offre une moto. À leurs yeux c'est un bien précieux, presque inestimable, qu'aucun autre métier existant chez eux ne pourrait leur payer. Mais ils ont transporté une marchandise dont la valeur peut atteindre dix fois le prix de la moto. Ils ne le savent pas et sont incapables de l'imaginer. S'ils sont arrêtés à un barrage de police, ils en prendront pour moins de dix ans mais, comme ils ne sont pas affiliés, ils ne bénéficieront pas du paiement des frais de justice ni de l'assistance aux familles que garantissent les clans. Mais ils n'ont dans la tête que le vrombissement du pot d'échappement et Rome en ligne de mire.

Quelques barricades tenaient toujours mais s'éteignaient lentement, comme la colère qui habitait les cœurs. Puis tout se tut. Les clans n'avaient pas peur de la révolte ni des clameurs. Les gens auraient pu s'entre-tuer et mettre le feu au quartier pendant des jours, rien ne se serait passé. Mais la révolte les aurait empêchés de travailler. Parco Verde aurait cessé d'être la réserve d'urgence dans laquelle les clans puisent une main-d'œuvre à très bas prix. Tout devait rentrer dans l'ordre, sur-le-champ. Chacun devait se remettre au travail, ou plus exactement être de nouveau disponible pour une éventuelle mission.

Le petit jeu de la révolte devait s'achever.

J'ai assisté aux funérailles d'Emanuele. Sous certaines latitudes, quinze ans est juste un âge comme un autre. Crever à quinze ans dans cette banlieue, c'était subir une condamnation à mort, pas seulement perdre la vie. Une foule immense d'adolescents aux visages fermés avait rempli l'église, de temps en temps ils lançaient des cris ou, à l'extérieur, scandaient tous ensemble : « Toujours dans nos cœurs, tu seras toujours dans nos cœurs... », comme des supporters de football lorsqu'une vieille gloire raccroche les crampons. On aurait dit qu'ils étaient au stade, mais c'étaient seulement des chants de colère. Tout autour, des policiers en civil veillaient à se tenir à l'écart des travées. Tout le monde les avait reconnus, mais l'heure n'était pas à l'affrontement. Dans l'église je les ai immédiatement repérés, ou plutôt eux m'ont repéré, ne trouvant pas trace de mon visage dans leurs archives mentales. Faisant écho à mes sombres pensées, l'un d'eux s'est approché de moi : « Ici ils ont tous un casier. Deal, vol, recel, braquage et même prostitution : personne n'est propre. Plus il en meurt, mieux ça vaut pour tout le monde... », m'a-t-il dit.

Des paroles auxquelles on répond par un crochet du droit ou par un coup de boule sur le nez. Mais au fond c'était l'opinion générale, peut-être même la voix de la sagesse. J'observais un à un ces gamins qui prendraient perpette pour un braquage à deux cents euros – la lie de l'humanité, des moins que rien, des dealers. Le père Mauro, qui célébrait la messe, savait qui il avait en face de lui. Il savait que ces adolescents étaient tout sauf innocents.

« Ce n'est pas un héros qui est mort aujourd'hui... »

Il n'ouvrait pas les mains, comme les prêtres qui lisent les paraboles le dimanche. Il serrait les poings. Les accents n'étaient pas ceux d'une homélie. Quand il s'est mis à parler, sa voix était altérée, étrangement rauque, comme lorsqu'on parle après avoir trop longtemps ruminé certaines phrases. Il s'exprimait d'un ton rageur, ne montrait aucune peine pour le garçon et ne rejetait pas la faute sur autrui.

On aurait cru un de ces prêtres latino-américains à l'époque de la guerre civile au Salvador, ceux qui n'en pouvaient plus de célébrer des funérailles après les massacres, cessaient de compatir et se mettaient à hurler. Mais ici personne ne connaissait le cardinal Romero⁽⁶⁾. Le père Mauro fit preuve d'une rare énergie : « Emanuele a certes sa part de responsabilités, mais il avait quinze ans. Dans les familles du reste de l'Italie, à cet âge les enfants vont à la piscine, ils prennent des cours de danse. Pas chez nous. Le Seigneur n'oubliera pas que cette erreur a été commise par un jeune garçon de quinze ans. Si, dans le sud du pays, avoir quinze ans suffit pour pouvoir travailler et pour voler, pour tuer ou être tué, alors cet âge suffit aussi pour accepter la responsabilité de

tels actes. »

Puis il a reniflé bruyamment l'air vicié de l'église : « Mais quinze ans, c'est si peu qu'il est plus facile de voir ce qu'un tel âge représente, de comprendre que les responsabilités sont partagées. Un âge qui interpelle la conscience de ceux qui parlent sans cesse de légalité, de travail, d'engagement. Il ne frappe pas à la porte, mais griffe de toutes ses forces. »

Le prêtre a conclu son homélie. Personne n'a tout à fait compris ce qu'il voulait dire, il n'y avait aucun représentant des autorités ou des institutions. Le tapage fait par les gamins a encore augmenté. Le cercueil a quitté l'église, porté par quatre hommes, mais soudain il a cessé de peser sur leurs épaules et s'est mis à flotter sur la foule. Tous le soutenaient avec la paume de leurs mains, comme on le fait lorsque des vedettes de rock se jettent parmi les spectateurs. Le cercueil oscillait sur une mer de doigts. Un cortège de jeunes à moto s'est déployé près du long corbillard qui devait transporter Manu au cimetière. Ils accéléraient, puis freinaient. Le vrombissement des moteurs était le chœur qui a accompagné Emanuele durant ce dernier voyage. À toute vitesse, faisant pétarader les pots d'échappement. Comme s'ils avaient voulu l'escorter à moto jusqu'aux portes de la mort. Très vite, une épaisse fumée et une puanteur d'essence ont envahi l'air et imprégné les vêtements. J'ai tenté d'entrer dans la sacristie. Je voulais parler avec ce prêtre qui avait prononcé des paroles incendiaires. Une femme m'a devancé. Elle lui a dit qu'au fond le gamin l'avait bien cherché, que sa famille ne lui avait rien appris. « Même s'ils sont au chômage, mes petits-enfants ne voleraient jamais personne... », a-t-elle ajouté fièrement.

Nerveuse, elle a poursuivi : « Mais qu'est-ce qu'ils avaient appris à cet enfant ? Rien ? »

Le prêtre avait les yeux au sol. Il était en survêtement. Il n'a pas essayé de répondre et ne la regardait pas. Puis, toujours en fixant ses chaussures de sport, il a murmuré :

« Le fait est qu'ici la seule chose qu'on apprend, c'est à mourir.

— Comment, mon père ?

— Rien, madame, rien. »

Mais tous ne finissent pas sous terre, tous ne sont pas des perdants. Pour un temps. Il existe encore des ateliers qui gagnent, et la force de ces entreprises est telle qu'elles parviennent à faire face à la concurrence chinoise et travaillent pour les grands couturiers. Vitesse et qualité. Très grande qualité. Elles ont encore le monopole de la beauté et des vêtements de luxe. Le label « *Made in Italy* » se construit ici, à Caivano, à Sant'Antimo, à Arzano, et ainsi de suite, dans tout le

Las Vegas de Campanie. « Le visage que l'Italie présente au monde » est fait d'un tissu qui recouvre le crâne nu de la province napolitaine. Les marques n'ont pas confiance, elles hésitent à tout envoyer à l'est, à tout faire fabriquer en Asie. Les ateliers pullulent dans les soupentes, au premier étage des pavillons de banlieue. Dans des hangars à la périphérie de ces villages de la périphérie. On coud, on découpe le cuir, on assemble les chaussures. L'un derrière l'autre. Le dos d'un collègue devant soi, le sien devant quelqu'un d'autre. Un ouvrier du textile travaille environ dix heures par jour, pour un salaire qui va de cinq cents à neuf cents euros par mois. Souvent les heures supplémentaires sont bien payées, jusqu'à quinze euros de plus qu'une heure de travail normale. Les entreprises ont rarement plus de dix salariés. Dans les pièces où on travaille, une radio ou une télévision trône sur une étagère. On écoute de la musique et parfois on chantonne. Mais quand l'atelier tourne à plein régime, tout le monde se tait et seules les aiguilles sont à l'ouvrage. Dans ces entreprises, plus de la moitié des employés sont des femmes. Habiles, nées devant la machine à coudre. Ici, les ateliers n'ont pas d'existence formelle, pas plus que les travailleurs. Si l'on respectait les règles, les coûts augmenteraient et il n'y aurait plus de marché, l'Italie perdrait ces emplois. C'est une logique que les entrepreneurs de la région connaissent par cœur. Souvent, dans ces ateliers, il n'y a pas de heurts entre ouvriers et patrons, et la lutte des classes y est aussi molle qu'un biscuit trempé. Il n'est pas rare que le patron lui-même soit un ancien ouvrier, faisant les mêmes heures que ses salariés, dans la même pièce, sur une chaise identique. Mais s'il se trompe, il doit hypothéquer et emprunter de l'argent pour payer. Son autorité est plutôt paternaliste : on se dispute pour un jour de vacances ou pour quelques centimes d'augmentation. Pas de contrat, pas de paperasse. Face à face. Et on délimite ainsi l'espace de ce qui est toléré et imposé, des pratiques qui passent pour des droits et des obligations. La famille de l'entrepreneur vit en général à l'étage, au-dessus de l'atelier. Les ouvrières confient fréquemment leurs enfants aux filles ou à la femme du propriétaire qui deviennent ainsi baby-sitters ou grand-mère de substitution. Les enfants des ouvrières grandissent avec la famille du patron, ce qui crée un espace de vie commune, réalisant le rêve égalitaire du postfordisme – ouvriers et patrons partageant leurs repas, se fréquentant hors du travail, se sentant partie intégrante d'une même communauté.

Dans ces ateliers, il n'y a pas de regards fixés au sol. Chacun sait qu'il travaille sur l'excellence et a conscience de toucher un salaire infime. Mais sans l'une l'autre n'est pas possible. On fait de son mieux pour gagner ce dont on a besoin, et ainsi on ne risque pas d'être congédié. Il n'existe aucun filet de protection, droits, cotisations

sociales, autorisations d'absence, congés payés. Le seul droit, c'est celui qu'on se forge soi-même, les vacances, celles qu'on va quémander. Il est inutile de se plaindre, les choses se passent comme elles doivent se passer. Il n'y a qu'un corps, un savoir-faire, une machine et un salaire. On ignore le nombre exact de travailleurs au noir dans cette zone et combien ont été régularisés, obligés de contresigner chaque mois un bulletin de paie qui indique un montant supérieur à celui perçu.

Xian devait participer à des enchères. Nous sommes entrés dans la salle de classe d'une école primaire où il n'y avait ni enfants ni enseignant. Seulement des fiches bristol collées aux murs et portant d'énormes caractères. Dans la salle, une vingtaine de personnes attendaient, représentant chacune une entreprise. Xian était le seul étranger. Il n'a salué que deux des présents, sans guère de familiarité. Une voiture s'est garée dans la cour de l'école. Trois personnes en sont descendues, deux hommes et une femme. La femme portait une jupe en cuir, des chaussures vernies à talons hauts. Tous se sont levés pour la saluer. Puis les trois nouveaux arrivants ont pris place et les enchères ont commencé. L'un des hommes a tracé trois lignes verticales sur le tableau. Il s'est mis à écrire ce que la femme dictait. Dans la première colonne : « 800. »

C'était le nombre de pièces à fabriquer. La femme a énuméré les types de tissus et de vêtements. Un entrepreneur de Sant'Antimo s'est approché de la fenêtre et, dos à la pièce, a annoncé son prix et ses délais : « Quarante euros par pièce, dans deux mois... » Sa proposition a été inscrite au tableau : « 800 / 40 / 2. »

Les autres n'avaient pas l'air inquiet. Cette proposition ne poussait pas trop loin les limites du faisable. Ce qui satisfaisait à l'évidence tout le monde. Mais les commanditaires n'étaient pas contents. Le jeu s'est poursuivi.

Dans ce coin de la Campanie, les grandes marques italiennes organisent des enchères très particulières. Personne ne gagne, personne ne perd. Chacun décide simplement s'il veut participer ou non, et l'un des concurrents en lice fait une première proposition, indiquant le prix et le délai qu'il peut garantir. Mais, même si ces conditions sont acceptées, il ne sera pas le seul vainqueur, car c'est seulement un objectif que les autres entrepreneurs peuvent eux aussi se fixer. Quand les intermédiaires acceptent un prix, les autres patrons doivent décider s'ils veulent tenter leur chance ou non, et ceux qui le font reçoivent la matière première : le tissu. Il est expédié directement au port de Naples, où chacun va le chercher. Mais l'un d'eux seulement sera payé une fois le travail terminé, celui qui livrera le premier les vêtements de meilleure facture. Les autres pourront garder

le tissu mais ne toucheront pas un centime. Les marques gagnent tellement d'argent grâce à ce système que le coût du tissu sacrifié est une perte minime. Si un entrepreneur ne livre pas les produits finis plusieurs fois de suite, il sera exclu des enchères suivantes. De cette façon, les intermédiaires des marques sont certains d'avoir rapidement le produit fini et, si quelqu'un essaie d'obtenir un délai, un autre prendra aussitôt sa place. Aucune prolongation n'est possible, au rythme où va la mode.

Un autre bras s'est levé, pour la plus grande joie de la femme assise derrière le bureau. Un homme bien habillé, très élégant : « Vingt euros en vingt-cinq jours. »

C'est cette dernière proposition qui a finalement été acceptée. Parmi les vingt personnes présentes, neuf autres se sont alignées sur elle. Même Xian n'a pas osé participer. Il ne pouvait allier rapidité et qualité dans des délais si courts et à un prix si bas. Une fois l'enchère conclue, la femme a tapé sur son ordinateur le nom des participants, l'adresse de leurs ateliers et leur numéro de téléphone. L'homme qui avait fait la proposition choisie a invité tout le monde à déjeuner chez lui. Son atelier était situé au rez-de-chaussée de sa maison, il vivait au premier étage avec sa femme et son fils était installé au second. Il racontait fièrement : « J'ai demandé un permis de construire pour ajouter un étage, mon second fils vient de se marier. » En montant les marches, il continuait à nous parler de sa famille qui s'agrandissait, tout comme sa propriété.

« Ne faites jamais surveiller les ouvrières par des hommes, c'est le début des ennuis. J'ai deux fils, et tous les deux ont épousé des employées de l'atelier. Faites faire ça par des pédés, laissez-leur organiser les roulements et surveiller le travail, comme on faisait autrefois...»

Ouvriers et ouvrières sont montés fêter l'obtention du marché. Ils allaient devoir faire des horaires très durs, de six heures à vingt et une heures, avec une heure de pause au déjeuner, ou de vingt et une heures à six heures du matin. Les ouvrières étaient toutes maquillées, elles portaient des boucles d'oreilles et un tablier qui les protégeait de la colle, de la poussière et de la graisse des machines. Tel Superman, qui a toujours sa tenue bleue sous son costume, ces filles n'avaient qu'à retirer leur tablier pour être prêtes à aller dîner dehors. Après le toast, notre hôte s'est isolé avec l'un des invités et ceux qui avaient accepté de relever le défi. Ils ne se cachaient pas, mais respectaient simplement l'ancien usage qui voulait qu'on ne parle pas d'argent à table. Xian m'a expliqué dans le détail qui était cette personne, aux allures de simple guichetier de banque. Il devait avancer les liquidités et négocier le taux d'intérêt. Mais il ne représentait pas une banque. Les marques italiennes ne paient qu'une fois le travail fait, ou mieux :

une fois qu'elles l'ont accepté. Salaires, coûts de fabrication et même frais d'expédition : les fabricants avancent tout de leur poche. Les clans prêtent de l'argent aux entrepreneurs qui opèrent dans leur zone d'influence : à Arzano les Di Lauro, à Sant'Antimo les Verde, à Crispano les Cennamo, et ainsi de suite. Ces ateliers reçoivent de l'argent de la camorra à des taux très bas, de 2 à 4 %. Aucun d'eux ne pourrait avoir accès au crédit bancaire : ils représentent l'excellence italienne sur le marché des marchés, mais ce sont des usines fantômes, et les directeurs de banque ne reçoivent pas les spectres. Faire appel à la camorra est également la seule solution qu'ont les salariés qui veulent obtenir un prêt immobilier. De sorte que dans des communes où 40 % des habitants vivent du travail au noir, six familles sur dix parviennent malgré tout à acquérir un logement. Les entrepreneurs qui ne satisferont pas aux exigences des marques trouveront tout de même des acheteurs : ils vendront aux clans, qui redirigeront les produits vers le marché de la contrefaçon. La mode des défilés, le lustre des soirées mondaines : tout vient d'ici. De la région de Naples et du Salento(7), les principaux centres de production textile au noir. Les villages de Las Vegas et ceux qui sont « *dintra lu Capu* », près du cap : Casarano, Tricase, Taviano, Melissano, c'est-à-dire Capo di Leuca, la partie sud du Salento. C'est de là que les marchandises partent, de ce trou noir. Toutes ont une origine obscure, c'est la loi du capitalisme. Mais quand on observe ce trou, qu'on l'a devant soi, on ressent une drôle d'impression. Un poids angoissant. Comme une vérité qui reste sur l'estomac.

Parmi les ouvriers qu'emploie cet entrepreneur à succès, j'ai fait la connaissance d'un homme particulièrement habile : Pasquale. Il avait une silhouette d'échassier : grand, très maigre, la tête en arrière des épaules, comme s'il était mou. Un physique de crochet. Il travaillait sur des vêtements et des dessins que lui envoyaient directement les stylistes, des modèles destinés à ses seules mains. Son salaire ne bougeait pas, mais ses tâches variaient. Pasquale avait toujours un air vaguement satisfait, il m'a tout de suite été sympathique, dès que j'ai vu son grand pif. Même s'il était à peine sorti de l'adolescence, il avait un visage de vieillard, à force d'être plongé dans les morceaux de tissu, le nez sur les ciseaux et le bout des doigts caressant les coutures.

Pasquale était une des rares personnes qui pouvaient acheter directement le tissu. Certaines griffes – qui se fiaient à ses compétences – l'autorisaient à commander la matière première en Chine et à vérifier lui-même sa qualité. C'est ainsi que Xian et Pasquale s'étaient rencontrés. Au port, où nous nous sommes retrouvés un jour pour manger ensemble. À la fin du repas, Xian et Pasquale se sont salués et nous sommes montés en voiture, Xian et moi. Nous

roulions en direction du Vésuve. D'ordinaire on représente les volcans dans des tons foncés. Mais le Vésuve est vert. Quand on le voit de loin, on croirait une immense couche de mousse. Avant de prendre la route pour les villages qui entourent le volcan, la voiture est passée sous un porche, où Pasquale nous attendait. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Il est sorti de sa voiture et s'est glissé dans le coffre de celle de Xian. J'ai essayé d'obtenir des explications :

« Qu'est-ce qui se passe ? Pourquoi il est dans le coffre ?

— T'en fais pas. On va à Terzigno, à l'atelier. »

Une sorte de Minotaure a pris le volant. Il était sorti de la voiture de Pasquale et semblait savoir par cœur quoi faire. Il a fait marche arrière, franchi la grille et, avant de reprendre la route, il a tiré un pistolet de sa poche, un semi-automatique. Puis le véhicule a fait une embardée et il a glissé l'arme entre ses cuisses. Je n'ai pas bronché mais le Minotaure a vu dans son rétroviseur que je l'observais avec inquiétude :

« Avant ils nous faisaient la peau.

— Qui ?

— Ceux qui veulent pas que les Chinois apprennent la haute couture. Ceux qui veulent seulement les tissus chinois, rien d'autre. »

Je ne comprenais pas. Je n'arrivais toujours pas à comprendre. Xian est intervenu, de son habituel ton apaisant :

« Pasquale nous aide à apprendre. Apprendre à travailler les vêtements de qualité qu'on ne nous confie pas encore. Avec lui on apprend à faire ces vêtements...»

Après les explications de Xian, le Minotaure a essayé de justifier le pistolet :

« Donc... un jour, un type a débouché juste là, tu vois, au milieu de la place, et il a tiré sur la voiture. Le moteur et les essuie-glaces ont été touchés. S'ils avaient voulu nous buter ils nous auraient butés. Mais c'était un avertissement. S'ils remettent ça, je serai prêt. »

Puis le Minotaure m'a expliqué que, lorsqu'on conduit, garder le pistolet entre les cuisses est la meilleure solution, ce serait plus compliqué et plus long de le prendre s'il était posé sur le tableau de bord. La route pour Terzigno était en montée, l'embrayage dégageait une très forte odeur. Plus qu'une rafale de mitraillette, je craignais que le recul de la voiture ne fasse partir un coup de pistolet dans le bas-ventre du chauffeur. Mais nous sommes arrivés sans heurts. Dès que la voiture s'est immobilisée, Xian est allé ouvrir le coffre et Pasquale en est sorti. On aurait dit un kleenex froissé qui essayait de se déplier. Il s'est approché de moi et m'a dit : « Toujours la même histoire, comme si j'étais en cavale. Mais il vaut mieux qu'on me voie pas en voiture. Sinon...»

Et il a mimé une lame de couteau sur sa gorge. Le hangar était

grand. Pas énorme. Xian me le décrivait avec fierté. Il lui appartenait, mais à l'intérieur se trouvaient neuf microateliers confiés à neuf patrons chinois. De fait, quand on entrait, on avait l'impression de voir un échiquier. Chaque atelier avait ses propres ouvriers et ses propres tables de travail disposées à l'intérieur d'un carré. Xian leur avait donné à tous le même espace qu'un atelier de Las Vegas. Il attribuait chaque marché aux enchères, suivant la même méthode, et avait décidé que les enfants ne pouvaient pas rester là où on travaillait. Il avait organisé les roulements comme dans les ateliers italiens et, quand ces patrons travaillaient pour d'autres entreprises, ils ne demandaient pas qu'on leur avance des liquidités. En somme, Xian devenait un véritable entrepreneur italien.

Les usines chinoises de Chine concurrençaient les usines chinoises d'Italie qui, à Prato, à Rome et dans les Chinatown de la moitié du pays, faisaient donc misérablement faillite, leur chute étant d'autant plus brutale que leur croissance avait été forte. Ces ateliers n'avaient qu'une voie de salut : permettre à leurs ouvriers de devenir des spécialistes de la haute couture, capables de travailler en Italie dans le domaine du luxe. Apprendre des Italiens, des petits patrons éparpillés dans Las Vegas, ne plus être des producteurs de pacotille mais des références pour les grandes marques dans le sud de l'Italie. Occuper la place et les espaces, adopter la logique et le langage des ateliers clandestins italiens, et s'efforcer de faire le même travail. Mais un peu moins cher et en travaillant quelques heures de plus.

Pasquale a sorti le tissu de sa mallette. Il s'agissait d'une robe, qu'il aurait dû tailler et coudre dans son atelier. Mais il a accompli ces opérations ici, sur une table et sous l'œil d'une caméra vidéo qui le filmait et envoyait les images vers une énorme toile tendue derrière lui. Une jeune femme munie d'un micro traduisait ses explications en chinois. C'était la cinquième leçon.

« Il faut faire très attention aux coutures. Elles doivent être légères, mais pas inexistantes. »

Le triangle chinois : San Giuseppe Vesuviano, Terzigno, Ottaviano. Le cœur de l'industrie textile chinoise. Tout ce qui se passe dans la communauté chinoise d'Italie s'est passé d'abord à Terzigno. Les premières productions, l'amélioration de la qualité et aussi les premiers assassinats. C'est ici que fut tué Wang Dingjm, un immigré de quarante ans arrivé de Rome en voiture pour participer à une fête entre compatriotes. Ils l'invitèrent et lui mirent une balle dans la tête. Wang était une tête de serpent, c'est-à-dire un guide. Lié aux cartels criminels de Pékin qui organisent l'entrée clandestine de ressortissants chinois. Souvent les têtes de serpent ont des problèmes avec les commanditaires : ils leur promettent une certaine quantité de

marchandise humaine qu'ils ne fournissent pas. Comme si l'on tuait un dealer qui a empoché une partie des bénéfices, on élimine une tête de serpent qui a triché sur son produit, les êtres humains. Mais les mafieux ne sont pas les seuls qui crèvent. À l'extérieur de l'usine, une photographie était collée sur la porte. La photo d'une minuscule jeune fille. Un beau visage, des pommettes roses, des yeux noirs qui semblaient maquillés. Elle était précisément affichée là où, dans l'iconographie traditionnelle chinoise, on s'attendait à trouver le portrait de Mao. Elle s'appelait Zhang Xiangbi. Elle avait été jetée dans un puits, enceinte, quelques années auparavant. Elle avait travaillé ici. Un mécanicien des environs l'avait repérée tandis qu'elle passait devant son atelier. Elle lui avait plu, et il avait cru que c'était une raison suffisante pour la posséder. Les Chinois travaillent comme des fourmis, ils rampent comme des vipères, ils sont plus silencieux que des sourds-muets, ils ne peuvent avoir de volonté ni offrir de résistance : c'est ce que tout le monde ou presque pense. Mais Zhang avait résisté, elle avait essayé de s'enfuir quand le mécanicien s'était approché d'elle. Elle ne pouvait porter plainte. Elle était chinoise, tout geste visible lui était interdit. L'homme avait retenté sa chance et n'avait pu tolérer un nouveau refus. Il l'avait rouée de coups de pied jusqu'à ce qu'elle perde connaissance, puis l'avait égorgée et avait jeté au fond d'un puits artésien le cadavre, qui s'était gonflé d'eau pendant des jours. Pasquale connaissait cette histoire, elle l'avait bouleversé. Chaque fois qu'il donnait un cours, il n'oubliait jamais d'aller voir le frère de Zhang et de lui demander comment il allait, s'il avait besoin de quelque chose. La réponse était toujours : « Non, merci. »

Pasquale et moi sommes devenus très proches. Quand il parlait des tissus, on aurait dit un illuminé. Dans les boutiques, il se montrait tatillon : on ne pouvait pas faire deux pas sans qu'il se plante devant une vitrine et critique avec virulence la coupe d'une veste ou qu'il ait honte pour le couturier qui avait dessiné une jupe. Il pouvait prévoir la durée de vie d'un pantalon, d'une veste ou d'une robe, ainsi que le nombre de lavages que pourraient supporter ces vêtements avant de se déformer. Pasquale m'a initié à l'univers complexe des tissus. J'avais même commencé à aller chez lui. Sa famille – sa femme et ses trois enfants – faisait plaisir à voir. Les enfants étaient actifs mais jamais survoltés. Ce soir-là, comme souvent, les deux plus petits couraient pieds nus dans la maison, mais sans faire de bruit. Pasquale avait allumé la télévision, il passait d'une chaîne à l'autre, immobile face à l'écran, plissant les yeux devant l'image tel un myope, alors qu'il avait une très bonne vue. Tout le monde était muet, mais le silence a semblé s'épaissir un peu plus. Luisa, sa femme, a deviné qu'il se passait quelque chose, car elle s'est approchée de la télévision et a mis

les deux mains sur sa bouche, comme lorsqu'on assiste à un événement grave et qu'on étouffe un cri. À la télévision, Angelina Jolie était sur la scène lors de la soirée des Oscars, vêtue d'un magnifique tailleur-pantalon en satin blanc. Un tailleur fait sur mesure, comme les robes offertes par les stylistes italiens aux vedettes qu'ils se disputent, cousu par Pasquale dans un atelier au noir d'Arzano. « Ça, ça va en Amérique », lui avait-on seulement dit. Pasquale avait travaillé sur des centaines de tenues destinées aux États-Unis, mais il se rappelait parfaitement ce tailleur blanc. Il se rappelait encore les mesures, toutes les mesures. L'encolure, le tour de poignet. Et le pantalon. Il avait passé ses mains dans chaque jambe et se rappelait encore le corps qu'il avait imaginé, comme le font tous les couturiers. Un corps nu privé de charge érotique, formé par un tissu de muscles, par une architecture d'os. Un corps à habiller, une couche à ajouter entre les muscles, les os et la silhouette. Pasquale était allé chercher le tissu au port, il se souvenait très bien de ce jour-là. Les commanditaires savaient à qui était destiné le tailleur, mais personne ne lui avait rien dit.

Au Japon, le couturier personnel de la future impératrice avait été reçu officiellement au palais. En Allemagne, un magazine berlinois avait consacré au couturier de la première femme chancelier six pages dans lesquelles on parlait de qualité artisanale, d'originalité et d'élégance. Pasquale se sentait envahi par une colère si grande qu'il n'arrivait pas à s'en débarrasser. Et pourtant tout le monde a le droit d'être satisfait, de voir ses mérites reconnus. Au fond de lui, du côté du foie ou dans un coin de l'estomac, il sentait qu'il avait fait de l'excellent travail et voulait pouvoir le clamer haut et fort. Il savait qu'il méritait mieux, mais on ne lui avait rien dit. Il l'avait appris par hasard, par erreur. Une colère vaine, aux causes nombreuses mais dont il ne pouvait rien faire. Il ne pourrait le dire à personne. Pas même le murmurer pour lui seul en lisant le journal le lendemain. Il ne pouvait pas dire : « Ce tailleur, c'est moi qui l'ai fait. » Personne ne le croirait. Lors de la soirée des Oscars, Angelina Jolie portait un tailleur-pantalon fait à Arzano, par Pasquale. Le sommet et le bas de l'échelle. Des millions de dollars et six cents euros par mois. Quand on a fait tout ce qu'il était possible de faire, quand le talent, la compétence, la maîtrise technique et le sérieux s'unissent dans un geste, dans une pratique, et que tout cela ne change rien, alors on a envie de s'allonger par terre et de disparaître dans le néant. Lentement, laisser les minutes s'écouler et plonger dans le vide comme dans des sables mouvants. Tout arrêter et essayer, essayer de respirer. Rien d'autre. Car rien ne peut changer la donne, pas même un tailleur fait pour Angelina Jolie et porté lors de la soirée des Oscars.

Pasquale est sorti de la maison et n'a pas pris la peine de fermer la

porte. Luisa savait où il allait, elle savait qu'il irait à Secondigliano et elle savait qui il irait voir. Elle s'est jetée sur le canapé et a plongé la tête dans un coussin, comme un enfant. J'ignore pour quelle raison, mais quand Luisa s'est mise à pleurer, j'ai pensé à des vers de Vittorio Bodini⁽⁸⁾, une poésie qui parlait des stratagèmes utilisés les paysans du Sud pour ne pas partir à l'armée, ne pas devoir remplir les tranchées de la Première Guerre mondiale et défendre des frontières dont ils ignoraient l'existence :

Au temps de l'autre guerre, paysans et contrebandiers
mettaient des feuilles de tabac sous leurs aisselles
pour tomber malade.
Les fièvres artificielles, symptôme de la malaria,
qui les faisaient trembler et claquer des dents,
voilà leur jugement
sur les gouvernements et sur l'histoire.

Les larmes de Luisa m'ont elles aussi fait l'effet d'un jugement sur le gouvernement et sur l'histoire. Ce n'était pas de la rage. Ni de la tristesse due à une joie frustrée. C'était un chapitre revu et corrigé du Capital de Marx, un paragraphe des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith, un alinéa de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de J. M. Keynes, une note de bas de page à *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber. Une page ajoutée ou arrachée, une page qu'on avait oublié d'écrire ou qui peut-être continuait à s'écrire, mais dans un autre espace. Ce n'était pas une réaction de désespoir, mais une analyse. Sévère, détaillée, précise, argumentée. Je m'imaginais Pasquale dans la rue, tapant du pied sur le sol comme lorsqu'on enlève la neige de ses chaussures. Comme un enfant qui ne comprend pas pourquoi la vie est si dure. Jusqu'ici il y était parvenu. Il était parvenu à se retenir, à faire son métier, à conserver l'envie de le faire. Et à le faire mieux que quiconque. Mais à cet instant, quand il a vu ce tailleur, ce corps bouger dans le tissu qu'il avait caressé, il s'est senti seul. Très seul. Car lorsqu'une chose n'est vraie que dans notre for intérieur, dans notre crâne, c'est comme si elle n'existait pas. Et quand le travail sert uniquement à se maintenir à la surface, à survivre, qu'il ne sert qu'à lui-même, alors il n'apporte que la plus profonde des solitudes.

J'ai revu Pasquale deux mois plus tard. On l'avait mis au volant des camions. Il transportait toutes sortes de marchandises – légales et illégales – pour le compte d'entreprises liées à la famille Licciardi de Secondigliano. Du moins c'est ce qui se disait. Le meilleur couturier du monde conduisait les camions de la camorra entre Secondigliano et le

lac de Garde. Il m'a invité à déjeuner, m'a fait faire un tour dans un énorme engin. Ses mains étaient rouges, ses articulations abîmées. Comme tous les chauffeurs qui tiennent le volant pendant des heures, il avait les mains gelées et une mauvaise circulation sanguine. Il n'avait pas l'air tranquille. Il avait choisi ce travail par dépit, c'était un affront qu'il faisait à son destin, un coup de pied au cul qu'il donnait à sa propre vie. On ne peut supporter certaines choses indéfiniment, même si tout envoyer au diable signifie vivre un peu plus mal. Tandis que nous mangions, il s'est levé pour aller saluer quelqu'un, laissant son portefeuille sur la table. J'ai vu une feuille pliée en quatre glisser de l'objet en cuir. Je l'ai prise et dépliée. C'était une photo, une couverture de magazine montrant Angelina Jolie vêtue de blanc. Le tailleur que Pasquale avait cousu. La veste portée à même la peau. Il fallait être capable de l'habiller sans la cacher, le tissu devait accompagner le corps, le dessiner en se laissant entraîner par ses mouvements.

Parfois, lorsqu'il est seul, peut-être après le dîner, quand les enfants épuisés par les jeux s'endorment, vautrés sur le canapé, que sa femme téléphone à sa mère puis fait la vaisselle, je suis certain qu'à ce moment-là Pasquale a envie de prendre son portefeuille et de contempler cette page de magazine. Et je suis certain qu'en regardant le chef-d'œuvre qu'il a créé de ses propres mains, il est heureux. Un bonheur plein de colère, mais ça, personne ne le saura jamais.

LE SYSTÈME

Le Système avait alimenté le marché international de l'habillement, royaume de l'élégance italienne. Chaque recoin de la planète pouvait être atteint par les entreprises, les hommes et les produits du Système. Système : un mot qu'ici tout le monde connaît mais qui, pour les autres, reste encore à déchiffrer, une référence inaccessible à ceux qui ignorent quelles sont les dynamiques du pouvoir de l'économie criminelle. Le mot camorra n'existe pas, c'est un mot de flics, utilisé par les magistrats, les journalistes et les scénaristes. Un mot qui fait sourire les affiliés, une indication vague, un terme bon pour les universitaires et appartenant à l'histoire. Celui que les membres d'un clan utilisent pour se désigner est Système : « J'appartiens au Système de Secondigliano. » Un terme éloquent, qui évoque un mécanisme plutôt qu'une structure. Car l'organisation criminelle repose directement sur l'économie, et la dialectique commerciale est l'ossature du clan.

Le Système de Secondigliano détenait désormais tout le secteur du textile, et la périphérie de Naples était le centre de la production, le véritable poumon industriel. Tout ce qu'il était impossible d'exiger ailleurs, en raison de la rigidité des contrats, des lois et des règles en matière de copyright, on pouvait l'obtenir au nord de Naples. Articulée autour de la puissance économique des clans, la périphérie permettait de brasser des quantités considérables de capitaux, inimaginables dans n'importe quelle zone industrielle légale. Les clans avaient créé des filières entières de sous-traitance dans le textile et le travail du cuir et des peaux, qui étaient en mesure de produire des costumes, des vestes, des chaussures et des chemises identiques aux produits des grandes maisons italiennes.

Ces entreprises bénéficiaient sur tout le territoire d'une main-d'œuvre extrêmement qualifiée qui s'était formée durant des décennies dans la haute couture, en créant les collections des plus grands stylistes italiens et européens. Les ouvriers qui avaient travaillé au noir pour les grandes griffes étaient recrutés par les clans, et non seulement l'exécution était parfaite, mais même les tissus étaient identiques, achetés directement sur le marché chinois ou envoyés par les marques aux ateliers clandestins qui prenaient part aux enchères. Les vêtements contrefaits des clans de Secondigliano n'avaient donc rien à voir avec les mauvaises copies habituelles, vaguement

ressemblantes, qu'on essaie de faire passer pour des originaux ; c'était une sorte de vrai-faux. Il ne manquait que la dernière étape, l'accord de la maison mère, sa marque, mais les clans se passaient de cet accord et ne demandaient rien à personne. Du reste, partout dans le monde le client était intéressé par la qualité et par le modèle. La marque y était, la qualité aussi, il n'y avait donc aucune différence. Les clans de Secondigliano avaient créé un réseau commercial présent sur tous les continents et capable d'acquérir des chaînes de boutiques et de dominer ainsi le marché de l'habillement sur le plan international. Leur organisation économique s'intéressait également au marché des magasins d'usine, les *outlet*. Les produits de qualité à peine inférieure étaient destinés à un autre marché, celui des vendeurs de rue africains et des étals des marchés. Rien de ce qui était produit ne se perdait. De l'atelier à la boutique, du commerçant au distributeur, des centaines d'entreprises et de travailleurs prenaient part au processus, des milliers d'ouvriers et de patrons qui brûlaient de jouer un rôle dans la grande affaire montée par les clans de Secondigliano.

Tout était coordonné et géré par le Directoire. J'entendais sans arrêt ce terme. Dans chaque discussion au café du coin à propos d'une affaire, ou chaque fois que quelqu'un protestait contre le manque de travail : « C'est une décision du Directoire. » « Le Directoire devrait se bouger et viser encore plus haut. » On aurait dit des extraits de conversations datant de l'époque napoléonienne. C'est le nom que les magistrats de la D.D.A.(9) de Naples avaient donné à une structure économique, financière et opérationnelle composée d'entrepreneurs et de parrains représentant diverses familles de la camorra dans la zone nord de Naples. Une structure aux visées purement économiques. Comme l'organe collégial de la Révolution française, le Directoire incarne le pouvoir réel de l'organisation, bien plus que son bras armé et ses escadrons de tueurs.

Tous les clans de l'Alliance de Secondigliano, le cartel camorriste réunissant plusieurs familles, avaient leur place au sein du Directoire : Licciardi, Contini, Maliardo, Lo Russo, Bocchetti, Stabile, Prestieri, Bosti, mais aussi, avec plus d'autonomie, les Sarno et les Di Lauro. Un territoire sous influence, qui s'étend de Secondigliano, Scampia, Piscinola, Chiaiano, Miano et San Pietro a Paterno d'une part, jusqu'à Giugliano et Ponticelli de l'autre. Une fédération de clans devenus de plus en plus autonomes, laissant la structure organique de l'Alliance se déliter. S'agissant de la partie production, les patrons de plusieurs entreprises siégeaient au sein du Directoire : Valent, Vip Moda, Vocos et Vitec, qui confectionnaient à Casoria, à Arzano et à Melito, des vêtements pour le compte de Valentino, Ferré, Versace et Armani, vendus ensuite sur toute la planète. L'enquête menée en 2004 par le procureur de la République Filippo Beatrice, de la D.D.A. de Naples, a

conduit à la découverte de l'empire économique de la camorra napolitaine. Tout est parti d'un détail, de ceux qui passent souvent inaperçus. Un parrain de Secondigliano avait été embauché par une boutique de vêtements nommée Nenentz Fashion, à Chemnitz en Allemagne, au 46 Dresdner Strasse. Un fait étrange, insolite. En réalité, la boutique lui appartenait et il se servait d'un prête-nom. En suivant cette piste, l'enquête a mis au jour la totalité du réseau de production et de distribution des clans de Secondigliano. Grâce aux témoignages de repentis et aux écoutes téléphoniques, les enquêtes de la D.D.A. de Naples sont parvenues à reconstituer toute l'organisation commerciale des clans, des entrepôts aux boutiques.

Il n'existait aucun lieu où ils n'aient implanté leurs affaires. En Allemagne, ils avaient des boutiques et des entrepôts à Hambourg, à Dortmund et à Francfort. À Berlin, ils possédaient les magasins Laudano, installés au 800 Gneisenaustrasse et au 15 Witzlebenstrasse, et d'autres en Espagne, au 30 Paseo de la Ermita del Santo, à Madrid, et également à Barcelone ; en Belgique, à Bruxelles ; au Portugal, à Porto ; en Autriche, à Vienne ; au Royaume-Uni, une boutique de costumes à Londres ; en Irlande, à Dublin. Et aussi aux Pays-Bas (Amsterdam), en Finlande et au Danemark, à Sarajevo et à Belgrade. Les clans de Secondigliano avaient même traversé l'Atlantique, investi au Canada comme aux États-Unis, puis en Amérique latine. Au Canada, ils avaient une boutique à Montréal et à Woodbrige, Ontario, au 253 Jevlan Drive. Le réseau américain était immense, les boutiques de New York, de Miami Beach, du New Jersey et de Chicago vendaient des millions de jeans, et en Floride leur monopole était presque absolu. Les revendeurs et les propriétaires de centres commerciaux américains ne voulaient traiter qu'avec des intermédiaires de Secondigliano. Les vêtements de haute couture, signés par de grands stylistes et à des prix accessibles, permettaient à leurs *shopping mails* de regorger de clients, car les logos des marques qui figuraient sur chaque pièce étaient parfaits.

La matrice servant à imprimer la gorgone de Versace a été découverte dans un atelier à la périphérie de Naples. À Secondigliano, la rumeur affirmait que les vêtements produits par le Directoire dominaient le marché américain, ce qui faciliterait les choses aux jeunes désireux de partir pour les États-Unis et de travailler comme commerciaux. Ils profiteraient du succès des jeans fabriqués par Vip Moda, qui avaient envahi les boutiques du Texas et étaient vendus sous la marque Valentino.

Les affaires se développaient aussi dans l'autre hémisphère. En Australie, la boutique Moda Italiana Emporio, au 28 Ramsay Road à Five Dock, Nouvelle-Galles du Sud, était devenue l'une des plus courues pour trouver des tenues élégantes, et les clans possédaient

également des magasins et des entrepôts à Sydney. Au Brésil, à Rio de Janeiro et à São Paulo, ils avaient la mainmise sur le marché de l'habillement. À Cuba, ils projetaient d'ouvrir un magasin destiné aux touristes européens et américains, et ils avaient déjà commencé à investir en Arabie Saoudite et au Maghreb. Les écoutes téléphoniques ont permis de découvrir que le Directoire avait mis en place un mécanisme de distribution fondé sur de véritables centres de triage des marchandises et des hommes, les entrepôts, des dépôts qui réceptionnaient toutes sortes de vêtements. Les entrepôts étaient le cœur du réseau commercial, l'endroit où les représentants venaient retirer les marchandises à distribuer aux boutiques des clans ou à d'autres revendeurs. Une logique ancienne : elle s'inspirait des *magliari*, ces camelots napolitains qui vendaient leurs produits dans une bonne partie du monde après la Seconde Guerre mondiale, parcourant des distances énormes et transportant des sacs chargés de chaussettes, de chemises et de vestes. À plus grande échelle et grâce à leur longue expérience de commerçants, les *magliari* étaient devenus des agents commerciaux capables de vendre partout : sur les marchés de quartier et dans les centres commerciaux, les parkings et les stations-service. Les meilleurs pouvaient faire carrière et tenter de vendre des lots importants directement aux revendeurs. D'après les enquêtes, certains entrepreneurs organisaient la distribution des contrefaçons, faisant bénéficier les agents, les *magliari*, d'un soutien logistique. Ils avançaient les frais de déplacement et de séjour, fournissaient voitures et fourgonnettes, et garantissaient une assistance juridique en cas d'arrestation ou de saisie des vêtements. Et ils encaissaient bien évidemment le produit de la revente. Un marché qui représentait un chiffre d'affaires annuel d'environ trois cents millions d'euros.

Les grandes griffes de la mode italienne ont commencé à protester contre la contrefaçon, un marché aux mains des clans de Secondigliano, seulement après que l'Antimafia eut dévoilé tout son fonctionnement. Avant cela, jamais elles n'avaient envisagé la moindre campagne publicitaire, jamais elles n'avaient porté plainte, jamais elles n'avaient informé la presse des mécanismes de production parallèle dont elles étaient victimes. Difficile de comprendre pourquoi les marques n'ont jamais pris position contre les clans. Les explications sont multiples. S'en prendre à la contrefaçon signifiait renoncer définitivement à la main-d'œuvre peu coûteuse dont elles se servaient en Campanie et dans les Pouilles. Les clans auraient fermé les voies d'accès au bassin des usines textiles de la périphérie napolitaine et entravé toute relation avec celles d'Europe de l'Est et d'Extrême-Orient. Porter plainte aurait fait perdre des milliers de débouchés commerciaux, puisque les clans géraient directement de très

nombreux points de vente. La distribution, les représentants et les transports dépendent dans bien des zones des familles criminelles, et les coûts de distribution se seraient immédiatement envolés. Du reste, les clans ne faisaient rien qui pût salir l'image des griffes, ils exploitaient simplement leur puissance publicitaire et symbolique. Ils produisaient des vêtements sans défauts, conformes aux modèles et à la qualité. Ils parvenaient à ne pas faire de concurrence symbolique aux marques, mais diffusaient plus largement des produits que les prix du marché rendaient inaccessibles au grand public. Ils favorisaient la diffusion de la marque. Si presque personne ne porte plus les vêtements des grands couturiers, si on ne les voit plus que sur le dos de mannequins anorexiques durant la saison des défilés, le marché s'éteint lentement et le prestige diminue lui aussi. En outre, les ateliers napolitains fabriquaient des robes et des pantalons contrefaits dans des tailles que les griffes ne produisent pas, pour des raisons d'image. Mais pour les clans seuls comptent les gains potentiels, pas l'image. Grâce à la contrefaçon de qualité et à l'argent du trafic de drogue, les familles de Secondigliano avaient pu acquérir des boutiques et des centres commerciaux, où les produits authentiques et les bonnes copies se mêlaient de plus en plus souvent, rendant toute distinction impossible. Le Système avait d'une certaine façon aidé la mode « officielle » à se développer, malgré la flambée des prix, exploitant au contraire la crise du marché. Il avait contribué à faire connaître la mode italienne dans le monde et gagné ainsi des sommes colossales.

Les hommes de Secondigliano avaient parfaitement compris qu'un réseau de points de vente international et très ramifié était une affaire de tout premier ordre, qui n'avait rien à envier au trafic de drogue. Bien souvent, les canaux de vente étaient les mêmes. Et la puissance économique du Système ne s'est pas arrêtée à l'habillement, elle a également investi le marché des hautes technologies. Comme l'a révélé une enquête de 2004, le réseau commercial des clans s'approvisionne en Chine et distribue divers produits de haute technologie en Europe. Celle-ci disposait du contenant : la marque, la réputation, la publicité. La Chine avait le contenu : le produit lui-même, la fabrication à bas coût, les matières premières obtenues à des prix dérisoires. Le Système camorra a réuni ces deux éléments, gagnant ainsi sur tous les tableaux. Les clans ont compris que l'économie était à bout de souffle et, imitant les entreprises qui ont d'abord investi dans le Mezzogiorno puis progressivement en Chine, ils ont réussi à repérer les zones industrielles chinoises qui produisent pour les grands groupes européens. C'est ainsi qu'ils ont décidé de passer de grosses commandes de produits de haute technologie, revendus en Europe sous un logo évidemment contrefait qui les rend plus attractifs. Mais ils ont commencé par se montrer méfiants : comme pour un lot de

cocaïne, ils ont d'abord testé les produits vendus par les usines chinoises. Ce n'est qu'après les avoir lancés sur le marché pour en vérifier la qualité qu'ils ont mis en place le trafic international le plus florissant que l'histoire ait connu. Appareils photo et caméscopes numériques, mais aussi matériel de chantier : perceuses, scies circulaires, marteaux piqueurs, rôdeuses, ponceuses. Des produits commercialisés sous les marques Bosch, Hammer et Hilti. Paolo Di Lauro, le parrain de Secondigliano, a décidé d'investir dans les appareils photo produits en Chine dix ans avant que la Confindustria⁽¹⁰⁾ n'établisse des relations commerciales avec l'Orient. Sur les marchés d'Europe de l'Est, des milliers de modèles Canon et Hitachi ont été vendus par le clan Di Lauro. Des produits jusqu'alors réservés à la grande et moyenne bourgeoisie sont devenus accessibles au plus grand nombre, grâce aux importations de la camorra napolitaine. Les clans s'approprièrent la marque, pour mieux entrer sur le marché, mais les produits étaient quasi identiques.

Révéls par l'enquête de la D.D.A. de Naples en 2004, les investissements réalisés en Chine par les clans Di Lauro et Contini montrent la clairvoyance des parrains en affaires. L'heure n'est plus aux grands groupes et les alliances criminelles se sont donc défaits. La Nouvelle Camorra Organisée (N.C.O.), de Raffaele Cutolo, était dans les années quatre-vingt une sorte de grande entreprise, un groupe centralisé. Puis vint la Nouvelle Famille, de Carmine Alfieri et Antonio Bardellino, structurée comme une fédération et constituée de familles économiquement indépendantes réunies autour d'intérêts opérationnels communs, elle aussi d'une taille gigantesque.

À présent la flexibilité économique a entraîné la création de petits groupes dirigés par des parrains patrons qui disposent de centaines de sous-traitants ayant chacun des tâches précises et se sont imposés dans tous les secteurs de l'économie et de la société. Une structure horizontale, beaucoup plus flexible que Cosa Nostra, plus ouverte à de nouvelles alliances que la *'ndrangheta*⁽¹¹⁾, capable d'être alimentée de façon continue par de nouveaux clans et de nouvelles stratégies, prête à envahir les marchés de pointe. Au cours des dernières années, des dizaines d'opérations de police ont prouvé qu'aussi bien la mafia sicilienne que la *'ndrangheta* ont dû négocier avec les clans napolitains en vue d'acquérir d'importants lots de drogue. Les cartels de Naples et de Campanie fournissaient la cocaïne et l'héroïne à des prix raisonnables, et il était bien plus pratique et économique de travailler avec eux qu'avec des trafiquants albanais ou sud-américains.

Malgré la restructuration des clans, la camorra est l'organisation criminelle la plus importante d'Europe par le nombre d'affiliés. On compte cinq camorristes pour un membre de la mafia sicilienne et huit pour un membre de la *'ndrangheta*. La camorra est trois ou quatre fois

plus importante que d'autres organisations. Profitant de l'ombre que génère l'attention permanente accordée à Cosa Nostra et aux bombes de la mafia sicilienne, elle a profité de la distraction des médias pour demeurer pratiquement inconnue. Avec la restructuration postfordiste des groupes criminels, les clans de Naples ont mis fin à leurs largesses. L'augmentation de la micro-criminalité qui pèse sur la ville est due à ce changement, car les clans, après la réorganisation progressive des dernières années, ont cessé de verser des salaires avec prodigalité. Un contrôle du territoire strict et militaire n'est plus nécessaire, du moins pas en permanence, et les plus grosses affaires des groupes camorristes se développent hors de Naples.

Comme le prouvent les enquêtes du Parquet antimafia de Naples, la structure fédérale et flexible des clans a complètement transformé le tissu familial : aujourd'hui il faudrait parler de conseils d'administration plutôt que d'alliances diplomatiques et de pactes stables. La flexibilité de la camorra répond à la nécessité pour toute entreprise de faire circuler les capitaux, de créer et de dissoudre des sociétés, d'investir librement dans l'immobilier, sans que les choix d'implantation territoriale ou les intermédiaires politiques jouent un rôle trop significatif. Désormais les clans n'ont plus besoin de se constituer en entités gigantesques. Un groupe de personnes peut décider de s'unir, d'organiser des braquages, de briser des vitrines et de voler sans être massacré ou absorbé par le clan, comme c'était le cas auparavant. Les bandes qui sévissent à Naples ne sont pas exclusivement composées d'individus qui commettent des crimes pour leur propre compte, pour s'acheter une grosse voiture ou simplement vivre mieux. Souvent ces individus sont conscients qu'en s'unissant et en accroissant le volume et la violence de leurs opérations ils pourront améliorer leurs capacités économiques et devenir des interlocuteurs des clans ou de leurs sous-traitants. La nébuleuse de la camorra se compose aussi bien de groupes avides comme des sangsues, sans projet économique, que d'avant-gardes qui développent leurs affaires à toute vitesse et visent les sommets. Entre ces deux mouvements opposés mais complémentaires, le tissu de la ville se déchire et s'effiloche. À Naples, la violence est le moyen le plus compliqué mais aussi le plus pratique de devenir un entrepreneur qui gagne ; et l'atmosphère de ville en guerre qu'on respire chaque jour a l'odeur rance de la sueur, comme si les rues étaient des salles de sport à ciel ouvert où chacun exerce sa capacité à voler, à braquer, à saccager et à tester les mécanismes du pouvoir, l'ivresse de la croissance économique.

Le Système a levé en banlieue, telle la pâte à pizza dans une boîte en bois. La municipalité et la région ont cru pouvoir s'opposer à lui en refusant de faire des affaires avec les clans. Mais ça n'a pas suffi. Elles

n'ont pas assez prêté attention au phénomène et ont sous-estimé le pouvoir des familles, jugeant que c'était un effet de la dégradation des banlieues, et la Campanie est ainsi la région qui compte le plus de communes mises sous tutelle car infiltrées par la camorra. Depuis 1991, soixante et onze communes de la région ont été dissoutes administrativement par les magistrats. Dans la seule province de Naples(12), les conseils municipaux concernés sont : Pouzzoles, Quarto, Marano, Melito, Portici, Ottaviano, San Giuseppe Vesuviano, San Gennaro Vesuviano, Terzigno, Calandrino, Sant'Antimo, Tufino, Crispano, Casamarciano, Nola, Liveri, Boscoreale, Poggiomarino, Pompéi, Herculaneum, Pimonte, Casola di Napoli, Sant'Antonio Abate, Santa Maria La Carità, Torre Annunziata, Torre del Greco, Volla, Bruscianno, Acerra, Casoria, Pomigliano d'Arco et Frattamaggiore. Un chiffre élevé, nettement supérieur à ce qu'on trouve dans d'autres régions d'Italie : quarante-quatre en Sicile, trente-quatre en Calabre, sept dans les Pouilles. Seules neuf des quatre-vingt-douze communes de la province de Naples n'ont jamais été dirigées par un commissaire de la République ni suscité d'enquête. Les entreprises appartenant aux clans ont déterminé les plans d'occupation des sols, se sont infiltrées dans les A.S.L.(13), ont acquis des terrains juste avant qu'ils deviennent constructibles, puis fait bâtir des centres commerciaux par des sous-traitants, imposant qu'on respecte les fêtes patronales et qu'on recoure à leurs entreprises de services, des cantines scolaires au nettoyage urbain, des transports au ramassage des ordures.

Jamais les affaires criminelles n'ont été aussi présentes dans la vie économique d'une région qu'en Campanie au cours des dix dernières années. Contrairement aux groupes mafieux siciliens, les clans de la camorra n'ont pas besoin des hommes politiques, mais ces derniers ont absolument besoin du Système. En Campanie, les clans ont mis en place la stratégie suivante : d'un côté, les structures politiques les plus visibles et les plus exposées médiatiquement sont laissées en dehors de toute proximité ou de toute connivence ; mais, de l'autre, dans les villages, partout où ils ont besoin de soutien paramilitaire, de protection pour les hommes en cavale, de manœuvres économiques plus voyantes, les alliances entre hommes politiques et familles camorristes sont plus étroites. Les clans conquièrent le pouvoir grâce à leurs affaires, ce qui leur suffit pour dominer tout le reste.

Les artisans de la transformation des clans de Secondigliano et de Scampia(14) d'organisations criminelles en entreprises tournées vers le seul profit furent les Licciardi, famille dont le fief est la Masseria Cardone, un quartier aux allures de forteresse imprenable. Le parrain Gennaro Licciardi, dit « 'a scigna » (le singe), fut à l'origine de la métamorphose de Secondigliano. Physiquement il ressemblait

vraiment à un gorille ou à un orang-outang. À la fin des années quatre-vingt, Licciardi était le lieutenant à Secondigliano de Luigi Giuliano, le parrain de Forcella, au cœur de Naples. La banlieue était alors vue comme une zone infâme où il n'y avait pas de boutiques, où on n'ouvrait pas de centres commerciaux, un territoire privé de toute richesse, où les sangsues pratiquant l'extorsion ne pouvaient monnayer leur protection. Mais Licciardi comprit qu'elle pouvait devenir le centre de triage du narcotrafic, un port franc du transport et une réserve de main-d'œuvre à bas coût. Un territoire où s'élèveraient bientôt des échafaudages puis de nouvelles agglomérations permettant l'expansion de la ville. Gennaro Licciardi ne parvint pas à mettre en œuvre jusqu'au bout sa stratégie. Il mourut en prison, à trente-huit ans, d'une banale hernie ombilicale, une fin terrible pour un parrain, et plus encore pour quelqu'un qui, dans sa jeunesse, avait survécu aux seize coups de couteau reçus dans les cellules de haute sécurité du tribunal de Naples, avant une audience, lors d'une rixe entre affiliés de la N.C.O. et de la Nouvelle Famille.

La famille Licciardi transforma un lieu qui n'était qu'un réservoir de main-d'œuvre en machine du narcotrafic : une véritable entreprise criminelle internationale. Des milliers de personnes furent cooptées, affiliées, dévorées par le Système. Textile et drogue. Avant tout, investir dans le commerce. Après la mort de Gennaro, « le singe », ses frères Pietro et Vincenzo s'emparèrent du pouvoir militaire mais c'est Maria, dite « *a piccerella* » (la petite), qui détenait le pouvoir économique au sein du clan.

Après la chute du mur de Berlin, Pietro Licciardi transféra la majeure partie de ses intérêts légaux et illégaux à Prague et à Brno. La République tchèque fut largement envahie par les clans de Secondigliano, qui adoptèrent une logique de périphérie productive et se mirent à investir pour conquérir les marchés allemands. Pietro Licciardi avait un profil de manager et ses alliés entrepreneurs l'appelaient « l'empereur romain », en raison de son comportement autoritaire et arrogant, lui qui voyait le reste du monde comme une simple extension de Secondigliano. Il avait ouvert une boutique de vêtements à Taïwan qui lui permettrait d'être présent sur le marché chinois, pas seulement d'exploiter la main-d'œuvre bon marché. Il fut arrêté à Prague en juin 1999. Il se servait de la puissance de feu du clan sans la moindre pitié et fut accusé d'avoir commandité en 1998 l'attentat à la bombe de la Via Cristallini, à la Sanità(15), quand les clans de la périphérie et ceux du centre historique étaient en guerre. Une explosion qui devait punir tout le quartier, pas seulement les dirigeants adverses. Quand la voiture piégée explosa, treize personnes furent atteintes par des morceaux de tôle et des éclats de verre. Mais, à l'issue du procès, Pietro fut relaxé par manque de preuves. En Italie,

le clan Licciardi a transféré l'essentiel de ses activités textiles et commerciales en Vénétie, à Castel-nuovo del Garda. Le beau-frère de Pietro Licciardi, Vincenzo Pernice, fut arrêté non loin, à Portogruaro, en compagnie de plusieurs acolytes du clan, dont Renato Peluso, qui résidait précisément à Castelnuovo del Garda. Des commerçants et des entrepreneurs de Vénétie liés aux clans couvrirent la fuite de Licciardi, cessant de ce fait d'être de simples participants externes pour devenir membres à part entière de l'organisation criminelle. Parallèlement à une solide structure de production, les Licciardi disposaient d'une véritable organisation paramilitaire. Depuis l'arrestation de Pietro et de Maria, le clan est actuellement dirigé par Vincenzo, le parrain en cavale, qui coordonne aussi bien l'appareil militaire que le fonctionnement économique.

Le clan a toujours été particulièrement vindicatif. Il vengea cruellement la mort de Vincenzo Esposito, neveu de Gennaro Licciardi, tué en 1991 à l'âge de vingt et un ans, dans le quartier Monterosa, territoire des Prestieri, une des familles de l'Alliance. On appelait Esposito le Petit Prince, car il était le neveu des rois de Secondigliano. Il avait pris sa moto et était allé demander des comptes à des gens qui avaient malmené certains de ses amis. Il portait un casque et fut abattu parce qu'on l'avait pris pour un tueur. Les Licciardi accusèrent les Di Lauro, dont les Prestieri étaient de proches alliés, d'avoir fourni les exécuteurs du meurtre et, d'après le repentir Luigi Giuliano, Di Lauro lui-même avait organisé l'assassinat du Petit Prince, qui mettait un peu trop son nez dans leurs affaires. Quel qu'ait été le mobile, le pouvoir des Licciardi était si grand qu'ils obligèrent les clans impliqués dans la mort d'Esposito à se débarrasser de tous les éventuels responsables. Ils ordonnèrent un massacre qui fit quatorze morts en quelques jours, tous impliqués, directement ou non, dans le meurtre du jeune héritier.

Le Système a également réussi à transformer les formes classiques d'extorsion et les mécanismes de l'usure. Les clans ont compris que les commerçants avaient besoin de liquidités, car les banques étaient de plus en plus strictes, et ils sont donc intervenus dans les rapports entre fournisseurs et commerçants. Ceux qui doivent acheter des marchandises peuvent désormais les payer en espèces ou au moyen d'effets de commerce. S'ils paient en espèces, le prix est inférieur de moitié, voire des deux tiers, au montant qu'ils paieraient en effets de commerce. Ils ont donc tout intérêt à payer immédiatement, ce qui profite aussi au vendeur, et la somme est fournie par le clan à un taux moyen de dix pour cent. De cette façon, un rapport de partenariat se crée automatiquement entre l'acheteur, le vendeur et le financier occulte, c'est-à-dire les clans. Les bénéfices de cette activité sont partagés pour moitié entre le fournisseur et le clan, mais il arrive que

l'endettement représente des sommes si importantes que le commerçant devient un simple prête-nom touchant un salaire mensuel. Les clans ne sont pas des banques, ils ne prennent pas tout aux mauvais payeurs mais exploitent leurs biens et permettent à ceux qu'ils ont expropriés de continuer à travailler, mettant à profit leur expérience. Dans l'enquête de la D.D.A. réalisée en 2004, les déclarations d'un repentí révélaient que 50 % des commerces de Naples sont gérés en sous-main par la camorra.

Aujourd'hui, l'extorsion classique décrite dans *Je cherche après Picone*, le film de Nanni Loy(16), c'est-à-dire le porte-à-porte à Noël, à Pâques et le 15 août, est bonne pour les groupes les plus misérables, ceux qui doivent survivre et sont incapables de devenir des entrepreneurs. Tout a changé. La famille Nuvoletta de Marano, une banlieue au nord de Naples, avait mis en place un système de racket plus sophistiqué et plus rentable fondé sur le bénéfice réciproque et l'obligation de s'approvisionner chez certains fournisseurs. Giuseppe Gala, dit Showman, était devenu l'un des agents commerciaux les plus appréciés dans le secteur de l'agroalimentaire. Il représentait Bauli et Van Houten, et son entreprise, Vip Alimentari, avait l'exclusivité des produits Parmalat dans la zone de Marano. Au cours d'une conversation téléphonique enregistrée par les magistrats de la D.D.A. de Naples durant l'automne 2003, Gala se vantait de ses talents de vendeur : « Je les ai tous écrasés, on est les plus forts sur le marché. »

De fait, ses clients avaient l'assurance d'être présents sur tout le territoire qu'il couvrait et la garantie de recevoir un nombre élevé de commandes. Les commerçants et les supermarchés étaient d'ailleurs bien heureux de pouvoir négocier avec Peppe Gala : il leur offrait les meilleures remises du marché, grâce aux pressions qu'il exerçait sur les entreprises et les fournisseurs. En tant qu'homme du Système, Showman contrôlait même le transport et pouvait offrir des prix imbattables et des délais rapides.

Le clan n'a pas recours à l'intimidation pour imposer le produit qu'il a décidé d'« adopter », il met en avant le bénéfice. Les entreprises représentées par Gala ont déclaré avoir été victimes de racket et avoir subi le diktat des clans. Mais, en examinant les résultats commerciaux – des chiffres qu'on trouve dans les documents de la Confcommercio(17) –, on constate que tous ceux qui ont fait appel à Gala entre 1998 et 2003 ont connu une augmentation de leurs ventes annuelles comprise entre quarante et quatre-vingts pour cent. Les choix stratégiques de Gala permettaient même de résoudre les problèmes de liquidités des clans. À Noël, il imposa une taxe sur le *panettone* pour financer la prime de fin d'année que les Nuvoletta distribuaient aux familles de leurs affiliés incarcérés. Mais son succès

fut fatal à Showman. Plusieurs repentis ont raconté qu'il essaya également de devenir le revendeur exclusif de drogue à Marano. La famille Nuvoletta ne voulut rien savoir et, en janvier 2003, on le retrouva brûlé vif dans sa voiture.

Les Nuvoletta sont la seule famille non sicilienne à siéger au sein de la « *cupola* », la direction de Cosa Nostra. Ce ne sont donc pas de simples alliés ou affiliés, ils sont structurellement liés aux Corleonesi(18) et, de fait, l'un des groupes les plus puissants au sein de la mafia. Si puissant que d'après les déclarations du repentini Giovanni Brusca(19), lorsque les Siciliens décidèrent de faire exploser des bombes un peu partout en Italie à la fin des années quatre-vingt-dix, ils demandèrent au clan de Marano son avis et sa collaboration. Les Nuvoletta estimèrent qu'une telle stratégie était absurde et poursuivait des objectifs politiques – rendre service à quelqu'un – plutôt que militaires. Ils refusèrent de participer aux attentats et de fournir un soutien logistique aux poseurs de bombes. Un refus qui ne fut suivi d'aucune mesure de rétorsion. Totò Riina lui-même implora le parrain Angelo Nuvoletta d'intervenir pour corrompre les magistrats de son premier maxiprocès, mais une fois de plus les Maranesi ne firent rien pour aider la branche paramilitaire du clan de Corleone. Durant la période de guerre interne à la Nouvelle Famille, après leur victoire sur Cutolo, les Nuvoletta convoquèrent Giovanni Brusca, assassin du juge Falcone et parrain de San Giovanni Jato, pour lui demander d'éliminer cinq personnes en Campanie et d'en dissoudre deux dans de l'acide. Ils l'appelèrent comme on appelle le plombier, et il a lui-même révélé aux magistrats le mode opératoire suivi pour se débarrasser de Luigi et Vittorio Vastarella :

On leur a donné des instructions pour qu'ils achètent cent litres d'acide chlorhydrique. Il fallait aussi des fûts en métal de deux cents litres, comme ceux qu'on utilise pour stocker l'huile d'olive, dont la partie supérieure devait être découpée. D'après notre expérience, il fallait verser cinquante litres d'acide dans chaque fût et, comme on devait supprimer deux personnes, prévoir deux fûts.

1. Parrain du clan des Corleonesi depuis 1974 et successeur de Luciano Liggio, Salvatore Riina (né en 1930) a personnellement tué environ quarante personnes et est soupçonné d'avoir commandité les meurtres d'un peu plus de mille autres, dont ceux du général Dalla Chiesa, le 3 septembre 1982, et des juges Falcone et Borsellino. Il a été arrêté dans sa maison de Palerme, où il vivait depuis trente ans, le 15 janvier 1993. Il est actuellement détenu dans une prison de haute sécurité.

Les Nuvoletta, associés aux Nettuno et aux Polverino, deux sous-clans, avaient également modernisé le mécanisme des investissements dans le trafic de drogue, créant un véritable système d'actionnariat populaire. Dans son enquête de 2004, la D.D.A. de Naples a démontré que les clans, via des intermédiaires, avaient permis à tous de participer à l'achat de lots de cocaïne. Retraités, employés et petits patrons donnaient de l'argent à des représentants qui le réinvestissaient dans la drogue. Transformer en cocaïne une pension de retraite de six cents euros permettait de doubler la mise un mois plus tard. Il n'y avait pas d'autre garantie que la parole des intermédiaires, mais l'investissement était toujours profitable. Le risque de perdre de l'argent ne pesait pas lourd à côté du bénéfice réalisé, surtout si on le comparait aux intérêts que les petits investisseurs auraient touchés s'ils avaient déposé l'argent sur un compte épargne. Les seuls désavantages étaient logistiques, car les pains de cocaïne étaient souvent cachés chez les petits investisseurs, de façon à éliminer les dépôts et à rendre toute saisie importante quasi impossible. Les clans camorristes étaient ainsi parvenus, avec la participation d'une petite bourgeoisie étrangère aux mécanismes criminels mais lasse de devoir confier ses économies aux banques, à accroître le volume de capitaux à investir. Et ils avaient aussi transformé la vente au détail. Les Nuvoletta-Polverino firent des salons de coiffure et de bronzage les nouveaux lieux de revente de la cocaïne. Les profits générés par le trafic étaient ensuite réinvestis, grâce à des prête-noms, dans l'achat d'appartements, d'hôtels, de parts dans des sociétés de services, des écoles privées et même des galeries d'art.

D'après diverses accusations, Pietro Nocera gérât l'essentiel des capitaux des Nuvoletta. Comptant parmi les entrepreneurs les plus puissants de la région, il ne roulait qu'en Ferrari et possédait un jet privé. En 2005, le tribunal de Naples a ordonné la saisie de biens immobiliers et de sociétés pour un montant total supérieur à trente millions d'euros : 5 % à peine de son empire économique. Le repentin Salvatore Speranza a révélé que Nocera était l'administrateur de tous les avoirs des Nuvoletta et s'occupait d'« investir l'argent de l'organisation dans l'immobilier et le bâtiment en général ». Les Nuvoletta investissaient en Émilie-Romagne, en Vénétie, dans les Marches et le Latium, par l'intermédiaire de l'E.N.E.A., une coopérative de travail et de production gérée, y compris durant sa cavale, par Nocera. Son chiffre d'affaires était énorme, car elle avait obtenu des marchés publics à Bologne, Reggio Emilia, Modène, Venise, Ascoli Piceno et Frosinone, qui représentaient des millions d'euros. Depuis des années, les affaires des Nuvoletta avaient également été délocalisées en Espagne. C'est d'ailleurs à Tenerife que

Nocera s'était rendu pour interroger Armando Orlando, un des dirigeants du clan selon les enquêteurs, au sujet des sommes investies dans la construction d'un imposant complexe immobilier, le Marina Palace. Nocera estimait qu'il avait trop dépensé et acheté des matériaux trop coûteux. Je n'ai vu du Marina Palace que son site Internet, très éloquent : c'est un vaste complexe touristique en béton entouré de piscines, que les Nuvoletta ont construit pour alimenter le développement du tourisme en Espagne.

Paolo Di Lauro s'était formé à l'école des Maranesi, il avait été leur lieutenant au début de sa carrière criminelle. Puis il avait peu à peu pris ses distances avec les Nuvoletta, et était devenu dans les années quatre-vingt-dix le bras droit de Michele D'Alessandro, le parrain de Castellammare, dont il avait organisé la cavale. Son but était d'arriver à contrôler les « places », les lieux de vente de drogue, comme il l'avait fait pour les chaînes de magasins et les fabriques de textile, en suivant la même logique. Le parrain comprit qu'après la mort en prison de Gennaro Licciardi la zone nord de Naples pouvait devenir le plus grand supermarché de la drogue à ciel ouvert qu'on ait jamais vu en Italie et en Europe. Le tout contrôlé par ses hommes. Paolo Di Lauro avait toujours agi en silence, mettant en œuvre des compétences plus financières que paramilitaires, n'envahissant pas ouvertement le territoire d'autres clans, échappant aux enquêtes et aux perquisitions.

Le repentí Gaetano Conte a été parmi ceux qui, les premiers, ont livré des informations sur l'organigramme du clan Di Lauro, et son histoire est particulièrement intéressante. Ancien carabinier, il avait été en poste à Rome comme garde du corps de Francesco Cossiga. Les qualités dont il avait fait preuve au service du président de la République lui permirent de devenir l'associé de Di Lauro. Après avoir géré l'extorsion et le trafic de drogue pour le compte du clan, Conte décida de collaborer avec les magistrats, fournissant une somme d'informations et de détails que seul un carabinier pouvait donner.

Paolo Di Lauro est surnommé « Ciruzzo 'o *milionario* », Ciruzzo le millionnaire, un sobriquet ridicule. Mais surnoms et sobriquets obéissent à une certaine logique et ont une signification précise. J'ai toujours entendu les affiliés au Système se faire appeler par leur surnom, au point que nom et prénom finissent souvent par s'effacer, par disparaître. On ne choisit pas son surnom, c'est le produit de circonstances particulières, repris ensuite par quelqu'un. Dans la camorra, les surnoms sont donc le fruit du hasard. Paolo Di Lauro avait été rebaptisé « Ciruzzo 'o *milionario* » par le parrain Luigi Giuliano, un soir où il l'avait vu se présenter à la table de poker et laisser tomber de ses poches des dizaines de billets de cent mille liras. « Regardez qui nous fait l'honneur : Ciruzzo 'o *milionario* ! » s'exclama Giuliano. Un nom qui est né au cours d'une telle soirée brille, c'est une

vraie trouvaille.

Mais le florilège des noms est infini. Carmine Alfieri, « 'o *ntufato* » (le coléreux), parrain de la Nouvelle Famille, fut appelé ainsi à cause du rictus d'insatisfaction et de rage qu'affichait toujours son visage. Il y a aussi les surnoms hérités des parents ou des aïeux, comme celui du parrain Mario Fabbrocino, dit « 'o *graunar* » (le charbonnier) car ses ancêtres vendaient du charbon, qui avait massivement investi en Argentine les capitaux de la camorra du Vésuve. Certains surnoms font référence aux passions des individus, comme ce fut le cas de Nicola Luongo, dit « 'o *wrangler* », un affilié obsédé par la Jeep Wrangler, qui était devenue le modèle de prédilection des hommes du Système. D'autres sont liés à des détails physiques : Giovanni Birra, « 'a *mazza* » (la canne), à l'image de son corps long et sec ; Costantino Iacomino, « *capaianca* » (« tête blanche »), à cause de ses cheveux qui avaient rapidement blanchi ; Ciro Mazarella, « 'o *scellone* », dont les clavicules étaient saillantes ; Nicola Pianese, appelé « 'o *mussuto* » (la morue), sa peau étant très blanche ; Rosario Privato, « *mignolino* », petit doigt ; Dario De Simone, « 'o *nano* », le nain. D'autres portent des surnoms mystérieux, tel Antonio Di Fraia, dit « 'u *urpachiello* », la cravache, comme celles qu'on fabrique à partir de pénis d'âne séché ; Carmine Di Girolamo, « 'o *sbirro* », le flic, car il était capable d'entraîner policiers et carabiniers dans ses opérations ; Ciro Monteriso, « 'o *mago* », le magicien, sans qu'on sache pourquoi. Pasquale Gallo, de Torre Annunziata, fut surnommé « 'o *bellillo* », le beau gosse, en raison de ses traits gracieux. Les Lo Russo étaient dits « Capitoni » ; les Maliardo, « Carlantonì » ; les Belforte, « Mazzacane » ; les Piccolo, « Quaquaroni », qui sont tous de vieux noms de famille. Vincenzo Mazarella était « 'o *pazzo* », le fou, et Antonio Di Biasi était surnommé « *pavesino* », du nom des biscuits Pavesini qu'il avait toujours sur lui durant les opérations militaires. Domenico Russo, le parrain des Quartiers espagnols(20), surnommé « Mimi *dei cani* », parce qu'il avait vendu des chiots Via Toledo quand il était enfant. Et encore Antonio Carlo D'Onofrio, « Carlucciello 'o *mangiaivatt* », Carletto le mangeur de chats, d'après la légende selon laquelle il avait appris à tirer en prenant pour cibles des chats errants. Gennaro Di Chiara, qui s'emportait violemment dès qu'on lui touchait le visage, était surnommé « *file scupierito* », fil nu. D'autres surnoms viennent d'onomatopées et sont donc intraduisibles, comme celui d'Agostino Tardi, « pic poc », celui de Domenico di Ronza, « chip chip », ou encore celui de la famille De Simone, « *quaglia quaglia* », des Aversano, dits « zigzag », de Raffaele Giuliano, « 'o *zuì* », ou d'Antonio Bifone, « zouzou ».

Il a suffi qu'il commande souvent la même boisson et Antonio Di Vicino est devenu « *lemon* ». Avec son visage rond, Vincenzo Benitozzi

était surnommé « Cicciobello », Grassouillet ; Gennaro Lauro « 'o diciasette », le dix-sept, peut-être à cause de son adresse. Et Giovanni Aprea, « *punt 'e curtiello* », Pointe de Couteau, parce que son grand-père participa en 1974 au film de Pasquale Squitieri, *Lucia et les gouapes*(21) 1 dans lequel il interprétait le rôle d'un vieux camorriste qui montrait aux « *guaglioni* », les petits voyous, comment lancer le couteau.

Certains surnoms peuvent faire le succès ou l'échec médiatique d'un parrain, comme celui de Francesco Schiavone, « Sandokan », célèbre et féroce, qui lui fut donné en raison de sa ressemblance avec Kabir Bedi, l'acteur qui interpréta le héros de Salgari(22); celui de Pasquale Tavoletta, dit Zorro, car il ressemblait, lui, à l'interprète de la série télévisée ; ou celui de Luigi Giuliano, « 'o re » (le roi), mais aussi Lovigino, un surnom inspiré par ses maîtresses américaines, qui lui murmuraient dans l'intimité : « *I love Luigino* », d'où « Lovigino ». Son frère Carmine était surnommé « 'o liono », le lion, et Francesco Verde « 'o negus », le négus, à cause de son port altier et parce qu'il était parrain depuis très longtemps. Mario Schiavone était appelé « Ménélik », comme l'empereur éthiopien qui s'opposa aux troupes italiennes, et Vincenzo Carobene « Kadhafi », à cause de son extraordinaire ressemblance avec le fils du général libyen. Le parrain Francesco Bidognetti est surnommé « *dedotto di Mezzanotte* » (« Petit Gros de minuit »), car quiconque intervient dans ses affaires voit la nuit s'abattre sur lui, même en plein jour. Certains affirment qu'il portait déjà ce surnom dans sa jeunesse, car il avait gravi les échelons de la criminalité organisée en protégeant des prostituées. Son clan était à présent nommé « le clan de Minuit ».

Presque tous les parrains ont un surnom, unique, qui les identifie. Le surnom est au parrain ce que les stigmates sont au saint : un signe d'appartenance, en l'occurrence au Système. Tout le monde peut être Francesco Schiavone, mais il n'y a qu'un Sandokan. Tout le monde peut s'appeler Carmine Alfieri, mais un seul homme se retourne quand on l'appelle « 'o 'ntufato ». Tout le monde peut porter le nom de Francesco Verde, mais il n'y a qu'un seul « 'o negus ». Et il peut y avoir plus d'un Paolo Di Lauro sur les registres d'état civil, mais un seul d'entre eux est « Ciruzzo 'o *milionario* ».

Ciruzzo avait opté pour un fonctionnement prudent de ses affaires et une présence paramilitaire ramifiée mais discrète. Longtemps il était demeuré un parrain inconnu, y compris des forces de police. Avant sa cavale, il n'avait été convoqué qu'une fois par les magistrats, parce que son fils Nunzio avait agressé un enseignant assez téméraire pour le réprimander. Paolo Di Lauro était en mesure d'entrer directement en contact avec les cartels sud-américains et de créer des réseaux de

distribution en s'alliant aux clans albanais. Depuis quelques années, le trafic de drogue suit des routes bien précises. La cocaïne part d'Amérique latine, arrive en Espagne, et là, soit on vient la chercher, soit elle est expédiée jusqu'en Albanie par voie terrestre. L'héroïne, elle, est produite en Afghanistan et prend le chemin de la Bulgarie, du Kosovo et de l'Albanie. Enfin, le haschisch et la marijuana proviennent du Maghreb et traversent la Méditerranée grâce aux Turcs et aux Albanais. Di Lauro avait réussi à trouver des interlocuteurs directs et à être présent sur chaque marché de la drogue ; en mettant en place une stratégie minutieuse, il était devenu un véritable entrepreneur dans le domaine du cuir et du narcotrafic. En 1989, il avait créé la célèbre Confezioni Valent, une société dont les statuts prévoyaient qu'elle aurait dû cesser ses activités en 2002, mais dont la saisie fut ordonnée par le tribunal de Naples en novembre 2001. Valent avait obtenu l'exclusivité des dépôts-ventes dans toute l'Italie. Son objet social comportait un très grand nombre d'activités potentielles : du commerce de meubles au textile, de la confection à la production de viande et à la distribution d'eau minérale. Valent fournissait des repas à diverses structures publiques et privées et s'occupait de l'abattage de toutes les viandes. En outre, toujours d'après l'objet social, la société de Paolo Di Lauro avait pour but de bâtir des structures hôtelières, des chaînes de restaurants et tout ce qui « touche aux loisirs ». Dans le même temps, les statuts de la société stipulaient qu'elle pourrait « acquérir des terrains, construire directement ou indirectement des immeubles, des centres commerciaux ou des logements ». La licence commerciale fut délivrée en 1993 par la commune de Naples à la société dirigée par le fils de Di Lauro, Cosimo. Pour des raisons internes au clan, Paolo Di Lauro quitta la scène en 1996, confiant ses parts à sa femme Luisa. Les Di Lauro sont une dynastie, construite avec abnégation. Luisa Di Lauro avait eu dix enfants et, comme les grandes matrones de l'industrie italienne, sa progéniture avait crû avec le succès industriel. Cosimo, Vincenzo, Ciro, Marco, Nunzio, Salvatore et les plus jeunes, encore mineurs, faisaient tous partie du clan. Paolo Di Lauro avait une sorte de prédilection pour les investissements en France : il possédait des boutiques à Nice, mais aussi à Paris, au 129 rue de Charenton, et à Lyon, 22 quai de Perrache. Il voulait que ses boutiques représentent la mode italienne en France, que les vêtements transportés par ses camions apportent jusque sur les Champs-Élysées l'odeur du pouvoir de Scampia.

Mais à Secondigliano l'énorme entreprise des Di Lauro donnait des signes d'essoufflement. Elle s'était développée très vite, chacune de ses parties étant autonome, et sur les places de deal, l'air qu'on respirait devenait de plus en plus lourd. Pourtant, à Scampia, on voulait croire que tout se résoudrait comme la fois précédente, autour d'un verre. Un

verre pas comme les autres, tandis que Domenico, un des fils de Di Lauro, agonisait à l'hôpital, victime d'un accident de la route. Domenico était un garçon inquiet. Souvent les fils des parrains versent dans un délire de toute-puissance et croient tenir dans leurs mains des villes entières avec tous leurs habitants. Les enquêtes de police ont révélé qu'en octobre 2003 Domenico, accompagné de son escorte et d'un groupe d'amis, avait pris d'assaut la petite ville de Casoria, brisant les fenêtres et les portes des garages, cassant les voitures, brûlant les bennes à ordures, couvrant les murs de graffitis à la bombe, faisant fondre les sonnettes en plastique à l'aide de briquets. Des dégâts que son père indemnisa sans dire un mot, avec le sens de la diplomatie propre aux familles qui doivent réparer les erreurs de leurs rejetons sans mettre en péril leur autorité. Domenico roulait en moto à toute allure quand il perdit le contrôle dans un virage, tomba et mourut des suites de ses blessures après quelques jours de coma à l'hôpital. Cet épisode tragique provoqua une rencontre au sommet, une punition et, dans le même temps, une amnistie. À Scampia, tout le monde connaît cette histoire légendaire, peut-être inventée, mais importante pour comprendre comment les conflits se résolvent par la médiation, dans les dynamiques de la camorra.

On raconte que Gennaro Marino, dit McKay, le dauphin de Di Lauro, se rendit à l'hôpital où se trouvait le jeune homme mourant pour réconforter le parrain, un geste qui fut bien accueilli. Puis Di Lauro le prit à part et lui offrit à boire : il pissa dans un verre et le lui tendit. Le parrain avait appris des choses qu'il ne pouvait absolument pas accepter concernant le comportement de son second. McKay avait fait certains choix économiques sans en référer, il avait soustrait des sommes d'argent sans rendre de comptes. Le parrain avait compris que son dauphin voulait être autonome mais il avait décidé de lui pardonner, comme s'il s'agissait d'un élève doué voulant trop bien faire. On raconte que McKay but tout, jusqu'à la dernière goutte. C'est donc une longue gorgée de pisse qui mit fin au premier séisme ayant secoué le groupe dirigeant du clan Di Lauro. Une trêve fragile, que nul rein n'a ensuite pu filtrer.

LA GUERRE DE SECONDIGLIANO

McKay et Angioletto ont pris leur décision. Ils veulent officialiser la formation de leur propre groupe. Tous les dirigeants les plus anciens sont d'accord, ils ont bien dit qu'ils ne voulaient pas entrer en conflit avec l'organisation mais seulement devenir ses concurrents. Des concurrents loyaux sur un vaste marché. Côte à côte, mais autonomes. Et c'est ainsi – selon les déclarations du repenté Pietro Esposito – qu'ils ont envoyé un message à Cosimo Di Lauro, le régent du cartel. Ils veulent rencontrer Paolo, le père, le numéro un, le sommet de la pyramide, le chef du clan. Lui parler en personne, lui dire qu'ils ne partagent pas les choix de restructuration qu'ont faits ses fils. Ils veulent le regarder droit dans les yeux et ne plus se contenter de messages transmis de bouche à oreille, altérés par de nombreuses salives et de nombreuses langues, car on ne pouvait pas utiliser le téléphone portable, qui aurait permis de retrouver la trace du parrain en cavale. Genny McKay veut rencontrer Paolo Di Lauro, le parrain qui lui a permis de devenir un entrepreneur.

Cosimo fait mine d'accepter la demande de rendez-vous. Il s'agit de réunir tous les dirigeants de l'organisation, les chefs, les responsables de zone, tous. Impossible de refuser. Mais Cosimo a semble-t-il déjà son idée. Il paraît déjà savoir à quoi conduit sa gestion des affaires et comment préparer une défense. Et donc, si l'on en croit les enquêtes et les déclarations des repentis, Cosimo n'envoie pas de subordonnés au rendez-vous. Il n'envoie pas le « palefrenier » Giovanni Cortese, son porte-parole officiel, qui s'est toujours occupé des relations de la famille Di Lauro avec l'extérieur. Cosimo envoie ses frères Marco et Ciro inspecter le lieu de rendez-vous. Ces derniers vont voir, hument l'air qu'on y respire et n'annoncent leur passage à personne. Ils s'y rendent sans escorte, peut-être en voiture. Un passage rapide mais pas trop. Ils observent les voies de repli prévues et les sentinelles postées, sans se faire remarquer. Ils rapportent tout dans le détail à Cosimo. Qui comprend. Tout est prêt pour une embuscade. Pour tuer Paolo et quiconque l'accompagnera. La rencontre est un piège, elle est conçue pour tuer et marquer le début d'une nouvelle ère dans la gestion du cartel. Du reste, on ne se partage pas un empire d'une poignée de main, on le découpe au couteau. C'est ce qui se raconte, c'est ce que rapportent enquêtes et repentis.

Cosimo, le fils auquel Paolo a confié la gestion du trafic de drogue,

la plus haute des responsabilités, doit prendre une décision. Ce sera la guerre, mais il ne la déclare pas. Il a tout en tête, mais il attend de savoir ce que fera l'ennemi, il ne veut pas alarmer ses rivaux. Il sait qu'ils ne tarderont pas à se jeter sur lui, il doit se préparer à sentir leurs griffes dans sa chair, mais il veut temporiser, mettre au point une stratégie précise, infaillible, gagnante. Comprendre sur qui il peut compter, de quelles forces il dispose. Qui est avec lui et qui est contre lui. Il n'y a pas d'autre position possible sur l'échiquier.

Pour justifier l'absence de leur père, les Di Lauro expliquent qu'il lui est trop difficile de se déplacer, car la police est sur ses traces. En cavale, recherché depuis plus de dix ans. Un rendez-vous manqué n'est pas le plus gros souci de quelqu'un qui figure parmi les trente hommes les plus recherchés du pays. La plus grande *holding* du trafic de drogue, une des plus puissantes en Italie et dans le monde, est sur le point de traverser une crise mortelle, après des décennies de fonctionnement parfait.

Le clan Di Lauro est toujours une entreprise très bien organisée. Le parrain l'a pensée suivant le modèle des groupes industriels très structurés. L'organisation est composée d'un premier niveau de promoteurs et de bailleurs de fonds, les dirigeants qui contrôlent l'activité de trafic et de vente à travers leurs affiliés directs, formé selon le Parquet antimafia de Naples de Rosario Pariente, Raffaele Abbinante, Enrico D'Avanzo et Arcangelo Valentino. Le deuxième niveau comprend ceux qui s'occupent matériellement de la drogue, de l'achat et du conditionnement, et gèrent les rapports avec les dealers, auxquels ils garantissent une aide juridique en cas d'arrestation. Les éléments les plus importants sont Gennaro Marino, Lucio De Lucia et Pasquale Gargiulo. Le troisième niveau est constitué par les responsables de zone, c'est-à-dire les membres du clan qui sont en contact direct avec les dealers, qui organisent la surveillance, préparent d'éventuelles évacuations et ont également la responsabilité des entrepôts où est stockée la marchandise et des lieux où elle est coupée. Le quatrième niveau, le plus exposé, est celui des dealers eux-mêmes. Chaque niveau est divisé en niveaux intermédiaires dont les éléments ne sont en relation qu'avec leur responsable désigné et non avec toute la structure. Cette organisation permet de réaliser des profits d'environ cinq cents pour cent par rapport à l'investissement initial.

Le modèle de gestion mis en place par les Di Lauro me fait toujours penser au concept mathématique de fractales tel qu'il est expliqué dans les manuels : un régime de bananes dont chaque banane est à son tour un régime de bananes, dont chaque banane est à son tour un régime de bananes et ainsi de suite, à l'infini. Rien qu'avec le trafic de drogue, le clan Di Lauro réalise un chiffre d'affaires de cinq cent mille

euros par jour. Dealers, gérants d'entrepôts et coursiers ne font en général pas partie de l'organisation mais sont de simples salariés. La vente de drogue emploie une main-d'œuvre considérable, des milliers de personnes qui ignorent qui les dirigent réellement. Elles devinent plus ou moins pour quelle famille de la camorra elles travaillent, mais pas plus. Si quelqu'un est arrêté et décide de collaborer avec les autorités, sa connaissance de la structure se limite à un périmètre bien précis, circonscrit, et il n'a pas d'idée claire de l'ensemble de l'organigramme, de l'immense étendue du pouvoir économique et paramilitaire de l'organisation.

Toute la partie financière dispose d'un bras armé : un commando cruel et un vaste réseau de complices. Parmi le groupe de tueurs figuraient Emanuele D'Ambra, Ugo De Lucia dit « Ugariello », Nando Emolo dit « 'o schizzato » (le cinglé), Antonio Ferrara dit « 'o tavano » (le taon), Salvatore Tamburino, Salvatore Pelliccione, Umberto La Monica, Antonio Mennetta. Au niveau inférieur, celui des complices, on trouve les responsables de zone : Gennaro Aruta, Ciro Saggese, Fulvio Montanino, Antonio Galeota, Giuseppe Prezioso (le garde du corps personnel de Cosimo) et Costantino Sorrentino. Une organisation qui comprenait dans son ensemble pas moins de trois cents personnes, toutes salariées. Une structure complexe, où chaque chose obéissait à un ordre bien précis. Elle disposait d'un vaste parc auto et moto toujours disponible en cas d'urgence ; d'une armurerie cachée ; d'un réseau de serruriers prêts à détruire les armes qui venaient de tuer ; d'un appui logistique qui permettait aux tueurs, aussitôt après une exécution, d'aller s'entraîner dans un polygone de tir légal enregistrant les entrées, afin de recouvrir les traces de poudre et de se fabriquer un alibi en cas d'examen spectroscopique. C'est ce que les tueurs craignent le plus, car la poudre des munitions ne disparaît jamais complètement et constitue donc une preuve infaillible. Un réseau fournissait même aux tueurs leur tenue : survêtement de sport anonyme et casque intégral, qu'il fallait détruire juste après. Une entreprise inattaquable, dotée de mécanismes parfaits ou presque. Qui n'essayait jamais de dissimuler une opération, un homicide, un investissement, mais simplement d'empêcher qu'on puisse démontrer quoi que ce soit devant un tribunal.

Je fréquentais Secondigliano depuis quelque temps. Maintenant qu'il n'était plus couturier, Pasquale me disait quel vent soufflait dans le coin, un vent qui tournait rapidement, à la même vitesse que les capitaux et les flux financiers.

J'explorais la zone nord de Naples en Vespa. Ce qui me plaît le plus, quand je me balade à Secondigliano ou à Scampia, c'est la lumière. Les rues immenses, larges, bien plus aérées que les petites ruelles du

centre de Naples, comme si, sous le bitume, à côté des grandes tours, la campagne était toujours vivante. C'est du reste inscrit dans son nom : Scampia est un mot emprunté à un dialecte napolitain aujourd'hui disparu qui désignait la terre, les terrains vagues couverts de mauvaises herbes, sur lesquels on a construit le quartier et les fameuses Vele(23) au milieu des années soixante. Le symbole pourri du délire des architectes, ou plus simplement une utopie de béton qui n'a pu empêcher la machine du narcotrafic de se développer et de s'enraciner dans le tissu social de ce coin de terre. Le chômage est endémique et on n'y perçoit aucune volonté de progrès social, ce qui a fait de la zone un lieu susceptible de stocker des quintaux de drogue et un laboratoire recyclant l'argent dans les activités économiques légales. Secondigliano est la première étape qui mène du trafic clandestin aux activités économiques normales. En 1989, l'Observatoire de la camorra affirma dans une de ses publications que la zone nord de Naples avait la proportion de dealers par nombre d'habitants la plus élevée d'Italie. Quinze ans plus tard, cette proportion est la plus élevée d'Europe et parmi les cinq plus importantes du monde.

Avec le temps, j'étais devenu un visage connu, neutre aux yeux des guetteurs, les sentinelles du clan. Dans un territoire placé sous étroite surveillance, à chaque seconde on est capable de repérer un signe négatif – policiers, carabiniers, infiltrés de familles rivales – ou un signe positif – les clients. Tout ce qui n'est pas indésirable, tout ce qui n'est pas un obstacle, est neutre, inutile. Faire partie de cette catégorie revient à ne pas exister. Les places de deal m'ont toujours fasciné, car leur organisation est parfaite, réglée comme une pendule, et contredit l'impression de dégradation généralisée. Un mécanisme de précision. Comme si les mouvements des individus étaient semblables à ceux des engrenages qui font avancer le cours du temps. Si quelqu'un bouge, il déclenche automatiquement le mouvement d'un autre. Chaque fois que j'observais ce spectacle, j'étais impressionné. Les salaires sont versés chaque semaine, cent euros pour les sentinelles, cinq cents pour le coordinateur et trésorier des dealers d'une même place, huit cents aux dealers eux-mêmes et mille à ceux qui gèrent les entrepôts et cachent la drogue chez eux. On travaille par roulement, de trois heures de l'après-midi à minuit et de minuit à quatre heures du matin. Le reste du temps, il est rare qu'on deale, car il y a trop de policiers dans les rues. Tous ont droit à un jour de repos hebdomadaire et ceux qui sont en retard perdent cinquante euros par heure sur leur paie de la semaine.

La Via Baku est un va-et-vient permanent de vendeurs et d'acheteurs. Les clients arrivent, paient, retirent la marchandise et s'en vont. Parfois même des files de voitures se forment derrière les

dealers, surtout le samedi soir. On envoie alors des hommes venus d'autres zones. Dans cette seule rue, le chiffre d'affaires atteint cinq cent mille euros par mois, la brigade des stupéfiants estime qu'on y vend chaque jour quatre cents doses de marijuana et autant de cocaïne. Quand les policiers font une descente, les dealers savent dans quels immeubles ils peuvent se réfugier et où cacher la drogue. Et lorsque les véhicules de police s'apprêtent à entrer dans le quartier, il y a toujours une voiture ou un scooter pour les ralentir et laisser le temps aux vigies de venir chercher à moto les vendeurs et de les évacuer. Souvent les sentinelles n'ont pas de casier judiciaire, ne portent pas d'armes et ne courent donc que très peu de risques en cas d'arrestation. Si les dealers sont arrêtés, on fait appel à des remplaçants, souvent des drogués ou des consommateurs réguliers du coin, qui se sont proposés pour travailler dans la rue en cas d'urgence. Chaque fois qu'un vendeur est arrêté, un autre est contacté et se présente sur les lieux. Les affaires doivent continuer. Même dans les moments critiques.

La Via Dante est un autre lieu où le chiffre d'affaires est élevé. Ici les dealers sont tous très jeunes, c'est une place florissante, une des plus récentes créées par les Di Lauro. Le Viale della Resistenza est, lui, un lieu de vente traditionnel d'héroïne, mais aussi de cobret⁽²⁴⁾ et de cocaïne. Les responsables de place disposent de véritables « centres des opérations » d'où ils organisent la surveillance du territoire : les sentinelles communiquent par téléphone portable ce qui est en train de se passer et le coordinateur de la zone les écoute tous via un haut-parleur, le plan du quartier sous les yeux, il peut ainsi visualiser en temps réel les déplacements de la police et les mouvements des clients.

Une des nouveautés introduites par les Di Lauro à Secondigliano est la protection du client. Avant que le clan contrôle les places, les sentinelles protégeaient uniquement les dealers contre les risques d'arrestation et d'identification. Par le passé, les acheteurs pouvaient, eux, être arrêtés, identifiés et conduits au commissariat. Di Lauro a fait poster des vigies pour les protéger également, afin que l'accès aux places gérées par ses hommes soit sûr : il faut garantir le plus de confort possible aux petits consommateurs qui sont l'âme du commerce de la drogue à Secondigliano. Dans le quartier Berlingieri, il suffit d'un coup de téléphone et on trouve sa commande déjà prête en arrivant. Et aussi Via Ghisleri, à Parco Ises, dans tout le quartier don Guanella, dans le secteur H de la Via Labriola, aux Sette Palazzi. Des territoires transformés en marchés extrêmement rentables, des rues sous surveillance, des lieux dont les habitants ont appris à avoir une vue sélective, comme si leurs yeux refusaient de remarquer certaines choses ou certaines situations lorsqu'ils sont confrontés à l'horreur. Ils

sont habitués à décider quoi voir et quoi ignorer, c'est une question de survie. Un immense supermarché de la drogue. Toutes sortes de drogues. Aucun stupéfiant n'est introduit en Europe sans passer d'abord par Secondigliano. Si la drogue était uniquement destinée aux habitants de Naples et de la Campanie, les statistiques seraient délirantes. Dans chaque famille napolitaine il devrait y avoir deux cocaïnomanes et un héroïnomane, sans parler du haschisch et de la marijuana. Héroïne, cobret, drogues douces et aussi comprimés, ce qu'on persiste à appeler ecstasy alors qu'il en existe cent vingt-neuf types différents. Ici, à Secondigliano, ils se vendent très bien, on les appelle X-files, jetons ou bonbons. Les comprimés permettent des marges colossales : ils coûtent un euro à la production, trois à cinq euros au prix de gros, et sont revendus à Milan, à Rome ou dans d'autres coins de Naples de cinquante à soixante euros. À Scampia, on en trouve à quinze euros.

À Secondigliano, le marché de la drogue s'est débarrassé de tout ce qui entravait traditionnellement la vente, et la cocaïne fait désormais office de nouvelle frontière. Autrefois, c'était une drogue réservée aux élites, mais aujourd'hui, grâce à la nouvelle politique économique des clans, elle est devenue tout à fait accessible à la consommation de masse, divers degrés de pureté permettant de satisfaire toutes les exigences. D'après les études du groupe Abele(25), quatre-vingt-dix pour cent des consommateurs ont un emploi ou font des études. La coke n'est plus seulement une drogue récréative, c'est désormais une substance utilisée au quotidien : on en prend après une longue journée de travail, pour se détendre et avoir la force de faire encore quelque chose, un geste humain, vivant, pas seulement un succédané de la fatigue. Les chauffeurs routiers en prennent quand ils doivent rouler de nuit. On en prend lorsqu'on doit tenir des heures devant un ordinateur ou travailler des semaines sans pouvoir se permettre la moindre pause. Elle dissout la fatigue, anesthésie la douleur, donne l'illusion du bonheur. Afin de satisfaire la demande d'un marché pour lequel la drogue est une ressource, pas simplement une façon de s'amuser, il fallait transformer la vente, la rendre plus flexible, indépendante des inévitables rigidités d'une activité criminelle. C'est là le saut qualitatif opéré par le clan Di Lauro : la libéralisation de la vente et de l'approvisionnement. Historiquement, les cartels criminels italiens ont toujours préféré la vente de lots de drogue importants à celle au détail de lots petits ou moyens. Di Lauro a au contraire privilégié la vente de lots de taille moyenne afin d'encourager les petits dealers à se lancer dans les affaires et trouver ainsi de nouveaux clients. De petits entrepreneurs libres, autonomes, qui peuvent faire ce qu'ils veulent de la marchandise, investir les sommes qu'ils désirent, fixer le prix qu'ils entendent, la vendre comme et où ils le souhaitent.

N'importe qui peut accéder au marché et obtenir les quantités voulues. Sans aller négocier avec un intermédiaire du clan. Cosa Nostra et la 'ndrangheta sont présentes sur tous les marchés, mais doivent parfaitement connaître les filières. Quiconque veut leur acheter de la marchandise pour la revendre doit être introduit par des affiliés ou des alliés du clan. Pour ces organisations, savoir dans quelle zone le trafic se déroulera et quelle structure de distribution sera mise en place est fondamental. Pas pour le Système de Secondigliano. Le mot d'ordre est : *laissez faire, laissez passer*(26). Libéralisme absolu. Les clans estiment que le marché s'autorégule. Et donc, très vite, Secondigliano attire tous ceux qui veulent mettre sur pied un petit commerce de drogue entre amis, acheter à quinze et revendre à cent, et s'offrir ainsi des vacances, un master ou rembourser un prêt immobilier. La libéralisation totale du marché de la drogue a provoqué un effondrement des prix.

En dehors de certaines places, la vente au détail peut disparaître, on passe désormais par les réseaux : le réseau des médecins, celui des pilotes, des journalistes, des hauts fonctionnaires. La petite bourgeoisie semble être l'instrument le mieux adapté à cette forme de distribution informelle et ultralibérale de la drogue. Un échange qui paraît amical, un rapport commercial complètement étranger aux circuits criminels, ressemblant davantage aux soirées organisées par les ménagères qui proposent des cosmétiques ou des Tupperware à leurs amies. Et qui permet en outre d'atténuer toute responsabilité morale trop lourde. Pas de dealer en survêtement planqué pendant des jours à un coin de rue sous la protection de sentinelles. Rien d'autre que le produit et l'argent. Juste l'espace nécessaire à la dialectique du commerce. Les données fournies par les principaux parquets du pays montrent qu'une personne sur trois arrêtée pour trafic de drogue n'a aucun antécédent judiciaire et n'a rien à voir avec la criminalité organisée. D'après les chiffres de l'Institut supérieur de la santé, la consommation de cocaïne a atteint des sommets historiques : une augmentation de quatre-vingts pour cent entre 1999 et 2002. Le nombre de personnes dépendantes qui s'adressent aux S.E.R.T.(27) double chaque année. L'expansion du marché est prodigieuse : grâce aux cultures transgéniques on peut obtenir quatre récoltes par an, il ne peut donc y avoir de problème d'approvisionnement en matière première ; et l'absence de monopole encourage la libre entreprise. Robbie Williams, célèbre chanteur cocaïnomane, a affirmé pendant des années que « la cocaïne est le moyen que Dieu a trouvé pour nous faire comprendre que nous avons trop d'argent ». Cette phrase, que j'ai lue dans un journal, m'est revenue à l'esprit quand j'ai rencontré des jeunes des Case Celesti qui vantaient le produit et le lieu : « Si y a de la coke aux Case Celesti, ça veut dire que Dieu se contrefout de la

valeur de l'argent ».

Les Case Celesti, appelées ainsi en raison de leur couleur bleu ciel d'origine, bordent la Via Limitone d'Arzano et sont devenues une des places fortes du trafic de cocaïne en Europe. Autrefois ce n'était pas le cas. D'après les enquêtes, celui qui en a fait un lieu si propice est Gennaro « McKay » Marino. C'est lui le représentant du clan sur ce territoire. Et pas seulement le représentant : le parrain Paolo Di Lauro, qui tient sa gestion en haute estime, lui a confié le lieu en franchise. McKay peut tout faire en parfaite autonomie et doit seulement reverser chaque mois un certain montant au clan. Gennaro et son frère Gaetano doivent leur surnom à la ressemblance de leur père avec le shérif Zeb McKay, personnage de la série *La Conquête de l'Ouest*. Toute la famille s'est donc appelée McKay au lieu de Marino. Gaetano n'a plus de mains. Il a deux prothèses en bois, rigides et laquées de noir. Ses mains, il les a perdues au combat en 1991, dans la guerre contre les Puca, une vieille famille du clan Cutolo. Une grenade lui a explosé dans les mains, emportant tous les doigts. Gaetano McKay a toujours un accompagnateur, une sorte de majordome qui lui sert de mains. Mais quand il doit signer, il bloque entre les prothèses le stylo qui sert d'axe, comme un clou planté dans la page, et s'enroule autour de lui, parvenant ainsi à tracer son nom d'une écriture à peine tordue.

D'après les enquêtes menées par le Parquet antimafia de Naples, Genny McKay avait réussi à organiser un lieu où stocker et vendre la drogue. Les fournisseurs lui faisaient un bon prix justement parce qu'il arrivait à accumuler des stocks importants, aidé en cela par la jungle de béton que constituent Secondigliano et ses cent mille habitants. Le corps des gens, leurs logements et leur vie quotidienne forment la grande muraille qui entoure les dépôts de drogue. La chute du prix de la coke est précisément due à l'ouverture d'une place aux Case Celesti. En principe le prix au gramme se situe entre cinquante et soixante-dix euros, mais il peut atteindre cent à deux cents euros. Ici, il est descendu entre vingt-cinq et cinquante euros, pour une cocaïne de très bonne qualité. À la lecture des enquêtes de la D.D.A., il apparaît que Genny McKay est l'un des entrepreneurs italiens les plus habiles dans le secteur de la coke, car il a su s'imposer sur un marché en croissance exponentielle et qui n'a aucun équivalent. La vente de drogue aurait pu être organisée à Posillipo, aux Parioli ou à Brera(28), mais tout s'est fait à Secondigliano. N'importe où ailleurs, la main-d'œuvre aurait coûté très cher. Ici, il n'y a pas de travail, pas d'autre solution que d'émigrer, ce qui garantit des salaires bas, très bas. Il n'y a pas de mystère, inutile de faire appel à la sociologie de la misère, à la métaphysique du ghetto. Un territoire où le chiffre d'affaires réalisé par ceux qui travaillent pour une seule famille atteint trois cents millions d'euros par an, où opèrent des dizaines de clans et où les

profits représentent les mêmes sommes que les mesures nouvelles d'une loi de finances, ne peut guère être considéré comme un ghetto. Le travail est méticuleux et chaque étape de la production coûte très cher : un kilo de coke coûte mille euros au producteur ; le grossiste l'achète trente mille euros. Trente kilos en donnent cent cinquante après une première coupe : soit une valeur sur le marché d'environ quinze millions d'euros. Et si l'on coupe davantage, on peut en obtenir jusqu'à deux cents kilos à partir de trois. La coupe joue un rôle essentiel. Elle est faite au moyen de caféine, de glucose, de mannitol, de paracétamol, de lidocaïne, de benzocaïne et d'amphétamines. Et parfois même de talc et de calcium pour chiens, en cas d'urgence. La coupe détermine la qualité, et une mauvaise coupe provoque la mort, attire la police et les arrestations. Elle bouche les artères du commerce.

À ce stade également, les clans de Secondigliano ont un avantage sur les autres, une précieuse longueur d'avance : les Visiteurs, les héroïnomanes. Ces derniers tiennent leur nom de V., une série télévisée des années quatre-vingt dont les personnages mangeaient des rats et étaient couverts d'écailles verdâtres et visqueuses sous une peau d'apparence humaine. Les Visiteurs servent de cobayes, des cobayes humains, on teste les coupes sur eux : on peut savoir si une coupe est ratée, quelles réactions elle entraîne, jusqu'où on peut aller pour allonger la poudre. Quand les « coupeurs » ont besoin de beaucoup de cobayes, ils baissent les prix. De vingt euros la dose, ils descendent à dix. Le bruit se répand et les héroïnomanes viennent même depuis les Marches et la Basilicate pour quelques doses. Le marché de l'héroïne est en chute libre, et les héroïnomanes, les toxicos, de moins en moins nombreux, de plus en plus désespérés. Ils se traînent jusqu'à un bus, en descendent et prennent un train, voyagent de nuit, font du stop ou même des kilomètres à pied. L'héroïne la moins chère du continent mérite bien quelques efforts. Les « coupeurs » des clans rassemblent les Visiteurs, leur offrent une dose puis attendent. L'ordonnance de mise en détention provisoire rendue par le tribunal de Naples en mars 2005 rapporte une conversation téléphonique entre deux hommes qui organisent un essai, un test sur des cobayes humains, afin d'évaluer la qualité d'une coupe. Ils s'appellent pour préparer le test : « Prends cinq T-shirts... pour faire les tests d'allergie... » Peu après, toujours au téléphone : « Tu as essayé la voiture ? – Oui... »

Ce qui signifie bien sûr que le test a eu lieu. « Ouais, la vache, c'est de la bombe. On est number one, mec, les autres vont tous fermer boutique. »

Ils exultent, ravis que les cobayes ne soient pas morts et qu'ils aient

même apprécié le produit. Une coupe réussie permet de doubler les ventes ; si elle est d'excellente qualité, elle est aussitôt demandée sur le marché national et la concurrence est écrasée.

Ce n'est qu'après avoir lu cet échange téléphonique que j'ai compris le sens d'une scène à laquelle j'avais assisté quelque temps auparavant. Je ne parvenais pas vraiment à saisir ce qui s'était passé sous mes yeux. Une dizaine de Visiteurs étaient réunis du côté de Miano, tout près de Scampia. On les avait convoqués sur un terrain vague, devant des hangars. Je m'étais retrouvé là non par hasard, mais parce que j'avais la présomption de croire qu'en respirant l'haleine du réel, chaude et aussi authentique que possible, on pouvait arriver à comprendre. Je ne suis pas certain qu'il soit indispensable d'être là et de les observer pour connaître les choses, mais il est indispensable d'être là pour que les choses nous connaissent. Un type bien habillé, très bien même, portant un costume blanc, une chemise bleue et d'élégantes chaussures flambant neuves, a déplié sur le coffre de sa voiture un chiffon en daim qui contenait des seringues(29). Les Visiteurs se sont approchés en se bousculant, on aurait dit une de ces scènes – toujours les mêmes, identiques depuis des années – que montrent les journaux télévisés quand un camion chargé de sacs de farine arrive en Afrique. Mais un des Visiteurs s'est mis à hurler : « J'en veux pas, si c'est gratos j'en veux pas !... Vous essayez de nous tuer !... »

Les soupçons d'un seul ont suffi pour qu'immédiatement les autres s'écartent. De son côté, le type ne semblait vouloir convaincre personne, il attendait. De temps en temps il crachait au sol la poussière que les Visiteurs soulevaient en marchant et qui se collait aux dents. L'un d'eux s'est tout de même avancé, suivi d'une fille : un couple. Ils tremblaient, ils étaient vraiment à la limite. En manque, comme on dit. Il était impossible de trouver une seule veine disponible sur les bras du garçon et il a donc retiré ses chaussures. La plante des pieds était elle aussi abîmée. La fille a pris une seringue dans le chiffon, l'a serrée entre ses dents et a lentement déboutonné la chemise du garçon, comme si elle avait eu cent boutons. Puis elle a planté l'aiguille à la base de son cou. La seringue contenait de la coke. La faire circuler dans le sang permet de vérifier assez vite si la coupe est réussie ou ratée, lourde, de mauvaise qualité. Après quelques minutes, le garçon s'est mis à tituber, un peu de salive à la commissure des lèvres, puis s'est effondré. À terre, il a eu des mouvements saccadés. Il s'est allongé sur le dos et a fermé les yeux, son corps était rigide. Le type en costume blanc a appelé quelqu'un avec son portable : « Il a l'air mort... D'accord, c'est bon, je vais faire le massage... »

D'une de ses boots il a commencé à appuyer sur la poitrine du

garçon. Il soulevait le genou et laissait brutalement retomber sa jambe, pratiquant le massage cardiaque à coups de talon. Près de lui, la fille bredouillait quelque chose, les mots avaient du mal à franchir ses lèvres : « Pas comme ça, pas comme ça... Tu lui fais mal. »

Avec ses bras minces comme du fil de fer, elle a essayé de l'écartier du corps de son ami. Mais le type était dégoûté, il avait presque peur d'elle et des autres Visiteurs : « Me touche pas, saloperie... T'approche pas de moi... Si tu me touches j'te bute. »

Il a continué à flanquer des coups dans la poitrine du garçon puis, le pied posé sur son sternum, il a de nouveau téléphoné : « Celui-là est crevé. Ah, ouais, le kleenex... Attends, j'veis voir ça... »

Il a pris un mouchoir en papier dans sa poche, l'a mouillé à l'aide d'une petite bouteille d'eau et l'a posé, déplié, sur les lèvres du garçon. Si ce dernier avait encore respiré, même faiblement, il aurait troué le kleenex, preuve qu'il était encore en vie. Une précaution que l'homme avait prise parce qu'il ne voulait pas même effleurer ce corps. Il a appelé une dernière fois : « Il est mort. Faut tout refaire, plus léger... »

Puis il est retourné à sa voiture, dont le chauffeur n'avait pas cessé un seul instant de se trémousser sur son siège, au son d'une musique que je n'entendais pas, même s'il bougeait comme si le volume était au maximum. En quelques minutes tout le monde s'est éloigné du corps, à pied, sur cette étendue de poussière. Il ne restait que le garçon allongé sur le sol. Et sa petite amie, en larmes. Même sa plainte n'arrivait pas à franchir ses lèvres, comme si l'héroïne n'autorisait pour toute forme d'expression qu'une psalmodie rauque.

Je n'ai pas compris ce qui a suivi : la fille a baissé son pantalon de survêtement, s'est accroupie au-dessus du garçon et a pissé sur son visage. Le mouchoir en papier s'est collé aux lèvres et au nez de celui-ci, qui a semblé reprendre peu à peu ses esprits. Il a passé une main sur sa bouche et sur son nez, comme on le fait lorsqu'on sort de l'eau. Ce Lazare de Miano s'est lentement levé, ressuscité par quelque substance contenue dans l'urine. Je peux jurer que si je n'avais pas été complètement abasourdi par la scène, j'aurais crié au miracle. Mais je me contentais de faire les cent pas, comme toujours quand je ne comprends pas une chose et que je ne sais pas quoi faire, occupant nerveusement l'espace. Ce faisant, j'ai dû attirer l'attention des Visiteurs, qui se sont approchés et ont hurlé dans ma direction. Ils pensaient que j'étais lié au type qui avait presque tué ce garçon. « T'as voulu le tuer !... T'as voulu le tuer !... » hurlaient-ils.

Ils m'ont encerclé. En quelques pas rapides j'ai pu les semer, mais ils continuaient malgré tout à me suivre, à ramasser par terre divers détritiques et à me les lancer. Je n'avais rien fait. Celui qui n'est pas un toxico est forcément un dealer. Soudain un camion est apparu. Des dizaines de véhicules comme celui-ci sortaient chaque matin des

entrepôts. Il a freiné tout près de moi et j'ai entendu une voix qui m'appelait. C'était Pasquale. Il a ouvert la portière et m'a invité à monter. Nous n'étions pas un ange gardien et son protégé à qui il portait secours, mais deux rats qui arpentaient le même égout en se tirant par la queue.

Pasquale m'a examiné avec la sévérité d'un père qui avait tout prévu. Affichant un rictus si éloquent que toute parole de reproche était inutile. Moi, j'avais les yeux fixés sur ses mains. De plus en plus rouges, crevassées, les articulations en sang et la paume amaigrie. Des doigts habitués aux soies et aux velours de la haute couture n'étaient pas faits pour tenir le volant d'un camion dix heures par jour. Pasquale parlait, mais les images des Visiteurs occupaient encore mon esprit. Des singes. Moins que des singes, des cobayes. Testant la coupe d'une drogue qui devait envahir l'Europe et ne pouvait pas risquer de tuer quelqu'un. Des cobayes humains grâce à qui personne, à Rome, à Naples, dans les Abruzzes, en Basilicate ou à Bologne ne finirait mal ni n'aurait le nez en sang ou l'écume aux lèvres. Un Visiteur qui meurt à Secondigliano n'est jamais qu'un désespéré de plus sur lequel on ne mènera pas d'enquête. Si quelqu'un le ramasse, nettoie le vomi et la pisse qui le souillent, puis l'enterre, ce sera déjà beaucoup. Ailleurs on ferait une autopsie, des recherches, on émettrait des hypothèses sur sa mort. Ici, c'est plus simple : surdose.

Le camion de Pasquale croisait les départementales qui sillonnent la périphérie nord de Naples. Hangars, entrepôts, décharges sauvages et objets épars, rouillés, jetés partout. Il n'y a pas de zone industrielle. On sent la pollution mais il n'y a pas d'usines. Les immeubles bordent les routes et, autour des cafés, on a créé des places. Un désert confus, inextricable. Pasquale avait compris que je ne l'écoutais pas, alors il a brusquement freiné. Sans se ranger sur le bas-côté, juste pour me faire bondir sur mon siège et me secouer. Puis il m'a regardé droit dans les yeux : « Va y avoir du grabuge, à Secondigliano... "*a vicchiarella*" a filé en Espagne avec le pognon du clan. Faut que t'arrêtes de te balader dans le coin, y a de la tension partout. Même le bitume essaie de se barrer d'ici... », m'a-t-il dit.

J'ai décidé de suivre ce qui allait se passer à Secondigliano. Plus Pasquale me disait que la situation était dangereuse, plus je pensais qu'il fallait absolument essayer de connaître les raisons du désastre à venir. Et comprendre signifiait à tout le moins en faire partie. C'est le seul choix possible, je ne crois pas qu'il y ait d'autre façon de saisir les choses. La neutralité et l'objectivité sont pour moi des terres inconnues. Un dirigeant de second rang, responsable des places de drogue en Espagne, Raffaele Amato, dit « *a vicchiarella* » (la petite vieille), s'était enfui à Barcelone avec la cagnotte des Di Lauro. C'est

ce qui se disait. En réalité, il n'avait pas versé sa part, une façon d'affirmer qu'il refusait toute sujétion à l'égard de ceux qui voulaient faire de lui un salarié. Il avait officialisé la sécession. Pour l'heure, il négociait uniquement en Espagne, territoire depuis toujours sous l'emprise des clans : les Casa-lesì de Caserte règnent sur l'Andalousie, les Nuvoletta de Marano sur les îles, et les « sécessionnistes » sur Barcelone – c'est ainsi que certains, les premiers journalistes à suivre l'affaire, les spécialistes de faits divers, commençaient à désigner les hommes de Di Lauro qui avaient quitté le clan. Mais, à Secondigliano, tout le monde les appelait les Espagnols. Parce que leur chef se trouvait en Espagne et qu'ils avaient peu à peu pris le contrôle non seulement des places mais aussi des circuits de la drogue, car Madrid est un carrefour essentiel du trafic de cocaïne en provenance de Colombie et du Pérou. D'après les enquêtes, les hommes liés à Amato avaient fait circuler pendant des années des tonnes de drogue en utilisant un stratagème génial. Ils se servaient des camions de ramassage des ordures. Sur le dessus les ordures, en dessous la drogue. Un moyen imparable d'éviter les contrôles. Personne ne penserait à arrêter un camion de ramassage la nuit, quand il charge et décharge des ordures, et transporte en même temps des tonnes de drogue.

Cosimo Di Lauro a compris que les dirigeants du clan versent de moins en moins d'argent dans les caisses, révèlent les enquêtes. Les mises ont été financées par des capitaux appartenant aux Di Lauro, mais une grande partie des profits qui auraient dû être redistribués n'a pas changé de poche. Les mises sont les investissements que chaque dirigeant réalise en achetant un lot de drogue, avec l'argent des Di Lauro. Mise : le mot vient de l'économie aléatoire et ultralibérale de la coke et des drogues synthétiques, dans laquelle on ne sait jamais à l'avance combien on va gagner. On mise, comme à la roulette. Si l'on mise cent mille euros et qu'on a de la chance, en deux semaines on peut récolter trois fois cette somme. Quand je tombe sur de tels signes d'accélération économique, je pense toujours à Giovanni Falcone(30), qui, en visite dans une école, donna un jour cet exemple, repris dans des centaines de cahiers de classe : « Si vous voulez mesurer à quel point le marché de la drogue est florissant, imaginez que mille lires investies le 1er septembre deviennent cent millions le 1er août de l'année suivante. »

Les sommes que les dirigeants versent dans les caisses des Di Lauro sont toujours astronomiques mais ont peu à peu diminué. À long terme, cette pratique renforcerait certains au détriment d'autres, et lentement, dès que le groupe serait suffisamment structuré et puissant, il ferait un croche-pied à Paolo Di Lauro. Le croche-pied définitif, celui

dont on ne se relève pas. Celui que fait le plomb, pas la concurrence. Cosimo ordonne donc que tout le monde soit salarié, car il veut que les hommes soient à son seul service. Un choix qui va à l'encontre des décisions prises jusqu'alors par son père, mais qui est indispensable pour protéger ses affaires, son autorité et sa famille. Il ne s'agit plus d'entrepreneurs associés, libres de décider quels montants investir, quelles qualités et quels types de drogue mettre sur le marché. Il ne s'agit plus d'échelons autonomes au sein d'un groupe très hiérarchisé, mais de salariés. Touchant un revenu fixe. Cinquante mille euros par mois, dit-on. C'est beaucoup. Mais ça reste un salaire. Un rôle subalterne. La fin du rêve : de chef d'entreprise, redevenir simple cadre dirigeant d'un groupe. Et la révolution « administrative » ne s'arrête pas là. Les repentis raconteront que Cosimo a imposé un changement de génération. Les dirigeants ne doivent dorénavant pas avoir plus de trente ans. Rajeunir très vite, immédiatement, les sommets du clan. Le marché ne permet pas de tenir compte des facteurs humains. Il n'autorise aucune faiblesse. Il faut vendre et gagner. Tout lien, l'amitié, la loi, les droits, l'amour, la religion, est une faiblesse vis-à-vis de la concurrence, un pas vers la défaite. Certes, tout est possible, mais tout passe après la victoire économique, après l'assurance d'être les premiers. On respecte encore les vieux parrains, on les écoute, même quand ils émettent des idées dépassées ou donnent des ordres peu avisés, mais leurs décisions ne sont le plus souvent acceptées qu'en égard à leur âge. L'âge qui peut mettre en danger le leadership des fils de Paolo Di Lauro.

Mais désormais ils sont tous sur le même plan : personne ne peut plus revendiquer un passé légendaire, des expériences préalables, une quelconque forme de respect. Chacun doit prouver la valeur de ses propositions, de ses talents de gestionnaire, et montrer l'étendue de son charisme. Quand les groupes de tueurs de Secondigliano commencent leurs démonstrations de force, la sécession ne s'est pas encore produite. Elle se prépare. Le caïd de Melito, Ferdinando Bizzarro, dit « *bacchetella* » (la baguette), ou parfois « oncle Fester », du nom du personnage chauve, petit et gras, de *La Famille Addams*, fut l'une des premières cibles. Le mot caïd désigne quelqu'un dont l'autorité est importante mais pas absolue, car il est toujours sous les ordres du parrain, le chef suprême. Bizzarro a cessé d'être un bon responsable de zone au service des Di Lauro, il entend gérer seul l'argent. Et faire ses propres choix, ne pas se contenter de prendre des décisions administratives. Ce n'est pas une vraie rébellion, il veut simplement être promu, devenir un nouvel interlocuteur, parfaitement autonome. Mais il s'est promu tout seul. À Melito, les clans sont féroces. C'est un territoire couvert d'ateliers clandestins qui produisent des chaussures de luxe pour les boutiques du monde entier. Ces

ateliers jouent un rôle essentiel car ils ont besoin de liquidités, ce qui favorise l'usure. Le propriétaire d'un atelier clandestin soutient presque toujours un homme politique ou un responsable de zone au sein du clan qui fera élire l'homme politique, lequel le protégera des contrôles. Les clans camorristes de Secondigliano n'ont jamais été les esclaves de la politique, ils n'ont jamais voulu bâtir de telles alliances. Mais par ici il faut avoir des amis, c'est fondamental.

Et c'est justement celui qui a été le contact de Bizzarro au sein des institutions qui lui donne le baiser de Judas. Pour tuer Bizzarro, le clan a en effet demandé son aide à un homme politique, Alfredo Cicala. D'après les enquêtes de la D.D.A. de Naples, Cicala, ancien maire de Melito et ancien dirigeant local de la Margherita(31), a donné des indications précises permettant de trouver Bizzarro. Lorsqu'on lit le relevé des écoutes téléphoniques, on n'a pas l'impression qu'un meurtre se prépare, mais plutôt qu'il s'agit d'un renouvellement des cadres. Il n'y a aucune différence. Les affaires doivent continuer et, en décidant de s'émanciper, Bizzarro risquait d'entraver leur croissance. Il faut intervenir, tous les moyens sont bons, même la violence, si nécessaire. Lorsque la mère de Bizzarro meurt, les affiliés de Di Lauro envisagent de se rendre aux obsèques et de tirer. De tirer dans le tas. De l'éliminer, lui, son fils et ses cousins. Tous. Ils sont prêts. Mais Bizzarro et son fils ne se rendent pas aux obsèques. La préparation du piège se poursuit. Si minutieuse que le clan communique par fax à ses affiliés ce qui se passe et ce qu'il faut faire :

« Y a plus personne de Secondigliano, il a viré tout le monde... Il sort seulement le mardi et le samedi, avec un cortège de quatre voitures... On vous a dit de bouger sous aucun prétexte. Oncle Fester a fait savoir que d'ici Pâques il veut deux cent cinquante euros par boutique et qu'il a peur de personne. Dans la semaine il faudra torturer Siviero. »

On met en place une stratégie par fax. On programme une séance de torture, comme si c'était une réunion commerciale, une commande à passer, un billet d'avion à commander. Et on dénonce le comportement d'un traître. Car Bizzarro sort escorté par quatre voitures, il réclame deux cent cinquante euros par mois à tout le monde. Il faut torturer Siviera, le fidèle chauffeur de Bizzarro : peut-être pourra-t-on le forcer à révéler quels itinéraires son chef suivra à l'avenir. Mais le clan envisage d'autres façons de massacrer Bizzarro. On songe à se rendre chez son fils et à « n'épargner personne ». Puis quelqu'un téléphone, un tueur presque désespéré d'avoir laissé filer l'occasion. Il vient d'apprendre que Bizzarro a mis le nez dehors, dans la rue, pour montrer qu'il est toujours en vie, toujours aussi fort. « Putain de merde, comment on a pu rater ça ? Le type a passé la journée dehors... », s'emporte le tueur.

Rien n'est caché. Tout semble clair, évident, comme un bouton sur le visage du quotidien. Mais l'ancien maire de Melito signale que Bizzarro se planque chez sa maîtresse, où il va décharger un peu de tension et de liquide séminal. On peut tout accepter, vivre dans le noir pour ne pas montrer qu'on est chez soi, sortir avec une escorte composée de quatre voitures, ne téléphoner à personne et ne prendre aucun appel téléphonique, ne pas se rendre aux obsèques de sa propre mère. Mais accepter de ne pouvoir fréquenter sa maîtresse, non, c'est trop humiliant, ça voudrait dire qu'on a perdu tout pouvoir.

Le 26 avril 2004, Bizzarro est dans une chambre au troisième étage de l'hôtel Villa Giulia. Au lit avec sa maîtresse. Le commando arrive. Les hommes portent le plastron de la police. À la réception ils se font remettre le badge magnétique qui permet d'ouvrir les portes, le portier ne leur demande même pas leur carte. Ils frappent et l'entendent s'approcher. Ils commencent à tirer. Deux rafales de pistolet qui traversent la porte et atteignent Bizzarro, encore en slip. Puis ils arrachent la porte, pénètrent dans la pièce et l'achèvent d'une balle dans la tête. Des projectiles et des échardes enfoncés dans le corps. C'est le point de départ d'une tuerie annoncée. Bizzarro a été le premier, ou l'un des premiers. Celui qui a permis aux Di Lauro de mesurer leur force. Une force capable de s'abattre sur quiconque ose briser l'alliance et le pacte entre associés. L'organigramme des sécessionnistes est encore flou, on ne comprend pas immédiatement qui en fait partie. Le climat est pesant, c'est comme si l'on attendait encore quelque chose. Et quelques mois après l'assassinat de Bizzarro, ce quelque chose se produit, une sorte de déclaration de guerre qui clarifie les choses et marque le véritable début du conflit. Le 20 octobre 2004, Fulvio Montanino et Claudio Salerno – que les enquêtes présentent comme des fidèles de Cosimo, responsables de plusieurs places de drogue – sont abattus de quatorze coups de feu. La rencontre piège au cours de laquelle Cosimo et son père auraient dû être éliminés ayant échoué, cette double exécution met le feu aux poudres. Quand les premières morts surviennent, il ne reste plus qu'à se battre. Tous les chefs ont choisi de se rebeller contre les fils de Di Lauro : Rosario Pariente, Raffaele Abbinante, et les nouveaux dirigeants Raffaele Amato, Gennaro McKay Marino, Arcangelo Abate, Giacomo Migliaccio. Parmi ceux qui demeurent fidèles aux Di Lauro, on compte les De Lucia, Giovanni Cortese, Enrico D'Avanzo et un grand nombre de seconds couteaux. Un très grand nombre. Des jeunes auxquels on a promis qu'ils grimperaient les échelons au sein du clan, qu'ils partageraient le butin et bénéficieraient de la croissance économique de la famille. Les fils de Paolo Di Lauro prennent la tête du clan. Cosimo, Marco et Ciro. Sans doute Cosimo a-t-il compris qu'il risque de mourir ou de finir en prison. La taule et la débâcle économique. Il

n'y a que deux solutions : soit attendre d'être lentement dépassé par un groupe qui grandit au sein du clan, soit tenter de sauver ses affaires ou du moins sa peau. Perdre le pouvoir économique revient à perdre immédiatement la vie.

C'est la guerre. Personne ne sait encore comment elle se déroulera, mais tout le monde comprend d'entrée qu'elle sera longue et terrible. La plus effroyable que le sud de l'Italie ait connue au cours des dix dernières années. Les Di Lauro disposent de moins d'hommes, ils sont nettement moins forts, nettement moins bien organisés. Jusqu'ici, ils ont toujours réagi par la force aux menaces de sécession. Des velléités encouragées par la gestion libérale du clan, dont certains voulaient croire qu'elle les autorisait à agir de façon autonome et à monter leur propre affaire. C'était, au contraire, une liberté que les Di Lauro consentaient à accorder, pas un droit qu'on pouvait revendiquer. En 1992, l'ancien groupe dirigeant répondit à la volonté d'autonomie d'Antonio Rocco, responsable de zone à Mugnano, en envoyant un groupe d'hommes armés de mitraillettes et de grenades au café Fulmine. Cinq personnes furent massacrées. Pour sauver sa peau, Rocco choisit de se repentir et l'État accepta sa collaboration, plaçant sous protection près de deux cents personnes qui risquaient toutes d'être la cible de Di Lauro. Mais le geste de Rocco fut inutile, les dirigeants du groupe ne furent pas atteints par ses déclarations.

Pourtant, cette fois-ci, les hommes de Cosimo Di Lauro sont inquiets, comme le montre une discussion qui figure dans l'ordonnance de mise en détention provisoire rendue par le tribunal de Naples le 7 décembre 2004. Deux affiliés, Luigi Petrone et Salvatore Tamburino, commentent au téléphone les meurtres de Montanino et de Salerno.

« Petrone : Ils ont tué Fulvio.

Tamburino : Ah...

Petrone : T'as compris ? »

Dictée, selon Tamburino, par Cosimo Di Lauro, la stratégie commence à prendre forme. Les capturer un par un et les massacrer, en posant des bombes s'il le faut.

« Tamburino : Même les bombes, t'as compris ? Même les bombes... C'est ce qu'il a dit, Cosimino : je veux qu'on les chope un par un, je veux tous me les faire et salement...

Petrone : Ces salopards... Ce qui compte, c'est que tout le monde soit derrière nous, que tout le monde se bouge...

Tamburino : Mais on est des millions, Gino. Des gamins, que des gamins... Tu vas voir ce qu'il nous prépare, l'autre...»

C'est une nouvelle stratégie. Enrôler des jeunes, en faire des soldats, transformer la machine bien huilée du trafic de drogue, du blanchiment et du contrôle du territoire en organisation militaire. Apprentis épiciers et garçons bouchers, mécaniciens, serveurs, jeunes

au chômage : tous doivent incarner la relève inattendue du clan. La mort de Montanino est le coup d'envoi de la tuerie, un sanglant « œil pour œil et dent pour dent » : une ou deux fusillades par jour, d'abord les seconds couteaux des deux clans, puis les proches, et les maisons incendiées, les passages à tabac, les soupçons.

« Tamburino : Cosimino est vraiment froid, il a dit : "On mange, on boit, on baise. " Qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est comme ça, maintenant on va de l'avant.

Petrone : Mais moi j'y arrive pas, à manger. Je mange parce qu'il faut bien. »

Les ordres ne doivent pas sembler désespérés. Le plus important est d'apparaître en vainqueurs. Pour une armée comme pour une entreprise. Ceux qui paniquent, s'enfuient, disparaissent et se replient sur leurs bases, ceux-là ont déjà perdu. Manger, boire, baiser. Comme si rien ne s'était passé, comme si rien ne se passait. Mais les deux hommes ont peur, ils ne savent pas combien d'affiliés se sont ralliés aux Espagnols ni combien sont restés de leur côté.

« Tamburino : Comment on saurait, combien sont partis avec les autres, hein ? On en sait foutre rien !

Petrone : Ah, tu veux savoir combien ils sont ? Mais il en reste un paquet ici, Totore ! Je comprends pas : ils aiment pas les Di Lauro, ceux-là ?

Tamburino : Tu sais ce que je ferais si j'étais Cosimino ? Je commencerais par buter tout le monde. Au moindre doute... Tout le monde. T'as compris ? Je commencerais par nettoyer toute cette merde...»

Les tuer tous. Jusqu'au dernier. Au moindre doute. Même si on ne sait pas de quel côté ils sont, ni même s'ils en ont choisi un. Tirer. C'est de la merde, seulement de la merde. En cas de guerre, face au risque de perdre, on cesse vite d'être un allié pour se changer en ennemi. Il n'y a plus d'individus, seulement des pions qui permettent de mesurer sa propre force et de l'exercer. Ce n'est qu'après qu'on créera des camps, alliés d'un côté, et ennemis de l'autre. Mais d'abord on tire.

Le 30 octobre 2004, des hommes se présentent au domicile de Salvatore de Magistris, un sexagénaire qui a épousé la mère de Biagio Esposito, un sécessionniste, un Espagnol. Ils veulent savoir où se cache Biagio. Les Di Lauro sont déterminés à les trouver tous, avant qu'ils s'organisent, avant qu'ils comprennent qu'ils sont majoritaires. Ils cassent les deux bras et les deux jambes au vieil homme, réduisent son nez en bouillie. Après chaque coup ils lui demandent où est son beau-fils, mais ils ne reçoivent aucune réponse, et chaque silence les excite un peu plus. Ils le passent à tabac pour qu'il avoue. Mais de Magistris

ne dit rien, peut-être ignore-t-il vraiment où Biagio se cache. Il mourra après un mois d'agonie.

Le 2 novembre, Massimo Galdiero est tué dans un parking. La véritable cible était son frère Gennaro, ami supposé de Raffaele Amato. Le 6 novembre, Antonio Landieri est abattu Via Labriola. Pour être sûr de ne pas le manquer, on tire sur tout le groupe qui l'entoure, cinq autres personnes sont grièvement blessées, elles géraient semblait-il une place de coke pour le compte de Gennaro McKay. Mais les Espagnols répliquent et, le 9 novembre, ils garent une Fiat Punto blanche dans une rue. Évitant les barrages, ils abandonnent la voiture Via Cupa Perrillo. En plein après-midi, la police y découvre trois cadavres, ceux de Stefano Maisto, de Mario Maisto et de Stefano Mauriello. Quand les policiers ouvrent les portières, à l'avant, à l'arrière, et le coffre, un nouveau corps en tombe. Le 20 novembre, à Mugnano, les hommes des Di Lauro tuent Biagio Migliaccio. Ils se rendent chez le concessionnaire automobile où il travaille et le menacent : « C'est un hold-up. » Puis ils lui tirent en pleine poitrine. La cible était son oncle Giacomo. Les Espagnols répondent le même jour en assassinant Gennaro Emolo, père d'un fidèle des Di Lauro accusé de faire partie de la branche armée. Le 21 novembre, les Di Lauro font assassiner Domenico Riccio et Salvatore Gagliardi, des proches de Raffaele Abbinante, alors qu'ils sont chez un buraliste. Une heure plus tard, Francesco Tortora est abattu. Ses assassins ne se déplacent pas en moto mais en voiture, ils s'approchent de lui, tirent et ramassent son corps comme un vulgaire sac. Ils le chargent dans leur voiture et le conduisent aux environs de Casavatore, où ils mettent le feu au véhicule contenant le corps. Faisant d'une pierre deux coups. Le 22 à minuit, les carabinieri retrouvent une voiture carbonisée. Une de plus.

Afin de suivre le déroulement de la *faida*, le règlement de comptes, j'avais réussi à me procurer une radio qui captait les fréquences de la police. De cette façon j'arrivais à Vespa sur les lieux à peu près en même temps que les patrouilles. Mais ce soir-là je m'étais endormi. Les grésillements et les messages saccadés des centraux étaient comme une berceuse. C'est donc par un coup de téléphone en pleine nuit que j'ai appris les faits. Une fois sur place, j'ai vu une voiture complètement carbonisée. Elle avait été aspergée d'essence. Des litres d'essence. Partout. Les sièges avant, les sièges arrière, les pneus, le tableau de bord. Les flammes étaient déjà éteintes et les vitres avaient explosé quand les pompiers sont arrivés. Je ne sais pas pourquoi je me suis précipité vers cette épave de voiture. On sentait une puanteur terrible de plastique brûlé. Autour, il n'y avait que quelques personnes, dont un gardien de la paix, qui examinait l'intérieur des

tôles à l'aide d'une torche. Il a cru voir un corps, ou quelque chose qui y ressemblait. Les pompiers ont ouvert les portières pour le sortir, non sans une grimace de dégoût. Un carabinier s'est senti mal, il s'est appuyé contre un mur et a vomi les pâtes aux pommes de terre qu'il avait mangées quelques heures plus tôt. Le corps n'était plus qu'un tronc rigide, entièrement carbonisé. À la place du visage il ne restait qu'un crâne noirci, les jambes étaient comme écorchées vives par les flammes. Ils ont saisi le corps par les bras et l'ont posé à terre, en attendant que le fourgon funéraire arrive.

Le véhicule *acchiappamorti*, le « ramasse-morts », circule en permanence, on peut le croiser à tout moment entre Scampia et Torre Annunziata. Il collecte les cadavres des victimes de fusillades. La Campanie est la région d'Italie qui compte le plus grand nombre de personnes assassinées, et aussi une de celles qui en comptent le plus dans le monde. Les pneus du fourgon étaient lisses, si l'on avait photographié les jantes usées et la saleté nichée dans les rainures des pneus on aurait obtenu l'image exacte de cette terre. Des types sont sortis du fourgon, les mains protégées par des gants de latex sale, utilisés mille fois, et se sont mis au travail. Ils ont glissé le cadavre dans un sac noir, un de ces *body bags* dans lesquels on met d'ordinaire les corps des soldats morts au combat. La dépouille ressemblait aux statues que les archéologues avaient obtenues en remplissant de plâtre les empreintes laissées par les corps sous la cendre du Vésuve. Des dizaines d'individus entouraient désormais la voiture, tous silencieux. C'était comme s'il n'y avait personne, chacun craignait de faire du bruit en inspirant l'air trop fort par les narines. Depuis que la guerre des clans a éclaté, beaucoup sont prêts à tout supporter et attendent de voir ce qui va se passer. Chaque jour ils découvrent jusqu'où il est possible d'aller, à quelles horreurs ils devront encore assister. Ils les découvrent, les ramènent chez eux et continuent à vivre. Les carabiniers ont commencé à prendre des photos, puis le fourgon qui transportait le corps a démarré. Je me suis rendu au parquet. Ils sauraient certainement quelque chose sur cette mort. Des chroniqueurs et des policiers se livraient aux premiers commentaires dans la salle réservée à la presse : « Ils s'entre-tuent, parfait ! » « Voilà ce qui se passe quand on est camorriste. » « Tu voulais te remplir les poches, salopard ? Maintenant tu vas moisir en enfer ! » Toujours les mêmes mots, à peine empreints d'un surcroît de dégoût et d'exaspération. Comme si, face à ce cadavre, tout le monde avait des reproches à faire : la nuit gâchée, cette guerre qui n'en finissait pas, ces patrouilles armées à chaque coin de rue de Naples. Les médecins ont eu besoin de longues heures pour identifier le corps. On a cru reconnaître un responsable de zone disparu quelques jours plus tôt. Un parmi tant d'autres. Un de ces corps empilés, attendant un nom, le

pire nom possible, dans les cellules réfrigérées de l'hôpital Cardarelli. Alors le démenti est arrivé.

Certains ont mis une main sur les lèvres. Les journalistes ont avalé leur salive, la bouche sèche. Les policiers ont secoué la tête en fixant le bout de leurs chaussures. Ce corps était celui de Gelsomina Verde, une jeune fille âgée de vingt et un ans. Séquestrée, torturée et abattue d'une balle dans la nuque tirée à bout portant qui lui avait traversé le front. On l'avait ensuite mise dans une voiture, sa voiture, et on l'avait incendiée. Elle avait fréquenté un garçon, Gennaro Notturmo, qui avait intégré le clan avant de choisir le camp des Espagnols. Elle n'était restée que quelques mois avec lui, il y avait un certain temps de cela, mais ils avaient été vus enlacés, sur une Vespa ou dans une voiture. Gennaro avait été condamné à mort, mais il avait réussi à se planquer quelque part, nul ne savait où, peut-être dans un garage tout près de la rue où Gelsomina avait été tuée. Il n'avait pas jugé utile de la protéger puisqu'il n'avait plus aucune relation avec elle. Mais les clans doivent frapper, et les individus, leurs parents et leurs connaissances, leurs amours, sont comme des pages blanches. Des pages sur lesquelles laisser un message. Le pire des messages. Il faut punir. Si une trahison demeure impunie, elle risque d'en encourager d'autres, de légitimer d'autres tentatives de sécession. Frapper, le plus fort possible : c'est leur mot d'ordre. Le reste ne compte pas. Les fidèles de Di Lauro s'étaient ainsi rendus chez Gelsomina, ils s'étaient présentés sous un quelconque prétexte, l'avaient enlevée, battue jusqu'au sang et torturée afin qu'elle révèle où se cachait Gennaro. Elle n'avait rien répondu. Peut-être ne savait-elle pas où il se trouvait, à moins qu'elle n'ait préféré subir à sa place le sort qui lui était réservé. Et ils l'avaient donc massacrée. Les camorristes envoyés « faire le boulot » avaient peut-être pris de la coke, mais ils étaient plus probablement lucides et sobres, pour pouvoir saisir le moindre détail. Tout le monde connaît les méthodes qu'ils emploient pour miner toute résistance, pour éteindre le plus petit souffle d'humanité. Je me suis dit qu'ils avaient brûlé le corps pour dissimuler les preuves des tortures qu'ils lui avaient infligées. Le corps d'une jeune fille suppliciée aurait soulevé chez tous une vive colère, et, si les clans n'ont que faire de l'approbation des habitants, ils ne veulent pas non plus qu'un quartier leur soit hostile. Alors on brûle, on brûle tout. Qu'elle soit morte ne comptait pas, pas plus que les autres victimes de la guerre. Mais imaginer la façon dont elle était morte, dont on l'avait torturée, était insoutenable. J'ai donc reniflé un bon coup et craché par terre, parvenant à chasser les images qui défilaient dans ma tête.

Gelsomina Verde, Mina : c'est ainsi qu'on l'appelait dans le quartier. Les journaux aussi l'ont appelée de cette façon quand ils ont commencé à chanter ses louanges le lendemain, trahissant une pointe

de culpabilité. On aurait très bien pu ne pas faire de distinction entre son corps et ceux des hommes qui s'entre-tuaient. Ou, si elle avait été vivante, continuer à voir en elle la fiancée d'un camorriste, de ces filles qui acceptent, choisissent l'argent ou le sentiment d'importance qu'il procure. Juste une autre « dame » qui profite de la fortune de son mari criminel. Mais le « Sarrasin », comme on surnommait Gennaro Notturmo, n'était qu'au bas de l'échelle. Il aurait pu devenir responsable de zone, avoir des dealers sous ses ordres et gagner jusqu'à mille, deux mille euros par mois. Mais la route est longue. Deux mille cinq cents euros : c'est ce qu'on touche pour un homicide. Si l'on doit mettre les voiles pour échapper aux carabinieri, le clan finance en plus un séjour d'un mois dans le nord du pays ou à l'étranger. Lui aussi rêvait peut-être de devenir un parrain, de régner sur la moitié de Naples et d'investir dans toute l'Europe.

M'arrêtant pour reprendre mon souffle, je n'ai pas eu de mal à imaginer leur rencontre, même si je ne connaissais pas leurs visages. Ils avaient dû faire connaissance au café, un de ces cafés pourris qu'on trouve dans toutes les banlieues du Sud et autour desquels tournent toutes les existences, celles des jeunes comme celles des nonagénaires catarrheux. Ou peut-être s'étaient-ils connus dans une discothèque. Un petit tour Piazza Plebiscito, un baiser avant de rentrer chez soi. Puis les samedis qu'on passe ensemble, une pizza avec des amis, la porte de la chambre fermée à clé le dimanche après déjeuner, quand les autres ont trop mangé et font la sieste. Et ainsi de suite. Comme ça se passe pour tout le monde, depuis toujours, fort heureusement. Puis Gennaro était entré dans le Système. Il était sans doute allé voir un ami camorriste qui l'avait présenté à quelqu'un et il avait commencé à trimer pour les Di Lauro. Peut-être la fille l'avait-elle appris, peut-être avait-elle essayé de lui trouver un autre travail, comme le font beaucoup de filles d'ici, qui se démènent pour leur fiancé. Peut-être même avait-elle fini par oublier le métier de Gennaro. Conduire une voiture, transporter quelques colis : on commence par des tâches modestes. Infimes. Mais qui permettent de vivre, de travailler et parfois aussi de sentir qu'on est quelqu'un, qu'on est respecté, reconnu. Puis ils s'étaient séparés.

Ces quelques mois avaient suffi. Ils avaient suffi pour faire le lien entre Gennaro et Gelsomina. Pour que le garçon la « marque » et fasse d'elle une personne qui comptait dans sa vie. Même si leur relation était de l'histoire ancienne et n'avait peut-être jamais vraiment existé. Peu importe. Ce n'étaient que des conjectures, des suppositions. Ce qui était certain, c'est qu'une jeune fille avait été torturée et assassinée parce qu'on l'avait vue câliner et embrasser quelqu'un, quelques mois plus tôt, dans une rue de Naples. Je n'arrivais pas à y croire. Gelsomina travaillait dur, comme tout le monde par ici. Souvent ce

sont les filles et les épouses qui doivent nourrir la famille, car beaucoup d'hommes passent des années en dépression nerveuse. Ceux qui vivent à Secondigliano, ceux qui vivent à Terzo Mondo, ceux-là aussi ont une psyché. Quand on ne travaille plus depuis des années, qu'on est traité comme de la merde par ses supérieurs, qu'on a ni contrat, ni respect, ni argent, on change. On meurt à petit feu. Soit on devient une bête féroce, soit on se retrouve au bord du précipice. Et donc Gelsomina trimait, comme tous ceux qui doivent avoir au moins trois emplois pour rassembler un pécule dont la moitié va à la famille. Elle faisait aussi du bénévolat, elle aidait les personnes âgées du quartier, ce qui a permis aux journaux de remplir des pages entières d'éloges. C'était à qui trouverait les mots les plus forts pour la réhabiliter.

En situation de guerre, il n'est plus possible d'avoir des relations amoureuses ni des liens d'aucune sorte, tout peut devenir un point faible. Un véritable séisme émotionnel s'est produit parmi les affiliés les plus jeunes, comme le montrent les conversations téléphoniques enregistrées par les carabinieri, dont celle qu'ont eue Francesco Venosa et sa fiancée Anna, extraite de l'ordonnance de mise en détention provisoire rendue par le parquet antimafia de Naples en février 2006. C'est le dernier appel que Francesco passe avant de changer de numéro : il part se réfugier dans le Latium. Il a envoyé un S.M.S. à son frère Giovanni, pour lui dire de ne pas sortir de chez lui, car il est dans la ligne de mire des tueurs : « Salut frangin va pas dans la rue ok ? t embrass a + »

Francesco doit annoncer à sa fiancée qu'il s'en va, lui faire comprendre que la vie d'un homme du Système n'est pas simple : « J'ai dix-huit ans, maintenant... C'est du sérieux... S'ils te chopent, ces gars-là, ils te butent, Anna ! »

Mais Anna est têtue, elle voudrait passer le concours pour devenir carabinier, changer de vie et obliger Francesco à en changer lui aussi. Francesco n'a rien contre les ambitions d'Anna, mais il se sent trop vieux pour changer de vie.

« Francesco : Je te l'ai dit, je suis content pour toi... Mais ma vie, c'est pas ça... Et je vais pas en changer.

Anna : Ah, bravo, t'as raison. T'as qu'à continuer comme ça, tu préfères ?

Francesco : Anna, t'énerv pas comme ça, Anna...

Anna : T'as dix-huit ans, tu peux très bien changer... Pourquoi t'es déjà résigné, hein ? Je comprends pas...

Francesco : Je changerai pas de vie, pas question.

Anna : Ah, c'est vrai que t'es tellement bien comme ça...

Francesco : Non, Anna, je suis pas bien comme ça, mais jusqu'ici on

a merdé, on doit regagner le respect qu'on a perdu... Avant, quand on marchait dans le quartier, les gens osaient pas lever la tête... Maintenant ils nous regardent dans les yeux...»

Francesco est un des Espagnols, et c'est la pire insulte qu'on puisse leur faire : ne plus avoir peur d'eux ni de leur pouvoir. Il y a eu trop de victimes dans leurs rangs et par conséquent, dans le quartier, les gens voient en eux un groupe de tueurs minables, de camorristes vaincus. C'est intolérable. Il faut réagir, quitte à y laisser sa peau. Sa petite amie essaie de le retenir, de lui faire comprendre que tout n'est pas perdu.

« Anna : Te mêle pas de ce bordel, tu peux très bien t'en sortir...

Francesco : Non, je changerai pas de vie...»

Le jeune sécessionniste est terrorisé à l'idée que les Di Lauro puissent s'en prendre à elle, mais il la rassure en lui disant qu'il a fréquenté beaucoup de filles et que personne ne peut donc faire le lien entre eux. Puis il lui avoue, romantique comme on l'est à son âge, qu'à présent il n'y a qu'elle : « À la fin j'avais trente femmes, dans le quartier... Mais maintenant je sens en moi que t'es la seule...»

Anna semble oublier la peur des représailles, c'est la guerre continue. Le 24 novembre encore une adolescente et elle ne pense qu'à la dernière phrase prononcée par Francesco. « J'aimerais bien te croire », conclut-elle.

La guerre continue. Le 24 novembre 2004, Salvatore Abbinante est tué d'une balle en plein visage. Son oncle Raffaele est un dirigeant « espagnol », un homme de Marano. Le territoire des Nuvoletta. Pour être actifs sur le marché de Secondigliano, les Maranesi ont fait déménager des centaines d'hommes avec leurs familles, qui ont quitté le quartier Monterosa. Raffaele Abbinante est accusé d'avoir créé cette enclave mafieuse à Secondigliano. C'est l'un des hommes les plus charismatiques en Espagne, où il a la haute main sur la Costa del Sol. Au cours d'une enquête de grande envergure menée en 1997, la police mit la main sur deux tonnes et demie de haschisch, mille vingt comprimés d'ecstasy et mille cinq cents kilos de cocaïne. Les magistrats prouvèrent alors que les cartels napolitains des Abbinante et des Nuvoletta détenaient tout le marché des drogues de synthèse en Italie et en Espagne. Après le meurtre de Salvatore Abbinante, on craint que les Nuvoletta n'interviennent et que Cosa Nostra ne mette son nez dans les affaires de Secondigliano. Mais il ne se passe rien, du moins sur le plan paramilitaire. Les Nuvoletta ouvrent les frontières de leur territoire aux Espagnols en fuite : c'est ainsi que les hommes de Cosa Nostra dans la région font comprendre à Cosimo qu'ils désapprouvent sa guerre. Le 25 novembre, le clan Di Lauro assassine Antonio Esposito dans son épicerie. Lorsque je suis arrivé sur les lieux,

son corps gisait entre les bouteilles d'eau minérale et les briques de lait. Deux hommes l'ont porté en le tenant par les pans de sa veste et par les pieds, puis l'ont mis dans un cercueil métallique. Quand le fourgon mortuaire est parti, une dame a fait son apparition dans la boutique, elle a commencé à ranger les boîtes tombées par terre et à nettoyer le sang qui avait éclaboussé l'étal de charcuterie. Les carabiniers l'ont laissée faire. Les empreintes, les douilles, tout avait été recueilli. On avait déjà dressé l'inutile inventaire des preuves. Toute la nuit, cette femme a mis de l'ordre dans le magasin, comme si elle pouvait effacer ce qui s'était passé, comme si ramasser les briques de lait et aligner les paquets de biscuits pouvait reléguer la mort aux quelques minutes qu'avait duré la fusillade.

Pendant ce temps, le bruit court à Scampia que Cosimo Di Lauro offrira cent cinquante mille euros à quiconque lui donnera des informations permettant de mettre la main sur Gennaro McKay Marino. Une récompense élevée mais pas exorbitante pour un empire économique tel que le Système de Secondigliano. En fixant son montant, le clan a eu l'intelligence de ne pas donner trop de valeur à l'ennemi. Mais il ne se passe rien, et la police est plus rapide. Tous les dirigeants sécessionnistes encore dans le coin s'étaient réunis dans un appartement au treizième étage d'un immeuble situé Via Fratelli Cervi. Par précaution, ils avaient blindé l'étage : quand on arrivait en haut de l'escalier, une grille munie de cadenas fermait l'accès. Et une porte blindée en faisait un lieu de rencontre sûr. La police a encerclé l'immeuble. Tout ce qui protégeait les occupants de l'appartement contre d'éventuelles attaques ennemies les condamnait à présent à rester les bras croisés pendant que les scies circulaires découpaient la grille et qu'on défonçait la porte blindée. Alors qu'ils attendaient qu'on les arrête, ils ont jeté par la fenêtre un sac à dos contenant une mitraillette, des pistolets et des grenades. En tombant, la mitraillette a tiré une rafale, et une balle a effleuré la nuque d'un des policiers qui gardaient l'entrée de l'immeuble. L'homme est devenu si nerveux qu'il s'est mis à sauter, il transpirait abondamment et a fait une crise de panique, respirant convulsivement. Crever à cause d'une balle perdue tirée par une mitraillette qui tombe du treizième étage est une fin que personne ne veut imaginer. Comme s'il délirait, il s'est mis à parler tout seul, insultant les autres, bredouillant des noms et agitant les mains, on aurait dit qu'il essayait de chasser des moustiques loin de son visage. Il ne pouvait plus s'arrêter :

« Ils les ont donnés. Vu qu'ils y arrivaient pas seuls ils les ont donnés et nous ont envoyés à leur place... Et comme ça on fait le jeu des deux camps, ceux-là on leur sauve la vie. Pourquoi on les laisse pas s'entretuer, qu'est-ce que ça peut foutre ? Qu'ils s'entre-tuent donc...»

Ses collègues m'ont fait signe de m'éloigner. Cette nuit-là, dans l'appartement de la Via Fratelli Cervi, la police a arrêté Arcangelo Abete et sa sœur Anna, Massimiliano Cafasso, Ciro Mauriello, Gennaro Notturmo – l'ancien petit ami de Mina Verde – et Raffaele Notturmo. Mais le coup d'éclat, c'était l'arrestation de Gennaro McKay. Le chef des sécessionnistes. Les Marino étaient la cible principale du règlement de comptes. On avait incendié leurs propriétés : le restaurant Orchidea, Via Diacono à Secondigliano, une boulangerie du Corso Secondigliano et une pizzeria située Via Pietro Nenni à Arzano. La maison de Gennaro McKay, une villa en bois de style datcha russe qui se trouvait dans la Via Limitone d'Arzano, avait elle aussi été incendiée. Entre des cubes de béton armé, des routes pourries, des égouts bouchés et des lampadaires cassés, le parrain des Case Celesti avait réussi à arracher un morceau de territoire et à l'aménager comme un coin de montagne. Il s'était fait construire une villa en bois précieux, dont le jardin était composé de palmiers de Libye, les plus chers. Certains affirment qu'il s'était rendu en voyage d'affaires en Russie, hébergé dans une datcha dont il s'était entiché. Dès lors rien ni personne ne pouvait empêcher Gennaro Marino de bâtir une datcha en plein Secondigliano, le symbole de la réussite et plus encore une promesse de succès pour les gamins de son clan qui, s'ils savaient s'y prendre, conquerraient ce luxe, même ici, dans la banlieue de Naples, dans le coin le plus sinistre de la Méditerranée. Mais à présent il ne restait de la datcha qu'un squelette de béton et des poutres carbonisées. Les carabiniers arrêtaient le frère de Gennaro, Gaetano, dans une chambre du luxueux hôtel La Certosa, à Massa Lubrense. Pour sauver sa peau, il s'était enfermé dans une suite avec vue sur la mer, une façon surprenante de se soustraire au conflit. Lorsqu'ils surgirent, son majordome, celui qui lui servait de mains, toisa les carabiniers et leur dit : « Vous venez de me gâcher les vacances. » Mais l'arrestation des Espagnols ne met pas fin à l'hémorragie. Giuseppe Bencivenga est tué le 27 novembre. Le 28, on tire sur Massimo de Felice et, le 5 décembre, c'est le tour d'Enrico Mazzarella.

La tension devient une sorte d'écran qui s'interpose entre les gens. En situation de guerre, les yeux cessent d'être distraits. Chaque visage, le moindre visage, veut dire quelque chose. Il faut le déchiffrer. Il faut le fixer. Tout change. Il faut savoir dans quelle boutique on peut entrer, être sûr de chaque mot qu'on prononce. Avant d'accepter de faire deux pas avec quelqu'un, il faut savoir qui il est. Il faut avoir assez d'informations sur son compte pour se forger plus que des certitudes, pour éliminer tout risque qu'il puisse être un pion sur l'échiquier du conflit. Marcher l'un à côté de l'autre, s'adresser la parole, c'est être ensemble sur le champ de bataille. En situation de guerre, tous les sens sont aiguisés, c'est comme si l'on percevait mieux,

qu'on voyait au fond des choses, comme si les odeurs semblaient plus fortes. Même si la prudence ne sert à rien quand le coup d'envoi du massacre est donné. Quand on frappe, on ne se préoccupe pas de savoir qui épargner et qui condamner. Au téléphone, Rosario Fusco, mis sur écoute car accusé d'être un responsable de zone pour le compte des Di Lauro, est tendu, il s'efforce d'être convaincant lorsqu'il s'adresse à son fils :

«... Tu dois traîner avec personne. Je peux pas en dire plus, mais ça c'est sûr. Tu veux sortir, fiston ? Tu veux aller faire un tour avec une fille ? Tu dois juste éviter les mecs, parce qu'on sait pas avec qui ils sont, à quel camp ils appartiennent. Si t'es avec quelqu'un qu'ils veulent buter, t'y passes aussi. T'as compris le problème, fiston ? »

Le problème, c'est qu'on ne peut plus se sentir à l'abri. On ne peut plus s'imaginer qu'on est hors de danger parce qu'on se conduit de manière irréprochable. On ne peut plus se dire : « ils s'entre-tuent et c'est tout ». Pendant un conflit au sein de la camorra, tout ce qui a été patiemment construit est menacé, comme un mur de sable abattu par une vague. Les individus s'efforcent de bouger en silence, de réduire au minimum leur présence au monde. Peu de maquillage, des couleurs neutres, mais pas seulement. Celui qui a de l'asthme et ne peut pas courir s'enferme à clé chez lui, mais il se trouve une excuse, une bonne raison, car s'enfermer chez soi peut constituer un aveu de culpabilité : de quelle faute il s'agit, personne ne le sait, mais c'est dans tous les cas avouer qu'on a peur. Les femmes ne portent plus de talons hauts, car ils empêchent de courir. Une guerre non officiellement déclarée, non reconnue par les gouvernements et jamais racontée par les journalistes produit une peur non admise, une peur qui se niche sous la peau.

On a le ventre gonflé, comme après un gueuleton ou une mauvaise cuite. Une peur qui n'apparaît pas sur les affiches couvrant les murs de la ville ni en première page des journaux. Il n'y a pas d'envahisseurs ni d'avions qui remplissent le ciel, c'est une guerre que chacun sent en soi. Telle une phobie. On ne sait pas s'il faut la montrer ou au contraire la cacher. On ne comprend pas si l'on exagère ou si l'on sous-estime le danger. Il n'y a pas de sirènes d'alarme, les informations les plus contradictoires circulent. Tout le monde dit que c'est un règlement de comptes entre bandes rivales, qu'ils se massacrent entre eux. Mais personne ne sait où sont les frontières entre eux et le reste. Les fourgonnettes des carabinieri, les barrages de police et les hélicoptères qui survolent la ville à toute heure ne rassurent pas, ils semblent plutôt circonscrire le champ de bataille, priver d'espace. Ils encerclent le lieu du combat et le rendent encore plus exigü. Alors on se sent piégé, épaulé contre épaulé, et la chaleur de l'autre est insupportable.

Je fendais cet air lourd avec ma Vespa. Chaque fois que j'allais à Secondigliano pendant le conflit, j'étais fouillé au moins une dizaine de fois par jour. Si j'avais eu sur moi ne serait-ce qu'un de ces couteaux suisses qu'on emporte pour aller camper, on me l'aurait fait avaler. La police m'arrêtait, puis les carabinieri, parfois même les douaniers. Et les sentinelles des Di Lauro, puis celles des Espagnols. Faisant tous montre d'une autorité tranquille, avec des gestes mécaniques, employant des mots identiques. Les forces de l'ordre me demandaient mes papiers puis me fouillaient, les sentinelles fouillaient et posaient des questions, cherchant à identifier un accent, à déceler des mensonges. Au plus fort du conflit, les sentinelles fouillaient tout le monde, passaient au crible chaque véhicule. Pour cataloguer les visages et savoir qui était armé. On voyait s'approcher des types à scooter qui scrutaient le visiteur jusqu'aux tréfonds de son âme, puis d'autres à moto, et enfin on était suivi par des voitures.

Les infirmiers racontent qu'avant d'entrer dans le quartier pour porter secours à quelqu'un, à qui que ce soit, pas seulement aux blessés par balle mais aussi à une petite vieille victime d'une fracture du fémur ou d'un infarctus, ils devaient descendre du véhicule, se laisser fouiller, permettre à une sentinelle d'inspecter l'intérieur pour s'assurer que l'ambulance en était vraiment une, qu'ils ne cachaient ni armes, ni tueurs, ni des gens à mettre à l'abri. Durant les guerres de la camorra, la Croix-Rouge n'a pas droit de cité, aucun clan ne reconnaît le traité de Genève. Même les voitures banalisées des carabinieri sont en danger, comme lorsqu'un véhicule avec à son bord un groupe d'hommes en civil pris pour des adversaires fut criblé de balles, qui ne firent que des blessés. Quelques jours plus tard, un gamin se présenta à la caserne, une valise de linge propre à la main, sachant parfaitement comment se comporter en cas d'arrestation. Il avoua tout d'emblée, peut-être parce qu'il savait qu'à l'extérieur de la prison la punition pour avoir tiré sur des carabinieri serait bien pire. Ou plus probablement parce que le clan ne voulait pas éveiller de haine particulière entre forces de l'ordre et camorristes, et l'avait encouragé à se livrer, lui promettant un dédommagement et le règlement des frais de justice. Sans hésiter, le gamin entra dans la caserne et déclara : « J'ai cru que c'étaient les Espagnols, alors j'ai tiré. »

Le 7 décembre aussi, j'ai été réveillé par un coup de téléphone en pleine nuit. Un ami photographe m'annonçait la descente de police. Pas une descente : *la* descente. *La* réaction que les hommes politiques, tant au niveau local que national, exigeaient face à ce règlement de comptes.

Un millier d'hommes, policiers et carabinieri, ont encerclé Terzo Mondo. C'est un quartier énorme, dont le nom est suffisamment

explicite, tout comme le graffiti sur un mur, à l'entrée de sa rue principale : « Quartier Terzo Mondo, interdit d'entrer. » C'était une grosse opération médiatique. À la suite de cette descente, Scampia, Miano, Piscinola, San Pietro a Paterno et Secondigliano seraient envahis par les journalistes et les équipes de télévision. Après des années de silence, la camorra existait de nouveau. D'un seul coup. Mais les critères d'analyse étaient obsolètes, il n'y avait pas eu d'attention constante. Comme si l'on avait congelé un cerveau il y a vingt ans et qu'on le décongelait maintenant. Comme si l'on se trouvait face à la camorra de Raffaele Cutolo et aux logiques mafieuses qui avaient conduit à poser des bombes sur des autoroutes et à tuer des magistrats. Aujourd'hui tout a changé, mais pas le regard des observateurs, plus ou moins experts. Parmi les personnes arrêtées figurait *Ciro Di Lauro*, un des fils du parrain. Le comptable du clan, selon certains. Les carabiniers enfonçaient les portes, fouillaient les gens et pointaient leurs armes sur le visage de gamins. Tout ce que j'arrivais à voir, c'était un carabinier hurlant à un jeune qui agitait un couteau dans sa direction : « Jette-le ! Jette-le par terre ! Tout de suite ! Tout de suite ! Jette-le ! »

Le gamin a lâché son couteau, que le carabinier a éloigné d'un coup de pied. L'arme a rebondi contre une plinthe et la lame s'est repliée à l'intérieur du manche. C'était un couteau en plastique, celui des Tortues Ninja. Pendant ce temps, les militaires occupaient le terrain, prenaient des photos et exploraient chaque recoin. On a abattu des dizaines de fortins, éventré des murs de béton armé dressés sous les escaliers pour créer des dépôts de drogue, arraché les grilles qui fermaient des portions entières de rue et protégeaient les lieux de stockage.

Des centaines de femmes sont descendues dans la rue, brûlant des bennes à ordures et lançant des projectiles sur les patrouilles. On avait arrêté leurs fils, leurs petits-fils et leurs voisins. On avait arrêté les gens qui leur donnaient du travail. Et pourtant ces visages, ces cris de colère, ces cuisses que moulaient des survêtements trop étroits ne signifiaient pas uniquement à mes yeux une forme de solidarité criminelle. Le trafic de drogue est un gagne-pain, une source de revenu minimum qui, pour la plupart des habitants de Secondigliano, ne génère aucune forme de richesse. Les entrepreneurs des clans sont les seuls pour qui les profits sont exponentiels. Toutes les activités annexes – stocker, cacher, surveiller – sont payées au salaire de base, malgré le risque d'arrestation et les années de prison en jeu. Ces visages portaient des masques de colère. Une colère au goût de sucs gastriques. Une colère qui est une manière de défendre un territoire mais aussi d'accuser ceux qui l'ont toujours négligé, l'estimant inutile, négligeable.

Ce gigantesque et soudain déploiement des forces de l'ordre, après des dizaines de morts, après qu'on eut retrouvé le corps mutilé et brûlé d'une jeune fille, ressemblait à une mise en scène. Les femmes du quartier sentaient bien qu'on se moquait d'elles. Les arrestations et les bulldozers ne semblaient pas devoir modifier l'ordre des choses, mais profitaient à ceux qui, alors, avaient besoin d'envoyer du monde en prison et d'abattre des murs. Comme si, d'un seul coup, l'on avait établi de nouveaux critères d'appréciation selon lesquels ces gens se comportaient mal. On avait toujours su qu'ici tout allait de travers, il n'était pas nécessaire d'envoyer les hélicoptères et les blindés pour le rappeler, mais jusqu'à présent c'était leur façon de vivre, ou de survivre. Du reste, après cette invasion qui ne faisait que tout compliquer, personne n'essaierait d'améliorer la situation. Dès lors, puisqu'on les avait oubliés, eux, leur isolement et leur mauvaise vie, ces femmes voulaient à tout prix que cette indifférence dure et chassait hors du quartier ceux qui venaient de découvrir cette tache noire.

Les journalistes montaient la garde dans leurs voitures. Mais, avant de filmer la descente, ils ont attendu, ils ont laissé faire pour ne pas gêner les carabiniers. Au cours de l'opération, cinquante-trois suspects ont été arrêtés ; le plus jeune était né en 1985. Ils avaient tous grandi dans une Naples renaissante(32), durant cette nouvelle phase qui aurait dû transformer le destin des individus. Tandis qu'ils montaient dans les fourgons de la police, tandis qu'ils étaient menottés par les carabiniers, ils pensaient tous à ce qu'ils avaient à faire : appeler tel ou tel avocat, attendre le 28 du mois, que le clan leur verse un salaire, envoie des paquets de pâtes à leurs femmes ou à leurs mères. Les plus inquiets étaient ceux qui avaient des fils adolescents, ils ignoraient quel rôle on leur ferait jouer quand eux seraient en prison. Mais ils n'y pouvaient plus rien.

Après la descente, la guerre ne connaît pas de pause. Le 18 décembre, Pasquale Galasso, homonyme d'un des parrains les plus puissants des années quatre-vingt-dix, est abattu derrière le comptoir d'un café. Et le 20 décembre, Vincenzo Iorio est tué dans une pizzeria. Le 24, c'est le tour de Giuseppe Pezzella, trente-quatre ans. Il a tenté de se réfugier dans un café, avant d'être criblé de balles. À Noël, les hostilités s'interrompent. Les armes se taisent. On se réorganise, on essaie d'imposer des règles et une stratégie à un conflit qui en est dépourvu. Le 27 décembre, Emanuele Leone est assassiné d'une balle dans la tête. Il avait vingt et un ans. Le 30 décembre, les Espagnols répliquent : ils tuent Antonio Scafuro, vingt-six ans, et blessent son fils à la jambe. Scafuro était un parent du responsable de zone des Di Lauro à Casavatore.

Le plus difficile était de comprendre comment les Di Lauro avaient réussi à mener le combat en position de force. À frapper puis à disparaître. À se cacher dans la foule et à s'évanouir dans les quartiers : Lotto T, les Vele, Parco Postale, les Case Celesti, les Case dei Puffi et Terzo Mondo devenaient une sorte de jungle, une forêt tropicale de béton où l'on pouvait se fondre dans le décor, se perdre plus facilement qu'ailleurs, devenir des fantômes. Les Di Lauro avaient perdu tous leurs dirigeants et leurs responsables de zone, mais ils avaient pu livrer une guerre sans pitié, sans subir de perte irréparable. Comme si, pour conserver son pouvoir et ménager ses intérêts, un président de la République renversé par un coup d'État militaire armait des enfants et des adolescents et enrôlait dans l'armée les facteurs, les fonctionnaires et les employés de bureau, et leur permettait d'accéder au centre du pouvoir, eux qui n'étaient jusqu'alors que de simples rouages.

Un micro espion placé dans la voiture d'Ugo De Lucia, un fidèle des Di Lauro accusé par la D.D.A. de Naples d'être responsable du meurtre de Gelsomina Verde, a enregistré les propos suivants, qui figurent dans l'ordonnance de décembre 2004 : « Moi, sans ordres, je bouge pas. Je suis comme ça ! » Le bon petit soldat fait preuve d'une obéissance sans faille à l'égard de Cosimo. Puis il revient sur un épisode : « Je l'aurais tué, pas seulement blessé à une jambe. Moi je l'aurais réduit en bouillie, tu le sais, ça !... On n'a qu'à se planquer dans mon quartier, c'est tranquille, de là on pourra agir... » Ugariello, comme on l'appelle dans son quartier, aurait tué l'ennemi, il ne se serait pas contenté de le blesser. « Maintenant on est seuls... D'après moi on devrait... tous se planquer quelque part... cinq dans un appart, cinq dans un autre et cinq ailleurs... Et quand on doit aller les massacrer, vous nous faites appeler. »

Créer des groupes d'assaut de cinq personnes, les cacher dans des endroits sûrs, les tirer de là seulement quand ils doivent tuer. Rien d'autre. Ces groupes, ils les appellent *paranze*, escadrons. Mais Petrone, son interlocuteur, n'est pas tranquille : « D'accord, mais si un de ces connards trouve un escadron planqué quelque part, ils nous suivront et nous éclateront la tête... Avant de crever, on doit en buter quelques-uns, voilà ce que je dis ! Laisse-moi en buter quatre ou cinq. » Pour Petrone, l'idéal est de tuer l'adversaire avant qu'il se sache découvert : « Le plus simple, c'est les camarades : tu les fais monter en voiture et tu les embarques... »

Ils gagnent parce qu'ils frappent de façon imprévisible, et aussi parce qu'ils savent déjà comment ils finiront. Mais, avant de disparaître, ils doivent infliger à l'ennemi le plus de pertes possible. Une logique de kamikaze, sans explosions. La seule qui permette de

croire à la victoire. Avant de s'organiser en escadrons, ils frappent.

Le 2 janvier 2005, ils tuent Crescenzo Marino, le père des McKay. Retrouvé la tête en arrière, dans une voiture inhabituelle pour un homme de soixante-dix ans : une Smart, la plus chère de la gamme. Peut-être pensait-il que cela suffirait à distraire les sentinelles. Il semble qu'une seule balle l'ait touché, en plein front. Peu de sang, juste un mince filet qui coulait sur son visage. Peut-être pensait-il qu'il n'était pas dangereux de sortir juste un instant de chez lui, quelques minutes. Mais il se trompait. Le même jour, alors que le président de la République Carlo Azeglio Ciampi est à Naples et demande à la ville de réagir, de faire preuve de courage et d'être du côté de l'État et des institutions, les Espagnols abattent Salvatore Barra dans un café de Casavatore. Durant les quelques heures que dure la visite présidentielle, trois fusillades ont lieu.

Le 15 janvier, Carmela Attrice, mère du sécessionniste Francesco Barone, dit « *o russo* » (le Russe), et présenté par les enquêteurs comme un proche des McKay, est abattue d'une balle dans le visage. La femme ne sortait plus de chez elle depuis des semaines, les tueurs se sont donc servi d'un gamin comme appât. Il sonne. La femme le connaît, elle sait qui il est et ne pense pas qu'il puisse être dangereux. Elle descend, encore en pyjama, et ouvre le portail. Quelqu'un pointe alors une arme sur elle et tire. Le sang et le liquide rachidien coulent de sa tête comme d'un œuf cassé.

Quand je suis arrivé sur les lieux du crime, dans le quartier des Case Celesti, son corps n'avait pas encore été recouvert d'un drap blanc. Les gens marchaient dans le sang et laissaient des empreintes partout. J'ai dégluti pour essayer de calmer mon estomac. Carmela Attrice n'avait pas fui. On l'avait prévenue, et elle savait que son fils s'était rallié aux Espagnols. Mais c'est là l'incertitude propre aux guerres intestines de la camorra : rien n'est défini, rien n'est clair, et les choses ne deviennent vraies que lorsqu'elles se produisent. Dans les dynamiques du pouvoir, du pouvoir absolu, n'existe que ce qui est concret. Et donc fuir, rester, disparaître ou dénoncer sont des hypothèses incertaines et vagues, et tout conseil reçu se double d'un conseil opposé, seul un fait avéré peut pousser à prendre une décision. Mais quand ce fait survient, on n'est plus maître de son choix.

Lorsqu'on meurt en pleine rue, on est entouré par un vacarme horrible. On ne meurt pas seul. Il serait faux de prétendre le contraire. On a devant soi des visages inconnus, des gens qui tâtent vos bras et jambes pour savoir si vous êtes déjà un cadavre ou si ça vaut la peine d'appeler une ambulance. Le visage des blessés graves, des gens qui vont mourir, trahit la même peur. Et la même honte, ce qu'on appelle ici *scuorno* : un peu comme si l'on se retrouvait nu devant les autres. On a la même sensation quand on est blessé à mort dans la rue. Je n'ai

jamais pu m'habituer à la vue des corps de ceux qu'on vient d'assassiner. Les infirmiers, les policiers : ils sont tous calmes, impassibles, ils font des gestes répétés cent fois, peu importe qui ils ont face à eux. « On a des cals au cœur et l'estomac recouvert de cuir », m'a dit le jeune chauffeur d'un fourgon mortuaire. Quand on arrive avant l'ambulance, on a du mal à détacher son regard du blessé, même si l'on voudrait bien ne pas l'avoir vu. Je n'ai jamais compris qu'on puisse mourir comme ça. La première fois que j'ai vu quelqu'un assassiné dans la rue, je devais avoir treize ans. Je me souviens parfaitement de cette journée. Je m'étais réveillé empli d'une honte terrible, car, sous mon pyjama, on distinguait très clairement une érection involontaire, typiquement matinale et impossible à dissimuler. Je me souviens de cet épisode car ensuite, sur le chemin de l'école, j'étais tombé sur un cadavre dans la même situation. Nous étions cinq, avec nos sacs à dos pleins de livres. Une Alfetta avait été criblée de balles, nous l'avions croisée sur le chemin de l'école. Fascinés, mes camarades se précipitèrent pour regarder. On voyait des pieds posés sur l'appui-tête. Le plus téméraire d'entre nous demanda à un carabinier pourquoi les pieds étaient à la place de la tête. Comme s'il n'avait pas remarqué l'âge de son interlocuteur, le carabinier répondit aussitôt : « C'est la pluie qui l'a fait capoter. »

J'étais jeune, mais je savais que la pluie, c'étaient les rafales de mitraille. Ce camorriste avait reçu tellement de balles que son corps s'était retourné. La tête en bas et les pieds en l'air. Puis les carabiniers ouvrirent la portière et le cadavre tomba par terre, comme un morceau de glace à moitié fondu. Nous regardions la scène le plus tranquillement du monde, sans que personne nous dise que ce n'était pas un spectacle pour les enfants. Sans une main secourable pour nous couvrir les yeux. Le mort avait une érection. On la voyait très bien sous son jean moulant. Et ça me bouleversa. Je restai là un long moment, à observer la scène. Puis, pendant des jours, je réfléchis à ce qui avait pu se passer. À ce qu'il avait pensé, à ce qu'il avait fait avant de mourir. Je passais des après-midi entiers à émettre des hypothèses sur ce qu'il avait en tête avant de crever ; ça me tourmenta jusqu'à ce que j'aie le courage de demander des explications et qu'on me dise que c'est normal d'avoir une érection en cas de mort violente. Ce matin-là, une fille de notre groupe, Linda, s'était mise à pleurer dès qu'elle avait vu le corps glisser hors de l'habitacle, imitée bientôt par deux garçons. Des pleurs étouffés. Un jeune policier en civil avait attrapé le cadavre par les cheveux et lui avait craché au visage. Puis, s'adressant à nous : « Mais non, pourquoi vous pleurez ? C'était une ordure, tout va bien, c'est rien de grave. Pleurez pas, c'est rien de grave... »

Depuis, je n'ai jamais pu croire aux scènes qui montrent des agents

de la police scientifique, munis de gants en caoutchouc, marchant à pas feutrés et faisant attention à ne pas déplacer la poussière et les douilles. Quand j'arrive près des corps avant les ambulances et que j'observe les derniers instants de quelqu'un qui sait qu'il meurt, je repense chaque fois à la fin d'*Au cœur des ténèbres*, lorsqu'une femme demande à Marlowe, de retour au pays, ce qu'a dit Kurtz avant de mourir. Marlowe ment, il lui répond qu'il a parlé d'elle, alors qu'en réalité Kurtz n'a pas eu une parole gentille, pas une bonne pensée. « L'horreur », a-t-il seulement dit. On croit que le dernier mot prononcé par un mourant est son ultime pensée, la plus importante, essentielle. Qu'on meurt en disant ce pour quoi la vie valait la peine d'être vécue. Ce n'est pas vrai. Quand on meurt on n'exprime rien, sinon la peur. Tous ou presque répètent la même phrase, simple, banale, immédiate : « Je veux pas mourir. » Des visages qui se superposent toujours à celui de Kurtz, qui disent le déchirement, le dégoût, le refus de finir de cette façon atroce, de la pire des façons. Dans l'horreur.

Après avoir vu des dizaines de cadavres, souillés par leur propre sang mêlé à la saleté, dégageant des odeurs nauséabondes, observés avec détachement professionnel ou curiosité, contournés comme des déchets dangereux ou entourés de hurlements nerveux, je n'ai retiré qu'une seule certitude, une idée si primaire qu'elle frôle l'idiotie : la mort est dégueulasse.

À Secondigliano, les jeunes, les adolescents et les enfants savent parfaitement comment on meurt, comment il vaut mieux mourir. Je m'apprêtais à quitter le lieu du meurtre de Carmela Attrice quand j'ai entendu un gamin dire à son voisin, d'un ton très sérieux :

« Je veux mourir comme la dame. Une balle dans la tête, boum, et c'est fini.

— Mais ils lui ont tiré dans le visage, c'est moche, dans le visage !

— Non, c'est pas moche, de toute façon ça dure une seconde. Devant ou derrière, c'est toujours la tête ! »

J'ai pris part à leur discussion, essayant de donner mon avis et de poser des questions. Et j'ai suggéré aux deux adolescents : « Et dans la poitrine, c'est pas mieux ? Une balle en plein cœur et c'est tout... »

Mais le gamin connaissait bien mieux que moi la dynamique de la douleur et il s'est mis à détailler, avec la compétence d'un expert, la douleur du choc, quand on prend une balle dans la poitrine :

« Non, dans la poitrine ça fait mal, ça fait super mal et on met dix minutes à crever. Les poumons doivent se remplir de sang et la balle est comme une aiguille en feu qui entre et tourne à l'intérieur. Et ça fait aussi mal aux bras et aux jambes, c'est comme une morsure de serpent qui te lâche pas. La tête, c'est mieux. Tu fais pas sous toi, tu te

chies pas dessus, tu agonises pas par terre pendant des plombes...»

Il avait vu. Et plus d'un cadavre. Être touché à la tête évite de trembler de peur, de se pisser dessus et de libérer la puanteur par les trous qu'on a dans le ventre. J'ai continué à lui poser des questions sur la façon dont on meurt et sur les fusillades. Toutes les questions possibles et imaginables, sauf celle que j'aurais dû lui poser : lui demander pourquoi, à quatorze ans, il réfléchissait à la meilleure façon de mourir. Mais cette idée ne m'a pas effleuré une seule seconde. Le gamin s'est présenté par son surnom, qu'il tenait des Pokémon, un dessin animé japonais. Il était petit et blond, ce qui lui avait valu d'être rebaptisé Pikachu. Il m'a montré deux types dans la foule qui s'était formée autour du corps de la femme abattue. Ils observaient le cadavre. Pikachu a parlé à voix basse : « C'est eux, tu les vois ? C'est eux qui ont tué Pupetta... »

Pupetta : c'est ainsi qu'on appelait Carmela Attrice. J'ai essayé d'examiner le visage des jeunes que Pikachu m'avait montrés. Ils semblaient secoués, s'agitaient et remuaient la tête et les épaules pour mieux voir les policiers recouvrir le corps d'un drap. Ils avaient tué la femme à visage découvert, puis ils s'étaient assis sous la statue de Padre Pio, juste à côté, et, dès qu'il y avait eu un peu de monde autour du cadavre, ils étaient allés voir. Ils ont été arrêtés quelques jours plus tard. Ils étaient bien nombreux pour tuer une femme inoffensive, encore en pyjama et en pantoufles : leur baptême du feu. Les petites mains du trafic de drogue s'étaient changées en bras armé. Le plus jeune avait seize ans, le plus âgé vingt-huit et l'assassin présumé vingt-deux. Quand la police les a arrêtés, l'un d'eux, voyant les flashes et les caméras de télévision, s'est mis à rire et à lancer des clins d'œil aux journalistes. Ils ont également mis la main sur l'appât, le garçon de seize ans qui avait sonné à la porte pour obliger la femme à descendre. Seize ans, le même âge que la fille de Carmela Attrice, qui était sortie sur son balcon dès qu'elle avait entendu les coups, et avait aussitôt éclaté en larmes. Les enquêteurs ont confirmé que les tueurs étaient revenus sur les lieux du crime. Ils étaient trop curieux, c'était comme participer à un film, leur film ; d'abord comme acteurs, puis comme spectateurs. Sans doute est-ce vrai : après avoir tiré avec une arme, on n'a pas de souvenir précis de son geste, c'est pourquoi ces jeunes étaient si curieux de voir ce qu'ils avaient fait et à quoi ressemblait leur victime. J'ai demandé à Pikachu si ces types faisaient partie d'un escadron des Di Lauro ou s'ils voulaient en former un. Le gamin a ri : « Un escadron ? Tu rigoles... Ils voudraient bien mais c'est des gonzesses, ces gars-là. J'en ai vu un, moi, un escadron... »

J'ignorais si Pikachu me racontait des bobards ou s'il avait simplement fait le lien entre tout ce qui se disait à Scampia, mais son

récit était particulièrement précis. Un gamin méticuleux, qui soignait les détails de son histoire, au point que le doute n'était pas permis. Tout en parlant, il observait avec satisfaction mon visage stupéfait. Pikachu avait eu un chien qui s'appelait Careca, comme l'attaquant brésilien du Napoli champion d'Italie(33). Le chien sortait souvent sur le palier de l'immeuble et, un jour, ayant entendu quelque chose derrière la porte de l'appartement situé juste en face, il s'était mis à gratter avec ses griffes. Quelques secondes plus tard, une rafale de mitraillette tirée à travers la porte l'avait criblé de balles. Pikachu me rapportait les faits en imitant tous les bruits : « Ta-ta-ta-ta... Careca est mort tout de suite... et la porte, bam, elle s'est ouverte d'un coup... »

Pikachu s'est assis par terre, face à un muret contre lequel il a posé les pieds, les mains placées comme s'il tenait une mitraillette. Il m'a montré dans quelle position était la sentinelle qui avait tué son chien. Une sentinelle toujours derrière la porte. Assise, un coussin dans le dos, la plante des pieds contre l'encadrement de la porte. Une position inconfortable, qui l'empêchait de s'endormir et lui permettrait surtout, en tirant du bas vers le haut, d'abattre à coup sûr quiconque se trouverait devant la porte, sans risquer d'être touché. Pikachu m'a raconté qu'après avoir tué le chien ils avaient donné de l'argent à ses parents, pour s'excuser, et l'avait invité, lui, à entrer dans l'appartement. Où un escadron entier se cachait. Il se rappelait tout, les pièces presque vides contenant seulement des lits, une table et un téléviseur.

Pikachu parlait vite et faisait de grands gestes, dessinant dans l'air la position et les mouvements des hommes. Ils étaient nerveux, tendus, l'un d'eux avait des « ananas » autour du cou. Les ananas sont des grenades que les membres des escadrons ont toujours sur eux. Pikachu m'a dit qu'il y avait un panier rempli d'ananas près de la fenêtre. Les clans camorristes ont toujours eu un faible pour les grenades, partout les arsenaux des clans débordaient de grenades et de roquettes antichars provenant d'Europe de l'Est. Pikachu affirmait qu'ils avaient passé des heures dans cette pièce à jouer à la PlayStation, et qu'il avait battu tous les membres de l'escadron. Il gagnait chaque fois, et les autres lui avaient promis qu'« un de ces jours ils [l']emmèneraient avec eux tirer pour de bon ».

De fait, d'après une légende du quartier, de celles qui ont de la barbe tellement elles sont vieilles, Ugo De Lucia jouait sans arrêt à *Winning Eleven*, un des plus célèbres jeux de football pour PlayStation. Selon les enquêteurs, il aurait en quatre jours non seulement commis trois meurtres, mais aussi disputé tout un championnat sur sa console.

En revanche, ce que raconta le repentí Pietro Esposito, dit Kojak, n'est pas une légende. Il était entré dans un appartement où Ugo De

Lucia regardait la télévision, allongé sur son lit, et commentait les nouvelles : « On a fait deux pièces ! Et les autres en ont fait une dans le quartier Terzo Mondo. »

La télévision était la meilleure façon de suivre le déroulement de la guerre en temps réel, sans devoir passer de coups de téléphone compromettants. De ce point de vue, l'attention que les médias accordaient à Scampia alimentait les stratégies de combat. Mais ce qui m'avait le plus frappé, c'était le terme « pièce », une façon nouvelle de désigner un homicide. Lorsqu'il parlait des morts de la guerre de Secondigliano, Pikachu utilisait lui aussi le mot « pièce » : les pièces faites par les Di Lauro et celles faites par les sécessionnistes. « Faire une pièce » : une expression qui venait du travail à la pièce, le meurtre d'un homme assimilé à la fabrication d'un objet, peu importe lequel. Une pièce.

Pikachu et moi nous sommes baladés et il m'a parlé des gamins du clan, la grande force des Di Lauro. Je lui ai demandé où ils se réunissaient et il a proposé de m'y accompagner. Tout le monde le connaissait, il voulait me le prouver. Le soir, ils se retrouvaient dans une pizzeria. Avant d'y aller, nous sommes passés prendre un ami de Pikachu qui faisait partie du Système depuis quelque temps. Pikachu l'adorait, il en parlait comme d'une sorte de parrain, c'était une référence pour tous les gamins du Système car il avait eu pour mission de ravitailler des hommes en cavale et même, à ses dires, de faire les courses pour la famille Di Lauro elle-même. On l'appelait Tonino Kit Kat, parce qu'il dévorait des tonnes de barres chocolatées. Kit Kat jouait les petits durs, mais je me suis montré sceptique. Je lui ai posé des questions auxquelles il n'avait pas envie de répondre, alors il a soulevé son pull. Sa poitrine était couverte de bleus, tous parfaitement ronds. Au centre des disques violacés, il y avait des traces jaunes et vertes.

« Comment tu t'es fait ça ?

— Le gilet...

— Quel gilet ?

— Le gilet pare-balles...

— C'est pas le gilet pare-balles qui fait ça, si ?

— Les aubergines, c'est les balles que j'ai reçues...»

Les bleus, les aubergines, sont les traces que laissent les balles arrêtées par le gilet un centimètre avant de pénétrer la chair. Pour les habituer à ne pas avoir peur des armes à feu, on faisait porter un gilet pare-balles à ces gamins puis on leur tirait dessus. À lui seul un gilet ne suffit pas à dissuader quelqu'un de fuir face à une arme, ce n'est pas un vaccin contre la peur. La seule façon d'anesthésier toute peur était de montrer comment on pouvait neutraliser les armes. Ils me racontaient qu'on les emmenait dans la campagne, à la sortie de

Secondigliano. On leur faisait enfiler un gilet pare-balles sous leur T-shirt et on vidait sur eux un demi-chargeur, l'un après l'autre. « Quand tu prends une balle, tu tombes par terre et tu peux plus respirer, tu ouvres la bouche et t'y arrives pas, l'air veut pas entrer. Rien à faire. C'est comme des coups de poing dans la poitrine, t'as l'impression de crever... Et puis tu te relèves, c'est ça qui compte. Après le coup, tu te relèves...» Kit Kat avait appris avec d'autres jeunes à recevoir des projectiles. Il avait appris à mourir, ou plutôt à risquer de mourir.

On les enrôle dès qu'ils sont assez âgés pour être fidèles au clan. Ils ont de douze à dix-sept ans, beaucoup sont fils ou frères d'affiliés, d'autres viennent de familles en situation difficile. Ils forment les nouveaux bataillons des clans de la camorra napolitaine. Ils viennent du centre historique, de la Sanità, de Forcella, de Secondigliano, du quartier San Gaetano, des Quartiers espagnols, du Pallonetto, et sont recrutés par les différents clans pour remplir toutes sortes de rôles. Ils sont assez nombreux pour constituer une véritable armée et les clans y trouvent de nombreux avantages : un adolescent perçoit un salaire inférieur de plus de la moitié à ce que gagne un affilié adulte au bas de l'échelle, il est rare qu'il doive s'occuper de ses parents, il n'a pas charge de famille, pas d'horaires et n'a pas besoin de toucher un salaire régulier, surtout il est prêt à passer tout son temps dans la rue.

Au début les jeunes vendent des drogues douces, surtout du haschisch. Ils travaillent presque toujours dans les rues les plus passantes. Avec le temps, ils en viennent également à vendre de l'ecstasy et on les équipe quasi systématiquement d'un scooter. Puis, pour finir, ils dealent de la cocaïne, qu'ils vont vendre directement dans les universités, à la sortie des bars ou des discothèques, devant les hôtels, dans les stations de métro. Les groupes de baby-dealers contribuent de façon essentielle à la flexibilité du trafic, car ils sont plus discrets, vendent de la drogue à tout moment, après un match de football ou une balade en Vespa, et vont souvent livrer la marchandise chez le client. En général, les clans ne les font pas travailler le matin et les gamins continuent à aller à l'école aussi longtemps qu'elle est obligatoire⁽³⁴⁾ : s'ils décidaient de la quitter ils attireraient l'attention. Souvent, après les premiers mois de travail, les jeunes affiliés reçoivent une arme, une façon de se défendre et de se faire respecter, une sorte de promotion qui ouvre la possibilité de grimper les échelons de l'organisation : des pistolets automatiques et semi-automatiques dont ils apprennent à se servir dans les décharges publiques des environs ou dans les catacombes de Naples.

Quand ils sont fiables et que le responsable de zone leur fait entièrement confiance, ils peuvent servir de sentinelles. Dans la rue qui leur a été confiée, ils s'assurent que les camions livrant les marchandises aux supermarchés, aux boutiques ou aux épiceries sont

bien ceux que le clan impose et, dans le cas contraire, signalent que le distributeur d'un magasin n'est pas celui qui a été « suggéré ». La présence de ces sentinelles est également fondamentale aux abords des chantiers. Les entreprises du bâtiment qui ont obtenu un marché font souvent appel à des sous-traitants appartenant aux groupes camorristes, mais il arrive que le travail soit confié à des entreprises « non conseillées ». Pour savoir si les responsables de chantiers ne sous-traitent pas à des entreprises « extérieures », les clans ont besoin d'une surveillance permanente et fiable. Ce travail revient aux adolescents, qui observent, vérifient, informent le responsable de zone et, si le chef de chantier a pris des libertés, exécutent les ordres. Ces jeunes affiliés ont des comportements et des responsabilités dignes de camorristes aguerris. Leur carrière démarre tôt, ils brûlent les étapes et leur accession aux postes importants bouleverse de façon radicale la structure hiérarchique des clans. Ces enfants responsables de zone, ces jeunes parrains, deviennent des interlocuteurs imprévisibles et sans pitié obéissant à de nouvelles logiques, ce qui empêche les forces de l'ordre et l'Antimafia de comprendre les dynamiques en action. Des visages nouveaux et inconnus. Avec la restructuration des clans engagée par Cosimo, des secteurs entiers du trafic de drogue sont gérés par des adolescents de quinze ou seize ans qui donnent des ordres à des hommes d'une quarantaine ou d'une cinquantaine d'années sans éprouver la moindre crainte ni se poser la moindre question. Les carabinieri ont placé des micros espions dans la voiture d'un jeune, Antonio Galeota Lanza, qui raconte ce qu'est la vie d'un dealer : « [...] Tous les dimanches soir je me fais huit ou neuf cents euros, mais c'est vrai que quand on fait ce métier on a affaire au crack, à la coke, et qu'on risque cinq cents ans de taule... »

De plus en plus souvent, ce que les gamins du Système convoitent, ils essaient de l'obtenir grâce au « fer », le pistolet : ils sont prêts à tuer pour un téléphone portable, une chaîne stéréo, une voiture ou un scooter. Dans la Naples des enfants-soldats, à la caisse des boutiques et des supermarchés, il n'est pas rare d'entendre : « J'appartiens au Système de Secondigliano » ou « J'appartiens au Système des Quartiers espagnols ». Une formule magique qui autorise les gamins à prendre ce qu'ils veulent, sans qu'aucun commerçant leur demande de payer.

À Secondigliano, cette nouvelle structure a été militarisée. On a fait de ces jeunes des soldats. Pikachu et Kit Kat m'ont amené chez Nello, un pizaiolo du coin chargé de nourrir les gamins du Système après leur travail. Dès que j'ai mis le pied dans la pizzeria, un groupe est entré. Ils étaient gauches, très gauches, leurs silhouettes rendues épaisses par les gilets pare-balles qu'ils portaient sous leurs pull-overs. Ils avaient garé leurs scooters sur le trottoir et étaient entrés sans saluer personne. Leurs mouvements et leurs poitrines rembourrées

leur donnaient un air de joueurs de football américain. Des visages adolescents, avec la barbe qui commençait à pousser sur les joues, tous âgés de treize à seize ans. Pikachu et Kit Kat m'ont fait asseoir parmi eux, ce qui n'a paru déranger personne. Ils mangeaient et surtout buvaient, de l'eau, du Coca-Cola et du Fanta, ils avaient une soif incroyable. Avec la pizza aussi ils voulaient se désaltérer, ils ont demandé qu'on leur apporte une bouteille d'huile d'olive et en ont versé sur chaque pizza, ils disaient qu'elles étaient trop sèches. Tout était asséché dans leur bouche, la salive et les mots. Alors j'ai compris qu'ils avaient travaillé plusieurs nuits de suite et qu'on leur avait donné des comprimés de MDMA(35). Pour qu'ils ne dorment pas, pour qu'ils ne perdent pas de temps à manger deux fois par jour. La MDMA fut brevetée en Allemagne par les laboratoires Merck et était destinée, pendant la Première Guerre mondiale, aux soldats dans les tranchées, ces soldats allemands qu'on appelait *Menschenmaterial*, un matériel humain qui parvenait ainsi à surmonter la faim, le froid et la peur. Puis elle fut utilisée par les Américains au cours d'opérations d'espionnage. À présent, ces petits soldats avaient eux aussi droit à leur dose de courage artificiel et de résistance falsifiée. Ils mangeaient en aspirant les morceaux de pizza, on entendait les mêmes bruits que font les personnes âgées en avalant leur soupe à l'aide d'une grande cuillère. Puis ils sont sortis de leur mutisme et ont commandé des bouteilles d'eau. C'est à ce moment que j'ai fait un geste qui aurait pu me valoir une sévère correction, mais je sentais que je pouvais me le permettre, car je n'avais face à moi que des gamins. Qui portaient des plaques de plomb, certes, mais des gamins tout de même. J'ai posé un magnétophone sur la table et, d'une voix forte, je me suis adressé à tout le groupe, en essayant de croiser le regard de chacun d'eux : « Allez, parlez là-dedans, dites ce que vous voulez... »

Personne n'a été surpris par mon geste, personne n'a eu l'impression de se trouver face à un flic ou à un journaliste. Quelques-uns ont hurlé des insultes dans le magnétophone, puis l'un d'eux, encouragé par mes questions, a commencé à raconter sa « carrière ». Comme s'il n'avait attendu que ça.

« Avant je travaillais dans un café, je gagnais deux cents euros par mois, deux cent cinquante avec les pourboires, et j'aimais pas ça, comme boulot. Je voulais bosser dans le même garage que mon frère, mais ils m'ont pas pris. Le Système me paie trois cents euros par semaine, mais si je vends bien j'ai aussi un pourcentage sur chaque brique(36), et j'arrive à trois cent cinquante ou quatre cents euros. J'en chie mais à la fin ils me donnent toujours un peu plus. »

Après une rafale de rots que deux gamins ont tenu à enregistrer, celui qu'on appelait Satore, un mélange de Sasà et de Totore(37), a repris : « Au début j'étais toujours dans la rue, c'était lourd de pas

avoir de scooter et je devais me démerder, à pied ou en bus. C'est un bon boulot, tout le monde me respecte et je peux faire ce que je veux. Mais maintenant ils m'ont donné un fer et je dois rester ici. Dans Terzo Mondo, aux Case dei Puffi. Toujours coincé là, toujours dans les mêmes coins. C'est lourd...» Satore m'a alors souri et s'est mis à hurler dans le magnétophone : « Laissez-moi sortir de là !... Dites-le au chef ! »

Ils les avaient armés, ils leur avaient donné un fer, un pistolet, et un territoire bien circonscrit où travailler. À son tour, Kit Kat a parlé dans le magnétophone, posant ses lèvres sur le micro et enregistrant son propre souffle : « Moi je veux ouvrir une boîte pour retaper les maisons, ou bien un magasin, le Système doit me filer le fric pour l'ouvrir. Le reste, me marier, tout ça, on verra. Je veux pas épouser une fille d'ici, je veux un mannequin, une Noire ou une Allemande. »

Pikachu a sorti un jeu de cartes de sa poche et quatre d'entre eux ont commencé à jouer. Les autres se sont levés en s'étirant, mais aucun n'a retiré son gilet pare-balles. J'ai continué à interroger Pikachu sur les escadrons, mais il semblait agacé par mon insistance. Il m'a dit qu'il était entré quelques jours plus tôt dans un appartement où s'était caché un escadron et que tout avait disparu, il ne restait qu'un lecteur MP3, celui qu'ils écoutaient quand ils allaient « faire des pièces ». Le lecteur contenant les fichiers musicaux que les hommes de l'escadron écoutaient quand ils allaient tuer pendait au cou de Pikachu. Sous un prétexte quelconque, je lui ai demandé de me le prêter pendant quelques jours, et il a ricané, comme s'il voulait me faire comprendre qu'il n'était pas vexé. Pas vexé que j'aie pu le croire assez stupide pour prêter ses affaires. Je le lui ai donc acheté, j'ai sorti cinquante euros et j'ai eu le lecteur. J'ai aussitôt mis les écouteurs sur mes oreilles, je voulais savoir quelle était la bande originale de la guerre. Je m'attendais à du rap, à du rock violent, du *heavy métal*, mais j'ai entendu une suite de morceaux néomélodiques, de chansons pop. En Amérique on écoute du rap pour se donner du courage avant de tirer avec son arme, à Secondigliano les tueurs faisaient leur boulot sur fond de chansons d'amour.

Pikachu a commencé à distribuer et m'a demandé si je voulais participer. Mais j'ai toujours été nul aux cartes, je me suis donc levé de table. Les serveurs de la pizzeria avaient le même âge que les gamins du Système, ils les regardaient avec admiration et n'osaient pas les servir, le propriétaire le faisait à leur place. Ici, travailler comme serveur, commis ou sur un chantier, est une honte. Des journées de travail de dix heures, au noir, sans congés payés ni Sécurité sociale – mais aussi sans le moindre espoir d'améliorer son sort. Le Système offre au moins l'illusion que le travail paie, qu'on peut faire carrière. Un affilié ne sera jamais vu comme un simple

commis, les filles ne penseront jamais qu'elles se font draguer par un raté. Ces gamins aux tenues rembourrées, ridicules sentinelles ressemblant à des marionnettes de footballeurs américains, ne voulaient pas devenir Al Capone mais Flavio Briatore(38), pas des pistoleros mais des hommes d'affaires entourés de top models : ils voulaient devenir des entrepreneurs à succès.

Le 19 janvier, Pasquale Paladini, quarante-cinq ans, est assassiné. De huit balles. Dans la poitrine et dans la tête. Quelques heures plus tard, on tire sur Antonio Auletta, dix-neuf ans, en visant les jambes. Mais le 21 janvier semble marquer un tournant. La rumeur se propage aussitôt, sans dépêche d'agence : Cosimo Di Lauro a été arrêté. Le régent du groupe, le commanditaire du massacre d'après le parquet antimafia de Naples, le chef du clan d'après les repentis. Cosimo se cachait dans un trou à rats de quarante mètres carrés et dormait sur un lit presque défoncé. L'héritier d'une organisation criminelle dont le chiffre d'affaires s'élève, rien qu'avec le trafic de drogue, à cinq cent mille euros par jour, qui disposait d'une propriété d'une valeur de cinq millions d'euros au cœur d'un des quartiers les plus pauvres d'Italie, avait dû se planquer dans un minuscule trou sordide non loin de son supposé palais.

Une villa qui avait poussé Via Cupa dell'Arco, à côté de la maison familiale des Di Lauro. Une élégante ferme du dix-huitième siècle rénovée à la façon d'une villa pompéienne. Impluviums, colonnes, stucs et plâtres, faux plafonds et grands escaliers. Une villa à l'abri des regards. Personne n'en connaissait les propriétaires réels, les carabiniers menaient l'enquête, mais les habitants du quartier n'avaient aucun doute : elle était destinée à Cosimo. Les carabiniers l'ont découverte par hasard, derrière l'épais mur d'enceinte ; et à l'intérieur ils sont tombés sur des ouvriers qui se sont enfuis dès qu'ils ont aperçu des uniformes. La guerre avait interrompu l'aménagement de la villa, qui n'était pas encore remplie de meubles et de tableaux ; elle n'était pas encore devenue le palais du régent, le cœur d'or de ce corps en putréfaction que sont le bâtiment et les travaux publics à Secondigliano.

Quand Cosimo entend s'approcher les carabiniers venus l'arrêter, quand il entend le bruit des armes, il n'essaie pas de s'échapper, il ne saisit même pas son arme. Il se place devant un miroir, mouille son peigne, coiffe ses cheveux en arrière et en fait un catogan, laissant sa tignasse frisée retomber sur son cou. Il enfle un pull à col roulé de couleur sombre et un imperméable noir. Cosimo se déguise en criminel d'opérette, en guerrier de la nuit, et il descend l'escalier en bombant le torse. Il boite : quelques années auparavant, il a eu un accident de moto. Mais lorsqu'il descend l'escalier, il y a bien réfléchi.

Il s'appuie aux avant-bras des carabinieri qui l'escortent et parvient à dissimuler son handicap, à marcher normalement. Les nouveaux souverains des organisations criminelles de Naples ne se présentent pas comme de petites gouapes de quartier, ils n'ont pas les yeux fous, écarquillés, de Cutolo, ils ne croient pas devoir se comporter comme Luciano Liggio(39), comme des caricatures de Lucky Luciano ou d'Al Capone. Si l'on veut savoir qui ils sont et ce qu'ils veulent, des films comme *Matrix*, *The Crow* et *Pulp Fiction* sont plus utiles et plus efficaces. Ce sont des modèles que tout le monde connaît et qui se passent d'explications. Le cinéma a bien plus de force que les clins d'œil sibyllins et une mythologie criminelle qui vaut seulement pour les quartiers malfamés.

Cosimo fixe les caméras de télévision et les objectifs des photographes, baisse la tête et ne leur laisse voir que son front. Il ne s'est pas laissé arrêté comme Brusca, vêtu d'un jean usé et d'une chemise tachée de sauce tomate ; il n'a pas peur comme Riina, emporté en toute hâte par un hélicoptère ; et il n'a pas été surpris à moitié endormi comme Misso, le parrain de la Sanità. Il a grandi dans la société du spectacle, il sait qu'il monte sur scène. Il se présente comme un combattant qui connaît son premier revers. Il donne l'impression de payer son excès de courage et le zèle avec lequel il a mené sa guerre : voilà ce que dit son visage. Il n'a pas l'air d'être en état d'arrestation mais simplement de changer de quartier général. En déclarant la guerre, il savait qu'il risquait d'être arrêté, mais il n'avait pas d'autre choix : c'était la prison ou la mort. Son arrestation doit donc être la mise en scène de sa victoire, le symbole d'un courage qui dédaigne toute forme d'autorité et entend sauvegarder la famille à tout prix.

À ce spectacle, les habitants du quartier ont des brûlures d'estomac. C'est le début de la révolte : ils renversent des voitures, lancent des bouteilles pleines d'essence enflammée. Ce soudain accès de violence n'a pas pour but d'empêcher l'arrestation du parrain, comme on pourrait le croire, mais de conjurer une possible vengeance, de chasser tout soupçon de dire à Cosimo que personne ne l'a trahi. Personne n'a parlé, le code secret de sa cavale n'a pas été déchiffré avec l'aide de ses voisins. C'est un gigantesque rite, une chapelle imaginaire que les habitants du quartier entendent dresser avec les voitures incendiées des carabinieri, avec les barricades de bennes à ordures, avec la fumée noire des pneus, pour s'excuser et expier. Si Cosimo a le moindre doute, ils n'auront pas le temps de faire leurs valises, le couperet s'abattra sur eux, ultime et impitoyable condamnation.

Quelques jours après l'arrestation de l'héritier du clan, l'image de son visage fixant les caméras de télévision avec arrogance sert de fond d'écran aux téléphones portables de dizaines d'adolescents et

d'adolescentes dans les écoles de Torre Annunziata, Quarto et Marano. Un geste de provocation, une bêtise bien de leur âge. Soit. Mais Cosimo le savait. Voilà ce qu'il faut faire pour être reconnu comme le chef, pour atteindre le cœur des gens. Il faut aussi savoir se servir de l'écran, des journaux ; il faut savoir nouer son catogan. Cosimo incarne à la perfection le nouvel entrepreneur du Système, l'image d'une nouvelle bourgeoisie qui s'est libérée de toute entrave, mue par la volonté implacable de dominer chaque secteur du marché, de mettre la main sur tout. De ne renoncer à rien. Faire un choix ne veut pas dire qu'on restreint son champ d'action, qu'on se prive d'autres possibilités. Pas pour ceux qui voient dans la vie un espace où tout est à conquérir, au risque de tout perdre. Ça veut dire être conscient qu'on peut être arrêté, mal finir, y laisser sa peau. Mais pas renoncer. Vouloir tout, et tout de suite, s'en emparer maintenant. C'est la force et l'attrait qu'incarne Cosimo Di Lauro.

Tout le monde finit par être coincé à la retraite, y compris ceux qui sont encore en bonne forme physique. Tout le monde finit par être piégé, à la merci d'une garde-malade polonaise. Pourquoi crever de dépression, pourquoi chercher un travail qui permet tout juste de survivre, pourquoi trimer à mi-temps dans un centre d'appels ? Plutôt devenir chef d'entreprise. Un vrai. Capable de faire des affaires avec tout et de gagner de l'argent même avec rien. Ernst Jünger dirait que la grandeur est exposée à la tempête : des mots que les parrains, les entrepreneurs de la camorra, pourraient faire leurs. Être au cœur de l'action, au centre du pouvoir. Tout utiliser comme un simple moyen et n'avoir que soi pour fin. Ceux qui prétendent que c'est immoral, qu'il ne peut y avoir d'existence humaine sans éthique, que l'économie doit avoir des limites et obéir à des règles, ceux-là n'ont pas réussi à prendre le pouvoir, ils ont été vaincus par le marché. L'éthique est le frein des perdants, la protection des vaincus, la justification morale de ceux qui n'ont pas su tout miser et tout rafler. La loi existe, sur le papier, mais la justice est autre chose. C'est un principe abstrait qui implique chaque homme et permet de condamner ou d'innocenter en fonction du sens qu'on lui donne. Les ministres sont coupables, les papes sont coupables, les saints et les hérétiques sont coupables, les révolutionnaires et les réactionnaires sont coupables. Tous coupables d'avoir trahi, tué, commis des erreurs. Coupables d'avoir vieilli et d'être morts. Coupables d'avoir été dépassés et défaits. Tous coupables devant le tribunal universel de la morale historique, tous innocentés par celui de la nécessité. Justice et injustice n'ont de valeur que dans un cadre concret, victoire ou défaite, actions commises ou subies. Celui qui nous insulte ou qui nous maltraite commet un acte injuste. Mais s'il nous réserve un traitement de faveur, alors il se montre juste. Lorsqu'on observe le pouvoir des clans, il faut avoir à l'esprit ces

critères. Ces catégories de jugement. Qui sont suffisantes. Qui doivent l'être. C'est la seule forme de justice qui vaille. Le reste relève de la religion et du confessionnal. L'impératif économique découle de cette logique. Ce ne sont pas les camorristes qui choisissent les affaires, mais les affaires qui choisissent les camorristes. La logique de l'entreprenariat criminel et la vision des parrains sont empreintes d'un ultralibéralisme radical. Les règles sont dictées et imposées par les affaires, par l'obligation de faire du profit et de vaincre la concurrence. Le reste ne compte pas. Le reste n'existe pas. Le pouvoir absolu de vie ou de mort, lancer un produit, conquérir des parts de marché, investir dans des secteurs de pointe : tout a un prix, finir en prison ou mourir. Détenir le pouvoir, dix ans, un an, une heure, peu importe la durée : mais vivre, commander pour de bon, voilà ce qui compte. Vaincre dans l'arène du marché et pouvoir fixer le soleil, comme le faisait Raffaele Giuliano, le parrain de Forcella, pour le défier et montrer ainsi qu'il ne baissait pas les yeux, pas même devant sa lumière. Raffaele Giuliano qui était allé jusqu'à répandre du piment en poudre sur la lame de son couteau avant de poignarder un proche d'un de ses ennemis, afin qu'il sente une brûlure lancinante quand la lame transpercerait sa chair centimètre par centimètre. En prison il était craint, non pas à cause de sa sanguinaire méticulosité, mais de ce regard de défi qui n'avait peur de rien, pas même du soleil. Avoir conscience d'être des hommes d'affaires condamnés à disparaître – la mort ou la prison à perpétuité – mais animés par la volonté implacable de fonder des empires puissants et sans frontières. Le parrain peut être tué ou arrêté, mais l'organisation économique qu'il a bâtie demeure : elle change sans cesse, se transforme, croît et augmente ses profits. Cette mentalité de samouraïs ultralibéraux, qui savent que le pouvoir, le pouvoir absolu, a un prix, j'en ai trouvé un résumé saisissant dans une lettre écrite par un adolescent qui purgeait une peine de prison dans un établissement pour mineurs, une lettre qu'il avait remise à un prêtre et que quelqu'un a lue lors d'une réunion publique. Je m'en souviens encore. Par cœur :

Tous ceux que je connais sont soit morts, soit en prison. Moi je veux devenir un parrain, je veux avoir des centres commerciaux, des boutiques et des usines, je veux avoir des femmes. Je veux trois voitures, je veux que les gens me respectent quand je rentre quelque part, je veux des magasins dans le monde entier. Et puis je veux mourir. Mais comme meurent les vrais, ceux qui commandent pour de bon. Je veux mourir assassiné.

Tel est le nouveau rythme qu'imposent les entrepreneurs du crime. Telle est la nouvelle puissance de l'économie. Dominer coûte que coûte. Le pouvoir avant tout. La victoire économique plus précieuse que la vie. N'importe quelle vie, y compris la sienne.

On commençait à appeler les gamins du Système les « morts qui parlent ». Dans un relevé d'écoute téléphonique figurant dans l'ordonnance de mise en détention provisoire qu'a rendue le parquet antimafia de Naples en février 2006, un jeune explique qui sont les responsables de zone à Secondigliano : « C'est des moins que rien, des morts qui parlent, des morts vivants, des morts qui marchent... Ils sont là, ils viennent et ils te butent, de toute façon ils sont déjà morts... » Des chefs adolescents, des kamikazes aux ordres du clan qui ne meurent pour aucune religion, mais pour l'argent et le pouvoir à tout prix, la seule façon de vivre qui vaille la peine.

Le 21 janvier, la nuit même où Cosimo Di Lauro a été arrêté, on a retrouvé le corps de Giulio Ruggiero. On a découvert une voiture carbonisée, avec un corps à la place du chauffeur. Un corps décapité. La tête reposait sur la banquette arrière. On la lui avait coupée. Non d'un coup de hache, bien net, mais avec la scie circulaire qu'utilisent les serruriers pour limer les soudures. Le pire outil qu'on puisse imaginer, le plus ostentatoire. D'abord entailler la chair puis s'attaquer à l'os du cou. Les tueurs avaient dû faire le boulot sur place, étant donné les morceaux qu'on a retrouvés tout autour, on aurait dit des tripes. L'enquête n'avait pas encore commencé que déjà tout le monde semblait certain que c'était un message. Un signe. Cosimo Di Lauro n'aurait pas été pris sans l'aide d'un mouchard. Ce corps sans tête était aux yeux de tous celui du traître. Seul quelqu'un qui a vendu un chef peut finir déchiqueté de cette façon. La sentence était tombée avant que l'enquête ait eu lieu, dénonçant le coupable ou constituant un simple avertissement, peu importe. J'ai fixé cette voiture et cette tête abandonnées Via Hugo Pratt sans descendre de ma Vespa. Les détails du massacre arrivaient jusqu'à mes tympans : comment ils avaient brûlé le corps et la tête coupée, comment ils avaient rempli la bouche d'essence et glissé une mèche entre ses dents, attendant que tout le visage éclate après l'avoir allumée. J'ai mis le moteur en marche et je suis parti.

Quand je suis arrivé sur les lieux, le 24 janvier 2005, il gisait, sur le carrelage, mort. Une nuée de carabinieri faisaient les cent pas devant la boutique où avait été commis le meurtre. Un de plus. « Un mort par jour, c'est la routine de Naples », m'a dit un jeune homme très nerveux qui passait par là. Il s'est arrêté, s'est découvert devant le mort qu'il ne voyait pas et s'en est allé. Quand les tueurs étaient entrés dans le magasin, ils avaient déjà le pistolet au poing. À l'évidence ils ne venaient pas pour voler mais pour tuer, punir. Attilio avait essayé de se cacher derrière le comptoir, il savait que ça ne servait à rien, mais peut-être voulait-il montrer qu'il n'avait pas d'arme, qu'il n'avait rien

fait. Il avait sans doute compris que les deux hommes étaient des soldats de la camorra, dans la guerre voulue par les Di Lauro. Ils avaient tiré sur lui, vidant leurs chargeurs et, une fois le boulot fait, ils étaient sortis, calmement selon les témoins, comme s'ils venaient d'acheter un téléphone portable et non d'assassiner un homme. Attilio Romanò était là. Il y avait du sang partout. On aurait dit que son âme s'était écoulée par les trous que les projectiles avaient faits dans tout son corps. Quand on voit autant de sang par terre, on commence par se palper, par s'assurer qu'on n'est pas blessé, que ce sang n'est pas le nôtre. On est pris d'une angoisse névrotique, on veut se rassurer, peut-être a-t-on été blessé sans le savoir. Et il semble dans tous les cas impossible qu'un seul homme perde autant de sang, on est sûr d'en avoir beaucoup moins. Une fois persuadé que ce sang n'est pas le nôtre, rien n'est réglé : on se sent vidé, même si on n'a pas saigné. On sent qu'on devient soi-même une hémorragie, on a les jambes molles, la bouche sèche et les mains tremblantes au milieu de ce lac dense, on voudrait qu'un médecin nous examine le blanc des yeux pour voir si on n'est pas anémique. On voudrait s'adresser à un infirmier et lui demander une transfusion, on voudrait avoir l'estomac moins noué et manger un steak, si toutefois on parvient à ne pas vomir. Il faut fermer les yeux, ne pas respirer. L'odeur de sang séché, qui imprègne jusqu'à l'enduit des murs, est celle du fer rouillé. Il faut sortir, aller dehors, à l'air libre, avant que le sang soit recouvert de sciure, car le mélange dégage une puanteur terrible. Impossible alors de ne pas vomir.

Je ne savais vraiment pas pourquoi j'avais une fois de plus tenu à aller sur le lieu de la fusillade. J'étais certain d'une chose : ça ne sert à rien de mettre noir sur blanc ce qui est fini, de reconstituer le drame horrible qui s'est produit. Il est inutile d'observer les cercles dessinés à la craie autour des douilles qui font penser à un jeu de billes. Ce qu'il faut, c'est comprendre s'il reste quelque chose. Voilà peut-être ce que je venais chercher. J'essayais de comprendre s'il flottait encore quelque chose d'humain, s'il y avait un sentier, une galerie creusée par le ver de notre existence, qui puisse mener à une solution, à une réponse donnant un vrai sens à ce qui se produit.

Le corps d'Attilio était encore sur le sol quand ses proches sont arrivés. Deux femmes, peut-être sa mère et sa femme, je ne sais pas. Elles marchaient en se serrant l'une contre l'autre, épaule contre épaule, elles seules espéraient encore qu'il ne s'était pas passé ce qu'elles craignaient et savaient déjà. Mais elles étaient enlacées, elles se soutenaient mutuellement avant d'affronter la tragédie. Dans ces instants, dans ces quelques pas que font les femmes et les mères à la rencontre d'un corps criblé de balles, on sent qu'elles croient follement, irrationnellement, stupidement, au pouvoir de la volonté. Elles espèrent. Elles espèrent et espèrent encore qu'il s'agit d'une

erreur, que la rumeur a tort, que le carabinier qui leur a annoncé la nouvelle a mal compris. Comme s'il suffisait de désirer quelque chose de toutes ses forces pour modifier le cours des événements. À ce moment, le pouls de l'espoir bat aussi vite qu'il le peut et ne veut pas ralentir. Mais il n'y a rien à faire. Les hurlements et les larmes éclatent sous le poids de la réalité. Attilio gisait par terre. Il travaillait dans une boutique de téléphonie et aussi dans un centre d'appels pour arrondir ses fins de mois. Sa femme Natalia et lui n'avaient pas d'enfant. Ce n'était pas encore le moment, peut-être ne pouvaient-ils pas se le permettre financièrement ou voulaient-ils qu'il grandisse ailleurs. Le travail occupait tout leur temps et, quand la possibilité s'était présentée, grâce à quelques économies, Attilio avait cru que ce serait une bonne idée de devenir copropriétaire de cette boutique où il avait trouvé la mort. Mais son associé était un lointain parent de Pariante, le parrain de Bacoli, ancien homme de confiance de Di Lauro, de ceux qui se sont retournés contre la famille. Attilio ne le savait pas ou du moins sous-estimait-il le problème. Il faisait confiance à son associé, il lui suffisait de savoir qu'il vivait de son travail, auquel il se consacrait beaucoup, entièrement. Ici on ne décide pas de son propre sort, le travail semble être un privilège, une occasion qu'on ne laisse plus filer une fois qu'on l'a saisie, une chance, un coup de pouce du destin, même s'il faut y passer treize heures par jour, travailler le dimanche et gagner mille euros par mois – qui suffisent à peine à rembourser un emprunt immobilier. Quelle que soit la façon dont on l'a obtenu, il faut être reconnaissant et ne pas trop se poser de questions, ne pas trop en demander au destin.

Mais certains avaient des soupçons. Dès lors, le corps d'Attilio Romanò risquait de rejoindre ceux des soldats de la camorra tués au cours des derniers mois. Les corps se ressemblent, ils sont tombés sur le même front, mais pas pour les mêmes motifs. Sur l'échiquier du conflit, les clans et eux seuls décident qui est qui et quelle place il occupe. Les rôles sont distribués sans tenir compte de la volonté des individus. Quand les groupes armés descendent dans la rue, plus aucune dynamique n'échappe à leur stratégie, ils déterminent le sens, les motifs, les causes. À ce moment précis, le magasin où travaillait Attilio avait représenté une petite part des affaires des Espagnols, une part qui devait être écrasée.

Natalia, Nata comme l'appelait Attilio, était assommée par la tragédie. Elle s'était mariée à peine quatre mois plus tôt, mais personne ne la consolait, aucun maire, ministre ou président de la République ne lui tenait la main. Peut-être était-ce mieux ainsi, pas de mise en scène institutionnelle. Mais d'injustes soupçons pesaient sur la mort d'Attilio, manière silencieuse d'approuver l'ordre donné par la camorra. L'accord tacite qui accompagnait une fois de plus l'ordre du

clan. Les collègues d'Attila, qui travaillaient avec lui au centre d'appels et le nommaient ainsi en raison de son impétueuse envie de vivre, ont organisé des retraites aux flambeaux, ils se sont obstinés à défiler alors même que d'autres meurtres étaient commis aux abords de la manifestation, que le sang souillait encore la rue. Ils marchaient, torches à la main, expliquaient et balayaient le doute, le soupçon : Attilio était mort sur son lieu de travail, il n'avait aucun lien avec la camorra.

En réalité, après chaque exécution, tout le monde est suspect. La mécanique des clans est trop parfaite, il n'y a pas d'erreur possible, seulement une punition. Et on fait donc confiance aux clans, pas aux proches qui ne comprennent pas, pas aux collègues de travail qui connaissaient bien la victime, pas à ce qu'on sait d'une personne. La guerre brise les gens même s'ils n'ont rien fait, des morts mis sur le compte des dommages collatéraux ou de leur culpabilité présumée.

Dario Scherillo, vingt-six ans, avait été tué le 26 décembre 2004. Il roulait à moto lorsqu'il avait été touché à la poitrine et au visage. On l'avait laissé mourir par terre, dans son sang, qui avait eu le temps d'imprégner entièrement sa chemise. Un jeune homme innocent. Son seul tort était de venir de Casavatore, un village martyrisé par le conflit. Une mort encore une fois entourée de silence, d'incompréhension. Pas de plaque commémorative, ni fleurs ni couronnes. « Quand la camorra tue quelqu'un, on ne sait jamais », m'avait dit un vieillard en se signant, près de l'endroit où Dario était tombé. Sur le sol, le sang était rouge vif. Mais le sang n'a pas toujours la même couleur. Celui de Dario était pourpre, on aurait dit qu'il coulait encore. La couche de sciure avait du mal à l'absorber. Un peu plus tard, profitant de l'emplacement vide, une voiture s'était garée sur la flaque. C'était fini. Tout était recouvert. On l'avait tué pour délivrer un message à son village, un message de chair dans une enveloppe de sang. Comme en Bosnie, en Algérie ou en Somalie, comme dans toute guerre civile actuelle où, puisqu'on a du mal à comprendre à quel camp appartiennent les individus, on tue leur voisin, leur chien, un ami ou un parent. Il suffit d'une rumeur, d'un lien de parenté supposé, d'une ressemblance, et l'on devient une cible. Il suffit de passer dans la mauvaise rue pour se voir attribuer une identité de plomb. Le plus important est de concentrer autant que possible la douleur, la tragédie et l'horreur, expressions d'une force absolue, d'une domination incontestée, à laquelle il est impossible de s'opposer : le pouvoir, réel et inamovible. Au point que tous s'habituent à penser comme ceux qui pourraient mal interpréter un mot, un geste. Être attentif, vigilant, silencieux, et sauver sa peau, ne pas toucher le câble à haute tension de la vengeance. À présent, tandis que je m'éloignais et qu'on emportait le corps d'Attilio Romanò, je

commençais à comprendre. À comprendre pourquoi ma mère ne cessait pas un seul instant de m'observer avec inquiétude, de se demander pourquoi je ne m'en allais pas, pourquoi je ne fuyais pas, pourquoi je ne choisissais pas de vivre loin de cet enfer.

J'ai essayé de compter combien il y avait eu de victimes, de morts, de vies perdues depuis que j'étais né.

Pour comprendre comment fonctionne l'économie de la camorra, il ne faudrait pas compter les morts. C'est le plus mauvais indicateur du pouvoir réel, mais aussi le signe le plus visible, le plus immédiat, celui qui fait raisonner avec les tripes. Voici les chiffres : 100 morts en 1979, 140 en 1980, 110 en 1981, 264 en 1982, 204 en 1983, 155 en 1984, 107 en 1986, 127 en 1987, 168 en 1988, 228 en 1989, 222 en 1990, 223 en 1991, 160 en 1992, 120 en 1993, 115 en 1994, 148 en 1995, 147 en 1996, 130 en 1997, 132 en 1998, 91 en 1999, 118 en 2000, 80 en 2001, 63 en 2002, 83 en 2003, 142 en 2004, 90 en 2005.

3 600 morts depuis que je suis né. La camorra a fait plus de victimes que la mafia sicilienne, plus que la *'ndrangheta*, plus que la mafia russe, plus que les familles albanaises, plus que l'E.T.A. en Espagne et l'I.R.A. en Irlande réunies, plus que les Brigades rouges, les N.A.R.(40) et tous les attentats commis en Italie durant les années de plomb. La camorra a tué plus que n'importe quelle autre organisation. Une image me vient à l'esprit, le planisphère qui apparaît régulièrement dans les journaux. On la trouve toujours dans quelque numéro du *Monde diplomatique*, cette carte, elle arbore une flamme plus ou moins grande là où se déroule une guerre : Kurdistan, Soudan, Kosovo, Timor-Oriental. Alors on songe à regarder l'Italie du Sud. À faire la somme du nombre de cadavres semés par la camorra, la mafia, la Sacra Corona Unita dans les Pouilles, les Basilischi(41) en Basilicate. Mais il n'y a rien, pas la moindre étincelle n'y figure. Le cœur de l'Europe. Le cœur de l'économie italienne. Peu importe comment cette richesse est produite, ce qu'il faut c'est que cette chair à canon reste engluée dans les banlieues, écrasée entre le béton et les ordures, dans les ateliers clandestins et les entrepôts de coke. Et que personne n'en parle, que tout ça ressemble à une guerre des gangs, une guerre de pauvres. Alors on comprend aussi d'où vient le sourire narquois des amis qui ont émigré, rentrent de Milan ou de Padoue et ignorent ce qu'on est devenu. On sent leur regard qui nous scrute de la tête aux pieds, ils essaient de deviner ce qu'on vaut, si on est un *chiachiello* ou un *bbuono*(42), un méchant ou un gentil, un camorriste ou un raté. Et, face à cette alternative, on sait déjà sur quel chemin on est et ce qu'il y a au bout de la route : rien de bon.

Je suis rentré chez moi mais je ne tenais pas en place. Je suis ressorti et je me suis mis à courir, vite, de plus en plus vite, mes genoux se tordaient, mes talons heurtaient mes fesses, mes bras

semblaient désarticulés et bougeaient comme ceux d'un pantin. Courir, courir plus vite. Le cœur pompait, je sentais dans ma bouche la salive qui noyait la langue et submergeait les dents. Je sentais le sang qui gonflait ma carotide et débordait dans ma poitrine. Je n'avais plus de souffle, j'ai aspiré par le nez tout l'air que j'ai pu et je l'ai aussitôt expiré tel un taureau. Je me suis remis à courir, j'avais les mains glacées, le visage bouillant, les yeux fermés. Je sentais que tout le sang que j'avais vu sur le sol, coulant comme d'un robinet ouvert brusquement, au point de casser sa poignée, était de nouveau en moi et circulait dans mes veines.

Enfin, j'ai atteint la mer et sauté sur les rochers. L'obscurité était mêlée de brume, on ne voyait pas les phares des bateaux qui croisaient dans le golfe. La mer se ridait, des vagues ont commencé à apparaître, on aurait dit qu'elles voulaient fuir la boue du rivage mais elles ne repartaient pas vers les remous lointains de la haute mer. Elles restaient immobiles malgré le va-et-vient de l'eau, résistant obstinément dans cette impossible inertie, agrippées à leur crête d'écume. Immobiles, ne sachant plus où la mer est encore la mer.

Quelques semaines plus tard, les journalistes ont commencé à arriver. De partout. Soudain la camorra a fait sa réapparition, dans une région où tout le monde pensait qu'il n'y avait que des bandes de voleurs à la tire. En quelques heures, Secondigliano est devenu le centre de l'attention. Envoyés spéciaux, photographes, reporters des principales agences, même une équipe permanente de la B.B.C. ; des gamins se faisaient photographier à côté d'un cadreur, la caméra à l'épaule et le logo de C.N.N. bien en évidence. « Les mêmes qui vont voir Saddam », ironisait-on à Scampia. Sous l'œil de ces caméras, les habitants sentaient qu'ils étaient le centre du monde et bénéficiaient d'une attention leur conférant pour la première fois une existence réelle à ces lieux. La tuerie de Secondigliano a attiré l'attention sur les dynamiques de la camorra comme ce n'était plus arrivé depuis vingt ans. Au nord de Naples, la guerre tue rapidement, elle correspond parfaitement à ce que les médias attendent des faits divers, des dizaines et des dizaines de victimes en à peine plus d'un mois. Elle semble faite pour offrir à chaque journaliste son mort à lui. Le succès pour tous. Des hordes de séminantes stagiaires ont été envoyées ici afin de s'aguerrir. Des micros ont surgi partout pour interroger de petits dealers, des caméras filmaient le sinistre profil découpé des Vele. Certains ont même réussi à interviewer des trafiquants plus importants, en les montrant de dos. Et presque tous étaient prêts à donner quelques pièces à des junkies pour qu'ils marmonnent leur histoire dans un micro. Deux jeunes femmes, journalistes, se faisaient photographier par leur cadreur devant une carcasse de voiture brûlée

qui n'avait pas encore été déplacée. La première guerre de leur carrière, même mineure, méritait bien un souvenir. Un journaliste français m'a téléphoné pour me demander s'il devait porter un gilet pare-balles, car il voulait photographier la villa de Cosimo Di Lauro. Les équipes se baladaient en voiture, prenaient des photos, filmaient comme des explorateurs, dans une jungle qui se transformait peu à peu en simple décor. D'autres journalistes se déplaçaient accompagnés de gardes du corps. Mais si l'on veut raconter Secondigliano, la pire des façons est de se faire escorter par la police. Scampia n'est pas un endroit inaccessible, la force de cette place de deal est au contraire d'être complètement ouverte à tous. Les journalistes qui venaient ici sous protection ne pouvaient que voir de leurs propres yeux ce qu'ils avaient déjà lu dans toutes les dépêches d'agence. Ils étaient sur place, mais ils auraient aussi bien pu rester à la rédaction de leur journal, devant leur ordinateur.

Plus de cent journalistes en un peu moins de deux semaines. Soudain le supermarché de la drogue en Europe est devenu réel. Même les policiers étaient harcelés de questions, tout le monde voulait participer à une opération, assister à au moins une arrestation, à une perquisition dans un immeuble. Tout le monde voulait pouvoir mettre dans ses quinze minutes de reportage des images de menottes qui claquent ou de stocks d'armes qu'on saisit. De nombreux officiers se débarrassaient des reporters et des apprentis journalistes en leur laissant photographier des policiers en civil qu'ils leur présentaient comme des dealers, une façon de leur donner ce qu'ils voulaient sans perdre trop de temps. Le pire, le plus rapidement possible. Le pire du pire, l'horreur de l'horreur, montrer la tragédie, le sang, les boyaux, les rafales de mitraillette, les crânes transpercés, la chair brûlée. Ils racontaient le pire, mais ce n'étaient en réalité que des restes du pire. À Secondigliano, beaucoup de journalistes ont cru trouver le ghetto de l'Europe, la misère absolue. S'ils étaient parvenus à ne pas s'enfuir en courant, ils auraient compris qu'ils avaient devant eux les piliers de l'économie, la mine d'or cachée, les ténèbres où le cœur puisant du marché puise son énergie.

Les journalistes de télévision me faisaient les propositions les plus incroyables. Certains m'ont demandé de mettre une microcaméra sur mon oreille et de me balader dans les « bonnes rues », d'aller voir les « bonnes personnes ». Ils rêvaient de tourner à Scampia une émission de télé réalité qui montrerait un homicide et un deal de drogue. Un scénariste m'a remis un manuscrit racontant une histoire de sang et de mort, où un nouveau Diable était conçu dans le quartier Terzo Mondo. Pendant un mois j'ai mangé à l'œil tous les soirs, je me faisais inviter par les équipes de télévision qui voulaient me présenter leurs projets absurdes et me soutirer des informations. À Secondigliano et à

Scampia, durant tout le temps qu'a duré la guerre des clans, un réseau d'accompagnateurs, d'exégètes officiels, d'indicateurs et de guides sioux s'est mis en place dans la réserve de la camorra. De nombreux jeunes avaient une combine : ils traînaient dans les coins où se trouvaient les journalistes, feignaient d'être des dealers ou des sentinelles et, dès que quelqu'un avait le courage de s'approcher, ils se disaient prêts à raconter, à expliquer, à se laisser filmer. Ils annonçaient d'entrée les tarifs. Cinquante euros le témoignage, cent euros pour faire le tour des places de deal, deux cents pour entrer chez un dealer des Vele.

Pour comprendre le cycle de l'or, il ne suffit pas d'observer une pépite ou la mine. Il faut partir de Secondigliano et suivre les traces que laisse l'empire bâti par les clans. Les guerres de la camorra permettent de situer sur une carte les villages dominés par les Familles, les « terres de l'os(43) », cet arrière-pays qu'on appelle le Far West italien et qu'une légende sanguinaire dit plus riche en mitraillettes qu'en fourchettes. Mais, au-delà de la violence qui se déchaîne durant des phases particulières, c'est ici qu'est générée une richesse colossale dont ces terres ne voient que l'éclat lointain. Pourtant rien de tout cela n'a été rapporté par la télévision ou par la presse, dans les reportages, car ce qui importait c'était l'esthétique des bas-fonds de Naples.

Le 29 janvier, Vincenzo De Gennaro est tué. Le 31 janvier, Vittorio Bevilacqua est abattu dans une épicerie. Le 1er février, Giovanni Orabona, vingt-trois ans, avant-centre du Real Casavatore, Giuseppe Pizzone et Antonio Patrizio sont massacrés, victimes d'un stratagème vieux comme le monde mais toujours efficace : les tueurs se sont fait passer pour des policiers. Les trois hommes marchent dans la rue quand un véhicule les arrête. Un véhicule muni d'une sirène. Deux hommes en descendent et montrent leurs cartes de police. Les trois jeunes n'essaient pas de fuir ni de résister. Ils savent comment se comporter, ils se laissent menotter et montent dans la voiture. Un peu plus loin le véhicule s'immobilise et on les fait descendre. Les trois hommes ne comprennent pas tout de suite, mais quand ils voient les pistolets tout devient clair. C'est un piège : ils n'ont pas affaire à la police mais aux Espagnols, le groupe rebelle. Deux des victimes sont contraintes de s'agenouiller puis aussitôt abattues d'une balle dans la tête. D'après les indices retrouvés sur les lieux, le troisième a tenté de s'échapper, les mains attachées dans le dos, remuant la tête pour garder l'équilibre. Mais il est tombé. Puis il s'est relevé. Et il est retombé. Ils l'ont rejoint et lui ont mis le canon d'un pistolet automatique dans la bouche. Le cadavre avait les dents cassées : le jeune homme a essayé de mordre le canon de l'arme, par instinct,

comme s'il voulait le briser en deux.

Le 27 février, on apprend que Raffaele Amato a été arrêté à Barcelone tandis qu'il jouait au black jack dans un casino, histoire de se vider les poches. Les Di Lauro n'ont pu s'en prendre qu'à son cousin Rosario, dont ils ont brûlé la maison. D'après les accusations de la magistrature napolitaine, Amato était le chef charismatique des Espagnols. Il a grandi Via Cupa dell'Arco, la rue de Paolo Di Lauro et de sa famille. Amato est devenu un dirigeant important lorsqu'il servait d'intermédiaire au trafic de drogue et gérait les mises. Selon les repentis et les enquêtes de l'Antimafia, il jouissait d'un crédit illimité auprès des grands trafiquants internationaux et parvenait à importer des quintaux de cocaïne. Avant que les policiers aux visages dissimulés par des cagoules le collent face contre terre, Raffaele avait déjà reçu un premier avertissement : il avait été arrêté une première fois dans un hôtel de Casandrino, en compagnie d'un autre dirigeant du groupe et d'un gros trafiquant albanais qui, pour mener ses affaires, se faisait aider par un interprète de haut vol, neveu d'un ministre de Tirana.

Le 5 février, c'est le tour d'Angelo Romano. Et le 3 mars, Davide Chiarolanza est tué à Melito. Il a reconnu les assassins, peut-être même leur avait-il donné rendez-vous. Il a été abattu tandis qu'il essayait de rejoindre sa voiture. Pourtant les magistrats, les policiers et les carabinieri ne peuvent mettre fin au règlement de comptes. Les forces de l'ordre comptent les coups, mettent hors de combat certains éléments mais ne semblent pas en mesure d'arrêter l'hémorragie. Alors que l'ensemble de la presse se concentre sur les faits divers et se complaît en interprétations et en pronostics, un quotidien de Naples découvre que les Di Lauro et les Espagnols sont parvenus à un accord, à un cessez-le-feu temporaire, signé sous les auspices du clan Licciardi. Un accord souhaité par les autres clans de Secondigliano et peut-être aussi par les autres cartels de la camorra, qui ont peur que le conflit ne brise le long silence dont bénéficient leurs activités. Il fallait permettre aux territoires où se pratique l'accumulation criminelle de richesses de retomber dans l'oubli. L'accord n'a pas été rédigé par quelque parrain charismatique, une nuit au fond de sa cellule, il n'a pas été communiqué sous le manteau, mais publié par un quotidien. On peut le lire et en mesurer la portée dans un article du quotidien *Cronache di Napoli* signé Simone Di Meo et paru le 27 juin 2005. Il comporte les points suivants :

- 1) Les sécessionnistes exigent que leur soient rendus les logements dont les commandos de Di Lauro ont chassé les occupants, soit environ huit cents personnes, entre novembre et janvier, à Scampia et à Secondigliano.

2) Le monopole des Di Lauro sur le marché de la drogue est brisé, on ne reviendra pas en arrière. Le territoire devra être partagé de manière équitable. Naples aux Di Lauro et le reste de la province aux sécessionnistes.

3) Les sécessionnistes pourront avoir recours à leurs propres canaux pour s'approvisionner en drogue et ne devront plus passer obligatoirement par des intermédiaires des Di Lauro.

4) Les vengeances privées ne doivent pas interférer avec les affaires, qui sont plus importantes que les questions personnelles. Si, dans les années à venir, des actes de vengeance sont commis à la suite de cette guerre, ce sera une simple affaire privée, qui n'impliquera pas une reprise des hostilités.

Le parrain des parrains de Secondigliano est forcément de retour. On prétend l'avoir vu un peu partout, des Pouilles au Canada. Les services secrets mettent tout en œuvre pour l'arrêter. Paolo Di Lauro laisse des traces, infimes, aussi invisibles que l'était son pouvoir avant le règlement de comptes. On dit qu'il a été opéré dans une clinique marseillaise, celle qui a également hébergé Bernardo Provenzano(44), le parrain de Cosa Nostra. Il est revenu pour signer la paix ou limiter les dégâts, il est ici, on sent sa présence car le climat a changé. Le parrain disparu depuis dix ans, celui dont un affilié affirme au téléphone qu'« il doit rentrer, même s'il risque la prison ». Le parrain fantôme, dont même les membres du clan ne connaissent pas le visage : « S'il te plaît, aide-moi à le voir, juste une seconde, une seule, je regarde et je m'en vais », avait demandé un affilié au parrain Maurizio Prestieri.

Paolo Di Lauro est arrêté le 16 septembre 2005 Via Canonico Stornaiuolo. Il était caché dans le modeste appartement de Fortunata Liguori, la femme d'un affilié de bas rang. Un logement anonyme, comme celui où s'était planqué son fils Cosimo. Dans cette jungle de béton, il est facile de se camoufler, parmi des immeubles quelconques on n'a pas de visage, on ne fait pas de bruit. En ville on disparaît plus complètement, on laisse moins de traces que dans une cache, derrière une trappe. Paolo Di Lauro avait déjà risqué l'arrestation le jour de son anniversaire. Il voulait braver les forces de l'ordre et déjeuner chez lui, avec sa famille, alors qu'il était recherché par toutes les polices d'Europe. Mais quelqu'un l'avait prévenu à temps. Quand les carabinieri firent irruption dans la villa familiale, ils trouvèrent la table dressée et sa chaise vide. Cette fois-ci les R.O.S.(45) disposent d'informations sûres. Au moment d'entrer dans la maison, ils sont extrêmement nerveux. Il est quatre heures du matin, ils ont passé toute la nuit à observer la maison. Mais le parrain ne réagit pas, c'est même lui qui les calme :

« Entrez donc... Je suis tranquille, moi, pas de problème... »

Vingt véhicules de patrouille escortent la voiture dans laquelle on l'a fait monter, précédés de quatre « lièvres », des motards qui ouvrent la route et s'assurent que tout va bien. Le cortège file, le parrain est dans une voiture blindée. Il y a deux itinéraires possibles pour rejoindre la caserne des carabinieri. Prendre la Via Capodimonte puis parcourir la Via Pessina et traverser la Piazza Dante, ou bien bloquer la circulation sur le Corso Secondigliano et prendre le boulevard extérieur en direction du Vomero. En cas de danger manifeste, on peut même faire atterrir un hélicoptère et le transporter par les airs. Les lièvres signalent un véhicule suspect le long du parcours. Tout le monde s'attend à un guet-apens. Mais c'est une fausse alerte. Le parrain est conduit à la caserne des carabinieri de la Via Pastrengo, au cœur de Naples. L'hélicoptère se pose, la poussière et la terre battue forment un tourbillon au centre de la place, l'air est envahi de sacs en plastique, de mouchoirs en papier et de feuilles de journal. Un tourbillon d'ordures.

Il n'y a aucun danger. Mais il faut rendre publique l'arrestation, crier sur tous les toits qu'on a réussi à attraper le parrain, à saisir l'insaisissable. Quand le cortège de véhicules blindés et de voitures de police arrive, les carabinieri constatent que les journalistes attendent déjà à l'entrée de la caserne. Alors, ils s'assoient à califourchon sur la portière de leur voiture, la vitre en guise de selle, pistolet au poing, cagoulés, arborant le plastron des carabinieri. Depuis l'arrestation de Giovanni Brusca, tous les carabinieri, tous les policiers rêvent d'être filmés ou photographiés dans cette posture. Ils se défoulent ainsi après des nuits de planque, satisfaits d'avoir attrapé leur proie, aussi habiles que des attachées de presse lorsqu'il faut obtenir la une des journaux. Quand Paolo Di Lauro sort de la caserne, il ne fanfaronne pas comme son fils Cosimo, il se penche en avant, tête baissée, et ne montre aux caméras et aux objectifs qu'un crâne chauve. Peut-être est-ce simplement un moyen de se protéger : s'il s'était laissé photographier sous tous les angles par des centaines d'objectifs et filmer par des dizaines de caméras de télévision, il aurait montré son visage à toute l'Italie, incitant des voisins qui ignoraient tout jusqu'alors à dire qu'ils l'avaient vu, qu'ils l'avaient approché. Autant éviter de faciliter le travail des magistrats, de révéler son itinéraire clandestin. Mais certains ne voient dans son comportement que la réaction d'un homme gêné par les flashes et les caméras, agacé d'être traité comme une bête de foire.

Quelques jours plus tard, Paolo Di Lauro a été conduit au tribunal, dans la salle d'audience 215. J'ai pris place parmi la famille. Le seul mot que le parrain a prononcé a été « présent ». Le reste, il l'a dit sans

ouvrir la bouche : gestes, clins d'œil, regards et sourires sont devenus la syntaxe muette lui permettant de communiquer depuis sa cage. Il a salué, répondu, rassuré. Un gros type aux cheveux poivre et sel s'est assis juste derrière moi. Paolo Di Lauro semblait avoir les yeux fixés sur moi, mais en réalité il avait repéré le type. Ils se sont regardés pendant quelques secondes, puis le parrain lui a fait un clin d'œil.

On aurait dit qu'après avoir appris son arrestation beaucoup de gens en avaient profité pour venir saluer l'homme qu'ils n'avaient pas vu pendant ses années de cavale. Di Lauro portait un jean et un polo de couleur foncée. Aux pieds, des Paciotti, les chaussures préférées des dirigeants camorristes du coin. Les gardiens lui ont retiré les menottes et libéré les poignets. Il était seul dans sa cage. Puis le « gotha » a fait son entrée, les dirigeants des clans de toute la zone nord de Naples : Raffaele Abbinante, Enrico D'Avanzo, Giuseppe Crisaiolo, Arcangelo Valentino, Maria Prestieri, Maurizio Prestieri, Salvatore Britti et Vincenzo Di Lauro. Des hommes qui étaient ou avaient été aux ordres du parrain, à présent répartis dans deux cages : fidèles et Espagnols. Prestieri était le plus élégant de tous, en blazer bleu marine et chemise oxford bleu ciel. Dans la grande cage, il s'est approché le premier de la vitre de protection qui le séparait du parrain. Ils se sont salués. Puis Enrico D'Avanzo est venu à son tour et ils ont même pu échanger quelques mots à voix basse à travers les fentes de la vitre pare-balles. De nombreux dirigeants revoyaient Paolo pour la première fois depuis des années. Son fils Vincenzo ne l'avait pas vu depuis 2002, lorsqu'il avait lui-même pris la fuite et s'était réfugié à Chivasso, dans le Piémont, où il avait été arrêté en 2004.

Je n'ai pas quitté Paolo Di Lauro des yeux. Chacun de ses mouvements, chacune de ses grimaces me semblait autoriser des pages entières d'interprétations, alimenter un nouveau dictionnaire, une nouvelle grammaire de gestes. Mais c'est avec son fils que le dialogue m'a paru étrange. De l'index droit, Vincenzo a désigné l'annulaire de la main gauche, comme pour demander à son père : « Ton alliance ? » Le parrain a passé les mains sur ses tempes et mimé un volant, comme s'il conduisait. Je n'arrivais pas à déchiffrer ses gestes. Les journaux ont prétendu que Vincenzo avait demandé à son père pourquoi il ne portait pas son alliance, et que son père lui avait fait comprendre que les carabinieri lui avaient pris tous les objets en or. Après les gestes, les clins d'œil, les paroles muettes articulées avec les lèvres, les regards et les mains posées sur la vitre blindée, Paolo Di Lauro s'est figé et a souri à son fils. Ils se sont embrassés à travers la vitre. À l'issue de l'audience, l'avocat du parrain a demandé que les deux hommes puissent se voir un instant. Permission accordée. Sept policiers les ont entourés.

« T'es pâle », a dit Vincenzo. « Y a longtemps que je vois plus le

soleil », lui a répondu son père, les yeux dans les yeux.

Les fuyards sont souvent à bout de forces lorsqu'ils sont capturés. La cavale permanente les empêche de profiter de leur richesse, ce qui rapproche encore plus les parrains de leur état-major, seul gardien de leur réussite économique et sociale. Les systèmes de protection, la nécessité obsédante et morbide de programmer chaque pas, le temps qu'ils passent enfermés dans une pièce, à gérer leurs affaires et leurs entreprises, tout cela fait des parrains en fuite des condamnés à la perpétuité, victimes de leur propre business. Dans la salle d'audience du tribunal, une femme m'a raconté un épisode de la cavale de Di Lauro. À première vue, on aurait dit une enseignante, elle avait les cheveux jaunes, plus vraiment blonds, et une raie laissait voir des racines plus foncées.

Quand elle s'est mise à parler, sa voix était rauque et grave. Elle m'a raconté que Paolo Di Lauro devait utiliser des stratagèmes compliqués lorsqu'il se déplaçait encore dans Secondigliano. Elle semblait presque désolée que le parrain ait eu à subir des privations. Elle m'a dit que Di Lauro possédait cinq voitures de la même couleur et du même modèle, avec la même immatriculation. Quand il devait se déplacer, elles sortaient toutes les cinq, mais naturellement il n'en occupait qu'une. Toutes étaient escortées par des hommes à lui, qui ne savaient jamais dans quelle voiture il était monté. Chacune d'elles quittait la villa et ils la suivaient. Un moyen sûr d'éviter qu'on le trahisse ou même qu'on communique l'information la plus élémentaire, annoncer que le parrain sortait. La femme me racontait tout cela sur un ton de profonde compassion pour la souffrance et la solitude d'un homme obligé à chaque instant de se souvenir qu'on veut le tuer. Après cette tarentelle de gestes et d'embrassades, après les saluts et les clins d'œil des hommes appartenant au pouvoir le plus féroce de Naples, la vitre blindée qui séparait le parrain des autres était couverte de traces en tout genre : doigts, lèvres, sueur.

Moins de vingt-quatre heures après l'arrestation du parrain, un jeune Polonais est retrouvé sur le rond-point d'Arzano, tremblant comme une feuille et s'efforçant de jeter un énorme ballot dans une benne. Il est couvert de sang et la peur rend ses gestes maladroits. Le ballot contient un corps. Un corps martyrisé, torturé, si atrocement défiguré qu'on a du mal à imaginer comment il a pu être arrangé de cette façon. Une mine qu'on aurait fait avaler à quelqu'un et qui aurait explosé dans son estomac aurait fait moins de dégâts. Le corps est celui d'Edoardo La Monica, mais on ne distingue plus les traits de son visage. Il n'y a plus que les lèvres, le reste est en morceaux. Le cadavre est parcouru de trous dans lesquels le sang a coagulé. On l'a attaché puis frappé lentement, pendant des heures, avec une batte de base-ball

cloutée. Chaque coup a fait un trou, des coups qui ont brisé les os en traversant la chair. On lui a coupé les oreilles, arraché la langue, brisé les poignets, énucléé les yeux avec un tournevis alors qu'il était encore vivant, éveillé, conscient. Pour en finir, on lui a défoncé le visage à coups de marteau et tracé au couteau une croix sur les lèvres. Le corps devait être jeté dans une benne à ordures et pourrir dans une décharge. Le message gravé dans la chair est facile à déchiffrer, les tortures fournissent les indices. On a coupé les oreilles qui ont entendu où se cachait le parrain, brisé les poignets et les mains qui ont touché l'argent, énucléé les yeux qui ont vu, arraché la langue qui a parlé. La face défoncée, la face perdue aux yeux du Système, quand un homme a fait ce qu'il a fait. Les lèvres scellées par la croix : fermées à tout jamais par ce en quoi on a cru et qu'on a trahi. Edoardo La Monica ne possédait pas de casier judiciaire. Il avait un nom lourd à porter, celui d'une des familles qui ont fait de Secondigliano une terre de camorra et une mine d'or. La famille au sein de laquelle Paolo Di Lauro a fait ses premiers pas. La mort d'Edoardo La Monica ressemble à celle de Giulio Ruggiero. Tous deux massacrés, méticuleusement torturés quelques heures après l'arrestation d'un parrain. Écorchés, battus, écartelés, dépecés. On n'a pas vu de meurtres commis avec un tel acharnement sanguinaire et un tel goût du symbole depuis des années : à la fin du règne de Cutolo et de son tueur Pasquale Barra, dit « *o nimale* » (l'animal), célèbre pour avoir, en prison, tué Francis Turatello en lui arrachant le cœur avec les mains avant de le dévorer. Ces rites appartenaient au passé, mais la guerre de Secondigliano les a exhumés, faisant de chaque geste, de chaque centimètre de chair, de chaque mot, un moyen de communication.

Lors de la conférence de presse, les officiers des R.O.S. ont déclaré que l'arrestation n'avait été possible qu'une fois repérée la femme qui fournissait à Di Lauro son poisson préféré, la dorade rose. Le récit semble conçu pour écorner l'image d'un homme si puissant qu'il commandait à des centaines de personnes, mais qui s'est finalement fait prendre à cause d'un banal péché de gourmandise. À Secondigliano, personne ne croit un seul instant cette histoire de dorade rose fatale. Beaucoup désignent plutôt le S.I.S.D.E. (46) comme seul responsable de l'arrestation. Les autorités ont effectivement confirmé l'intervention du S.I.S.D.E., mais il est très difficile de distinguer les signes de sa présence à Secondigliano. Cette hypothèse, proche de celle avancée par de nombreux journalistes, selon laquelle le S.I.S.D.E. a recruté des informateurs dans la zone et payé des gens pour qu'ils n'interfèrent pas, j'en ai moi-même eu vent au café. Des types buaient leur cappuccino, mangeaient leur croissant et disaient des choses comme : « Vu que tu reçois du pognon de James Bond... »

C'était arrivé deux fois dans ces jours-là. Par deux fois, j'avais entendu des gens parler d'espions d'une façon furtive et allusive, ce qui était certes trop ridicule et insignifiant pour en tirer des conclusions, mais aussi trop inhabituel pour passer inaperçu.

Pour aboutir à l'arrestation de Di Lauro, il est possible que les services secrets aient identifié les responsables directs des sentinelles, les aient payés et aient ainsi obtenu que tous les postes de surveillance des autres zones soient démontés, ce qui a empêché qu'on sonne l'alerte et qu'on évacue le parrain. La famille d'Edoardo La Monica a démenti toute implication de sa part, affirmant que le jeune homme n'avait jamais fait partie du Système, qu'il avait peur des clans et de leurs affaires. Peut-être avait-il payé pour quelqu'un d'autre au sein de sa famille, mais il semble bien que les tortures qu'il avait subies lui aient été destinées personnellement, et non conçues pour adresser un message à quelqu'un d'autre.

Un jour, j'ai vu un petit groupe de personnes non loin de l'endroit où avait été retrouvé le corps d'Edoardo La Monica. Un jeune a montré son annuaire, puis il a touché sa tête en remuant les lèvres sans émettre aucun son. Aussitôt, comme si une ampoule s'allumait dans ma tête, j'ai pensé au geste de Vincenzo dans la salle d'audience, un geste étrange, insolite : pourquoi avoir commencé par demander à son père, qu'il n'avait pas vu depuis des années, ce qu'était devenue son alliance ? *L'aniello* en napolitain. Un message pour désigner Aniello, tandis que l'alliance représentait l'engagement. Et donc l'engagement trahi, comme s'il nommait la famille coupable de la trahison, celle qui avait permis l'arrestation. Qui avait parlé.

Aniello La Monica avait été le patriarche de la famille. Pendant des années, les La Monica furent appelés dans le quartier les « anielli », de même qu'à Torre Annunziata on appelait les Gionta les « valentini », du nom du parrain Valentino Gionta. D'après les déclarations du repent Ruocco et de Luigi Giuliano, Aniello La Monica avait justement été éliminé par son filleul Paolo Di Lauro. Certes, les hommes des La Monica font tous partie du clan Di Lauro. Mais cette mort atroce a peut-être puni celui qui avait voulu venger une autre mort, vingt ans auparavant, car la vengeance est un plat qui se mange froid, voire glacé, et la délation peut être plus impitoyable qu'une rafale de mitraillette. Quand on a la mémoire longue, très longue. Une mémoire qu'ont en commun les clans qui se sont succédé au pouvoir à Secondigliano comme les gens du quartier sur lequel ils ont régné. Une mémoire fondée sur des rumeurs, des hypothèses et des soupçons, mais qui ne pourra jamais avoir le statut de vérité. Cette vérité qu'on doit inlassablement interpréter, comme un hiéroglyphe dont on a appris qu'il valait mieux ne pas le déchiffrer.

Secondigliano a retrouvé ses mécanismes économiques habituels. Les dirigeants des deux clans, Espagnols et Di Lauro, sont tous en prison. De nouveaux responsables de zone émergent, de nouveaux chefs, très jeunes, font leurs premiers pas dans les sphères de commandement. Au cours des derniers mois, le mot *faida* a disparu. On parle désormais du « Vietnam » : « Lui, il a fait le Vietnam... Alors maintenant il va se calmer. » « Depuis le Vietnam, ici tout le monde a peur. » « Le Vietnam, c'est fini ou pas ? »

Ces propos sont extraits de conversations entre plusieurs nouvelles recrues des clans dont les téléphones portables ont été écoutés par les carabiniers. Le 8 février 2006, ils ont ainsi pu arrêter Salvatore Di Lauro, dix-huit ans, qui avait mis sur pied une petite armée d'adolescents dealers. Les Espagnols ont perdu la bataille, mais ils sont manifestement parvenus à gagner leur autonomie et à fonder leur propre cartel, puissant et commandé par des hommes très jeunes. Les carabiniers ont intercepté un SMS envoyé par une adolescente à un jeune responsable de zone arrêté pendant la *faida*, qui est retourné dealer dans la rue dès sa sortie de prison : « Bravo pour ton travail et ton retour dans le quartier. Quelle victoire ! Félicitations ! »

Il s'agit de la victoire militaire, et le jeune homme reçoit ces éloges parce qu'il a choisi le bon camp. Les Di Lauro sont en prison, mais ils ont sauvé leur peau et leurs affaires, du moins celles de la famille.

Après les négociations entre les clans et les arrestations, la situation s'est soudain calmée. J'étais dans un Secondigliano exsangue, envahi par une foule de gens, photographié, filmé, exploité. À bout de forces. Je m'arrêtais devant les peintures murales de Felice Pignataro, devant ses soleils et ses crânes qui ressemblent à des têtes de clown. Des fresques qui donnaient au béton une sorte de légèreté, de beauté inattendue. Soudain des feux d'artifice ont explosé dans le ciel, et le bruit obsédant des pétards n'en finissait plus. Les équipes de reportage qui démontraient leur matériel après l'arrestation du parrain se sont précipitées pour voir de quoi il s'agissait. D'ultimes et précieuses images, deux petits immeubles où on faisait la fête. Ils ont branché les micros, les projecteurs ont éclairé les visages, ils ont appelé leur rédacteur en chef pour annoncer que les Espagnols fêtaient la chute de Paolo Di Lauro. Je me suis approché pour demander ce qui se passait, et un jeune, visiblement heureux que je l'interroge, m'a répondu : « C'est pour Peppino, il est sorti du coma. » Un an auparavant, Peppino se rendait au travail, il roulait en direction du marché quand son triporteur avait dérapé, avant de se retourner. Les routes de Naples sont solubles dans l'eau, après deux heures de pluie le basalte commence à flotter et le bitume s'effrite comme s'il était mêlé de sel. Le triporteur s'était immobilisé sur le toit et Peppino avait subi un grave traumatisme crânien. Pour le tirer du fossé où il était tombé, on

avait fait venir un tracteur de la campagne. Le garçon avait passé un an dans le coma et s'était réveillé. Puis il était resté plusieurs mois à l'hôpital et on l'avait enfin autorisé à rentrer chez lui. Tout le quartier fêtait son retour. Dès qu'il était descendu de voiture, tandis qu'on l'installait dans un fauteuil roulant, les premiers feux d'artifice avaient éclaté. Les enfants se faisaient photographier en train de caresser son crâne entièrement rasé, et la mère de Peppino essayait de le protéger des caresses et des baisers trop appuyés pour ses maigres forces. Les journalistes qui avaient accouru ont rappelé leur rédaction et tout annulé. La sérénade au P38 qu'ils voulaient filmer était devenue une fête en l'honneur d'un garçon qui était sorti du coma. Ils ont pris le chemin de leurs hôtels et je suis resté. Je me suis glissé chez Peppino, trop heureux de pouvoir m'inviter à une aussi belle fête. Toute la nuit, j'ai trinqué à sa santé, avec les habitants de l'immeuble. Assis sur les marches d'escalier, serrés sur les paliers, sur le pas des portes, sans qu'on sache bien à qui appartenaient ces appartements grands ouverts aux tables remplies de mets délicieux. Complètement ivre, j'ai fait la navette en Vespa entre un bar encore ouvert et la maison de Peppino pour ravitailler tout le monde en vin rouge et en Coca-Cola. Cette nuit-là, Secondigliano était silencieux, épuisé. Plus de journalistes, plus d'hélicoptères. Plus de sentinelles, plus de vigies. Un silence qui donnait envie de dormir, comme un après-midi sur la plage, les mains croisées sous la nuque, sans penser à rien.

FEMMES

Je sentais sur moi une odeur indéfinissable. Comme la puanteur qui imprègne les vêtements quand on entre dans une friterie et s'atténue lentement une fois à l'extérieur, en se mêlant aux poisons des gaz d'échappement. On a beau prendre des dizaines de douches, tremper des heures dans la baignoire, utiliser sels et baumes parfumés, impossible de s'en débarrasser. Et pas parce qu'elle est entrée dans la chair, comme la transpiration des violeurs : l'odeur qu'on sent, on sait qu'on l'avait déjà en soi, comme libérée par une glande qui n'a jamais été stimulée auparavant, une glande assoupie qui se met soudain à sécréter ses hormones, parce qu'on a peur, mais plus encore parce qu'on est face à la vérité. Comme s'il existait dans le corps un organe susceptible de nous signaler ce qui est vrai. En utilisant tous les sens. Directement. Une vérité jamais racontée, jamais filmée ni photographiée, mais qui est là et s'offre à nous. Comprendre comment les choses fonctionnent, quel cours suit notre temps. Aucune pensée n'est capable de garantir la vérité de ce que nous avons vu. Après avoir regardé une guerre de camorra sans détourner les yeux, les images sont trop nombreuses, elles remplissent la mémoire et ne nous reviennent pas à l'esprit une par une mais toutes ensemble, elles se superposent et se mélangent. On ne peut pas faire confiance à sa vue. Il n'y a pas d'immeubles effondrés, après une guerre de camorra, et la sciure absorbe rapidement le sang. Comme si l'on avait été le seul à voir et à subir les événements, comme si quelqu'un était prêt à nous montrer du doigt et à dire : « C'est faux. »

Une guerre des clans – capitaux contre capitaux, investissements contre investissements, projets financiers contre projets financiers – est toujours une absurdité, mais elle a des motivations réconfortantes, une signification qui conjure le danger, qui donne l'impression que le conflit est loin, très loin, même s'il parvient jusque dans l'entrée de l'immeuble où l'on vit. On peut tout ranger dans une petite boîte qui donne un sens et nous permet de nous construire lentement, mais les odeurs ne peuvent pas être embrigadées. Elles sont là, trace ultime et unique d'un patrimoine d'expériences qu'on a dilapidé. Mon nez sentait encore les odeurs, pas seulement celles de la sciure et du sang, ou celle de l'après-rasage que les enfants soldats mettent sur leurs joues imberbes, mais surtout celle de parfums féminins. Je sentais encore l'odeur forte des déodorants, des laques, des parfums

douceâtres.

Les femmes sont toujours présentes dans les dynamiques de pouvoir des clans. Ce n'est pas un hasard si, au cours de la guerre de Secondigliano, deux femmes ont été éliminées avec une férocité habituellement réservée aux parrains. Et si des centaines de femmes sont descendues dans la rue pour empêcher qu'on arrête les dealers et les sentinelles, pour mettre le feu aux poubelles et bousculer les carabiniers. Chaque fois qu'une caméra de télévision apparaissait dans la rue, je voyais les adolescentes courir, se précipiter devant l'objectif, elles souriaient, entamaient un refrain, demandaient à être interviewées, tournaient autour du cadreur pour voir quel logo portait sa caméra, quelle chaîne de télévision les filmait. On ne sait jamais. Peut-être que quelqu'un les verrait et les appellerait pour participer à une émission. Ici, les occasions ne se présentent pas, on doit les arracher avec les dents, les acheter, creuser pour les trouver. Les occasions, on doit les provoquer. Et c'est la même chose avec les garçons, rien n'est laissé au hasard, pas même le fait de se rencontrer et de tomber amoureux. Chaque conquête est le résultat d'une stratégie. Celles qui n'ont pas de stratégie risquent dangereusement de passer pour des filles légères que mille mains voudront toucher et mille langues embrasser avec insistance. Jean serré, T-shirt moulant : tout doit faire de la beauté un hameçon. Dans certains endroits, la beauté semble être un piège, le plus agréable des pièges. Et donc, si l'on tombe dans le piège, si l'on s'abandonne au plaisir de l'instant, on ne sait pas vers quoi on va. Une fille qui sait y faire doit non seulement obtenir que le meilleur la courtise, mais, une fois que le garçon est pris dans ses filets, elle doit le retenir, le garder, le supporter et tout accepter en se bouchant le nez. Avant tout le garder pour elle, ne pas le partager. Un jour, tandis que je passais devant une école, j'ai vu une fille descendre de moto. Lentement, pour que tout le monde ait le temps d'observer l'engin, le casque, les gants de motard et les bottes pointues qu'elle avait du mal à poser à terre. Un pion, de ceux qui ont vu défiler des générations de gamins, s'est approché d'elle : « Tu fais déjà *l'ammore*, Francesca ? Tu sais pas qu'Angelo finira à Poggioreale(47) ? » lui a-t-il dit.

« Faire *l'ammore* » ne veut pas dire faire l'amour mais sortir avec quelqu'un. Cet Angelo était entré dans le Système depuis peu et il semblait déjà exercer des fonctions d'une certaine importance. D'après le pion, il ne tarderait pas à se retrouver en prison. Sans même songer à défendre son petit ami, la fille avait déjà sa réponse toute prête : « Et alors ? Pourquoi je toucherais pas mon mois ? Il m'aime vraiment, lui... »

Son mois. C'était la première conquête de la fille. Si le garçon finissait en prison, elle toucherait un salaire. Le mois est la paie

mensuelle que les clans versent aux familles des affiliés. S'ils ont une fiancée, une copine, c'est elle qui touche la paie, mais pour plus de sûreté il vaut mieux être enceinte. Pas forcément mariée, un enfant suffit, même encore à naître. Dans le cas contraire il est toujours possible qu'une autre fille sortie de nulle part se manifeste auprès du clan, sans qu'aucune des deux sache quoi que ce soit de l'autre. Dans ce cas, soit le responsable de zone décide de partager la paie entre les deux filles, une solution risquée car elle crée beaucoup de tension entre les familles, soit on demande à l'affilié de choisir. La plupart du temps le problème se règle plus simplement encore : aucune des filles ne touche rien, c'est la famille du prisonnier qui reçoit l'argent. Le mariage et la maternité assurent au contraire le versement de la paie. La somme est presque toujours versée de la main à la main, pour ne pas laisser de trace, et apportée par un « sous-marin ». Les sous-marins sont les personnes chargées de distribuer la paie. On les appelle ainsi parce qu'ils arpentent les rues en essayant d'être invisibles. Ils doivent éviter de se faire repérer et suivre par quelqu'un, car ils pourraient être menacés, agressés et détroussés. Ils apparaissent toujours par surprise, rejoignant les mêmes lieux par des itinéraires différents. Les sous-marins gèrent les salaires des affiliés les plus modestes des clans, tandis que les dirigeants réclament de temps en temps la somme dont ils ont besoin et discutent directement avec le trésorier. Les sous-marins ne font pas partie du Système, ils ne sont pas affiliés ; s'ils l'étaient, ils pourraient exploiter le rôle fondamental qu'est la gestion des salaires et aspirer à grimper dans la hiérarchie. Ce sont presque toujours des retraités, d'anciens comptables ou commerçants, qui travaillent pour le compte des clans, doublent ainsi leurs maigres pensions d'un autre revenu, et surtout sortent de chez eux au lieu de moisir devant la télévision. Ils frappent à la porte le 28 de chaque mois, posent leurs sacs en plastique sur la table et sortent de la poche intérieure de leur veste une des nombreuses enveloppes qui la remplissent. L'enveloppe porte le nom de l'affilié mort ou en prison, ils la tendent à sa femme ou, si elle n'est pas là, à l'aîné des enfants. Avec la paie, ils apportent presque toujours quelques provisions : du jambon, des fruits, des pâtes, des œufs, un peu de pain. Lorsqu'ils montent les escaliers, on entend les sacs en plastique frotter contre les murs : c'est ce frottement qui annonce le passage du sous-marin. Ils sont systématiquement chargés comme des mulets, ils font toujours les courses dans la même épicerie et chez le même marchand de fruits et légumes, retirant un seul colis qu'ils répartissent entre les familles. De ce que transporte un sous-marin, on peut déduire combien de femmes de prisonniers, combien de veuves de camorristes vivent dans une rue.

Don Ciro est le seul sous-marin dont j'ai pu faire la connaissance. Il travaille dans le centre historique, gère les salaires de clans en pleine

déroute mais qui essaient lentement, dans cette nouvelle phase propice, de se réorganiser, pas seulement de survivre : les clans des Quartiers espagnols et, pendant quelques années, ceux de Forcella. À présent il est de temps en temps employé par le clan du quartier Sanità. Dans le dédale des ruelles de Naples, don Ciro sait si bien retrouver maisons, appartements, soupentes, caves, immeubles sans numéro, logements installés sur un bout de palier, que les postiers, qui se perdent sans cesse, lui confient parfois le courrier à distribuer. Don Ciro portait des chaussures déformées, son gros orteil faisait une bosse comme un bubon au bout de la chaussure, et ses semelles avaient les talons usés. Ces chaussures sont vraiment l'emblème du sous-marin, le symbole des kilomètres qu'il parcourt à pied, dans les ruelles, le long des côtes et de trajets encore plus longs dans les rues du centre, habité par la crainte paranoïaque d'être suivi et dépouillé. Don Ciro portait un pantalon en piteux état, propre mais pas repassé. Il a perdu sa femme, et sa nouvelle compagne moldave est trop jeune pour s'occuper correctement de lui. Incroyablement froussard, il fixait toujours le sol, même quand il me parlait, et ses moustaches étaient jaunes, laquées de nicotine, comme l'index et le médius de sa main droite.

Les sous-marins versent également la paie aux hommes dont la femme est incarcérée. Toucher l'argent au nom de sa femme est une humiliation, et donc, afin d'éviter les reproches, les cris sur le palier et d'être brutalement chassés, après avoir remis l'enveloppe, naturellement, ils se rendent chez les mères des affiliées et leur donnent l'argent qu'elles se chargeront de remettre à la famille de la détenue. Les sous-marins doivent supporter toutes sortes de lamentations de la part des femmes des affiliés, qui se plaignent des prix qui augmentent, du loyer, des enfants qui travaillent mal à l'école ou veulent aller à l'université. Ils écoutent leurs requêtes, leurs commérages sur les femmes d'autres affiliés qui reçoivent plus d'argent parce que leurs maris ont été plus malins et ont réussi à gravir plus vite les échelons au sein du clan. Pendant qu'elles parlent, le sous-marin ne cesse de répéter : « Je sais, je sais », comme s'il encourageait les femmes à vider leur sac. À la fin, il n'a que deux réponses à la bouche : « Ça ne dépend pas de moi » ou : « Moi j'apporte l'argent, c'est les autres qui décident. » Les femmes savent bien que les sous-marins n'ont aucun pouvoir de décision, mais elles espèrent qu'en les harcelant de récriminations ils finiront tôt ou tard par parler à un responsable de zone, et que peut-être on voudra bien augmenter leur salaire ou leur donner quelque chose en plus. Don Ciro était tellement habitué à répondre « je sais, je sais » qu'il psalmodiait la même formule quel que soit le sujet dont on lui parlait. Il a distribué la paie à des centaines de femmes de la camorra, il aurait pu

évoquer le souvenir de générations entières de femmes, de mères, de compagnes et même d'hommes seuls, consigner toutes les critiques adressées aux parrains et aux hommes politiques, mais don Ciro est un sous-marin silencieux et mélancolique, il a fait de sa tête un espace vide dans lequel chaque mot résonne sans laisser de trace. Pendant que je lui parlais, il m'a entraîné dans la périphérie de Naples, puis il m'a salué et a pris un bus qui le reconduirait à notre point de départ. Tout cela faisait partie d'une stratégie : il voulait me semer pour ne pas que je comprenne, même vaguement, où il vivait.

Pour beaucoup de femmes, épouser un camorriste, c'est comme obtenir un prêt, disposer d'un capital. Si le destin et le savoir-faire le permettent, ce capital produira des intérêts et ces femmes deviendront chefs d'entreprise, dirigeantes ou générales au pouvoir illimité. Si tout va mal, elles passeront des heures dans la salle d'attente des prisons et devront s'humilier, supplier qu'on les prenne comme femmes de ménage malgré la concurrence des Slaves, seul moyen de payer les avocats et de nourrir leurs enfants si le clan fait faillite et ne verse plus les salaires. Le corps des femmes de la camorra est ce qui fonde les alliances, leur visage et leur comportement concentrent et illustrent le pouvoir de la famille. On reconnaît leurs voiles noirs durant les obsèques, leurs hurlements au cours des arrestations, les baisers qu'elles lancent par-delà les barreaux pendant les audiences des procès.

L'image des femmes de la camorra semble faite de clichés, comme si elles étaient inévitablement destinées à souffrir, à obéir à la volonté des hommes : frères, maris, pères. Rien n'est moins vrai. Avec la transformation de la camorra au cours des dernières années, le rôle des femmes a lui aussi changé et, de simples mères ou compagnes de fortune et d'infortune, elles sont devenues de véritables cadres dirigeants, se concentrant presque exclusivement sur les activités économiques et financières et déléguant à d'autres la partie militaire et les trafics illégaux.

Anna Mazza, veuve du parrain d'Afragola, est assurément un exemple historique de femme haut placée dans la camorra. Elle fut l'une des premières femmes d'Italie condamnée pour association mafieuse, en tant que chef d'un groupe économique et criminel parmi les plus puissants. Au début, Anna Mazza exploita l'aura de son mari Gennaro Moccia, tué dans les années soixante-dix. La « veuve noire de la camorra », ainsi qu'on la surnomma, fut la tête pensante du clan Moccia pendant plus de vingt ans. D'après plusieurs enquêtes, son pouvoir s'étendait si loin que, dans les années quatre-vingt-dix, bien qu'elle fût placée en résidence surveillée près de Trévise, et donc totalement isolée, elle parvint à entrer en contact avec la mafia du

Brenta(48) et à recréer son réseau d'influence.

Aussitôt après la mort de son mari, on l'accusa d'avoir armé la main de son fils, alors âgé de douze ans, pour qu'il tue celui qui avait commandité le meurtre de son père. Mais elle ne put être condamnée, faute de preuves. La gestion d'Anna Mazza était très autoritaire, entièrement tournée vers les affaires et hostile aux excès paramilitaires. Elle était en mesure de contrôler entièrement chaque coin du territoire qu'elle dominait, comme le démontre la dissolution administrative de la commune d'Afragola, en 1999, pour infiltrations camorristes. Les hommes politiques lui obéissaient, ils sollicitaient son appui. Anna Mazza était une pionnière. Avant elle, il n'y avait eu que Pupetta Maresca, la belle tueuse qui devint célèbre dans toute l'Italie au milieu des années cinquante quand, enceinte de six mois, elle décida de venger la mort de son mari Pascalone 'e Nola.

Anna Mazza ne se contenta pas de se venger. Elle comprit qu'il lui serait facile de profiter du retard culturel des parrains de la camorra et de bénéficier de la quasi-impunité réservée aux femmes. Un retard culturel qui lui épargnait les guets-apens, les jalousies et les conflits. Au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, elle dirigea la famille en s'efforçant toujours de favoriser le développement économique du clan et en accroissant méthodiquement sa présence dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Le clan Moccia devint l'un des plus puissants, obtenant de nombreux marchés publics, contrôlant les carrières d'extraction et l'achat des terrains en zone constructible. Tous les environs de Naples, entre Frattamaggiore, Crispano, Sant'Antimo d'une part, Frattaminore et Caivano d'autre part, sont dominés par des responsables de zone liés aux Moccia. Dans les années quatre-vingt-dix, ils devinrent un des piliers de la Nouvelle Famille, le vaste cartel qui s'opposa à la Nouvelle Camorra Organisée de Raffaele Cutolo, plus riche économiquement et plus puissant politiquement que les cartels de Cosa Nostra. Après la disparition des partis politiques qui avaient tiré profit pendant des décennies de leur alliance avec les entreprises des clans, les parrains de la Nouvelle Famille furent les seuls à être arrêtés et condamnés à la réclusion à perpétuité. Ils ne voulaient pas payer à la place des hommes politiques qu'ils avaient aidés et soutenus. Ils ne voulaient pas être considérés comme le cancer d'un système dont ils étaient au contraire le pilier économique et productif, bien que criminel. Ils décidèrent donc de se repentir. Dans les années quatre-vingt-dix, Pasquale Galasso, le parrain de Poggiomarino, fut le premier dirigeant de haut niveau qui collabora avec la justice. Noms, logiques, investissements : des aveux complets, que l'État récompensa en saisissant les biens de sa famille et une partie des siens. Galasso révéla tout ce qu'il savait. Au sein de la grande confédération, les Moccia prirent les choses en main et

décidèrent de le faire taire à jamais. Les révélations de Galasso risquaient de détruire en quelques heures seulement le clan dirigé par la veuve. Ils essayèrent de soudoyer son escorte et de le faire empoisonner, envisagèrent de l'exécuter à coups de bazooka. Les tentatives militaires imaginées par les hommes de la famille ayant échoué, Anna Mazza comprit qu'il était temps de changer de stratégie. Elle proposa la « dissociation », adaptant à la camorra un concept venu du monde du terrorisme. Les militants des organisations terroristes se dissociaient sans se repentir, sans révéler de noms, ni accuser leurs commanditaires ou les exécutants. Se « dissocier » consistait en une prise de distance idéologique, un sursaut de la conscience, un moyen de délégitimer une pratique politique. Et ce simple refus moral, une fois officialisé, permettait d'obtenir des remises de peine. La veuve Mazza pensait que ce serait la meilleure façon d'éliminer tout risque de véritable collaboration avec la justice et en même temps de faire croire que les clans étaient extérieurs au fonctionnement de l'État. S'éloigner idéologiquement de la camorra tout en bénéficiant des avantages, des remises de peine et de meilleures conditions d'incarcération, mais sans révéler les mécanismes, les noms, les numéros de comptes, les alliances. Ce qui, aux yeux de certains observateurs, pouvait apparaître comme une véritable idéologie, celle de la camorra, n'était rien d'autre pour les clans qu'une façon de mener leurs affaires, sur les plans économique et militaire. Ils se transformaient : la rhétorique criminelle disparaissait, le besoin de donner des fondements idéologiques aux comportements camorristes, incarné par Cutolo, appartenait au passé. La dissociation pouvait être le remède au pouvoir mortel dont disposaient les repentis et qui, malgré d'innombrables contradictions, était le cœur de la stratégie visant à abattre le pouvoir de la camorra. Et la veuve vit tout le potentiel de cet artifice. Ses fils écrivirent à un prêtre, manifestant le souhait de se racheter et annonçant qu'un véhicule rempli d'armes serait abandonné devant une église à Acerra, en signe de dissociation, comme le faisait l'I.R.A. avec les Anglais. Déposer les armes. Mais la camorra n'est pas une organisation séparatiste, un groupe terroriste, et ses armes ne représentent pas son pouvoir réel. On ne trouva jamais le véhicule et la stratégie de la dissociation née dans l'esprit d'une femme-parrain perdit vite tout attrait, le Parlement et la magistrature n'y prêtèrent pas attention, les clans eux-mêmes ne l'appuyèrent plus. Il y eut de plus en plus de repentis, mais en réalité ils étaient de moins en moins utiles. Les grandes révélations de Galasso mirent certes en lumière l'appareil militaire des clans, mais ne touchèrent pratiquement pas les échelons économiques et politiques. Anna Mazza continua à bâtir une sorte de matriarcat de la camorra : les femmes comme véritable centre du

pouvoir, alors que les hommes en étaient le bras armé, servant d'intermédiaires et de responsables, mais seulement après que les femmes eurent pris les décisions. Des choix importants, économiques et militaires, qui revenaient à la veuve noire.

Grâce aux femmes, le clan bénéficiait de trois atouts supplémentaires : elles étaient de meilleures chefs d'entreprise, avaient moins besoin d'exhiber leur pouvoir et recherchaient moins systématiquement le conflit. Les dirigeantes étaient des femmes, leurs gardes du corps étaient des femmes, les gestionnaires du clan étaient des femmes. Au fil des années, Immacolata Capone, une des « dames de compagnie » d'Anna Mazza et la marraine de sa fille Teresa, fit fortune au sein du clan. Contrairement à la veuve, Immacolata n'avait pas une allure de matrone aux joues rondes et aux cheveux permanentés, elle était menue, avait des cheveux blonds coupés court et s'habillait avec élégance et sobriété. Elle n'avait rien de la camorriste ombrageuse. Et elle ne choisissait pas des hommes qui renforceraient son prestige, c'était au contraire sa protection que les hommes recherchaient. Elle épousa Giorgio Salierno, un camorriste qui tenta de faire taire le repentini Galasso, puis elle eut une relation avec un homme du clan Puca de Sant'Antimo. Cette famille au passé glorieux, proche de Cutolo, avait été rendue célèbre par Antonio Puca, le frère du compagnon d'Immacolata : lors de son arrestation, on trouva sur lui un répertoire où figurait le nom d'Enzo Tortora, le présentateur de télévision(49) injustement accusé d'être un camorriste. Immacolata devint une dirigeante et une gestionnaire expérimentée, mais le clan traversait alors une grave crise. Les arrestations et les déclarations des repentins mettaient en danger le patient travail de donna Anna. Immacolata décida alors de tout miser sur le béton. Elle gérait déjà une usine de briques au centre d'Afragola et avait tout fait pour s'allier aux Casalesi, le clan de Casal di Principe, le plus important au niveau national et international sur le marché du bâtiment et des travaux publics. D'après les enquêtes de la D.D.A. de Naples, Immacolata Capone permit au clan Moccia de retrouver son rang dans ce domaine. Elle avait à sa disposition l'entreprise Motrer, comptant parmi les leaders sur le marché des chantiers de creusement dans le sud de l'Italie, et – toujours selon les enquêteurs – avait mis en place un mécanisme parfait, avec l'accord d'un homme politique local : ce dernier attribuait les marchés publics et l'entreprise choisie en confiait la sous-traitance à donna Immacolata. Je ne l'ai vue qu'une fois, me semble-t-il. À Afragola, justement, alors qu'elle entrait dans un supermarché, accompagnée de deux gardes du corps, deux filles. Elles la suivaient dans une Smart, la petite voiture biplace que toute femme de la camorra possède. Mais, à en juger par l'épaisseur des portes, cette Smart était blindée. On imagine en général les femmes

gardes du corps comme ces culturistes aux muscles tellement développés qu'elles ressemblent à des hommes. Cuisses noueuses, pectoraux saillants à la place des seins, biceps hypertrophiés, cou épais. Mais les filles que j'ai vues n'avaient rien de dragons. L'une était petite, avait un gros cul mou et une teinture de cheveux noire et voyante ; l'autre était frêle, maigre et osseuse. J'ai été frappé par leurs tenues très soignées, qui rappelaient toutes deux le jaune fluorescent de la Smart. L'une portait un T-shirt de la même couleur que la voiture, tandis que la femme qui conduisait avait des lunettes de soleil à monture jaune. Un jaune qui ne pouvait guère avoir été choisi au hasard et qu'on ne portait pas innocemment. C'était une marque de professionnalisme : le même jaune que celui de la combinaison de motard arborée par Uma Thurman dans *Kill Bill*, le film de Quentin Tarantino, le premier dans lequel des femmes jouent un rôle criminel de tout premier plan. Le jaune de la combinaison qu'Uma Thurman porte également sur l'affiche du film, un sabre japonais à la main, et qu'on garde dans les yeux, voire sur les papilles gustatives. Un jaune tellement criard qu'il en devient symbolique. Une entreprise qui gagne doit avoir une image de vainqueur. Rien n'est laissé au hasard, pas même la couleur de la voiture et l'uniforme des gardes du corps. Beaucoup de femmes font partie des clans à des titres et à des niveaux divers, exigeant d'avoir comme gardes du corps des femmes, dont elles soignent le style et l'image : Immacolata Capone avait montré la voie.

Mais quelque chose ne tournait pas rond. Peut-être avait-elle envahi un territoire qui ne lui appartenait pas, peut-être détenait-elle des informations lui permettant d'exercer un chantage, car elle fut assassinée en mars 2004 à Sant'Antimo, le village de son compagnon. Ce jour-là, elle n'avait pas d'escorte, sans doute pensait-elle qu'elle ne risquait rien. L'exécution eut lieu dans le centre du village, les tueurs étaient à pied. Dès qu'elle comprit qu'on la suivait, Immacolata Capone se mit à courir, les gens crurent qu'elle avait été détroussée et poursuivait les voleurs. Mais elle avait bien son sac à main en bandoulière, elle courait en le serrant contre sa poitrine, comme si son instinct l'empêchait d'abandonner et de jeter par terre ce qui entravait sa fuite, une fuite pour sauver sa peau. Immacolata entra chez un volailler mais n'eut pas le temps de se réfugier derrière le comptoir. Ils la rattrapèrent et le canon d'un pistolet se posa sur sa nuque. Deux coups secs : c'est ainsi que fut comblé le retard culturel qui interdisait de s'en prendre aux femmes et dont Anna Mazza avait jusqu'alors profité. Ce crâne défoncé par les balles et ce visage baignant dans un sang épais officialisèrent la nouvelle politique militaire des clans : plus aucune différence entre les hommes et les femmes. Plus aucun code d'honneur. Mais le matriarcat des Moccia a lentement produit ses effets, toujours prêt à se lancer dans de grandes affaires, contrôlant

tout un territoire, réalisant des investissements judicieux et des opérations financières de premier ordre, monopolisant les terrains et évitant les règlements de comptes, les alliances qui risquaient de menacer l'indépendance de la famille.

Aujourd'hui, dans une zone que dominent leurs entreprises, se dresse le plus grand magasin Ikea d'Italie et la plus importante voie ferrée à grande vitesse du sud du pays sera construite précisément ici. En octobre 2005, la commune d'Afragola a une nouvelle fois été dissoute pour infiltrations camorristes. Les accusations sont graves : un groupe de conseillers municipaux aurait demandé au président d'une structure commerciale d'embaucher plus de deux cent cinquante personnes ayant des liens de parenté avec des dirigeants du clan Moccia.

La décision de dissoudre le conseil municipal a également été prise après que certaines concessions eurent été attribuées en violation des règles. Plusieurs infrastructures importantes ont été bâties sur des terrains appartenant aux parrains et un hôpital devrait même voir le jour sur des terres que le clan Moccia a acquises au moment où le conseil examinait la question. Des terrains achetés à bas, très bas prix, évidemment revendus beaucoup plus cher une fois prise la décision d'y construire un hôpital. Un bénéfice net de six cents pour cent que seules les femmes du clan Moccia pouvaient réaliser.

Mais les femmes sont souvent prêtes à tout pour défendre les biens et le patrimoine du clan, comme le montre l'exemple d'Anna Vollarò, nièce de Luigi Vollarò, le parrain du clan de Portici. Elle avait vingt-neuf ans quand les policiers vinrent une nouvelle fois saisir un établissement de la famille, en l'occurrence une pizzeria. Elle prit un bidon d'essence, s'en aspergea, et y mit le feu avec une allumette. Puis elle courut dans tous les sens pour qu'on ne puisse pas éteindre les flammes. Enfin, elle s'effondra contre un mur dont le crépi noircit, comme une prise de courant après un court-circuit. Anna Vollarò s'immola pour protester contre la saisie d'un bien acheté avec de l'argent sale mais qui, à ses yeux, avait été normalement gagné.

On croit généralement qu'en matière de criminalité organisée la branche militaire conduit naturellement à la direction des affaires en cas de succès. Ce n'est pas le cas, du moins pas toujours. La *faida* de Quindici, un village de la province d'Avellino qui vit depuis des années sous le joug écrasant des clans Cava et Graziano, en est le contre-exemple. Les deux familles sont en guerre depuis toujours et les femmes y jouent un rôle économique central. En 1980, un grave tremblement de terre détruisit le Vallo di Lauro(50) et des milliards de lires furent affectés à la reconstruction, ce qui donna naissance à une nouvelle bourgeoisie d'entrepreneurs camorristes. Mais Quindici se distingue d'autres villages de Campanie : ce qui s'y est produit n'est

pas un simple affrontement entre factions, mais bien un règlement de comptes entre familles, ponctué au fil des années par une quarantaine de fusillades impitoyables ayant semé la mort dans les deux camps. La haine qui lie les deux familles est si grande qu'elle empoisonne tous leurs membres depuis plusieurs générations, et le village assiste impuissant au spectacle de deux groupes qui s'entre-tuent impitoyablement. Dans les années soixante-dix, les Cava étaient encore une branche du clan Graziano. Le conflit débuta dans les années quatre-vingt, lorsque cent milliards de liras, soit 5, 4 millions d'euros, entrèrent dans les caisses de Quindici au titre de la reconstruction : les deux camps se disputèrent pour savoir comment répartir les marchés publics et les dessous-de-table. Ces capitaux devaient permettre aux deux familles, gérées par des femmes, de bâtir de véritables empires dans le secteur des travaux publics. Un jour, alors que le maire du village, élu grâce au soutien des Graziano, se trouvait dans son bureau, un commando envoyé par les Cava frappa à la porte. Les tueurs ne firent pas feu tout de suite, ce qui laissa au maire le temps d'ouvrir la fenêtre, de grimper sur le toit de la mairie et d'échapper à l'embuscade. Le clan Graziano a donné cinq maires à la ville : deux sont morts assassinés et les trois autres ont été démis de leurs fonctions par le président de la République, pour liens avec la camorra. Mais il fut un temps où les choses semblèrent en mesure de changer. Une jeune pharmacienne, Olga Santaniello, avait été élue maire. Seule une femme de caractère pouvait tenir tête aux dirigeantes des clans Cava et Graziano. Elle essaya par tous les moyens de nettoyer la pourriture que le pouvoir des clans générait, en vain. Le 5 mai 1998, le Vallo di Lauro fut complètement inondé, les maisons s'imprégnèrent d'eau et de boue, les terres devinrent de véritables marécages et les canaux impraticables. Olga Santaniello mourut noyée. La boue qui l'étouffa fut doublement bénéfique pour les clans : de nouveaux fonds furent attribués au village et le pouvoir des deux familles augmenta encore. Antonio Siniscalchi fut élu maire, puis triomphalement réélu quatre ans plus tard, un quasi-plébiscite.

Après sa première victoire, un cortège composé du maire, des conseillers municipaux et de leurs plus ardents partisans s'était formé devant le bureau de vote puis dirigé vers le quartier Brosagro, en passant devant la maison d'Arturo Graziano, dit Guaglione (« Gamin »). Mais ce n'est pas à lui que le cortège rendait hommage : il saluait les femmes du clan Graziano, alignées sur le balcon par ordre d'âge décroissant. Le nouveau maire venait les remercier après la mort d'Olga Santaniello. Quelque temps plus tard, en juin 2002, la D.D.A. de Naples fit une descente à Quindici et Siniscalchi fut arrêté. Le parquet antimafia de Naples l'accusa d'avoir fait refaire l'allée et la clôture de la villa bunker des Graziano à l'aide des fonds publics.

La commune finançait la construction des villas qu'on trouve un peu partout dans le village, les caches secrètes, les routes goudronnées et l'installation de l'éclairage public. Elle aidait les Graziano en les mettant à l'abri d'éventuels attentats et guets-apens. Car les membres des deux familles vivaient barricadés derrière des grilles infranchissables, surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre par des caméras en circuit fermé.

Le parrain Biagio Cava fut arrêté à l'aéroport de Nice tandis qu'il s'embarquait pour New York. Lorsqu'il fut en prison, le pouvoir passa aux mains de ses filles et de son épouse, les femmes du clan. Dans le village, elles seules se montraient : elles étaient déjà les administratrices occultes, les cerveaux du clan ; elles devinrent également le symbole des familles, le visage et les yeux du pouvoir. Quand des membres des familles rivales se croisaient dans la rue, ils échangeaient des regards haineux, la tête haute : un jeu absurde, dans lequel celui qui baissait les yeux avait perdu. Lorsque les femmes du clan Cava décidèrent de prendre les armes, la tension était déjà grande. Elles étaient des chefs d'entreprise et devaient se transformer en tueuses. Elles s'entraînèrent sous le porche de leurs villas, avec la musique à très haut volume pour couvrir le bruit des balles tirées contre des sacs de noisettes qui provenaient de leurs exploitations. À la veille des élections municipales de 2002, elles se mirent à patrouiller dans le village, armées, dans une Audi 80. Il s'agissait de Maria Scibelli, Michelina Cava et des adolescentes Clarissa et Felicetta Cava, âgées de seize et dix-neuf ans. Via Cassese, elles croisèrent le véhicule des Graziano : à l'intérieur se trouvaient Stefania et Chiara Graziano, respectivement âgées de vingt et vingt et un ans. Des coups de feu partirent de la voiture des Cava, mais les Graziano parvinrent à freiner et à braquer à temps, comme si elles avaient senti le piège. Elles accélérèrent, firent demi-tour et s'enfuirent. Les projectiles avaient traversé les vitres et la tôle, mais pas la chair. Les deux jeunes filles rentrèrent chez elle en hurlant. Leur mère, Anna Scibelli, et le parrain Luigi Salvatore Graziano, soixante-dix ans, patriarche de la famille, décidèrent de laver eux-mêmes l'affront. Ils prirent l'Alfa Romeo du vieil homme, suivis par une voiture blindée dans laquelle avaient pris place quatre personnes équipées de fusils et de mitraillettes. Ils coupèrent la route à l'Audi des Cava qu'ils percutèrent plusieurs fois. L'autre véhicule bouchait les issues latérales, puis il dépassa la voiture des Cava et s'immobilisa devant elle. Après l'échec de la première escarmouche, les quatre jeunes femmes s'étaient débarrassées des armes, au cas où les carabinieri les auraient arrêtées. Et donc, lorsqu'elles comprirent qu'elles étaient prises au piège, elles ouvrirent les portières et se jetèrent hors du véhicule, dans l'espoir de fuir à pied. Les Graziano sortirent eux aussi et se mirent à tirer. Une

rafales de plomb pénétra les jambes, les têtes, les épaules, les seins, les joues, les yeux des Cava. Elles tombèrent toutes à terre en quelques secondes, leurs chaussures éparpillées alentour. Il semble que les Graziano se soient acharnés sur les corps, mais sans remarquer que l'une d'elles était encore en vie : Felicetta Cava survécut. Dans le sac à main d'une des quatre victimes, on trouva une fiole d'acide : non contentes de les abattre, peut-être les Cava voulaient-elles défigurer leurs ennemies.

Contrairement aux hommes, les femmes ont tendance à considérer le crime comme une étape, une marche sur laquelle on pose le pied et qu'on franchit rapidement. Le point de vue des autres. Celles qui font partie des clans le prouvent de façon évidente : elles se sentent outragées, insultées, quand on leur dit qu'elles sont des camorristes, des criminelles. Comme si ces termes exprimaient un jugement, sans rapport avec leurs comportements et leurs actes réels. Seulement une accusation. Du reste, à l'inverse des hommes, aucune femme dirigeant un clan de la camorra ne s'est encore repentie à ce jour. Jamais.

Erminia Giuliano, dite Celeste (« bleu ciel », la couleur de ses yeux), s'est toujours battue pour défendre les biens de la famille. Sœur de Carmine et Luigi Giuliano, les parrains de Forcella, la belle et tapageuse jeune femme était la spécialiste du clan en matière de gestion immobilière et d'investissements commerciaux. Celeste a tout de la Napolitaine typique, la gouape du centre historique : les cheveux blond platine, le regard clair et glacé noyé dans le fard à paupières noir. Elle gérait les activités économiques légales de la famille et, en 2004, tous les biens acquis grâce aux revenus de ces activités furent saisis, pour une valeur de vingt-huit millions d'euros : le poumon économique du clan. La famille possédait une chaîne de boutiques à Naples et dans toute la province, et une entreprise dont le nom était devenu fameux, grâce au sens des affaires et au poids économico-militaire du clan. Une marque dont le réseau de franchisés se compose de cinquante-six points de vente en Italie et à Tokyo, Bucarest, Lisbonne et Tunis.

Tout-puissant dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le clan Giuliano est originaire de Forcella, le cœur de Naples, un quartier à la réputation de casbah, de cour des miracles, en plein centre de la ville. Les Giuliano semblent être en bout de course, après être peu à peu sortis du dénuement et passés de la contrebande au proxénétisme, de l'extorsion de fonds et du porte-à-porte aux enlèvements. Une famille immense, aux innombrables cousins, neveux, oncles et autres parents. Leur pouvoir atteignit son sommet à la fin des années quatre-vingt et ils possèdent aujourd'hui encore un charisme qui ne veut pas s'éteindre. Quiconque veut prendre le pouvoir dans le centre de Naples doit compter avec les Giuliano, un clan pourtant essoufflé, qui

déjà sent la misère sur le point de le rattraper et la peur de redevenir pauvre. Le journaliste Enzo Perez a rapporté une phrase de Luigi Giuliano, le roi de Forcella, qui illustre parfaitement son dégoût de la misère : « Je suis pas d'accord avec Tommasino, j'aime bien la crèche, c'est les bergers qui sont dégueulasses(51) ! »

Le vrai visage du pouvoir absolu qu'exerce la camorra a des traits de plus en plus féminins, mais les victimes de ce pouvoir, écrasées et broyées par ses chenilles, sont elles aussi des femmes. À l'image d'Annalisa Durante, quatorze ans, tuée à Forcella le 27 mars 2004, prise dans une fusillade. Quatorze ans. Quatorze ans. Répéter ces mots, c'est comme se passer dans le dos un gant imbibé d'eau glacée. J'ai assisté aux obsèques d'Annalisa Durante. Je suis arrivé en avance du côté de l'église de Forcella. Les gerbes de fleurs n'avaient pas encore été déposées, il y avait des affiches partout, des messages de condoléances, des larmes, ses camarades de classe qui échangeaient des souvenirs déchirants. Annalisa avait été tuée.

C'est une chaude soirée, peut-être la première vraiment agréable d'un printemps terriblement pluvieux, que la jeune fille a décidé de passer au bas de l'immeuble où vit une de ses amies. Elle porte une belle petite robe, très séduisante, qui colle à son corps sec et tonique, déjà bronzé. Ces soirées semblent faites pour rencontrer des garçons et, à Forcella, une fille de quatorze ans peut déjà commencer à se chercher un fiancé qu'elle traînera jusqu'au mariage. À quatorze ans, les filles des quartiers populaires de Naples ressemblent déjà à des femmes d'expérience. Leurs visages sont très maquillés, leurs seins se transforment en melons turgescents grâce aux soutiens-gorge *push-up* et elles portent des bottes pointues à talons hauts qui leur font mal aux chevilles, si bien qu'elles doivent posséder des talents d'équilibriste pour réussir à marcher sur le basalte, la pierre de lave qui recouvre les rues de Naples, depuis toujours ennemie jurée des chaussures de femmes. Annalisa est jolie. Vraiment jolie. Toutes trois, son amie, une cousine et elle, écoutent de la musique et reluquent les garçons qui passent en scooter, accélèrent, dérapent et se risquent à des gymkhanas téméraires entre les voitures et les passants. C'est le jeu de la séduction. Atavique, toujours le même. À Forcella, les adolescentes adorent les chansons des « néomélodiques », ces chanteurs de variétés qui vendent énormément de disques dans les quartiers populaires de Naples mais aussi ceux de Palerme et de Bari. Ici, Gigi D'Alessio est une légende vivante : celui qui a réussi à sortir du circuit local et à s'imposer dans toute l'Italie, alors que les autres, des centaines d'autres, sont restés des idoles de quartier. Chaque zone, chaque ruelle, chaque immeuble a la sienne. Mais soudain, tandis que le radiocassette crache les envolées grésillantes d'un chanteur néomélodique, deux scooters passent à toute vitesse, poursuivant

quelqu'un. Le type fuit, il court aussi vite qu'il peut. Annalisa, sa cousine et son amie ne comprennent pas, elles pensent qu'ils s'amuse, que c'est un jeu. Puis viennent les coups de feu. Les projectiles rebondissent dans tous les sens. Annalisa est à terre, touchée par deux balles. Tout le monde se disperse, les premières têtes commencent à apparaître aux fenêtres toujours ouvertes pour scruter les ruelles. On entend des hurlements, l'ambulance qui la conduit à vive allure vers l'hôpital, les habitants du quartier qui descendent dans la rue, curieux et inquiets.

Salvatore Giuliano(52) est un nom qui compte. S'appeler ainsi semble être une condition suffisante pour avoir le droit de commander. Mais ici, à Forcella, ce n'est pas le souvenir du bandit sicilien qui fait l'autorité de ce garçon, c'est uniquement son nom de famille, Giuliano. Pourtant la situation est difficile. Le parrain Lovigino Giuliano a choisi de parler, il s'est repenti, a trahi les siens pour échapper à la prison à perpétuité. Comme c'est souvent le cas dans les dictatures, on peut se débarrasser du chef, mais seul un de ses proches peut le remplacer. Même marqués par l'infamie, les Giuliano sont les seuls en mesure d'entretenir des liens avec les grands courants du trafic de drogue et de monnayer leur protection. Mais Forcella commence à se lasser. Le quartier ne veut plus vivre sous l'emprise d'une famille de « collabos », il ne veut plus d'arrestations, de descentes de police. Quiconque veut prendre sa place devra éliminer le dauphin du clan, s'imposer officiellement comme souverain et extirper la racine des Giuliano : l'héritier, neveu de Lovigino, Salvatore Giuliano. Ce soir-là est le moment prévu pour prendre officiellement le pouvoir, tuer le rejeton des Giuliano qui commence à relever la tête et montre à Forcella que c'est le début d'une nouvelle ère. Des hommes l'attendent, le surveillent. Salvatore marche tranquillement, mais il comprend soudain qu'il est en danger. Il prend la fuite, les tueurs le poursuivent, il essaie de se perdre dans les ruelles. Sans doute Giuliano passe-t-il devant les trois jeunes filles, il se sert d'elles comme d'un bouclier puis, dans la confusion, sort son pistolet et se met à tirer. Quelques secondes, puis il disparaît, les tueurs n'ont pas réussi à l'abattre. Deux paires de jambes courent se réfugier à l'intérieur de l'immeuble. Les deux filles se retournent : il manque Annalisa. Elles ressortent. Elle est à terre, il y a du sang partout, une balle lui a fracassé le crâne.

Dans l'église, je suis parvenu à m'approcher de l'autel. C'est là que se trouvait le cercueil d'Annalisa. Aux quatre coins étaient postés des gardes en grand uniforme, mis à disposition de la famille de la victime par la région Campanie. Le cercueil était couvert de fleurs blanches. Un portable, son portable, était posé à côté. Le père d'Annalisa se plaignait. Il s'agitait, balbutiait quelques mots, sautillait et serrait les poings dans ses poches. Il s'est approché de moi mais s'adressait à

quelqu'un d'autre : « Et maintenant ? Et maintenant ? » a-t-il dit. Dès que le père éclatait en sanglots, toutes les femmes de la famille se mettaient à hurler, à se frapper la poitrine, à lancer des cris aigus en se balançant. Puis, quand le chef de famille cessait de pleurer, elles recouvraient leur calme. Derrière moi, j'apercevais les bancs où étaient assises les adolescentes, amies, cousines ou simples voisines d'Annalisa. Elles imitaient leurs mères, leurs gestes, leur façon de secouer la tête, leurs lamentations : « C'est pas vrai ! C'est pas vrai ! » Elles se sentaient investies d'un rôle important : celui de reconforter. Et elles en étaient fières. Les obsèques d'une victime de la camorra sont une initiation, au même titre que les premières menstruations ou le premier rapport sexuel. Tout comme leurs mères, dans ces circonstances elles participaient à la vie du quartier. Les caméras de télévision et les objectifs des photographes étaient braqués sur elles, tout semblait n'exister que pour elles. Bientôt, nombre d'entre elles épouseraient des camorristes, de haut rang ou de niveau inférieur. Dealers ou hommes d'affaires. Nombre d'entre elles verraient leurs fils assassinés, feraient la queue à la prison de Poggioreale pour apporter de l'argent à leurs maris et leur donner des nouvelles. Mais pour le moment ce n'étaient que des enfants, vêtues de noir et portant des pantalons à taille basse qui laissaient entrevoir leur string. C'étaient des obsèques, mais elles étaient habillées avec soin. À la perfection. Elles pleuraient une amie et savaient que cette mort ferait d'elles des femmes. Et, malgré la douleur, elles étaient impatientes d'y être. J'ai pensé à l'éternel retour des mêmes lois sur cette terre. J'ai songé que les Giuliano avaient été au sommet de leur puissance alors qu'Annalisa n'était pas encore née, que sa mère n'était qu'une gamine fréquentant d'autres gamines, toutes devenues par la suite les femmes des Giuliano et de leurs affiliés, qu'elles avaient écouté les chansons de Gigi D'Alessio et applaudi Maradona, Diego Armando Maradona, qui partagea souvent cocaïne et fêtes avec les Giuliano. Il existe même une photo mémorable de lui dans la baignoire en forme de coquillage de Lovigino. Vingt ans après, Annalisa est morte au cours d'une fusillade qui visait un Giuliano, un Giuliano qui s'est servi d'elle comme d'un bouclier ou est simplement passé devant elle. Le même parcours, toujours le même. Inchangé, tragique, éternel.

À présent l'église était comble. Mais la police et les carabinieri étaient nerveux. Je ne comprenais pas. Ils s'agitaient, perdaient patience pour un rien, faisaient les cent pas. Puis je suis sorti et j'ai compris. Je me suis éloigné de l'église et j'ai aperçu un véhicule des carabinieri qui séparait la foule d'un groupe d'individus tirés à quatre épingles, installés sur de puissantes motos, dans des voitures décapotables, sur de coûteux scooters. C'étaient les membres du clan Giuliano, les derniers fidèles de Salvatore. Les carabinieri avaient peur

qu'ils n'échangent des insultes avec la foule et que les choses ne dégénèrent. Heureusement il ne s'est rien passé, mais leur présence était très symbolique. Elle rappelait que dans le centre de Naples personne ne peut occuper le pouvoir sans leur accord ou du moins sans leur intercession. Elle rappelait qu'ils étaient toujours là, qu'ils étaient malgré tout les chefs.

Le cercueil blanc est sorti de l'église, parmi la foule qui se pressait pour le toucher. Beaucoup se sont évanouis, des hurlements sauvages vrillaient les tympans. Quand le cortège est passé sous les fenêtres de l'immeuble où vivait sa famille, la mère d'Annalisa, qui n'avait pas voulu assister à la cérémonie, a tenté de se jeter du balcon. Elle criait, se démenait, son visage rouge et enflé. Un groupe de femmes l'a retenue. Toujours les mêmes scènes de douleur. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce ne sont pas des mensonges ou des fictions, loin de là. Elles sont le signe de l'enfermement culturel dans lequel vivent un grand nombre de femmes napolitaines, contraintes aujourd'hui encore de recourir à des comportements fortement symboliques pour prouver leur douleur et permettre que la communauté tout entière la reconnaisse. Même si elle est terriblement vraie, cette douleur hystérique conserve encore les apparences d'une comédie.

Les journalistes s'approchaient à peine. Antonio Bassolino et Rosa Russo Iervolino(53) étaient terrorisés, ils craignaient que le quartier ne se retourne contre eux. Mais ça n'a pas été le cas, les habitants de Forcella ont appris à tirer profit de la politique et ne veulent se fâcher avec personne. Certains applaudissaient les forces de l'ordre, à la grande joie des journalistes : les carabiniers acclamés en plein quartier de la camorra. Quelle naïveté. C'était une provocation : plutôt les carabiniers que les Giuliano, voilà ce que la foule voulait dire. Des équipes de télévision essayaient de recueillir des témoignages et se sont approchées d'une petite vieille à l'allure fragile. Elle a aussitôt arraché le micro et s'est mise à hurler : « Assassins ! À cause d'eux mon fils va prendre cinquante ans de prison ! » La foule en avait après les repentis, elle poussait, la tension était très élevée. Quand on songe qu'une adolescente est morte parce qu'elle a décidé d'écouter de la musique avec ses amies, un soir de printemps dans une cour d'immeuble, on a l'estomac qui se retourne. J'avais la nausée. Mais je devais rester calme. Je devais comprendre, si c'était possible. Annalisa était née et avait vécu dans ce monde. Ses amies lui racontaient leurs virées en moto avec des garçons du clan, elle aussi serait peut-être tombée amoureuse d'un jeune homme beau et riche, promis à une belle carrière au sein du Système, ou bien d'un brave gars qui se serait brisé l'échiné tous les jours pour deux sous. Son destin, c'était d'être employée au noir, dans un atelier produisant des sacs à main, dix heures par jour, pour un salaire de cinq cents euros par mois. Annalisa

était très impressionnée par les traces sur les mains des ouvrières qui travaillent le cuir, dans son journal intime elle avait écrit : « Les filles qui font des sacs ont toujours les mains noires, elles sont enfermées dans l'atelier toute la journée. Ma sœur Manu aussi, mais elle au moins son patron l'oblige pas à travailler quand elle se sent pas bien. » Annalisa est devenue un symbole tragique parce que la tragédie qui s'était produite était la plus terrible et la plus prévisible qui soit : un assassinat. Mais ici, il n'est pas une seconde où le métier de vivre ne ressemble à la prison à perpétuité, une peine qu'on accomplit en menant une existence sauvage, immuable, rapide et violente. Annalisa était coupable d'être née à Naples. Ni plus ni moins. Tandis que le cercueil blanc renfermant le corps de la jeune fille avançait sur les épaules de quatre hommes, sa meilleure amie a fait sonner son portable. Le téléphone sonnait sur le cercueil : un nouveau requiem. Une sonnerie continue, puis une musique, une douce mélodie. Personne n'a décroché.

SECONDE PARTIE

KALACHNIKOV

J'ai passé les doigts sur la surface. J'ai même fermé les yeux. Je faisais glisser le bout de l'index de haut en bas et, au niveau du trou, l'ongle s'enfonçait à moitié. Je faisais ça sur toutes les vitrines. Parfois le bout du doigt entraînait tout entier, parfois la moitié seulement. Puis je faisais la même chose, mais plus vite : je caressais la surface comme si mon doigt était une sorte de ver surexcité qui entraînait et sortait, franchissant les trous à toute vitesse. Jusqu'à ce que je me coupe profondément. J'ai alors continué à frotter mon doigt sur la vitre, laissant une trace aqueuse et pourpre. J'ai ouvert les yeux. Une douleur sournoise, instantanée. Le trou s'était rempli de sang. J'ai cessé mes idioties et léché la plaie.

Les trous que font les Kalachnikov sont parfaits. Les balles pénètrent violemment dans les vitres blindées, les creusent, les entament comme des vers affamés qui y feraient des galeries. Vus de loin, les impacts produisent une impression étrange, comme des dizaines de petites bulles qui se seraient formées au cœur du verre, parmi les diverses couches de blindage. Après une rafale de Kalachnikov, aucun commerçant ou presque ne change sa vitrine. Certains remplissent les trous avec de la pâte de silicone, d'autres avec du ruban adhésif noir, mais pour la plupart ils ne font rien. La vitrine blindée d'un magasin peut coûter jusqu'à cinq mille euros, autant garder ces sinistres décorations. Qui peuvent même attirer les clients, les curieux qui s'arrêtent et demandent ce qui s'est passé, commencent à discuter avec le propriétaire de la boutique et repartent avec quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu d'acheter. Au lieu de remplacer les vitres blindées, on attend qu'une prochaine rafale les brise définitivement. À ce moment-là les assurances paieront, il suffit de venir tôt le matin et de faire disparaître la marchandise pour que l'agression soit considérée comme un vol.

Tirer sur les vitrines n'est pas forcément un geste d'intimidation ou un message que délivrent les balles, c'est surtout une nécessité militaire. Quand de nouveaux lots de Kalachnikov arrivent, il faut les essayer, voir si elles fonctionnent, s'assurer que le canon est bien en place, que le chargeur ne s'enraie pas, se faire la main. Les hommes des clans pourraient le faire dans la campagne, tirer sur les vitres de vieilles voitures blindées, acheter des plaques de métal à mitrailler en toute tranquillité, mais ils ne font rien de tel. Ils tirent sur les vitrines

des magasins, sur les portes blindées, sur les rideaux métalliques : une façon de rappeler qu'il n'y a rien qui ne puisse leur appartenir, qu'au fond tout n'est qu'une concession momentanée, qu'ils délèguent une partie de l'activité économique qu'eux seuls contrôlent réellement. Une concession, rien d'autre qu'une concession qui peut être annulée à tout instant. Mais il y a aussi un avantage indirect : les vitriers du coin qui pratiquent les meilleurs prix sont tous liés aux clans, de sorte que plus il y a de vitrines brisées, plus les vitriers y gagnent.

La nuit précédente, une trentaine de Kalachnikov étaient arrivées, en provenance de l'Est. De Macédoine. De Skopje à Gricignano d'Aversa, un voyage rapide, tranquille, à l'issue duquel les garages de la camorra s'étaient remplis de mitraillettes et de fusils à pompe. Aussitôt après la disparition du rideau de fer, la camorra rencontra les dirigeants des partis communistes en pleine débâcle. À la table des négociations, elle représentait le monde occidental, puissant, compétent et silencieux. Les clans n'ignoraient pas que ces pays connaissaient une grave crise économique et ils achetèrent sans formalités en Roumanie, en Pologne et en ex-Yougoslavie des dépôts d'armes entiers, payant pendant des années gardes, plantons et officiers chargés de la protection des ressources militaires. En gros, une partie de la défense nationale de ces pays est gérée par les clans : la meilleure façon de cacher des armes n'est-elle pas de les laisser dans les arsenaux ? Ainsi, année après année, malgré le renouvellement des dirigeants, les règlements de comptes internes et les moments difficiles, les parrains ont toujours eu recours non pas au marché noir des armes, mais aux dépôts militaires des pays de l'Est qui sont à leur entière disposition. Cette fois-là, ils avaient entassé les mitraillettes dans des camions arborant le sigle de l'O.T.A.N. Des véhicules volés dans les garages de bases américaines qui, grâce aux quatre lettres peintes sur leurs flancs, pouvaient se promener tranquillement dans tout le pays. À Gricignano d'Aversa, la base de l'O.T.A.N. est un petit camp retranché parfaitement inaccessible, tel un pilier en ciment planté au milieu d'une plaine. Un complexe bâti par les Coppola, comme tout le reste dans cette zone. On ne voit pratiquement jamais les Américains, les contrôles sont rares. Les camions de l'O.T.A.N. jouissent de la plus grande liberté, et donc, quand les armes étaient arrivées dans le village, les chauffeurs s'étaient arrêtés sur la place, ils étaient allés prendre leur petit déjeuner, tremper un croissant dans leur cappuccino, et avaient demandé à la ronde si quelqu'un « connaissait un ou deux Noirs prêts à décharger rapidement la marchandise ». Quand on dit « rapidement », nul n'ignore ce que cela signifie. Les caisses d'armes sont à peine plus lourdes que celles de tomates, et les jeunes Africains qui veulent faire des heures supplémentaires après avoir travaillé dans les champs gagnent deux

euros par caisse, quatre fois ce que leur rapporte une caisse de tomates ou de pommes.

Il y a quelque temps, j'ai lu dans un bulletin de l'O.T.A.N. – destiné aux familles des militaires stationnés à l'étranger – un petit article s'adressant à ceux qui étaient affectés à Gricignano d'Aversa. J'ai traduit le passage et je l'ai noté dans mon calepin pour ne pas l'oublier : « Pour comprendre où vous allez vivre, vous devez penser aux films de Sergio Leone. C'est comme le Far West, il y a ceux qui commandent, il y a des fusillades, des règles non écrites et incontournables. Mais ne vous inquiétez pas, les citoyens et les militaires américains bénéficient du plus grand respect et ont droit à la plus grande hospitalité. Quoi qu'il en soit, ne sortez de la base que si c'est absolument indispensable. » Ce journaliste yankee m'a aidé à comprendre où je vivais.

Ce matin-là, lorsque je suis arrivé au café, Mariano était étrangement euphorique. Survolté, il était au comptoir et, malgré l'heure, éclusait des Martini.

« Qu'est-ce qui t'arrive ? »

Tout le monde lui posait la question. Même le barman, qui avait refusé de lui servir un quatrième verre. Mais il ne répondait pas, comme si les autres pouvaient très bien comprendre seuls.

« Je veux y aller et le rencontrer. On m'a dit qu'il était toujours en vie, c'est vrai ? »

— Qu'est-ce qui est vrai ?

— Comment il a fait ça ? Je vais prendre des vacances et aller le voir...

— Qui ? Quoi ?

— T'imagines ? Elle est légère, précise, elle tire vingt ou trente balles en même pas cinq minutes... Une invention géniale ! »

Il était en extase. Le barman l'a regardé comme on regarde un gamin qui vient de perdre son pucelage et fait une tête aisément reconnaissable, la même qu'Adam au paradis. Et puis j'ai compris d'où lui venait cette euphorie : Mariano avait pour la première fois essayé une Kalachnikov et il avait été tellement impressionné qu'il voulait rencontrer son inventeur, Mikhaïl Kalachnikov. Il n'avait jamais tiré sur personne, au sein du clan il s'occupait de la distribution de certaines marques de café sur le territoire. Très jeune, diplômé d'une école de commerce, il gérait des dizaines de millions d'euros, car il y avait d'innombrables cafés et toutes les marques voulaient entrer dans le réseau de distribution des clans. Mais le responsable de zone voulait que ses hommes, diplômés ou pas, soldats ou commerciaux, sachent utiliser une arme, et il lui avait mis le fusil-mitrailleur entre les mains. C'était en pleine nuit, Mariano avait tiré sur la devanture de plusieurs cafés, au hasard. Ce n'était pas un avertissement et il ne savait pas

vraiment pourquoi il tirait sur ces devantures, mais leurs propriétaires sauraient bien ce qu'on leur reprochait, on a toujours quelque chose sur la conscience. Mariano prenait un ton dur et professionnel pour désigner l'arme par son nom technique : AK-47. Un nom tout ce qu'il y a de banal : les initiales de *avtomat kalashnikova*, c'est-à-dire l'automatique de Kalachnikov, tandis que 47 est l'année où l'arme a été adoptée par l'Armée rouge. Les noms des armes sont souvent des acronymes ou des numéros sensés masquer leur potentiel de mort et leur puissance de feu. En réalité, ces noms ordinaires leur sont donnés par quelque sous-officier chargé d'enregistrer ces armes comme si c'étaient de simples boulons. Les Kalachnikov sont légères, faciles à utiliser et d'un entretien très simple. Leur force, c'est la taille des munitions : ni trop petites, ce qui réduirait leur force de frappe, ni trop grandes, car le recul serait trop important et l'arme peu maniable, imprécise. L'entretien et le montage sont si simples qu'au temps de l'Union soviétique on l'apprenait à l'école, en deux minutes, sous l'œil d'un militaire.

La dernière fois que j'avais entendu une rafale de mitraillette, c'était quelques années plus tôt. À un carrefour, près de l'université de Santa Maria Capua Vetere, je ne me souviens plus exactement où. Quatre véhicules encerclèrent la voiture de Sebastiano Caterino, qui était depuis toujours un proche d'Antonio Bardellino, le parrain des parrains de la camorra à Caserte dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, et le massacrèrent dans un concert de Kalachnikov. Quand Bardellino avait disparu et que les dirigeants avaient changé, Caterino était parvenu à s'enfuir et à échapper à la tuerie. Il n'était pas sorti de chez lui pendant treize ans, était resté caché et ne mettait le nez dehors que la nuit, camouflé, quittant sa propriété dans une voiture blindée, vivant sa vie loin de la ville. Après tant d'années de silence, il croyait avoir conquis une nouvelle forme d'autorité et pensait que le clan rival, se souciant peu du passé, ne s'en prendrait pas à un vieux chef comme lui. Et il avait donc monté un nouveau clan à Santa Maria Capua Vetere, l'ancienne cité romaine était devenue son fief. Quand il arriva sur les lieux du guet-apens, le maréchal des carabinieri de San Cipriano d'Aversa, la ville de Caterino, n'eut qu'une phrase : « Ils l'ont bien amoché... » De fait, le nombre de balles qu'on reçoit indique quel traitement on mérite. Si on prend une balle dans la tête ou dans le ventre, c'est un meurtre délicat, un geste nécessaire, chirurgical, sans rancune. Mais si le véhicule qu'on conduit est la cible de deux cents projectiles et qu'on est criblé de quarante balles, cela indique la volonté farouche d'effacer quelqu'un de la surface du globe. La camorra a une mémoire d'éléphant et une patience illimitée. Treize ans, cent cinquante-six mois, quatre Kalachnikov, deux cents balles, plus d'une par mois

d'attente. Dans certains endroits, les armes aussi ont de la mémoire, elles ruminent une condamnation qu'elles infligeront sans trembler, le moment venu.

Ce matin-là, je passais les doigts sur les décorations faites à la mitraillette, mon sac à dos sur l'épaule. Je partais, j'allais voir mon cousin à Milan. C'est étrange : quels que soient le sujet et la personne avec qui on parle, dès qu'on annonce qu'on s'en va, on reçoit des félicitations, des vœux, des jugements enthousiastes : « Bravo, tu as bien raison. Si je pouvais, moi aussi je partirais. » Pas la peine de donner de détails, de préciser ce qu'on va faire. Peu importe pourquoi on part, tout est mieux que ce qui nous attend si l'on reste ici. Quand on me demande d'où je viens, je ne réponds jamais. J'aimerais dire que je suis du Sud, mais ça me semble trop sentencieux. Si on me le demande dans un train, je regarde mes chaussures et je fais mine de ne pas avoir entendu, car je pense à *Conversation en Sicile*, le livre de Vittorini(54), et si j'ouvre la bouche c'est la voix monocorde de son héros, Silvestro Ferrato, qui en sortira. Et ce ne serait pas une bonne idée. Les temps changent, mais les voix sont les mêmes. Au cours du voyage, j'avais rencontré une grosse dame coincée dans son siège. Elle était montée à Bologne et avait manifestement très envie de parler pour tromper l'ennui et oublier l'inconfort de sa position. Elle insistait pour savoir d'où je venais, ce que je faisais, où j'allais. Pour toute réponse, je voulais lui montrer la coupure sur mon doigt. « Je suis de Naples », j'avais répondu. Une ville qui fait tellement parler les gens qu'il suffit de prononcer son nom pour ne plus rien avoir à ajouter. Un lieu où le mal est le mal absolu, où le bien est le bien absolu. Je m'étais endormi.

Le lendemain matin, très tôt, j'étais également dans le train quand Mariano m'a appelé, dans tous ses états. Il avait besoin de comptables et de logisticiens pour monter une opération très délicate que des entrepreneurs de chez nous préparaient à Rome. Jean-Paul II était au plus mal, peut-être était-il déjà mort, mais la nouvelle n'était pas encore officielle. Mariano m'a demandé de l'accompagner. Je suis descendu au premier arrêt et j'ai fait demi-tour. Les commerces, les hôtels, les restaurants et les supermarchés avaient besoin en quelques jours de toutes sortes de produits, en quantités énormes. Il y avait une montagne d'argent à gagner : des millions de personnes envahiraient la capitale et dormiraient à la belle étoile, passeraient leur journée dans la rue, sur les trottoirs, et devraient boire, manger, en un mot consommer. On pouvait tripler les prix, vendre à toute heure, même la nuit, presser chaque minute comme un citron pour faire du profit. Mariano avait été réquisitionné et m'a proposé de lui tenir compagnie. En échange il me donnerait un peu d'argent : rien n'est gratuit.

Après quoi on lui avait promis un mois de vacances ; il pourrait

donc réaliser son rêve, aller en Russie et rencontrer Mikhaïl Kalachnikov, grâce à un homme des clans russes qui avait juré le connaître personnellement. Mariano pourrait le rencontrer, le regarder droit dans les yeux, serrer les mains qui avaient inventé cette arme légendaire.

Le jour des obsèques du pape, Rome était plongée dans le chaos. Impossible de reconnaître les rues, de distinguer les trottoirs. Une couche de peau ininterrompue avait recouvert le bitume, les entrées des immeubles, les fenêtres, une coulée qui se faufilait dans le moindre espace. Une coulée dont le flux ne cessait d'augmenter, au risque de faire éclater les voies qu'elle empruntait. Partout des êtres humains. Partout. Terrorisé, un chien tremblait, réfugié sous un car, son espace vital violé par ces innombrables pieds et jambes. Mariano et moi nous sommes assis sur les marches d'un immeuble, seul endroit un peu tranquille, car non loin un groupe avait fait le vœu de répéter pendant six heures un chant à la gloire de saint François. Nous avons mangé un sandwich. J'étais épuisé. De son côté, Mariano était infatigable : il était généreusement récompensé pour cette débauche d'énergie de sorte qu'il en avait à revendre.

Soudain, j'ai entendu quelqu'un m'appeler. Avant même de me retourner, je savais de qui il s'agissait. Mon père. Nous ne nous étions pas vus depuis deux ans, nous avons vécu dans la même ville sans jamais nous croiser. Et, coïncidence incroyable, nous nous retrouvions dans cette immense marée humaine. Mon père était très embarrassé. Il ne savait pas comment me saluer ni même s'il pouvait le faire ainsi qu'il l'aurait voulu. Mais il était euphorique, comme quand on part en excursion et qu'on sait qu'on vivra de beaux moments, des moments qui ne se répéteront pas avant des mois et dont on veut profiter, dont on veut goûter chaque seconde jusqu'au bout, sans perdre un instant, de peur de laisser filer d'autres bienfaits à venir. À l'occasion de la mort du pape, une compagnie aérienne roumaine avait cassé les prix des vols pour l'Italie, mon père avait saisi cette occasion et offert un billet à tous les parents de sa compagne. Les femmes du groupe portaient un voile sur les cheveux et un rosaire autour du poignet. Impossible de savoir dans quelle rue nous étions, je me souviens seulement d'un énorme drapeau tendu entre deux immeubles. « Onzième commandement : ne pousse pas et tu ne seras pas poussé. » En douze langues. Ils étaient contents, dans la nouvelle famille de mon père, ravis de participer à un événement aussi important que les obsèques du pape. Ils rêvaient de régularisations pour les immigrés. Souffrir pour la même raison, participer à une manifestation aussi gigantesque et universelle était pour ces Roumains la meilleure façon de devenir des citoyens italiens, dans leur cœur et dans les faits sinon aux yeux de la loi. Mon père adorait Jean-Paul II, il était fasciné par le charisme

de cet homme qui donnait à tous sa main à embrasser. Il voulait comprendre comment il avait conquis un tel pouvoir, une telle autorité, sans stratégie établie, sans manipulations. Les puissants de ce monde s'inclinaient devant lui, et mon père l'admirait rien que pour cela. Je l'ai vu s'agenouiller avec la mère de sa compagne et dire un rosaire improvisé en pleine rue. Au sein de la vaste famille roumaine, il y avait un enfant. J'ai tout de suite compris que c'était le fils de mon père et de Micaela. Je savais qu'il était né en Italie, afin de bénéficier de la nationalité italienne, mais que sa mère avait toujours exigé qu'il vive en Roumanie. Il essayait de s'accrocher à la jupe de cette dernière. Je ne l'avais jamais vu, mais je connaissais son prénom. Stefano Nicolae. Stefano comme mon grand-père paternel, Nicolae comme le père de Micaela. Mon père l'appelait Stefano, sa mère et ses oncles roumains Nico. Bientôt on ne l'appellerait plus que Nico, mais mon père ne s'était pas encore avoué vaincu. Bien évidemment, dès qu'il était descendu de l'avion, le premier cadeau que son paternel lui avait offert était un ballon. Celui-ci voyait son fils pour la deuxième fois mais le traitait comme s'il ne l'avait jamais quitté des yeux. Il l'a pris dans ses bras et s'est approché de moi.

« Maintenant Nico vient vivre ici. Dans ce pays. Le pays de son père. »

J'ignore pourquoi, l'enfant a soudain eu l'air triste. Il a laissé tombé le ballon par terre et j'ai réussi à l'arrêter avant qu'il disparaisse irrémédiablement dans la foule.

D'un coup, j'ai pensé à l'odeur mêlée du sel et de la poussière, du béton et des ordures. Une odeur humide. Je me suis rappelé la plage de Pinetamare, quand j'avais douze ans. Mon père était entré dans ma chambre alors que je venais de me réveiller. Peut-être était-ce un dimanche : « Tu te rends compte que ton cousin sait déjà tirer ? Et toi ? Tu vaux moins que lui ? »

Il me conduisit au Villaggio Coppola, sur le littoral *domizio* 1. La plage était une mine abandonnée, couverte d'outils dévorés par le sel et incrustés de chaux. Je serais resté là pendant des jours, fouillant et découvrant des truelles, des gants, des grosses chaussures trouées, des pioches cassées et des pics ébréchés, mais mon père ne m'y avait pas amené pour que je joue avec des ordures. Il marchait à la recherche de cibles, ses préférées étaient les bouteilles, surtout celles de bière Peroni. Il posa les bouteilles sur le toit d'une Fiat 127 carbonisée, il y avait de nombreuses carcasses de voitures car on rassemblait sur les plages de Pinetamare les véhicules qui avaient servi au cours de braquages ou de fusillades pour les y incendier. Je me souviens encore du Beretta 92 FS de mon père. Il était abîmé, tout gris, c'était un vieux monsieur. J'ignore pourquoi tout le monde l'appelle M9, c'est le nom que j'entends toujours citer : « Je vais te pointer mon M9 entre les

yeux », « Tu veux que je sorte mon M9 ? », « La vache, faut que j'm'achète un M9 ». Mon père me mit l'arme dans les mains. Elle était très lourde. La crosse du Beretta est rugueuse, on dirait du papier de verre, elle colle à la paume et, quand on lâche le pistolet, on a l'impression que de petites dents grattent la peau. Mon père me montra comment retirer le cran de sécurité, armer le pistolet, tendre le bras, fermer l'œil droit si la cible est à gauche, et tirer.

« Robbè, le bras souple mais ferme. Décontracté, tu vois, mais pas mou... Sers-toi des deux mains. »

Avant d'appuyer sur la détente de toute la force des deux index qui se chevauchaient, je fermais les yeux et haussais les épaules comme si je voulais qu'elles me bouchent les oreilles. Aujourd'hui encore, j'ai horreur du bruit que font les coups de feu, je dois avoir un problème aux tympanes. Après une détonation, je reste étourdi pendant une demi-heure.

À Pinetamare, les Coppola, une famille d'entrepreneurs très puissants, ont construit le plus grand lotissement illégal du monde occidental : huit cent soixante-trois mille mètres carrés de béton. Le Villaggio Coppola. Ils n'ont demandé aucun permis de construire, c'était inutile : dans ces coins-là, les marchés publics et les permis ne servent qu'à accroître vertigineusement les coûts de fabrication puisqu'il faut huiler tous les rouages de la bureaucratie. Les Coppola ont donc envoyé directement les bétonneuses. Des tonnes de béton armé ont dès lors remplacé une des plus belles pinèdes de la côte méditerranéenne, on y a dressé des immeubles. On entend la mer dans les interphones.

Quand je finis par toucher la cible, pour la première fois de ma vie, j'éprouvai un mélange de fierté et de culpabilité. J'avais tiré, je savais enfin tirer. Personne ne pourrait plus me faire de mal. Mais j'avais aussi appris à me servir d'un engin de mort. De ceux qu'on ne peut plus mettre de côté une fois qu'on sait les utiliser. C'est comme apprendre à faire du vélo. La bouteille n'avait pas complètement éclaté, elle était même restée debout. Curieusement coupée en deux par la verticale. Mon père s'éloigna, en direction de la voiture. Je restai là, le pistolet à la main, mais étrangement je ne me sentis pas seul, malgré le décor d'ordures et de carcasses de voitures brûlées. Je tendis le bras vers la mer et je tirai deux autres fois dans l'eau. Je ne la vis pas gicler, peut-être les balles ne la touchèrent-elles pas. Viser la mer me semblait être une preuve de courage. Mon père revint, un ballon de football en cuir portant l'image de Maradona sous le bras. Ma récompense. Puis il approcha son visage du mien comme il le faisait toujours et je sentis l'odeur de café de son haleine. Il était satisfait, son fils n'avait rien à envier à celui de son frère. Nous fîmes le numéro habituel, son catéchisme :

« Robbè, c'est quoi, un homme sans diplôme et avec un pistolet ?
— Un con avec un pistolet...
— Exact. C'est quoi un homme avec un diplôme et sans pistolet ?
— Un con avec un diplôme...
— Exact. Et c'est quoi un homme avec un diplôme et un pistolet ?
— Un homme, papa !
— Bravo, Robertino ! »

Nico marchait encore d'un pas mal assuré. Mon père lui parlait en rafale et le petit ne comprenait pas. Il entendait pour la première fois parler italien, même si sa mère avait été maligne et l'avait fait naître ici.

« Tu crois qu'il te ressemble, Roberto ? »

Je l'ai regardé attentivement. Et j'ai été soulagé pour lui : il ne me ressemblait pas du tout.

« Non, heureusement ! »

Mon père m'a examiné, il semblait déçu, comme toujours, comme s'il savait qu'il n'y avait rien à faire : jamais je ne dirais ce qu'il avait envie d'entendre. J'avais toujours l'impression que mon père était en guerre contre quelqu'un. Qu'il devait livrer une bataille, avec alliances, précautions, grosses voitures. Mon père ne descendait jamais dans des hôtels deux étoiles, c'était déchoir aux yeux des autres. Comme s'il devait se justifier devant une entité qui le punirait sévèrement s'il était incapable de vivre dans le luxe, de se montrer grotesquement autoritaire.

« Le meilleur, Robbè, c'est celui qui n'a besoin de personne. Il sait des choses, mais il fait aussi peur. Si tu ne fais peur à personne, si personne ne tremble en te voyant, alors ça veut dire que tu n'es pas vraiment à la hauteur. »

Quand nous allions manger dehors, mon père ne supportait pas que les serveurs s'occupent d'abord de certains personnages importants du quartier alors qu'ils étaient entrés après nous. Les parrains s'asseyaient et, quelques minutes plus tard, ils étaient servis. Mon père les saluait, mais il serrait les dents pour ne pas hurler son désir de bénéficier du même respect qu'eux. Le respect qu'inspirent ceux dont on jalouse la puissance et la richesse, ceux qui éveillent la crainte.

« Tu vois ces gens ? Ce sont eux qui commandent véritablement. Qui décident de tout ! Il y a ceux qui commandent aux mots et ceux qui commandent aux faits : tu dois comprendre qui commande aux faits et faire mine de croire ceux qui commandent aux mots. Mais, au fond de toi, tu dois toujours savoir ce qui est vrai : ceux qui commandent vraiment sont ceux qui commandent aux faits. » Ceux qui commandent aux faits, comme les appelait mon père, étaient assis à leur table. Ils décidaient du sort de cette terre depuis toujours. Ils

mangeaient ensemble, ils souriaient. Puis, quelques années plus tard, ils se sont entre-tués, semant derrière eux des milliers de morts, comme une trace qu'auraient laissée leurs investissements financiers. Les parrains savaient comment faire accepter aux autres clients qu'on les serve les premiers. Ils offraient le déjeuner à toutes les personnes présentes. Mais ils ne payaient qu'au moment de partir, pour éviter remerciements et flatteries. Ils payèrent pour tout le monde, sauf pour deux personnes. Le professeur Iannotto et sa femme, qui ne les avaient pas salués. Et donc ils n'avaient pas osé leur payer à déjeuner, ils leur avaient seulement offert une bouteille de *limoncello* par l'intermédiaire d'un serveur. Un camorriste sait qu'il doit prendre soin de ses ennemis loyaux car ils sont bien plus précieux que les ennemis cachés. Quand il devait citer un mauvais exemple, mon père parlait du professeur Iannotto, car ils avaient été à l'école ensemble. Iannotto n'était pas propriétaire de son logement, son parti l'avait exclu, il n'avait pas d'enfant et était toujours furieux, mal habillé. Il enseignait au lycée, en seconde et en première, je me souviens qu'il se disputait sans arrêt avec les parents d'élèves qui voulaient éviter que leurs enfants ne redoublent et lui demandaient qui, parmi ses collègues, donnait des cours particuliers. Mon père voyait en lui un homme condamné. Un mort qui marche.

« C'est comme quand on doit choisir entre devenir philosophe ou médecin. D'après toi, lequel des deux a le plus de pouvoir sur la vie des gens ?

— Le médecin !

— Exact, le médecin. Parce qu'il a la vie des gens entre ses mains. Il peut choisir de les sauver ou non. Si on est un raté, un bouffon, un bon à rien, on peut seulement faire le bien, mais c'est du bénévolat, on ne fait pas vraiment le bien. Le bien, c'est ce qu'on fait quand on aurait pu choisir de faire le mal. »

Je ne répondais rien. Je n'arrivais jamais à comprendre vraiment ce qu'il essayait de me prouver. Et au fond, je n'y arrive pas plus aujourd'hui. C'est peut-être pour cela que j'ai fait des études de philosophie, pour ne pas choisir à la place des autres. Quand il était jeune médecin, dans les années quatre-vingt, mon père travaillait au SAMU. Quatre cents morts par an. Dans des coins où on tuait jusqu'à cinq personnes par jour. L'ambulance arrivait, le blessé était à terre mais tant que la police n'était pas là on ne pouvait rien faire. Car si le bruit courait, les tueurs revenaient sur les lieux du crime, suivaient l'ambulance, l'arrêtaient, entraient dans le véhicule et finissaient le travail. C'était arrivé des dizaines de fois, médecins et infirmiers savaient qu'ils ne devaient pas bouger s'il y avait un blessé. Ils devaient attendre que les tueurs fassent demi-tour et en finissent. Mais un jour, mon père arriva à Giuliani, un gros village entre les

provinces de Naples et de Caserte, fief des Mallardo. Le garçon avait dix-huit ans, peut-être moins. On lui avait tiré dans la poitrine, mais une côte avait détourné la balle. L'ambulance fut immédiatement sur place, elle était dans les parages. Le garçon râlait, criait, perdait beaucoup de sang. Mon père le mit dans le véhicule. Les infirmiers étaient terrorisés. Ils tentèrent de l'en dissuader, à l'évidence les tueurs n'avaient pas eu le temps de viser et avaient fui à l'approche d'une patrouille, mais ils reviendraient certainement. Les infirmiers essayèrent de « rassurer » mon père : « Attendons. Ils viennent, ils finissent le boulot et on l'emporte. »

Mon père ne pouvait l'accepter. Chaque chose doit attendre son heure, la mort aussi, et à dix-huit ans il ne lui semblait pas que le moment soit venu, même pour un soldat de la camorra. Il le chargea dans l'ambulance, le conduisit à l'hôpital, et le garçon eut la vie sauve. La nuit suivante, les tueurs qui n'avaient pas mis dans le mille vinrent chez lui. Chez mon père. Je n'y étais pas, j'habitais avec ma mère. Mais on m'a si souvent raconté cette histoire, toujours interrompue au même point, que je me rappelle la scène comme si j'y avais assisté. Mon père fut battu jusqu'au sang. Puis il disparut de la circulation pendant deux mois et, durant les quatre mois suivants, n'osa plus regarder quiconque dans les yeux. Choisir de sauver la vie à celui qui doit mourir, c'est vouloir partager son sort, car ici la volonté ne fait pas bouger les choses. Aucune décision ne permet de résoudre un problème, aucune prise de conscience, aucune idée ni aucun choix ne peut donner la sensation d'agir de la meilleure des façons. Quoi qu'on fasse, ce sera une erreur, pour une raison ou pour une autre. C'est ça, la vraie solitude.

Le petit Nico riait de nouveau. Micaela avait plus ou moins mon âge. Quand elle avait dit qu'elle s'en allait, qu'elle partait pour l'Italie, on avait dû lui prodiguer vœux et félicitations à elle aussi, sans rien lui demander, peu importe si elle y allait pour se prostituer, se marier, faire des ménages ou travailler comme secrétaire. On savait qu'elle partait, c'était déjà une chance. Mais Nico ne pensait naturellement rien de tout ça. Il fermait la bouche, refusait le énième petit pot dont sa mère essayait de le gaver. Pour l'inciter à manger, mon père a posé le ballon près de ses pieds et Nico a donné un coup de pied aussi fort qu'il a pu. Le ballon a rebondi sur les genoux, les tibias et les chaussures de dizaines de personnes. Mon père s'est mis à courir derrière lui. Sachant que Nico le regardait, il a maladroitement fait mine de dribbler une bonne sœur, mais le ballon lui a une nouvelle fois échappé. Le petit riait, il voyait devant lui des centaines de chevilles et se croyait dans une forêt de jambes et de sandales. Il aimait voir mon père, notre père, s'essouffler pour récupérer ce ballon.

J'ai essayé de le saluer d'un signe de la main, il était bloqué par un mur de gens. Il n'en sortirait pas avant une demi-heure au moins, inutile d'attendre. Il était vraiment tard. On ne distinguait même plus sa silhouette, elle avait été dévorée par la foule.

Mariano a réussi à rencontrer Mikhaïl Kalachnikov. Il avait passé un mois à visiter l'Europe de l'Est. Russie, Roumanie, Moldavie : un voyage offert par le clan en guise de récompense. Je l'ai revu dans un café de Casal di Principe, le même que d'habitude. Mariano avait à la main un gros paquet de photos attachées par un élastique, comme les figurines Panini que les enfants s'échangent. C'étaient des portraits de Mikhaïl Kalachnikov, signés et dédicacés. Avant de repartir, il avait fait tirer des dizaines d'exemplaires d'une photo de Kalachnikov en uniforme de général de l'Armée rouge, la poitrine couverte de médailles : l'ordre de Lénine, l'ordre de la Guerre pour la patrie, l'ordre de l'Étoile rouge, l'ordre du Drapeau rouge du travail. Mariano avait pu entrer en contact avec lui grâce à des Russes qui faisaient des affaires avec les clans de Caserte et l'avaient présenté au général.

Mikhaïl Timofeïevitch Kalachnikov habitait un appartement en location dans un petit village de l'Oural, Izhevsk-Ustinov, qui ne figurait même pas sur les cartes avant 1991, c'était un de ces nombreux territoires secrets au temps de l'Union soviétique. Kalachnikov était l'attraction locale. On avait ouvert spécialement pour lui une liaison aérienne depuis Moscou, car il attirait un tourisme haut de gamme. L'hôtel qui se trouvait à côté de chez lui et où Mariano avait dormi faisait des affaires en or, les admirateurs du général y attendaient qu'il soit de retour d'une de ses nombreuses tournées dans le pays ou tout simplement qu'il veuille bien les recevoir. Mariano était entré chez Kalachnikov et son épouse avec une caméra vidéo à la main. Le général le lui avait permis, le priant seulement de ne pas montrer le film en public, et Mariano avait évidemment hoché la tête, car il savait bien que son contact russe connaissait son nom, son adresse et son visage. Mariano s'était présenté chez le général avec un cube de polystyrène couvert de dessins de bufflonnes sous le bras : il avait pu conserver dans le coffre de sa voiture cette grande boîte pleine de mozzarellas plongées dans du lait qui provenaient de *Yagro aversano*(55) 1.

Mariano m'a montré les images qu'il avait filmées chez les Kalachnikov sur l'écran latéral du caméscope. Les images sautaient, elles tremblaient, les visages dansaient, les zooms déformaient les yeux et les objets, l'objectif battait contre le pouce et le poignet. On aurait dit la vidéo d'un voyage scolaire, filmée en courant et en sautant. La maison de Kalachnikov ressemblait à la datcha de Gennaro McKay Marino, mais sans doute était-ce une datcha tout à fait

classique. Comme la seule que je connaissais jusqu'alors était celle du parrain sécessionniste, à Arzano, celle-ci avait à mes yeux tout d'une construction jumelle. Des reproductions de tableaux de Vermeer tapissaient les murs de la maison du vieux couple, et les meubles étaient couverts de bibelots en bois et en verre. Il y avait des tapis partout sur le sol. À un moment, le général avait mis sa main devant l'objectif. Mariano m'a raconté qu'en se baladant caméra au poing et armé d'une bonne dose de sans-gêne, il était entré dans une pièce que Kalachnikov refusait de lui laisser filmer. Sur une étagère en métal, bien visible derrière la vitre blindée, il conservait le premier modèle de l'arme, le prototype construit à partir des dessins que, d'après la légende, le vieux général, alors simple sous-officier, avait tracés sur des bouts de papier lorsqu'il était à l'hôpital, blessé par balle, dans le but de créer une arme qui rendrait invincibles les soldats affamés et frigorifiés de l'Armée rouge. La première AK-47 de l'histoire, aussi bien cachée que le premier *cent* gagné par Oncle Picsou, la fameuse *number one* protégée par une cage de verre renforcé comme la première pièce, jalousement tenue à l'abri des horribles Rapetous. Ce modèle n'a pas de prix. Certaines personnes donneraient tout pour posséder cette relique militaire, qui sera certainement vendue aux enchères chez Christie's, comme une toile de Titien ou un dessin de Michel-Ange, quand Kalachnikov mourra.

Ce jour-là, Mariano avait passé la matinée chez les Kalachnikov. Son protecteur russe devait être quelqu'un d'influent pour que le général lui autorise une telle intimité. Le caméscope le filmait tandis qu'il s'asseyait à table et qu'une petite vieille toute menue ouvrait la boîte en polystyrène contenant les mozzarellas. Ils avaient mangé avec plaisir : vodka et mozzarellas. Mariano ne voulait pas manquer une telle scène et avait placé le caméscope en bout de table pour qu'il enregistre tout. Il voulait une preuve indiscutable montrant le général en train de déguster les mozzarellas produites par la fromagerie du parrain qui l'employait. Sur les images, on voyait un petit meuble où étaient posées les photos encadrées de nombreux enfants. Même si j'avais le mal de mer et priais pour que le film se termine le plus vite possible, je n'ai pas pu m'empêcher de demander :

« Mariano, il a tous ces enfants et petits-enfants, Kalachnikov ?

— Mais non ! Les gens lui envoient la photo de leurs fils qui portent le même prénom que lui. Des gens qui ont eu la vie sauve grâce à une de ses armes ou qui l'admirent, tout simplement...»

Comme les chirurgiens qui reçoivent la photo des enfants qu'ils ont opérés, sauvés et guéris, puis les font encadrer et les exposent sur une étagère dans leur bureau afin qu'elles leur rappellent leurs succès professionnels, le général Kalachnikov avait dans son salon la photo des enfants qui portaient le nom de sa créature. Je me suis souvenu

qu'en Angola un journaliste italien avait interviewé un célèbre guerrier du Mouvement de libération qui lui avait déclaré : « J'ai appelé mon fils Kalsh, parce que ça veut dire liberté. »

Kalachnikov avait quatre-vingt-quatre ans, c'était un vieillard alerte et bien conservé. On l'invitait partout, comme une sorte d'icône voyageuse qui représentait le fusil-mitrailleur le plus célèbre du monde. Avant de prendre sa retraite de général de corps d'armée, il touchait un salaire fixe de cinq cents roubles, soit à l'époque environ cinq cents dollars par mois. Si Kalachnikov avait eu la possibilité de faire breveter son arme à l'ouest, aujourd'hui il serait sans nul doute un des hommes les plus riches de la planète. On estime que plus de cent cinquante millions d'armes de la famille des Kalachnikov ont été produites à partir du projet d'origine du général – une approximation par défaut. S'il avait touché ne serait-ce qu'un dollar par arme vendue, il nagerait sur l'or. Mais cela ne lui posait pas problème de manquer tragiquement d'argent, il avait donné naissance à cette créature, lui avait transmis son souffle, et cela semblait constituer un motif de satisfaction suffisant. Ou peut-être y trouvait-il son intérêt économique, après tout. Mariano m'a raconté que certains de ses admirateurs lui faisaient parfois des dons : de l'argent, quelques milliers de dollars sur un compte, des cadeaux précieux venus d'Afrique – on parlait même d'un masque tribal en or massif que lui aurait offert Mobutu et d'un baldaquin marqueté d'ivoire envoyé par Bokassa – et même de Chine – on disait que Deng Xiaoping, sachant que le général n'aimait pas prendre l'avion, lui avait offert un train entier, avec locomotive et wagons. Mais ce n'étaient que des légendes, des rumeurs circulant parmi les journalistes qui n'avaient pu interviewer le général – il ne recevait personne qui ne lui fût présenté par des gens importants – et se contentaient de parler avec les ouvriers de l'usine d'armement d'Izhevsk.

Mikhaïl Kalachnikov répondait automatiquement, toujours les mêmes choses, quelle que soit la question, dans un anglais fluide qu'il avait appris à l'âge adulte et qu'il maniait comme s'il entendait retirer un boulon avec un tournevis. Mariano lui posait des questions vagues, inutiles – une façon de chasser la nervosité – sur le fusil : « Je n'ai pas inventé cette arme dans un but lucratif mais uniquement pour défendre notre mère patrie à une époque où elle en avait besoin. Si je pouvais revenir en arrière je referais les mêmes choses et je vivrais de la même manière. J'ai travaillé toute ma vie, ma vie c'est le travail. » Une réponse qu'il répète à chaque question au sujet son arme.

Rien au monde n'a fait plus de morts que l'AK-47. La Kalachnikov a tué plus que les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, plus que le virus du H.I.V., plus que la peste bubonique, plus que la malaria, plus que tous les attentats commis par les fondamentalistes

islamistes, plus que tous les tremblements de terre réunis. Une quantité colossale, inimaginable, de chair humaine. Seul un publicitaire parvint à en donner une idée convaincante : lors d'un congrès, il suggéra de prendre une bouteille et de la remplir de sucre en poudre. Chaque grain de sucre était un mort tué par la Kalachnikov.

Le fusil-mitrailleur AK-47 permet de tirer dans les situations les plus variées. Il ne s'enraie pas, fonctionne même couvert de terre, même plein d'eau, et s'empoigne facilement, sa détente est si souple qu'elle peut être pressée par un enfant. Chance, erreur, imprécision : tout ce qui peut sauver la vie lors d'une fusillade n'existe pas avec l'AK-47, un engin qui ne laisse aucune place au hasard. Simple à utiliser, facile à transporter, il est si efficace qu'on n'a pas besoin d'entraînement. « Il peut transformer même un singe en combattant », a dit Kabila, le redoutable président congolais. Au cours des trente dernières années, les armées de plus de cinquante pays ont utilisé la Kalachnikov comme fusil d'assaut. D'après l'O.N.U., des tueries ont été perpétrées avec cette arme en Algérie, en Angola, en Bosnie, au Burundi, au Cachemire, au Cambodge, en Colombie, au Congo, à Haïti, au Mozambique, en Ouganda, au Rwanda, au Sierra Leone, en Somalie, au Soudan, au Sri Lanka et en Tchétchénie. Plus de cinquante armées régulières sont équipées de Kalachnikov et il est impossible d'énumérer les groupes clandestins, paramilitaires et de guérilleros qui l'utilisent.

Sadate en 1981, le général Dalla Chiesa(56) en 1982 et Ceausescu en 1989 furent tous abattus à la Kalachnikov. Salvador Allende fut retrouvé dans le palais de la Moneda avec des balles de Kalachnikov dans le corps. Des morts célèbres qui sont la meilleure publicité possible pour l'AK-47. Le fusil figure même sur le drapeau du Mozambique et les emblèmes d'innombrables organisations politiques, du Fatah en Palestine au M.R.T.A. au Pérou. Quand il apparaît au milieu des montagnes dans ses vidéos, Oussama Ben Laden s'en sert comme d'un symbole menaçant. La Kalachnikov a accompagné toutes sortes de combattants : les libérateurs, les oppresseurs, les soldats d'une armée régulière, les guérilleros, les terroristes, les ravisseurs, les membres d'escortes présidentielles. Kalachnikov a créé une arme particulièrement efficace qu'on a pu perfectionner au fil des années, une arme qui a connu dix-huit versions et vingt-deux nouveaux modèles inspirés de l'original. C'est le véritable symbole du libéralisme économique. Son icône ultime, une sorte de mascotte : peu importe qui on est, peu importe ce qu'on pense, l'endroit d'où l'on vient, la religion qu'on pratique, contre qui et en faveur de quoi on se bat, il suffit que ce soit avec notre produit. Cinquante millions de dollars permettent d'acheter environ deux cent mille fusils AK-47.

C'est-à-dire qu'avec cinquante millions de dollars on peut monter sa propre armée. Sur le marché, tout ce qui rompt les liens politiques et sociaux, tout ce qui encourage une consommation massive et une accumulation exponentielle du pouvoir l'emporte. Grâce à son invention, Mikhaïl Kalachnikov a permis à tous les groupes petits et grands luttant pour le pouvoir de se doter d'une arme. Depuis qu'il l'a créée, personne ne peut plus prétendre avoir perdu parce qu'il ne pouvait accéder aux armes. Kalachnikov a fait un geste en faveur de l'égalité : des armes pour chacun, des massacres pour tous. La guerre n'est plus réservée aux armées. Il a fait à l'échelle internationale ce que les clans de Secondigliano ont accompli à l'échelle locale, en libéralisant complètement le marché de la cocaïne et en permettant à n'importe qui de devenir narcotraffiquant, consommateur ou vendeur au détail, sans intermédiaire criminel et hiérarchique. De la même façon, avec la Kalachnikov, on peut transformer n'importe qui en soldat, enfants ou adolescentes graciles y compris, et faire de personnes qui n'arriveraient pas à guider un troupeau de dix moutons de véritables généraux. Acheter des armes, tirer, consommer les personnes comme les biens, puis acheter de nouveau. Le reste est accessoire. Sur toutes les photos, le visage de Kalachnikov est serein, ce visage au front slave, anguleux, et aux yeux mongols qui, avec l'âge, ressemblent de plus en plus à des fentes. Il dort du sommeil du juste. Quand il se couche, peut-être n'est-il pas heureux, mais sans nul doute apaisé, ses pantoufles bien rangées sous le lit. Même quand il est sérieux, ses lèvres forment un arc de cercle, comme le visage de Gomer Pyle(57) dans *Full Metal Jacket*. Elles sourient, mais pas le visage.

Quand j'observe les portraits de Mikhaïl Kalachnikov, je pense toujours à Alfred Nobel, célèbre grâce aux prix qui portent son nom, mais qui est avant tout le père de la dynamite. Sur les photos prises après cette découverte – lorsqu'il eut compris à quoi servirait son mélange de nitroglycérine et d'argile –, il apparaît dévasté par l'angoisse, les doigts tourmentant sa barbe. C'est peut-être une idée que je me fais, mais quand j'observe les photos de Nobel, ses sourcils haussés et ses yeux perdus semblent dire une seule chose : « Je ne voulais pas. Mon but était de percer des montagnes, de détruire des roches, de creuser des tunnels. Je ne voulais pas ce qui a suivi. » Kalachnikov a au contraire un air paisible de retraité russe qui a des souvenirs plein la tête. On l'imagine l'haleine sentant la vodka, en train de nous parler d'un ami avec qui il a fait la guerre, ou nous murmurant à l'oreille pendant un repas que, lorsqu'il était jeune, il pouvait faire l'amour des heures sans s'arrêter. Si l'on poursuit ce jeu de devinettes, on peut aussi croire que le visage de Mikhaïl Kalachnikov dit : « Tout va bien, ce n'est pas mon problème. J'ai

seulement inventé un fusil-mitrailleur, comment les autres l'utilisent, ça ne me regarde pas. » Chacun n'est responsable que de son corps et de ses gestes : seul ce que ma main a fait relève de ma conscience morale. C'est, me semble-t-il, un des éléments qui ont fait du vieux général l'icône involontaire des groupes criminels de toute la planète. Mikhaïl Kalachnikov n'est pas un trafiquant d'armes, il n'a aucun rôle dans les négociations commerciales portant sur son fusil-mitrailleur, il n'a pas d'influence politique et ne possède aucun charisme particulier. Mais il porte en lui l'impératif quotidien de l'homme au temps du marché : fais ce que tu dois faire pour gagner, le reste ne te concerne pas.

Mariano portait un sac à dos en bandoulière et un sweat-shirt, tous deux de marque Kalachnikov. Le général avait diversifié ses investissements et il était devenu un entrepreneur à succès. Il possédait plus que quiconque un nom archiconnu ; un homme d'affaires allemand avait donc créé une marque de vêtements signés Kalachnikov et, à force de vendre son nom, le général s'était pris au jeu, il avait même investi dans une entreprise qui fabriquait des extincteurs. Poursuivant son récit et arrêtant le caméscope, Mariano s'est précipité hors du café. Il a ouvert le coffre de sa voiture, en a sorti une valise militaire puis, de retour à l'intérieur, l'a posée sur le comptoir. J'avais peur que sa mystique du fusil-mitrailleur n'ait pris des proportions inquiétantes, proches de la folie, et qu'il n'ait traversé la moitié de l'Europe avec un fusil AK-47 dans son coffre, prêt à le déballer devant tout le monde. Mais il a simplement tiré de la valise une petite Kalachnikov en verre remplie de vodka. Une bouteille franchement kitsch au bouchon en forme de canon. Après son voyage, Mariano proposait la vodka Kalachnikov à tous les bars de *Yagro aversano* qu'il fournissait. J'imaginais déjà la reproduction camper derrière chaque barman entre Teverola et Mondragone. Le film se terminait et j'avais mal aux yeux à force de les plisser pour corriger ma myopie. Mais la dernière image était vraiment d'anthologie : deux petits vieux sur le seuil de leur maison, pantoufles aux pieds, saluaient leur jeune invité d'un geste de la main, mâchant encore le dernier morceau de mozzarella. Pendant ce temps, des gamins s'étaient attroupés autour de nous et regardaient Mariano comme s'il était un élu, le héros de la rencontre. Celui qui avait fait la connaissance de Kalachnikov en personne. Mariano m'a lancé un coup d'œil de fausse complicité, une complicité qui n'avait jamais existé entre nous. Il a retiré l'élastique qui entourait les photos et s'est mis à les parcourir. Après en avoir examiné une dizaine, il en a pris une : « Tiens, c'est pour toi. Tu pourras pas dire que je t'ai oublié. »

Sur le portrait du vieux général, quelques mots étaient écrits au

feutre noir : « To Roberto Saviano with Best Regards,
M. Kalachnikov. »

Les instituts de recherche économique du monde entier ont en permanence besoin de données afin d'alimenter chaque jour les médias et les partis politiques. Le célèbre indicateur « Big Mac », par exemple, mesure la bonne santé économique d'un pays : plus le sandwich du même nom y est cher, mieux l'économie se porte. Pour évaluer la situation des droits de l'homme, les analystes examinent le prix auquel est vendue la Kalachnikov : moins elle est chère et plus les droits de l'homme sont bafoués, l'État de droit gangrené, tout ce qui favorise les équilibres sociaux miné et sur le point de s'écrouler. En Afrique de l'Ouest, ce prix peut descendre jusqu'à cinquante dollars. Au Yémen, on peut même trouver des fusils AK-47 d'occasion, achetés et revendus plusieurs fois, à six dollars. La domination qu'ils exercent sur les pays de l'Est et leur mainmise sur les arsenaux des anciens pays socialistes ont fait des clans de Naples et de Caserte une référence du trafic d'armes, tout comme les groupes calabrais avec qui ils sont en étroite relation.

Dans la mesure où elle détient une part importante du marché international des armes, la camorra fixe donc le prix des Kalachnikov, devenant ainsi, indirectement, l'instance qui évalue l'état de santé des droits de l'homme dans le monde occidental. Comme si elle drainait le niveau de légalité, telle une goutte tombant du cathéter. Dans les années quatre-vingt, alors que les groupes criminels français et américains utilisaient le M16 d'Eugene Stoner, le fusil d'assaut des marines, gros, lourd et encombrant, un fusil qui doit être huilé et nettoyé si l'on ne veut pas qu'il s'enraie, en Sicile et en Campanie, de Cinisi à Casal di Principe, les Kalachnikov passaient déjà de main en main. En 2003, les déclarations d'un repent – Raffaele Spinello, du clan Genovese, qui règne sur Avellino et sa province – révélèrent les rapports existant entre la camorra et les Basques de l'E.T.A. Le clan Genovese est allié aux Cava de Quindici et aux familles des environs de Caserte. Ce n'est pas un clan de tout premier ordre, mais il est tout de même capable de fournir des armes à un des principaux groupes armés d'Europe qui, en trente ans de lutte, a eu recours à de nombreuses sources d'approvisionnement. Mais les clans de Campanie étaient leurs interlocuteurs privilégiés. D'après des enquêtes du parquet de Naples datant de 2003, deux *etarras*, José Miguel Arreta et Gracia Morillo Torres, séjournèrent pendant dix jours dans la suite d'un hôtel milanais pour négocier. Prix, itinéraires, échanges, on se mit d'accord sur tout. L'E.T.A. faisait passer de la cocaïne par l'intermédiaire de militants de l'organisation et recevait des armes en échange. Elle s'engageait à baisser régulièrement le prix de la drogue,

qu'elle se procurait grâce à ses contacts avec des groupes de guérilleros colombiens, supportait les frais de transport et était responsable de son entrée sur le territoire italien : tout cela pour maintenir de bons rapports avec les cartels de Campanie, sans doute les seuls qui pouvaient leur fournir des arsenaux entiers. Mais l'E.T.A. ne voulait pas seulement des Kalachnikov. Elle réclamait des armes lourdes, des explosifs puissants et surtout des lance-roquettes.

Les rapports entre la camorra et les groupes de guérilleros ont toujours été excellents. En particulier au Pérou, depuis toujours une terre d'élection des narcotrafiquants napolitains. En 1994, le tribunal de Naples a adressé des commissions rogatoires aux autorités péruviennes afin qu'une enquête soit menée, après la mort d'une dizaine d'Italiens à Lima. Des enquêtes qui devaient dévoiler les liens, par l'intermédiaire des frères Rodriguez, entre les clans napolitains et le M.R.T.A., les guérilleros qui portaient un mouchoir blanc et rouge sur le visage. Eux aussi avaient négocié avec les clans, *même* eux. Coke contre armes. En 2002, l'avocat Francesco Magliulo fut arrêté, accusé d'avoir des liens avec le clan Mazzearella, la puissante famille de San Giovanni a Teduccio qui possédait une filiale criminelle à Naples, dans les quartiers de Santa Lucia et de Forcella. Il avait été placé sous surveillance pendant deux ans, tandis qu'il menait ses affaires entre l'Égypte, la Grèce et l'Angleterre. Les écoutes révélèrent qu'il avait téléphoné de Mogadiscio, plus précisément de la villa du général Aïdid, le seigneur de la guerre somalien qui avait combattu les bandes d'Ali Mahdi et réduit le pays à l'état de corps exsangue et mutilé, juste bon à être enfoui avec les déchets toxiques provenant d'Europe. Les enquêtes portant sur les rapports entre le clan Mazzearella et la Somalie suivirent de nombreuses voies. Le trafic d'armes en est une piste essentielle. Même les seigneurs de la guerre deviennent des agneaux quand il leur faut s'approvisionner en armes auprès des clans de Campanie.

En mars 2005, on mit la main sur un arsenal impressionnant à Sant'Anastasia, un village situé sur les pentes du Vésuve. Une découverte faite en partie par hasard, en partie grâce à l'indiscipline des trafiquants, qui se mirent à se battre en pleine rue car commanditaires et transporteurs n'étaient pas d'accord sur les prix. Quand ils arrivèrent, les carabinieri démontèrent les panneaux intérieurs de la fourgonnette arrêtée à proximité du lieu de la bagarre, et y découvrirent une des plus grandes caches d'armes mobiles jamais vues. Mitraillettes Uzi équipées de quatre magasins, sept chargeurs et cent douze projectiles de calibre 380, fusils-mitrailleurs russes et tchèques capables de tirer des rafales de neuf cent cinquante balles par minute. Presque neufs, parfaitement huilés, le numéro de série intact, ils arrivaient tout juste de Cracovie. Neuf cent cinquante coups

par minute : la force de frappe des hélicoptères américains au Vietnam. Des armes destinées à éventrer des divisions d'hommes et de blindés, non les escadrons des familles camorristes de la région. La puissance des armes devient ainsi un moyen supplémentaire de monopoliser le pouvoir réel, aux mains du Léviathan qui fait régner son autorité par la violence potentielle. Dans les armureries, on trouve des bazookas, des grenades, des mines antichars, des fusils-mitrailleurs, mais les seules armes effectivement utilisées sont des Kalachnikov, des mitraillettes Uzi, des pistolets automatiques et semi-automatiques. Le reste fait partie du fonds qui sert à bâtir la puissance militaire du clan et à l'exhiber sur le terrain. Cette force, ils ne l'opposent pas à celle dont dispose l'État de plein droit, ils tendent à monopoliser l'exercice de la violence. Contrairement aux vieilles familles de Cosa Nostra, en Campanie on n'est pas obsédé par la trêve. Les armes sont l'expression directe des dynamiques de répartition des capitaux et des territoires, du mélange de groupes émergents et de clans concurrents. C'est comme si les clans étaient les seuls à connaître le concept de violence, l'exercice de la violence, les instruments de la violence. Elle devient leur territoire, la mettre en œuvre signifie utiliser leur pouvoir, le pouvoir du Système. Les clans ont même créé de nouvelles armes, imaginées, dessinées et réalisées directement par des affiliés. En 2004, à Sant'Antimo, au nord de Naples, la police trouva au fond d'un trou creusé dans le sol puis recouvert de mauvaises herbes un étrange fusil enveloppé d'un drap en coton imprégné d'huile. Un engin de mort fait maison et vendu deux cent cinquante euros sur le marché : presque rien, comparé à un semi-automatique qui coûte en moyenne deux mille cinq cents euros. Le fusil du clan est composé de deux tubes encastrés qu'on peut séparer l'un de l'autre, mais qui, une fois assemblés, forment un fusil à canon scié très puissant, surtout lorsqu'on le charge avec des chevrotines. Conçu d'après un fusil jouet qui, dans les années quatre-vingt, tirait des balles de ping-pong lorsqu'on actionnait brusquement la crosse et déclenchait le ressort. Un de ces jouets avec lesquels des milliers d'enfants italiens se sont entraînés à la guerre dans leur salon. C'est précisément de là que vient ce qu'ici on appelle seulement « *o tubo* », le tube. Il se compose de deux parties, le premier tube a un diamètre un peu plus grand, il mesure une quarantaine de centimètres avec la poignée. À l'intérieur est soudée une grosse vis métallique, dont l'extrémité sert d'obturateur. La deuxième partie est constituée d'un tube de moindre diamètre, qui peut contenir une cartouche de calibre 20, et d'une poignée latérale. Ce fusil a l'avantage d'être démontable après utilisation. Il redevient alors un simple tube coupé en deux, insoupçonnable en cas de fouille : plus besoin de s'enfuir et de détruire les armes après une fusillade.

Avant la saisie, un brave type m'avait parlé de cette arme, un berger, un de ces paysans italiens squelettiques qui se baladent encore avec leurs troupeaux dans des campagnes coincées entre les viaducs autoroutiers et les grandes tours de banlieue. Souvent ce berger retrouvait ses moutons coupés en deux, brisés plus que découpés, ces corps maigres des moutons napolitains dont on voit les côtes à travers la peau, qui mâchent une herbe imprégnée de dioxine et ont les dents pourries, la laine grise. Le berger croyait que c'était un avertissement, une provocation de ses misérables concurrents dont les troupeaux étaient eux aussi malades. Il ne comprenait pas. En fait, les inventeurs du « tube » testaient la force de frappe de l'arme sur de petits animaux. Les moutons étaient la cible idéale et permettaient d'évaluer aussitôt la puissance des projectiles et la qualité de l'arme. L'impact des balles, qui retournait les bêtes et les brisait en deux, comme dans un jeu vidéo, en disait assez long.

La question des armes reste soigneusement cachée dans les boyaux de l'économie, entourée d'une membrane de silence. L'Italie consacre vingt-sept milliards de dollars aux achats d'armes. Plus que la Russie, le double d'Israël, d'après un classement établi par le S.I.P.R.I.(58). Si l'on ajoute à ces données, qui ne portent que sur l'économie légale, les trois milliards trois cents millions d'euros que représente, selon l'EURISPES(59), le marché des armes aux mains de la camorra, de la *'ndrangheta*, de Cosa Nostra et de la Sacra Corona Unita, cela signifie qu'en suivant la trace des armes que gèrent l'État et les clans on trouve les trois quarts de celles qui sont en circulation. Le cartel des Casalesi est le leader incontesté sur ce marché, il est en mesure de fournir non seulement des groupes criminels, mais aussi des armées régulières. Durant la guerre des Malouines qui l'opposa au Royaume-Uni en 1982, l'Argentine vécut une période de profond isolement économique. La camorra entra donc en relation avec le ministère de la Défense argentin et, par son intermédiaire, arrivèrent des armes que personne n'aurait vendues officiellement. Les clans s'étaient préparés à une guerre longue, mais, en juin, le conflit qui avait débuté en mars était proche de son terme. Peu de coups de feu, peu de morts, peu d'armes utilisées. Une guerre plus utile aux hommes politiques qu'aux entrepreneurs, plus favorable à la diplomatie qu'à l'économie. Les clans de Caserte n'avaient pas intérêt à solder les armes pour faire rapidement du chiffre. Le jour même où la fin des hostilités fut décrétée, les services secrets britanniques interceptèrent une brève conversation téléphonique entre l'Argentine et San Cipriano d'Aversa. Seulement deux phrases, mais qui suffisent pour mesurer la puissance des familles de Caserte et leur habileté diplomatique :

« Allô ?

— Ouais ?

- Ici la guerre est finie. On fait quoi ?
- T'inquiète, y en aura d'autres, des guerres...»

Dans sa grande sagesse, le pouvoir dispose d'une patience que souvent même les entrepreneurs les plus roués n'ont pas. En 1977, les Casalesi avaient acheté des chars d'assaut et les services secrets italiens signalèrent qu'un Léopard démonté, prêt à être expédié, se trouvait à la gare de Villa Literno. Le commerce de chars Léopard a longtemps été aux mains de la camorra. En février 1986, des membres du clan Nuvoletta placés sur écoute téléphonique négocièrent l'achat de plusieurs Léopard avec ce qui était encore la République démocratique allemande. Malgré le renouvellement des chefs, les Casalesi demeurèrent des interlocuteurs importants sur le plan international. Un rapport du S.I.S.M.I.(60) et du centre de contre-espionnage de Vérone datant de 1994 signale que Zeljko Raznatovic, plus connu comme le « Tigre Arkan », eut des contacts avec Sandokan Schiavone, le chef des Casalesi. Arkan fut tué en 2000 dans un hôtel de Belgrade. Arkan était l'un des pires criminels de guerre serbes : il commandait les hommes qui rasèrent des villages musulmans entiers en Bosnie, et fonda un groupe nationaliste, les « Volontaires de la Garde serbe ». Les deux tigres s'allièrent. Arkan demanda des armes pour ses hommes et fit entrer matériel militaire et capitaux sous forme d'aide humanitaire, hôpitaux de campagne, médicaments et fournitures médicales, en contournant l'embargo imposé à la Serbie. Mais d'après le S.I.S.M.I., ces marchandises – d'une valeur totale de plusieurs dizaines de millions de dollars – étaient en réalité payées par la Serbie, grâce à des comptes ouverts dans une banque autrichienne sur lesquels étaient déposés quatre-vingt-cinq millions de dollars. L'argent était ensuite versé à une structure liée aux clans serbes et de Campanie, qui s'occupait de commander aux diverses entreprises intéressées les biens qui serviraient d'aide humanitaire, payant avec le produit d'activités illicites et recyclant les capitaux de cette façon. C'est justement là que les Casalesi entrèrent en scène : ils mirent à disposition les fournisseurs, les moyens de transport, les biens qui servirent à l'opération de blanchiment. D'après les rapports, Arkan eut recours à des intermédiaires et demanda aux Casalesi d'intervenir pour donner une leçon aux mafieux albanais qui risquaient de mettre en péril sa stratégie financière en attaquant depuis le sud ou en bloquant le commerce d'armes. Les Casalesi calmèrent leurs alliés albanais en leur donnant des armes et permirent ainsi à Arkan de mener tranquillement sa guérilla. En échange de quoi, entreprises, usines, boutiques, fermes et élevages furent acquis par le clan à de très bons prix, de sorte que les hommes d'affaires italiens s'installèrent dans toute la Serbie. Avant d'entrer en guerre, Arkan fit appel à la

camorra. Des Balkans jusqu'en Amérique du Sud, les tigres font la guerre munis des griffes aiguisées par les familles de Campanie.

BÉTON ARMÉ

Je n'étais pas retourné à Casal di Principe depuis longtemps. Si le Japon est la patrie des arts martiaux, l'Australie celle du surf, et la République du Sierra Leone celle des diamants, Casal di Principe est la capitale du pouvoir économique de la camorra. Dans la région de Naples et de Caserte, le simple fait de venir de Casale garantit une sorte d'immunité et signifie qu'on n'est pas seulement soi-même, mais qu'on incarne aussi, d'une certaine façon, la violence des groupes criminels de Caserte. On inspire le respect et une sorte de crainte naturelle. Même Benito Mussolini tenta d'éliminer ce signe d'appartenance, cette aura criminelle, et fusionna les communes de San Cipriano d'Aversa et de Casal di Principe sous le nom d'Albanova. Pour inaugurer l'aube d'une nouvelle justice, il envoya également des dizaines de carabinieri chargés de résoudre le problème « par le fer et par le feu ». Aujourd'hui, seule la gare décrépite de Casale porte encore le nom d'Albanova.

On a beau avoir donné des coups dans le sac de frappe pendant des heures, soulevé des haltères pendant des après-midi entiers pour se faire des pectoraux, et avalé des paquets de comprimés qui font gonfler les muscles, on ne pèse pas lourd face au bon accent, à la bonne manière de gesticuler, à ce que représentent tous les cadavres recouverts de draps sur le sol. De vieilles expressions locales résument très bien ce que la mythologie de la violence véhicule de charge mortelle : « On devient camorriste, mais on naît *casalese*. » Ou bien quand on se dispute, quand on se défie du regard, un instant avant de se battre à coups de poing ou de couteau et qu'on exprime clairement sa vision de l'existence : « Vivre ou mourir, pour moi c'est pareil ! » Parfois une origine, le lieu d'où l'on vient, peut être bien commode, on s'en sert pour impressionner, laisser croire qu'on est partie prenante de cette mythologie et exercer une forme sournoise d'intimidation. On peut obtenir une réduction au cinéma ou forcer une vendeuse craintive à nous faire crédit. Mais il arrive aussi que cette même origine soit un préjudice si grand qu'il est inutile de perdre son temps à expliquer que tout le monde n'est pas affilié, que tout le monde n'est pas criminel, que les camorristes sont une minorité, et on rêve alors de s'enfuir vers un village voisin, plus anonyme, afin de ne plus être associé par les autres avec les criminels : on parle pudiquement de Naples pour dire Secondigliano, d'Aversa ou de Caserte pour dire

Casal di Principe. On a honte ou on est fier, tout dépend de l'enjeu, du moment, de la situation, c'est comme un vêtement qui déciderait de nous porter plutôt que l'inverse.

À côté de Casal di Principe, Corleone ressemble à Disneyland. Casal di Principe, San Cipriano d'Aversa, Casapesenna : un territoire qui comprend moins de cent mille habitants, mais plus de mille deux cents condamnés au titre de l'article 416 *bis*(61), le crime d'association mafieuse, et un nombre considérable de personnes mises en examen ou inculpées pour complicité d'association mafieuse. Cette terre vit depuis des temps immémoriaux sous le joug des familles camorristes, une bourgeoisie violente, féroce, dont les clans sont l'avant-garde cruelle et puissante. Le clan des Casalesi – qui doit justement son nom à la ville de Casal di Principe – est une confédération rassemblant toutes les familles camorristes de la province de Caserte, chacune ayant son autonomie : de Castelvoturno, Villa Literno, Gricignano, San Tammaro et Cesa jusqu'à Villa di Briano, Mondragone, Carinola, Marcianise, San Nicola La Strada, Calvi Risorta, Lusciano et des dizaines d'autres villages. Chacun a son responsable de zone, tous installés dans la hiérarchie des Casalesi. Le père fondateur, Antonio Bardellino, fut le premier en Italie à comprendre qu'à long terme la cocaïne supplanterait largement l'héroïne. Pourtant, cette dernière demeurait aux yeux de Cosa Nostra et de nombreuses familles camorristes le trafic le plus important. Les héroïnomanes étaient considérés comme de véritables vaches à lait, alors que dans les années quatre-vingt la cocaïne était encore vue comme une drogue élitiste. Mais Antonio Bardellino devina que seule une drogue qui ne détruisait pas à court terme, susceptible de devenir un apéritif bourgeois et non un poison pour épaves, pouvait élargir le marché. Il créa donc une usine de farine de poisson qui exportait vers l'Amérique du Sud et importait dans la région d'Aversa. De la farine de poisson qui dissimulait des tonnes de coke. L'héroïne dont il disposait, Bardellino la revendait en Amérique : il l'envoyait à John Gotti(62), cachant la drogue dans le filtre des machines à *espresso*. Quand la D.E.A.(63) parvint à saisir soixante-sept kilos d'héroïne, ce ne fut pas une défaite pour le parrain de San Cipriano d'Aversa. Quelques jours plus tard, il fit téléphoner à Gotti : « On va t'en envoyer le double, par d'autres canaux. » C'est dans la campagne d'Aversa que fut créé le cartel assez fort pour s'opposer à Cutolo, et la férocité de cette guerre a laissé des traces dans l'A.D.N. des clans de Caserte. Au cours des années quatre-vingt, les familles proches de Cutolo furent toutes éliminées, en plusieurs opérations militaires d'une extrême violence. Les Di Matteo, quatre hommes et quatre femmes, furent massacrés en quelques jours, les Casalesi n'épargnant qu'un enfant de huit ans. Les Simeone, sept personnes, furent presque tous tués en même temps. Le

matin, la famille était en vie, bien présente et puissante, le soir même elle avait disparu. Anéantie. En mars 1982, à Ponte Annicchino, les Casalesi installèrent sur une colline une mitrailleuse lourde, de celles qu'on utilisait dans les tranchées, et abattirent quatre fidèles de Cutolo.

Antonio Bardellino était affilié à Cosa Nostra et proche de Tano Badalamenti, l'associé et ami de Tommaso Buscetta(64), qui avaient tous deux partagé une villa en Amérique du Sud. Quand les Corleonesi mirent fin au règne de Badalamenti et de Buscetta, ils tentèrent également d'éliminer Bardellino, mais sans succès. Lorsque la Nouvelle Camorra Organisée avait commencé à monter en puissance, les Siciliens avaient déjà essayé de tuer Raffaele Cutolo. Ils avaient envoyé un tueur, Mimmo Bruno, qui prit le ferry à Palerme et fut supprimé dès qu'il mit un pied hors du port. Cosa Nostra a toujours fait preuve de respect et d'une forme de crainte à l'égard des Casalesi, mais en 2002, quand ces derniers tuèrent, près de Capoue, Raffaele Lubrano, le parrain de Pignataro Maggiore – un homme affilié à Cosa Nostra et « installé » par Totò Riina –, beaucoup eurent peur qu'une guerre n'éclate. Après le meurtre, je me souviens d'un kiosquier qui tendit le quotidien local à un client en ruminant entre ses dents :

« Si les Siciliens aussi viennent se battre ici, ça va être la guerre pendant trois ans.

— Quels Siciliens ? Les mafiosi ?

— Oui, les mafiosi.

— Ces gars-là ont seulement le droit de s'agenouiller devant les Casalesi et d avaler. Avaler et c'est tout. »

Dans une interview donnée en 2005, Carmine Schiavone, un repent du clan des Casalesi, fit une des déclarations qui m'ont le plus marqué au sujet de la mafia sicilienne. Il parlait de Cosa Nostra comme d'une organisation soumise aux hommes politiques, incapable de raisonner en entreprise comme le faisaient les camorristes de Caserte. D'après Schiavone, la mafia voulait être un anti-État, mais ce n'était pas comme ça que pensait un homme d'affaires. Le binôme État / anti-État n'existe pas, il n'y a qu'un territoire sur lequel on fait des affaires : avec l'État, grâce à l'État, sans l'État :

On vivait avec l'État. Pour nous l'État devait exister, exactement comme il était, mais on avait une philosophie différente des Siciliens. Alors que Riina sortait de l'isolement de son île, des montagnes, une sorte de gros paysan en somme, nous, on avait surmonté ces limites, on voulait vivre avec l'État. Si quelqu'un au sein de l'État nous faisait obstacle, on trouvait quelqu'un d'autre prêt à nous aider. Si c'était un homme politique, on le faisait perdre, si c'était un fonctionnaire on trouvait le moyen de le contourner.

Carmine Schiavone, cousin du parrain Sandokan, fut le premier à lever le voile sur les affaires des Casalesi. Quand il choisit de collaborer avec la justice, sa fille Giuseppina lui lança une terrible condamnation, pire encore que la peine capitale. Elle envoya aux journaux des lignes incendiaires : « C'est un lâche, un menteur, un traître et un hypocrite, qui a voulu monnayer ses échecs. Un animal. Il n'a jamais été mon père. La camorra, je ne sais pas ce que c'est. »

Entrepreneurs. C'est ainsi que se définissent les camorristes de la région de Caserte : rien d'autre que des entrepreneurs. Un clan formé de chefs d'entreprise violents, de managers assassins, des bâtisseurs et des propriétaires terriens. Chacun disposant de sa propre bande armée, tous liés par des intérêts économiques dans la plupart des secteurs. La force du cartel des Casalesi a toujours été de pouvoir acheter des lots importants de drogue sans être obligé d'alimenter un marché intérieur, car si Rome est la place la plus importante, le cœur du trafic, leur rôle d'intermédiaire dans l'achat et la vente de très gros lots pèse plus lourd encore. Les procès-verbaux de la Commission antimafia publiés en 2006 signalent que les Casalesi fournissent en drogue les familles de Palerme. En s'alliant avec les clans nigériens et albanais, ils ont pu se défaire de la gestion directe du trafic et de la vente. Les accords passés avec les groupes de Lagos et de Bénin City, avec les familles mafieuses de Pristina et de Tirana, avec les bandes ukrainiennes de Lviv et de Kiev les ont déchargés des activités criminelles de bas niveau. Dans le même temps, les trafiquants internationaux basés au Nigeria garantissent aux Casalesi un accès privilégié aux investissements réalisés dans les pays de l'Est et aux achats de cocaïne. Nouveaux leaders, nouvelles guerres, tout a changé après l'explosion du clan Bardellino, qui fut à l'origine du pouvoir économique de la camorra sur ces terres. Après avoir conquis le pouvoir absolu dans tous les domaines économiques, légaux et illégaux, Antonio Bardellino s'était installé à Saint-Domingue, à la tête d'une nouvelle famille. Il avait donné à ses enfants nés en Amérique centrale les mêmes prénoms que ceux restés à San Cipriano, une façon simple et pratique de ne pas se tromper. Ses hommes les plus fidèles tenaient les rênes du clan au pays. Ils étaient sortis indemnes de la guerre contre Cutolo, avaient développé leurs entreprises et gagné en autorité ; ils étaient présents partout, en Italie du Nord et à l'étranger. Mario Iovine, Vincenzo De Falco, Francesco Schiavone dit « Sandokan », Francesco Bidognetti dit « Cicciotto di Mezzanotte » et Vincenzo Zagaria étaient les chefs de la confédération de Casale. Au début des années quatre-vingt, Cicciotto di Mezzanotte et Sandokan étaient des chefs militaires, mais aussi des entrepreneurs ayant des intérêts dans tous les secteurs, et ils étaient dès lors aptes à diriger

l'énorme confédération pluricéphale. Mais ils se heurtèrent à Mario Iovine, un parrain encore trop lié à Bardellino et franchement hostile à toute forme d'autonomie. Ils mirent donc en œuvre une stratégie souterraine mais très efficace politiquement : ils se servirent des subtilités de la diplomatie camorriste pour provoquer la seule chose susceptible de favoriser leurs desseins : une guerre intestine.

Comme l'a raconté le repentin Carminé Schiavone, les deux parrains pressèrent Antonio Bardellino de rentrer en Italie et l'encouragèrent à éliminer Mimi Iovine, frère de Mario, qui possédait un magasin de meubles et était étranger, du moins formellement, aux dynamiques de la camorra, mais d'après eux avait trop souvent joué les confidents au profit des carabinieri. Pour convaincre le parrain, ils lui racontèrent que Mario lui-même était prêt à sacrifier son frère si cela permettait de renforcer le pouvoir du clan. Bardellino se laissa persuader et fit tuer Mimi alors qu'il se rendait à son magasin. Aussitôt après le meurtre, Cicciotto di Mezzanotte et Sandokan poussèrent Mario Iovine à éliminer Bardellino, ils lui révélèrent qu'il avait osé tuer son frère en se servant d'un prétexte, d'un simple bruit. Un double jeu qui les dressait l'un contre l'autre. On s'organisa. Les dauphins de Bardellino étaient tous d'accord pour supprimer le chef des chefs, l'homme qui avait contribué plus que quiconque à créer en Campanie une nouvelle forme de pouvoir économique-criminel. On persuada le parrain de quitter Saint-Domingue et de s'installer dans sa villa brésilienne en lui disant qu'Interpol était sur sa piste. En 1988, Mario Iovine vint le voir au Brésil, soi-disant pour discuter de leurs affaires d'import-export de coke et de farine de poisson. Un après-midi, ne trouvant plus son pistolet dans sa jambe de pantalon, Iovine saisit une massue et défonça le crâne de Bardellino. Il enterra le corps sur la plage, mais celui-ci ne fut jamais retrouvé : ainsi naquit la légende selon laquelle Antonio Bardellino n'est pas mort et profite de sa fortune sur quelque île d'Amérique du Sud. Une fois l'opération terminée, Iovine téléphona immédiatement à Vincenzo De Falco pour lui communiquer la nouvelle, coup d'envoi de l'élimination de tous les proches de Bardellino. Paride Salzillo, neveu du parrain, dont il était le véritable héritier au pays, fut convié à une réunion au sommet à laquelle participaient tous les dirigeants du clan. Le repentin Carminé Schiavone raconta qu'ils le firent asseoir en bout de table, à la place de son oncle. Soudain Sandokan se jeta sur lui et commença à l'étrangler, pendant que son cousin et homonyme, surnommé « Ciccariello⁽⁶⁵⁾ », lui tenait les bras et les jambes, aidé par deux autres affiliés, Raffaele Diana et Giuseppe Caterino. Il aurait pu le tuer par balle ou lui donner un coup de couteau dans le ventre comme le faisaient les vieux parrains, mais il devait le tuer de ses propres mains, c'est ainsi qu'on tue les vieux souverains dont on veut prendre la place. Depuis qu'en

1345 André 1er de Naples fut étranglé à Aversa – un complot organisé par sa femme Jeanne de Naples et par les nobles napolitains dont le chef était Charles de Calabre, prétendant au trône –, l'étranglement était devenu le symbole de la succession, du renouvellement des souverains par la violence. Sandokan devait prouver à tous les dirigeants qu'il était l'héritier, que sa férocité faisait de lui le nouveau roi des Casalesi.

Antonio Bardellino avait créé un système hiérarchique complexe, et toutes les cellules économiques qui avaient grandi en son sein n'auraient pu se contenter éternellement du cadre qu'il avait dessiné et dirigeait. Elles étaient arrivées à maturité et devaient exprimer tout leur potentiel, sans plus dépendre de la hiérarchie. Sandokan Schiavone devint dès lors le chef. Il mit en place une organisation très efficace qui reposait entièrement sur sa famille. Son frère Walter dirigeait les commandos, son cousin Carminé gérât les affaires économiques et financières, son cousin Francesco fut élu maire de Casal di Principe et un autre cousin, Nicola, devint adjoint aux finances. Des étapes importantes pour s'affirmer dans la ville, ce qui est indispensable durant la phase d'ascension. Au cours des premières années de son règne, le pouvoir de Sandokan se consolida également grâce à ses amitiés politiques. À la suite d'un différend avec la vieille Démocratie chrétienne, en 1992 les clans soutinrent à Casal di Principe le Parti libéral italien, qui connut la plus forte progression de son histoire : aux élections suivantes, il passa de un pour cent à trente pour cent. Mais tous les autres dirigeants de premier plan étaient hostiles à la domination de Sandokan. Surtout les De Falco, un groupe bénéficiant de protections dans la police et parmi les carabinieri qui avait également de puissants alliés dans le monde des affaires et de la politique. En 1990, les dirigeants des Casalesi se réunirent régulièrement et, lorsqu'ils invitèrent Vincenzo De Falco, surnommé « 'o *fuggiasco* » (le fugitif), afin de l'éliminer, celui-ci ne se présenta pas. À sa place, les carabinieri vinrent arrêter tous les participants. De Falco fut tué en 1991, criblé de balles dans sa voiture. La police le trouva recroquevillé sur lui-même, tandis que l'autoradio diffusait encore une cassette de Domenico Modugno(66) à plein volume. Après ce meurtre, la confédération des Casalesi se partagea en deux camps. D'un côté, les familles proches de Sandokan et de Iovine : Zagaria, Reccia, Bidognetti et Caterino. De l'autre, celles qui avaient choisi les De Falco : Quadrano, La Torre, Luise, Salzillo. Les De Falco répliquèrent à l'assassinat de « 'o *fuggiasco* » en tuant Mario Iovine à Cascais, au Portugal, en 1991. Ils le mitraillèrent alors qu'il se trouvait dans une cabine téléphonique. Après la mort de Iovine, la voie était libre pour Sandokan Schiavone. Suivirent quatre années de guerre et de massacres, quatre années de tueries incessantes entre les familles

du camp Schiavone et celles du camp De Falco. Des années de retournements d'alliances, de clans passant d'un bord à l'autre, sans véritable solution sinon un partage du territoire et du pouvoir. Sandokan incarnait la victoire de son camp sur l'autre cartel, et tous ses ennemis finirent par devenir ses alliés. Béton et trafic de drogue, racket, transports, traitement des déchets, commerces et fournisseurs, toutes ces activités étaient aux mains des Casalesi de Sandokan. Et les entreprises du bâtiment et des travaux publics devinrent, elles, une arme essentielle pour le clan.

Toute entreprise de travaux publics devait s'approvisionner en ciment auprès des sociétés du clan, un mécanisme grâce auquel les Casalesi entretenaient des liens avec tous les entrepreneurs de la zone et étaient au courant de tous les projets de chantiers. Le ciment des entreprises contrôlées par les clans pouvait être vendu à des prix très avantageux pour tout le monde puisque, comme l'a déclaré à plusieurs reprises Carmine Schiavone, leurs bateaux livraient en même temps des armes aux pays du Moyen-Orient sous embargo. La partie illégale du commerce permettait de casser les prix de la partie légale. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les clans de Casale gagnaient de l'argent à chaque étape : lorsqu'ils fournissaient le ciment, lorsque leurs entreprises intervenaient comme sous-traitants, lorsqu'ils touchaient des dessous-de-table sur les grosses transactions. Des dessous-de-table qui étaient en réalité le point de départ de tout, car leurs sociétés, performantes et offrant des services bon marché, ne faisaient rien si elles n'en touchaient pas, aucune autre ne pouvant intervenir sans risques et à des prix aussi bas. On estime le chiffre d'affaires annuel réalisé par la famille Schiavone à environ cinq milliards d'euros. Dans son ensemble, le cartel des familles de Casal di Principe pèse environ trente milliards d'euros, répartis en biens immobiliers, élevages, actions, liquidités, entreprises du bâtiment, sucreries, cimenteries, usure, trafic d'armes et de drogue. La camorra de Casale est devenue une entreprise polyvalente, la plus solide de Campanie, susceptible de prendre part à toutes les affaires. Grâce aux capitaux accumulés illégalement, elle peut emprunter de l'argent à des taux très bas, de sorte que ses entreprises écrasent la concurrence, en cassant les prix ou en recourant à l'intimidation. La nouvelle bourgeoisie camorrisme de Casale a transformé l'extorsion en service supplémentaire aux entreprises, le racket en participation aux affaires de la camorra. Verser chaque mois de l'argent au clan, c'est certes contribuer au financement de ses affaires, mais aussi bénéficier d'une protection économique, aide des banques, camions de livraison à l'heure, représentants bien traités : du racket comme service imposé. Cette nouvelle conception du racket apparaît dans une enquête menée en 2004 par le parquet de Caserte, qui a conduit à l'arrestation de dix-

huit personnes. Francesco Schiavone Sandokan, Michele Zagaria et le clan Moccia étaient les principaux associés de Cirio(67) et Parmalat(68) en Campanie. Dans toute la province de Caserte, dans une partie importante de celle de Naples, dans le sud du Latium et dans une partie des Marches, des Abruzzes et de la Basilicate, le lait distribué par Cirio puis par Parmalat avait conquis quatre-vingt-dix pour cent du marché. Un résultat qui était dû à l'accord de partenariat passé avec la camorra de Casale et aux dessous-de-table que les entreprises versaient aux clans pour conserver une position aussi largement dominante. Plusieurs marques étaient concernées, qui appartenaient toutes à l'empire Eurolat, l'entreprise vendue en 1999 par Sergio Cragnotti, patron de Cirio, à Calisto Tanzi, celui de Parmalat.

Les magistrats ordonnèrent la saisie de trois sociétés et de plusieurs filiales chargées de la distribution et de la vente du lait qui, d'après les accusations, étaient toutes contrôlées par la camorra de Casale, et dirigées par des prête-noms intervenant pour le compte des Casalesi. Pour devenir des clients privilégiés, Cirio puis Parmalat avaient négocié directement avec le beau-frère de Michele Zagaria, le régent du clan, en cavale depuis une décennie. Ce traitement de faveur était surtout l'effet de la politique commerciale. Les marques des groupes Cirio et Parmalat faisaient des remises spéciales aux distributeurs – de quatre à six et demi pour cent, au lieu des habituels trois pour cent –, en plus des diverses primes à la production, de sorte que les supermarchés et les petits commerçants pouvaient eux aussi bénéficier de prix intéressants : la domination commerciale des Casalesi jouissait ainsi d'un vaste consensus. Et là où la persuasion et le sens de l'intérêt commun étaient impuissants, la violence faisait le reste : menaces, extorsion, camions de transport des marchandises détruits. On frappait les chauffeurs, on volait les véhicules des entreprises concurrentes, on brûlait les hangars. Un climat de peur diffuse s'était installé, à tel point qu'il était impossible non seulement de distribuer d'autres marques que celles imposées par les Casalesi, mais même de trouver quelqu'un prêt à les vendre. Au final, c'étaient les consommateurs qui payaient : car dans une situation de monopole, sur un marché bloqué et sans concurrence, les prix échappaient à tout contrôle.

L'alliance entre les groupes nationaux producteurs de lait et la camorra fut révélée durant l'automne 2000, lorsqu'un affilié des Casalesi, Cuono Lettierio, décida de collaborer avec la justice et parla des rapports commerciaux établis par les clans. Pouvoir compter sur un certain chiffre d'affaires est le meilleur moyen, le plus direct, de fournir des garanties aux banques : c'est le rêve de toute grande entreprise. Dans une telle situation, les groupes Cirio et Parmalat étaient officiellement « lésés », car victimes d'extorsion, mais les enquêteurs finirent par croire que le climat des affaires était plutôt

détendu et que les deux parties, groupes nationaux et camorristes locaux, étaient en parfait accord.

Jamais Cirio ni Parmalat ne portèrent plainte contre les contraintes imposées par les clans en Campanie, alors même qu'en 1998 un employé du groupe Cirio fut victime d'une agression chez lui, dans la région de Caserte, où il fut sauvagement frappé à coups de bâton, sous les yeux de sa femme et de sa fille âgée de neuf ans, parce qu'il n'avait pas obéi aux ordres des clans. Aucune rébellion, aucune plainte : mieux vaut la certitude d'être en situation de monopole que l'incertitude du marché. L'argent qui servait à alimenter ce monopole et à occuper le marché en Campanie devait apparaître dans les comptes et être justifié : pas de problème, au pays de la « finance créative », où le délit de falsification de bilan a été dépénalisé(69). Fausses factures, fausses subventions et fausses primes de fin d'année sur les volumes de lait vendu résolvaient tous les problèmes comptables. Depuis 1997, un certain nombre de manifestations imaginaires étaient dûment parrainées : la fête de la Mozzarella, Musique en plein air et même la fête de San Tammaro, le saint patron de Villa Literno. Pour montrer sa gratitude, Cirio finançait jusqu'au club sportif géré de fait par le clan Moccia, la Polisportiva Afragolese, ainsi que toute une série d'équipes et d'associations, musicales et autres : la « société civile » des Casalesi.

Au cours des dernières années, le pouvoir des clans a considérablement crû, jusqu'à s'étendre à l'Europe de l'Est : en Pologne, en Roumanie, en Hongrie. C'est précisément en Pologne que Francesco « Ciccariello » Schiavone, le cousin de Sandokan, parrain moustachu et court sur pattes qui figurait parmi les dirigeants du cartel, fut arrêté en mars 2004. Il était recherché pour dix homicides, trois enlèvements, neuf tentatives d'homicide, extorsion et d'innombrables infractions à la législation sur les armes. Il fut pris tandis qu'il faisait des courses avec sa compagne roumaine, Luiza Boetz, vingt-cinq ans. Ciccariello, cinquante et un ans, se faisait appeler Antonio et passait pour un simple entrepreneur italien. Mais Luiza avait certainement compris que quelque chose n'était pas clair dans sa vie, puisqu'elle avait dû suivre en train un itinéraire tortueux, censé égarer d'éventuels policiers, pour le rejoindre à Krosno, près de Cracovie. Cet itinéraire comprenait plusieurs étapes, trois passages de frontière, et les derniers kilomètres en voiture jusqu'à la ville polonaise. Ciccariello fut arrêté à la caisse du supermarché, il était mince, sans moustache, ses cheveux non plus frisés mais raides. Il s'était installé en Hongrie mais continuait à aller voir sa compagne en Pologne. Il gérait des affaires énormes (élevages, terrains constructibles) et intervenait comme intermédiaire auprès d'entrepreneurs locaux. Le représentant italien de la S.E.C.I.(70) a

révéla que Schiavone et ses hommes se rendaient régulièrement en Roumanie et avaient mis sur pied des affaires importantes à Bârlad (dans l'est du pays), Sinaia (centre), Cluj (ouest) et sur les côtes de la mer Noire. Ciccariello Schiavone avait deux maîtresses : Luiza Boetz et Cristina Coremanciu, roumaine elle aussi. À Casale, la nouvelle de son arrestation « à cause d'une femme » eut tout l'air d'une humiliation pour le parrain. Comme pour se moquer de lui, un journal local titra : « Ciccariello arrêté avec sa maîtresse ». En réalité, les deux femmes jouaient un rôle essentiel dans ses affaires, elles étaient de véritables chefs d'entreprise et géraient pour son compte les investissements qu'il avait réalisés en Pologne et en Roumanie. Ciccariello était l'un des derniers parrains de la famille Schiavone encore en liberté. Beaucoup étaient morts ou en prison, après vingt ans de pouvoir et de règlements de comptes. Le maxi-procès Spartacus, du nom du gladiateur qui partit justement de ces terres pour conduire la plus grande révolte que Rome ait jamais connue, était le fruit des enquêtes menées contre le cartel des Casalesi et toutes ses ramifications.

Le jour du verdict, je me suis rendu au tribunal de Santa Maria Capua Vetere. J'ai glissé ma Vespa dans un espace entre deux voitures et j'ai réussi à entrer dans le tribunal. J'imaginais trouver des caméras de télévision, des objectifs d'appareils photo, mais il y en avait très peu, seulement la presse et les télévisions locales. Environ deux cents carabinieri et policiers avaient en revanche été mobilisés. Deux hélicoptères survolaient le tribunal à basse altitude, faisant résonner le bruit de leurs pales dans toutes les oreilles. Chiens spécialisés dans la détection d'explosifs, équipes médicales d'urgence : la tension était très élevée. Et pourtant la presse et la télévision nationales étaient absentes. Les médias ignoraient complètement le procès le plus important – par le nombre de personnes appelées à comparaître et par la gravité des condamnations requises – jamais mené contre un cartel criminel. Un procès que les spécialistes désignent par son numéro, 3615, celui sous lequel est enregistrée cette enquête aux mille trois cents personnes mises en examen, lancée par la D.D.A. en 1993, après les déclarations du repentir Carmine Schiavone.

Le procès Spartacus a duré sept ans et vingt et un jours, soit un total de six cent vingt-six audiences. Le plus complexe qui ait eu lieu en Italie au cours des quinze dernières années contre le crime organisé. Cinq cents témoins entendus, en plus des vingt-quatre collaborateurs de justice, des repentis, dont six étaient sur le banc des accusés. Les pièces versées au dossier représentaient quatre-vingt-dix grosses boîtes contenant actes, verdicts d'autres procès, documents, relevés d'écoutes téléphoniques. Presque un an après Spartacus 1, la grande opération de police lancée en 1995, furent lancées les enquêtes Spartacus 2 et

Regi Lagni, qui en découlaient et portaient sur la restructuration de canaux bourbonniens(71) datant du dix-huitième siècle, dans la plaine des Regi Lagni, qui avaient été peu à peu laissés à l'abandon. Le projet fut piloté pendant des années par les clans et fit, selon les enquêteurs, l'objet de marchés représentant des milliards de liras, jamais utilisés, pour restaurer les anciennes constructions bourbonniennes, mais détournés vers leurs entreprises de construction qui régneraient bientôt sur toute l'Italie. Et aussi le procès Aima, portant sur l'escroquerie mise en place par les Casalesi dans les fameux centres où l'on recueillait les récoltes de fruits dépassant les quotas européens pour qu'elles soient détruites, en échange d'une indemnisation. Les clans jetaient des ordures, du métal et des gravats dans les grands cratères destinés aux fruits, non sans avoir tout fait peser auparavant. Et ils percevaient évidemment les indemnités, tandis que leurs fruits continuaient à être vendus partout. Cent trente et une ordonnances de saisie furent rendues, portant sur des entreprises, des terrains et des exploitations agricoles d'une valeur totale de plusieurs centaines de millions d'euros, et aussi deux clubs de football, celui d'Albanova, qui jouait en série C2, et celui de Casal di Principe.

Les enquêteurs se penchèrent également sur l'obligation imposée par les clans de recourir à des sous-traitants affiliés pour tous les travaux publics, ce qui leur permettait d'avoir la mainmise sur les approvisionnements en ciment et les chantiers de creusement. Un autre volet important de l'enquête portait sur les escroqueries commises aux dépens de l'Union européenne, en particulier les subventions obtenues de façon frauduleuse en matière agro-alimentaire. Et aussi des centaines d'homicides, des alliances économiques. Pendant que j'attendais le verdict, comme tout le monde, je me suis dit que ce n'était pas un procès comme les autres, pas un procès ordinaire contre des familles camorristes du sud du pays. On aurait dit un procès contre l'histoire, le Nuremberg d'une génération de la camorra dont les généraux, contrairement à ceux du Reich, étaient toujours aux commandes, à la tête de leurs empires. Un Nuremberg sans vainqueurs dont les accusés étaient dans leurs cages, silencieux. Sandokan s'exprimait depuis la prison de Viterbe par l'intermédiaire d'un système de vidéoconférence, car il aurait été trop risqué de le déplacer. Dans la salle, on entendait seulement le vacarme que faisaient les avocats : plus de vingt cabinets intervenaient, cinquante personnes, avocats et assistants, avaient étudié les dossiers, suivi les débats, observé, plaidé. Les parents des accusés étaient entassés dans une petite pièce sur le côté de la salle-bunker et fixaient tous un moniteur. Quand Catello Marano, le président de la cour, a saisi les trente pages du prononcé de la sentence, le silence s'est fait. Les respirations lourdes, des centaines de gorges qui déglutissaient, le

tic-tac de centaines de montres, la vibration silencieuse de centaines de téléphones portables privés de sonnerie. C'était un silence nerveux, habité par un orchestre de sons trahissant l'anxiété. Le président a commencé à lire, d'abord la liste des condamnés, puis celle des personnes acquittées. Vingt et une condamnations à perpétuité, plus de sept cent cinquante années de peine de prison pour les autres. À vingt et une reprises, le magistrat a répété la sentence, la réclusion à perpétuité, et souvent il répétait aussi le nom des condamnés. Et soixante-dix autres fois il a lu le nombre d'années que des hommes, dirigeants ou hommes de main, devraient passer en prison comme prix de leur appartenance au terrible pouvoir des Casalesi. À treize heures trente, tout était pratiquement terminé. Sandokan a demandé la parole. Il était nerveux, il voulait réagir au verdict, réaffirmer sa thèse et celle de ses avocats : il était un entrepreneur à succès, un complot de magistrats envieux et marxistes voulait voir dans la puissance de la bourgeoisie d'affaires venue de *Yagro aversano* une forme de criminalité organisée et non le fruit d'un savoir-faire économique et financier. Il voulait hurler que ce verdict était injuste. Selon son raisonnement habituel, tous ceux qui étaient morts du côté de Caserte au cours des dernières années avaient été victimes de la culture paysanne de ces terres, de règlements de comptes qui n'avaient rien à voir avec la camorra. Mais cette fois-là on n'a pas donné la parole à Sandokan. On lui a intimé le silence comme s'il était un élève dissipé. Il s'est alors mis à crier et les juges ont demandé qu'on coupe son micro. On a continué à voir ce gros homme barbu se démenner, puis le moniteur s'est éteint. La salle s'est immédiatement vidée, les policiers et les carabinieri sont sortis lentement, tandis qu'un hélicoptère survolait toujours le bunker. C'était étrange, je n'avais pas le sentiment que le clan des Casalesi était vaincu. Beaucoup d'hommes passeraient quelques années en prison, certains parrains n'en sortiraient plus jamais, d'autres finiraient avec les années par se repentir et par retrouver une existence du bon côté des barreaux. La colère de Sandokan était sans doute la rage étouffante d'un homme de pouvoir qui a en tête la carte de son empire mais ne peut plus le contrôler directement.

Les parrains qui refusent de collaborer avec la justice sont investis d'un pouvoir supérieur, presque surnaturel, et doivent tout faire pour oublier que certains entrepreneurs qu'ils ont lancés et soutenus mais qui n'étaient pas des affiliés s'en sont tirés sans heurts. S'ils le voulaient, ils pourraient leur causer de graves ennuis, mais ils devraient se repentir, ce qui les priverait de toute autorité et mettrait en danger la vie de leurs proches. Plus tragique encore pour les parrains, bien souvent ils ne sauraient quels parcours a suivis leur argent, à quels investissements légaux il a servi. Même s'ils avouaient

tout, même s'ils révélaient l'étendue de leur pouvoir, ils ne pourraient retrouver la trace de l'argent. Les parrains paient, ils ne peuvent que payer. Ils tuent, dirigent de véritables armées, constituent le premier échelon de l'accumulation illégale de capitaux et leurs crimes seront donc toujours identifiables, ils ne s'effaceront pas comme les crimes économiques de leurs cols blancs. Du reste les parrains ne sont pas éternels. Cutolo a cédé la place à Bardellino, Bardellino à Sandokan, Sandokan à Zagaria. Di Lauro a succédé à La Monica, les Espagnols à Di Lauro, et qui sait qui leur succédera. La force économique du Système camorra est précisément ce renouvellement permanent des chefs et des stratégies criminelles. Au sein des clans, la dictature d'un homme ne dure jamais, car si c'était le cas les prix monteraient, les monopoles s'installeraient, les marchés se figeraient, les investissements se concentreraient sur certains secteurs au lieu d'en explorer de nouveaux. Ce serait un frein aux affaires, pas une valeur ajoutée. Et donc, dès qu'un parrain conquiert le pouvoir, de nouvelles figures apparaissent, prêtes à prendre sa place, désireuses de grandir et de monter sur les épaules des géants auxquels elles ont elles-mêmes donné naissance. « La criminalité n'est pas tout le pouvoir, c'est un des pouvoirs », rappelait souvent le journaliste Riccardo Orioles, un des observateurs les plus attentifs des dynamiques de la camorra. Aucun parrain ne voudra jamais siéger au gouvernement. Si la camorra était « tout le pouvoir », il n'y aurait plus d'affaires, plus de marge entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. Dans ce sens, chaque arrestation, chaque maxi-procès est surtout une façon de renouveler les chefs, d'interrompre des phases, plutôt qu'une action susceptible de détruire le système.

Les photos publiées le lendemain dans les journaux, ces visages les uns à côté des autres, les parrains et les hommes de main, les adolescents affiliés et les vieux gibiers de potence, n'étaient pas les habitants d'un cercle de l'enfer peuplé de criminels, mais les pièces d'un puzzle dessinant un pouvoir que personne n'avait pu ignorer ni défier pendant vingt ans. Après la sentence Spartacus, les parrains emprisonnés lancèrent des menaces implicites et explicites aux magistrats, aux policiers et aux journalistes, à tous ceux qu'ils jugeaient responsables d'avoir, aux yeux de la loi, transformé en tueurs un groupe d'entrepreneurs du bâtiment et d'éleveurs de bufflonnes.

Le sénateur Lorenzo Diana fut la cible privilégiée de leur haine. Des lettres furent adressées aux journaux locaux, des avertissements lancés durant les procès. Aussitôt après le verdict, des inconnus pénétrèrent dans l'élevage de truites de son frère et éparpillèrent les poissons un peu partout sur le sol pour qu'ils meurent lentement, les laissant s'asphyxier. Certains repentis prévinrent même que les « faucons » de

l'organisation tenteraient de s'en prendre au sénateur. Des projets qui ne se concrétisèrent pas, car l'aile la plus diplomate des clans était intervenue. La protection dont bénéficiait le sénateur avait également dissuadé ces tentatives, non parce qu'une escorte policière et des voitures blindées font peur mais parce que c'est un signe : l'homme qu'on veut éliminer n'est pas seul, il ne pourra être supprimé aussi facilement qu'un individu qui ne compte que pour sa famille. Lorenzo Diana est un des quelques hommes politiques déterminés à dévoiler la complexité du pouvoir des Casalesi, il ne veut pas se contenter d'attaques vagues contre les criminels. Il est né à San Cipriano d'Aversa et, toute sa vie, il a pu observer de près le pouvoir de Bardellino et de Sandokan, les règlements de comptes, les massacres, les affaires. Plus que n'importe qui d'autre, il est en mesure de démonter ce pouvoir, et les clans craignent donc cette connaissance et cette mémoire. Ils craignent qu'il puisse du jour au lendemain attirer l'attention des médias nationaux sur leur pouvoir et révéler devant la Commission antimafia ce que les journalistes ignorent, à force de n'y voir que des crimes de province. Lorenzo Diana fait partie des rares personnes qui savent que combattre le pouvoir de la camorra demande une patience infinie, car il faut chaque fois tout reprendre depuis le début, tirer un à un les fils de l'écheveau économique pour arriver au cœur du crime. Lentement mais avec constance, avec colère, même quand l'attention se relâche, quand tout semble parfaitement inutile, qu'on se sent impuissant face à un pouvoir criminel qui se métamorphose mais n'est jamais vaincu.

Après le verdict, la guerre ouverte pouvait enfin éclater entre les Bidognetti et les Schiavone. Les deux familles s'étaient affrontées pendant des années par l'intermédiaire de clans qui leur étaient liés, mais les intérêts communs avaient toujours pris le pas sur les désaccords. Les Bidognetti disposaient de commandos puissants, leur territoire était le nord de la province de Caserte, un fief qui s'étendait jusqu'au littoral *domizio*. Ils étaient connus pour leur férocité : à Castelvolturmo, ils avaient brûlé vif Francesco Salvo, le propriétaire du bar Tropicana, coupable d'avoir remplacé leurs machines de vidéo poker par celles d'un clan rival. Les hommes de Mezzanotte avaient même lancé une bombe au phosphore contre la voiture de Gabriele Spenuso, sur la route reliant Nola à Villa Literno. En 2001, Domenico Bidognetti avait ordonné l'élimination d'Antonio Magliulo car, bien que marié, il avait osé faire des avances à la jeune cousine d'un parrain. Ils l'avaient attaché à une chaise, sur une plage, face à la mer, et lui avaient rempli la bouche et le nez de sable. Magliulo avait avalé et craché du sable, il avait essayé de le chasser de son nez pour pouvoir respirer. Il avait vomi, mastiqué, tordu le cou, mélangeant le sable et la salive pour former une sorte de ciment rudimentaire qui

l'avait peu à peu étouffé. La cruauté des Mezzanotte était directement proportionnelle à leur puissance économique. D'après plusieurs enquêtes de la D.D.A. de Naples conduites entre 1993 et 2006, les Bidognetti étaient présents sur le marché des déchets toxiques et s'étaient alliés à la Loge P2(72). Ils écoulaient illégalement et à des prix très avantageux les déchets toxiques d'entrepreneurs liés à la Loge. Gaetano Cerci, un neveu de Cicciotto di Mezzanotte arrêté dans le cadre de l'opération Adelphi – menée contre les « écomafias » – était l'intermédiaire entre la camorra de Casale et certains dirigeants maçons, il avait régulièrement des rendez-vous avec Licio Gelli(73). Un trafic dont les enquêteurs ont trouvé la trace dans les comptes d'une seule des entreprises impliquées, et dont le chiffre d'affaires s'élevait à trente-cinq millions d'euros. Les deux parrains, Bidognetti et Schiavone, tous deux en prison, tous deux condamnés à perpétuité, auraient chacun pu tenter de profiter du retrait de l'autre pour lâcher leurs hommes et éliminer le clan rival. De fait, pendant quelque temps il sembla vraiment qu'un énorme conflit dût éclater et apporter chaque jour son lot de cadavres.

Au printemps 2005, le plus jeune fils de Sandokan s'était rendu à une fête qui se déroulait à Parete, en plein territoire des Bidognetti, et s'était mis – d'après les enquêteurs – à courtiser une jeune fille, bien qu'elle fût accompagnée. Le rejeton de la famille Schiavone n'avait pas d'escorte et pensait sans doute que le simple fait d'être le fils de Sandokan le protégeait contre tout risque d'agression. Il se trompait : un petit groupe l'entraîna à l'extérieur puis le gifla et le roua de coups de pied et de poing. Il reçut une bonne raclée et dut se précipiter à l'hôpital pour qu'on lui pose plusieurs points de suture à la tête. Le lendemain, une quinzaine de personnes se présentèrent, en moto et en voiture, au café Penelope où se retrouvaient habituellement les jeunes qui avaient malmené le fils Schiavone. Ils entrèrent armés de battes de base-ball et cassèrent tout, frappant jusqu'au sang tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur, mais sans pouvoir mettre la main sur les auteurs d'un tel affront, qui avaient sans doute réussi à s'enfuir par une autre porte du café. Le commando partit à leur poursuite, tirant une dizaine de coups de feu en pleine rue, sur la place, parmi la foule, touchant un passant à l'abdomen. En réponse, trois motos s'arrêtèrent le lendemain devant le café Matteotti, à Casal di Principe, l'endroit que fréquentaient les jeunes affiliés du clan Schiavone. Les motards descendirent lentement de leurs engins afin de laisser aux badauds le temps de s'échapper et se mirent eux aussi à tout casser. Il y eut des échanges de coups de poing et seize personnes furent blessées à l'arme blanche. Le climat était lourd, une nouvelle guerre prête à éclater.

Les aveux d'un repent, Luigi Diana, firent brusquement monter la tension : d'après un journal local, il déclara que Bidognetti était

responsable de la première arrestation de Schiavone, c'est lui qui aurait révélé aux carabinieri que le parrain était en cavale en France. Les commandos se préparaient et les carabinieri étaient prêts à ramasser les cadavres. Mais une déclaration publique de Sandokan en personne interrompit tout. Bien qu'il fût incarcéré dans un quartier de haute sécurité, il parvint à envoyer une lettre à un quotidien local, qui la publia en première page le 21 septembre 2005. En chef d'entreprise avisé, le parrain mit fin au conflit en démentant ce qu'avait affirmé le repent, dont un parent avait d'ailleurs été abattu peu après ses aveux aux autorités :

« L'information qui a donné l'alerte et donc permis mon arrestation en France est venue du dénommé Carminé Schiavone, non de Cicciotto Bidognetti, c'est un fait démontré. La vérité, c'est que l'individu répondant au nom de Luigi Diana raconte des mensonges et entend semer la zizanie afin de régler des comptes personnels. »

Plus loin, il « invitait » le directeur du journal à publier ses informations avec plus de vigilance :

« Je vous prie de ne pas vous laisser instrumentaliser par ce traître, ce sale mercenaire, sans quoi vous risquez de transformer un journal sérieux en feuille de chou à scandale. Vous perdrez toute crédibilité, comme c'est arrivé à l'un de vos concurrents, auquel je n'ai pas renouvelé mon abonnement. Beaucoup de gens feront comme moi et refuseront d'acheter un journal à ce point manipulé. »

Par cette lettre, Sandokan privait de légitimité le journal concurrent de celui auquel il s'adressait, qu'il désignait officiellement comme son nouvel interlocuteur.

« Je ne veux pas insister sur le fait que votre concurrent ait l'habitude d'écrire des mensonges. L'auteur de ces lignes est comme l'eau de source : parfaitement transparent ! »

Sandokan encouragea ses hommes à acheter le nouveau quotidien, non plus l'autre : des formulaires d'abonnement au premier arrivèrent des prisons de toute l'Italie, tandis que le second reçut autant de demandes de désabonnement. Le parrain concluait son message de paix à Bidognetti par ces mots :

« La vie place toujours sur notre route ce que nous méritons. Sur celle de ces soi-disant repentis, elle a mis de la boue. Comme pour les porcs ! »

Le cartel des Casalesi n'était pas vaincu. Il sortait même renforcé de ces turbulences. D'après les enquêtes du parquet antimafia de Naples, il est actuellement dirigé par un binôme composé d'Antonio Iovine, dit « *o nabbo* » (le nouveau-né) parce qu'il a atteint les sommets du clan à un très jeune âge, et Michele Zagaria, le parrain entrepreneur de Casapesenna, dit « *capastorta* » (c'est-à-dire tête tordue) à cause de ses traits irréguliers, et qui se ferait à présent appeler « Manera ». Les

deux parrains sont en cavale depuis des années et figurent sur la liste des hommes les plus recherchés par la police italienne. Introuvables et pourtant très certainement cachés dans leur propre village. Car aucun parrain ne peut rester trop longtemps loin de ses racines, c'est sur elles que repose son pouvoir, et sans elles tout peut s'écrouler.

Une poignée de kilomètres, des villages minuscules, quelques ruelles, et des fermes perdues dans la campagne. Ils sont dans leur fief, mais il n'y a pas moyen de les prendre. Ils voyagent dans le monde entier mais reviennent toujours chez eux, ils y passent l'essentiel de l'année. Tout le monde le sait. Et pourtant on n'arrive pas à les attraper. Ils bénéficient d'une logistique si efficace que toute arrestation est impossible. Leurs villas continuent à être habitées par des parents et des proches. Celle d'Antonio Iovine à San Cipriano ressemble à un immeuble art déco, tandis que Michele Zagaria s'est fait construire un véritable complexe immobilier entre San Cipriano et Casapesenna, avec une coupole de verre à la place du toit, pour que la lumière pénètre et favorise la croissance d'un arbre gigantesque trônant au milieu du salon. La famille Zagaria possède des dizaines d'entreprises satellites dans tout le pays et elle est – d'après les magistrats de la D.D.A. de Naples – la première d'Italie sur le marché des chantiers de creusement. Le groupe le plus puissant. Une suprématie économique qui ne provient pas directement de l'activité criminelle mais de la capacité à équilibrer capitaux légaux et illégaux.

Ces entreprises offrent des prestations très compétitives. Elles disposent de véritables « comptoirs » criminels en Émilie-Romagne, en Toscane, en Ombrie et en Vénétie, où les normes et les contrôles antimafia sont moins stricts et permettent de transférer des branches entières d'activités. Auparavant les Casalesi obligeaient les entrepreneurs de Campanie installés dans le nord à payer le *pizzo* (74), à présent ils gèrent directement les marchés. Dans la région de Modène et dans celle d'Arezzo, ils contrôlent l'essentiel des marchés de construction et entraînent derrière eux une main-d'œuvre provenant essentiellement de Caserte et des environs.

Les enquêtes en cours montrent que les entreprises du bâtiment liées au clan des Casalesi ont réussi à s'infiltrer sur les chantiers du train à grande vitesse dans le Nord après l'avoir fait dans le Sud. Comme l'a prouvé une enquête coordonnée par le juge Franco Imposimato en juillet 1995, les grandes entreprises qui remportèrent le marché de la ligne à grande vitesse Naples-Rome sous-traitèrent les travaux à Edilsud, une entreprise liée à Michele Zagaria, mais aussi à des dizaines d'autres sociétés qui étaient dans le giron du cartel de Casale. Un chantier qui rapporta près de dix mille milliards de lires, soit cinq cent quarante millions d'euros.

Les enquêtes ont également démontré que le clan Zagaria a passé

des accords avec les *'ndrine*(75) calabraises afin que ses entreprises puissent répondre aux appels d'offres en cas de construction de lignes à grande vitesse vers Reggio de Calabre. Les Casalesi étaient prêts, comme ils le sont aujourd'hui. Comme l'ont montré plusieurs enquêtes du parquet antimafia de Naples au cours des dernières années, la branche de Casapesenna a pu s'approprier une série de chantiers de travaux publics dans le centre-nord du pays, en particulier en Ombrie, après le tremblement de terre de 1997. Quel que soit le marché public ou le chantier important, les entreprises liées à la camorra de *Yagro aversano* peuvent intervenir à tous les niveaux. Location de matériel, creusement, transport, ciment, main-d'œuvre.

Elles peuvent agir : elles sont organisées, économiques, rapides et efficaces. Officiellement il existe cinq cent dix-sept entreprises du bâtiment à Casal di Principe. Beaucoup sont des émanations directes des clans et plusieurs centaines d'autres sont installées dans les villages des environs, une armée prête à tout recouvrir de béton. Les clans ne semblent pas avoir entravé le développement de cette région, ils ont plutôt détourné vers leurs caisses les profits réalisés. Sur un coin de terre de quelques kilomètres carrés, de véritables cathédrales de béton ont été construites au cours des cinq dernières années : un des plus grands complexes cinématographiques du pays, à Marcianise ; le plus grand centre commercial du sud de l'Italie, à Teverola ; puis le plus grand d'Europe, toujours à Marcianise. Le tout dans une région où le chômage est très élevé et où l'émigration est une véritable hémorragie. De gigantesques structures commerciales qui, plus que des *non-lieux* – comme pourrait les définir Marc Augé –, semblent être des *néo-lieux*. Des hypermarchés où tout ce qu'il est possible d'acheter et de consommer doit donner une sorte de baptême officiel à l'argent sale, une origine légale qu'il ne pourrait s'attribuer autrement. Plus on construit de centres commerciaux, plus on ouvre de chantiers, plus les marchandises circulent, plus les fournisseurs travaillent, plus les biens voyagent, et mieux l'argent parvient à passer la frontière séparant ce qui est illégal de ce qui est légal.

Les clans ont profité du développement structurel de la province et ils sont prêts à se partager le butin. Ils attendent avec impatience que de nouveaux grands travaux soient annoncés : le métro d'Aversa, l'aéroport de Grazzanise, qui sera l'un des plus grands d'Europe, bâti à quelques kilomètres des fermes ayant appartenu à Ciccariello et à Sandokan.

Les Casalesi ont disséminé leur patrimoine dans toute la province. À eux seuls, les biens immobiliers saisis par la D.D.A. de Naples au cours des dernières années ont une valeur de sept cent cinquante millions d'euros. La liste est effrayante. Après le procès Spartacus, cent quatre-vingt-dix-neuf entrepôts ont été saisis. Cinquante-deux terrains.

Quatorze sociétés. Douze voitures et trois bateaux. Depuis 1996, la justice a ordonné la saisie de biens au nom de Schiavone ou de ses hommes de paille pour un montant de quatre cent cinquante milliards de lires, soit deux cent quarante millions d'euros : sociétés, villas, terrains, entrepôts et voitures de grosse cylindrée (en particulier la Jaguar qui transportait Sandokan lors de sa première arrestation). Des saisies qui auraient ruiné n'importe quelle entreprise, des pertes qui auraient jeté à la rue n'importe quel patron, des coups de boutoir qui auraient détruit n'importe quelle structure économique. N'importe laquelle, mais pas le clan des Casalesi. Chaque fois que j'apprenais par la presse que de nouveaux immeubles avaient été saisis, chaque fois que je lisais la liste des biens que la D.D.A. prenait aux parrains, j'éprouvais un sentiment de malaise et d'épuisement. Partout où je posais les yeux, on aurait dit que tout leur appartenait. Tout : terrains, animaux d'élevages, fermes, carrières, garages, fromageries, hôtels et restaurants, je ne distinguais plus rien qui ne soit à eux.

L'un de ces hommes avait, plus que tout autre, détenu le pouvoir total, celui qui permet de s'emparer de chaque chose : Dante Passarelli, de Casal di Principe. Il fut arrêté il y a des années pour association de type mafieux, et accusé d'être le trésorier du clan des Casalesi. L'accusation requit une peine de huit ans de prison au titre de l'article 416 *bis*. Il ne s'agissait pas simplement d'un des innombrables entrepreneurs qui faisaient des affaires avec les clans ou grâce à eux : Passarelli était l'Entrepreneur, le numéro un, le plus proche, le plus fiable. Ancien charcutier, il était si doué pour les affaires qu'il eut pour fonction – d'après les accusations de la justice – d'investir une partie importante des capitaux du clan. Il devint grossiste, puis industriel. Des pâtes alimentaires il passa au bâtiment, au sucre, à la restauration collective et même au football. D'après les estimations de la D.I.A.(76), son patrimoine représentait une somme comprise entre trois cents et quatre cents millions d'euros. Il tirait une bonne partie de cette fortune d'activités agroalimentaires, car il avait des participations dans diverses sociétés qui détenaient d'importantes parts de marché. Un des principaux sucriers italiens, IPAM, lui appartenait. La société Passarelli Dante et fils était numéro un sur le marché de la restauration collective et avait remporté les marchés publics des hôpitaux de Santa Maria Capua Vetere, de Capoue et de Sessa Aurunca. Il possédait des centaines d'appartements, de bureaux et de locaux industriels. Quand il fut arrêté, le 5 décembre 1995, les biens suivants furent saisis : neuf entrepôts à Villa Literno, un appartement à Santa Maria Capua Vetere, un autre à Pinetamare, un hangar à Casal di Principe. Mais aussi : des terrains à Castelvoturno, à Casal di Principe, à Villa Literno et à Cancellò Arnone ; l'exploitation agricole La Balzana, à Santa Maria La Fossa, comprenant deux cent

neuf hectares de terres et quarante hangars agricoles. Et puis l'œillet à sa boutonnière, *l'Anfra III*, un luxueux yacht remis à Gallipoli, comptant des dizaines de pièces et équipé d'un sol en parquet et d'un jacuzzi. C'est sur *l'Anfra III* que Sandokan et ses associés avaient fait une croisière dans les îles grecques. Les enquêtes conduisaient à la confiscation progressive de ses biens quand Dante Passarelli fut retrouvé mort, en novembre 2004. Sa femme découvrit son corps sans vie : il était tombé du balcon, dans une de ses villas, et avait le crâne fracassé, la colonne vertébrale en morceaux. L'enquête est toujours en cours et on ignore si c'est la fatalité ou une main inconnue, bien qu'aisément identifiable, qui poussa l'entrepreneur du balcon encore en construction. Après sa mort, sa famille hérita de tous ses biens, qui auraient dû revenir à l'État. Le destin de Passarelli est celui d'un commerçant qui, grâce à ses qualités d'entrepreneur, géra des volumes de capitaux qu'il n'aurait jamais pu gagner seul et les fit remarquablement prospérer. Puis vint le coup dur, les enquêtes de la justice, et il ne put empêcher les saisies. Son don pour les affaires lui avait permis de bâtir un empire, mais les saisies successives lui valurent la mort. Les clans ne pardonnent aucune erreur. Quand on informa Sandokan, au cours d'un procès, que Dante Passarelli était mort, le parrain répondit tranquillement : « Paix à son âme. »

Le pouvoir des clans était le pouvoir du béton. Sur les chantiers, je sentais physiquement en moi, dans mes tripes, toute leur puissance. Pendant plusieurs étés, j'avais travaillé sur des chantiers. Si je voulais pétrir le ciment, il me suffisait de dire à un chef de chantier d'où je venais et personne ne me refusait du travail. La Campanie fournit les meilleurs ouvriers du bâtiment d'Italie, les plus rapides, les moins chers et les plus dociles. Un boulot infernal que je n'ai jamais su très bien faire, un métier qui peut rapporter pas mal d'argent, mais seulement si l'on est prêt à y mettre toutes ses forces, chaque muscle, la moindre énergie. Travailler par tous les temps, hiver comme été. Approcher mes mains et mon nez du béton était la seule façon de comprendre sur quoi reposait le pouvoir, le vrai.

Mais c'est seulement quand Francesco Iacomino est mort que j'ai vraiment compris comment fonctionne le bâtiment. Il avait trente-trois ans. On l'a trouvé en bleu de travail sur le pavé, au croisement de la Via Quattro Orologi et de la Via Gabriele D'Annunzio à Herculaneum. Il était tombé d'un échafaudage. Après l'accident, tout le monde s'était enfui, chef de chantier compris. Personne n'avait appelé d'ambulance, de peur qu'elle n'arrive avant qu'ils aient pu disparaître. Et donc, en prenant la fuite, ils avaient abandonné au milieu de la rue le corps de Francesco, encore en vie, crachant du sang. La pensée de ce nouvel accident, un des trois cents ouvriers du bâtiment qui crèvent chaque

année en Italie, était comme plantée dans une partie de mon corps. La mort de Iacomino a provoqué en moi une colère qui ressemblait plus à une crise d'asthme qu'à de l'énervement. J'aurais voulu faire comme le narrateur de *La vie aigre*, le livre de Luciano Bianciardi(77), qui s'installe à Milan dans le but de faire sauter le Pirellone, pour venger les quarante-huit mineurs de Ribolla tués par un coup de grisou le 4 mai 1954, dans le puits Camorra. Qu'on appelait ainsi à cause de conditions de travail inhumaines. Peut-être devais-je moi aussi choisir un symbole du pouvoir, le symbole du pouvoir, et y mettre une bombe, mais dès que cette crise de colère asthmatique a commencé, avant que je me glisse dans la peau d'un terroriste schizophrène, le « Je sais » de Pasolini(78) a résonné dans ma tête comme un jingle publicitaire diffusé en boucle, jusqu'à la nausée. Et donc, au lieu de passer en revue les lieux que je pourrais faire exploser, je me suis rendu à Casarsa della Delizia, sur la tombe de Pasolini. J'y suis allé seul, même s'il faudrait faire ces choses-là accompagné pour les rendre moins pathétiques. En bande. Avec un groupe de fidèles lecteurs ou avec sa petite amie. Mais j'ai tenu à y aller seul.

Casarsa est un bel endroit, un de ceux où on imagine sans problème quelqu'un décidant d'en vivre uniquement de sa plume, alors qu'il est difficile de croire qu'on puisse quitter son village et aller au sud, passer la frontière et pénétrer en enfer. Je suis allé sur la tombe de Pasolini, mais pas pour lui rendre hommage, pas pour célébrer quoi que ce soit. Pier Paolo Pasolini. Un nom un et trin, comme disait Caproni, mais qui n'est pas celui de mon saint laïc ni d'un Christ littéraire. Je voulais simplement trouver un lieu, quelque part où je puisse réfléchir sans honte à la possibilité de la parole. La possibilité d'écrire, de montrer les mécanismes du pouvoir, par-delà les histoires, par-delà les détails. Comprendre s'il était encore possible de donner les noms, un par un, de montrer les visages, de déshabiller le corps du délit et de trouver sa place dans la construction du pouvoir. Si l'on pouvait encore suivre comme des cochons chasseurs de truffes les dynamiques du réel et de l'affirmation de l'autorité, sans métaphores, sans demi-mesures, uniquement avec la lame de l'écriture.

J'ai pris le train de Naples à Pordenone, un tortillard dont le nom en dit long sur la distance à parcourir : Marco Polo. Un fossé énorme semblait séparer le Frioul de la Campanie. Je suis parti le soir à huit heures moins dix et je suis arrivé dans le Frioul le lendemain matin à sept heures vingt, après une nuit glaciale durant laquelle je n'ai pu dormir un seul instant. À Pordenone, j'ai pris un bus pour Casarsa, j'en suis descendu et j'ai marché, tête basse, comme quelqu'un qui sait où il va et peut trouver son chemin tout en regardant le bout de ses chaussures. Naturellement je me suis perdu. Mais, après avoir erré inutilement, j'ai réussi à trouver la Via Valvasone et le cimetière où

sont enterrés Pasolini et toute sa famille. Sur la gauche, un peu après l'entrée, il y avait une bande de terre nue. Je me suis approché de ce carré au centre duquel se trouvaient deux petites plaques de marbre blanc, et j'ai vu la tombe. « Pier Paolo Pasolini (1922-1975). » Juste derrière, à côté de la sienne, celle de sa mère. Je me suis senti moins seul, et c'est là que j'ai commencé à ruminer ma rage, les poings serrés si fort que les ongles s'enfonçaient dans la paume de mes mains. J'ai commencé à scander mon propre « Je sais », le « Je sais » de mon temps.

Je sais et j'ai les preuves. Je sais comment naissent les affaires et d'où vient leur odeur. L'odeur du succès et de la victoire. Je sais à travers quoi transpire le profit. Je le sais. Et la vérité de la parole ne fait pas de prisonniers, elle dévore tout et tout lui sert de preuve. Elle n'a pas à s'embarrasser de preuves à décharge ni d'instruction. Elle observe, soupèse, examine et écoute. Elle sait. Elle ne condamne pas à la prison, n'interroge aucun témoin. Il n'y a pas de repentis. Je sais et j'ai les preuves. Je sais à quel moment les pages des manuels d'économie s'effacent, je connais l'endroit où leurs chiffres se transforment en biens : matière, temps et contrats. Je sais. Les preuves ne sont cachées dans aucune clé USB enfouie dans le sol, je n'ai pas de vidéos compromettantes dissimulées dans le garage d'un inaccessible village de montagne, je ne possède pas de documents photocopiés des services secrets. Les preuves sont irréfutables parce qu'elles sont partiales, filmées avec les yeux, dites avec les mots et habitées par les émotions qui ont rebondi sur le métal et le bois des constructions. Je vois, j'entends, j'observe, je parle et de cette façon je témoigne, un vilain mot mais qui a encore un sens quand il murmure « C'est faux » à l'oreille de ceux qui se laissent bercer par la ritournelle du pouvoir. La vérité est partielle, si elle se laissait réduire à une formule indiscutable ce serait de la chimie. Je sais et j'ai les preuves. Et donc je raconte. Cette vérité.

J'essaie toujours de calmer cette anxiété qui s'empare de moi quand je marche, chaque fois que je monte un escalier, que je prends un ascenseur, que j'essuie mes chaussures sur un paillason et que je franchis le seuil d'une porte. Je ne peux m'empêcher de ressasser éternellement la façon dont ont été construits maisons et immeubles. Et si j'ai quelqu'un à qui parler, j'ai du mal à me retenir, à ne pas raconter comment on empile étages et balcons jusqu'au toit. Je ne suis pas saisi par un écrasant sentiment de culpabilité ni par le besoin de me racheter aux yeux de ceux qu'on a effacés de la mémoire historique, j'essaie plutôt d'interrompre le mécanisme brechtien que j'ai développé et qui consiste à penser aux mains et aux pieds de l'histoire. C'est-à-dire aux assiettes vides qui ont conduit à la prise de la Bastille plutôt qu'aux discours des Girondins et des Jacobins. Je

n'arrive pas à ne pas y penser. C'est toujours mon défaut. Comme si, en regardant un tableau de Vermeer, on pensait à celui qui a mélangé les couleurs, tendu la toile sur le châssis et assemblé les boucles d'oreilles en perle au lieu de contempler le portrait. Une vraie perversion. Quand je vois une rampe d'escalier, je ne peux vraiment pas ne pas penser au cycle que suit le ciment, et si j'observe une rangée de fenêtres, ça ne chasse pas de mon esprit l'image d'un échafaudage qu'on dresse. Je ne peux faire comme si de rien n'était. Je ne peux pas regarder le papier peint sans imaginer la truelle et le mortier. Peut-être a-t-on un rapport singulier, unique, avec certaines substances, lorsqu'on est né sous certaines latitudes. La même matière est vue de façon différente dans chaque lieu. J'imagine qu'au Qatar l'odeur du pétrole et de l'essence stimule des sensations et des saveurs qui évoquent des villas luxueuses, des limousines et des lunettes de soleil. Mais, à Minsk, la même odeur acide de carbone fossile fait penser à des faces noires, à des fuites de gaz et à des villes enfumées et, en Belgique, à l'odeur d'ail des Italiens ou à celle d'oignon des Maghrébins. Dans le sud de l'Italie, c'est la même chose pour le ciment. Le pétrole du Sud. Tout vient du ciment. Aucun empire économique fondé dans le sud de l'Italie ne s'est construit sans passer par le bâtiment : marchés publics, appels d'offres, carrières, béton, ciment, mortier, briques, échafaudages, ouvriers. C'est le quotidien du chef d'entreprise italien. Celui qui n'a pas bâti son empire sur le béton n'a aucune chance. C'est le chemin le plus court pour faire de l'argent le plus vite possible, gagner la confiance des gens, embaucher du personnel à temps pour les prochaines élections, distribuer des salaires, accaparer les financements afficher son visage sur la façade des immeubles en construction. Le talent du bâtisseur, c'est d'être à la fois un intermédiaire et un véritable rapace. Il a une patience de bénédictin lorsqu'il faut accomplir des formalités bureaucratiques, supporter des attentes interminables, empiler les autorisations qui se déposent lentement, comme des sédiments. Et les capacités du rapace, qui plane au-dessus de terrains insignifiants, puis les obtient pour deux sous et les met de côté jusqu'à ce que chaque centimètre, le moindre trou, puisse être revendu à un prix astronomique. L'entrepreneur rapace sait comment se servir de son bec, de ses serres. Les banques italiennes prêtent sans compter aux entreprises du bâtiment, on pourrait même dire qu'elles n'existent que dans ce but. Et quand une de ces entreprises ne vaut rien, si ce qu'elle va construire n'est pas une garantie suffisante, alors il y aura toujours quelqu'un, un ami, pour se porter caution. La solidité du béton et de la brique est la seule réalité que les banques italiennes connaissent. Recherche, agriculture et artisanat sont pour les directeurs de banques des terres inconnues, d'autres planètes, qui n'obéissent pas à la loi de

la gravité. Pièces, étages, carreaux, prises téléphoniques et électriques : voilà les seules réalités qu'elles admettent. Je sais et j'ai les preuves. Je sais comment a été construite la moitié de l'Italie. Plus de la moitié. Je connais les mains, les doigts, les plans. Et le sable. Le sable qui a bâti immeubles et gratte-ciel. Quartiers, parcs, villas. À Castelvoturno, personne n'a oublié les interminables files de camions qui emportaient le sable de la rivière Volturno. Des camions traversant ces zones les uns derrière les autres, sous le regard d'agriculteurs qui n'avaient jamais vu de tels monstres de métal et de caoutchouc. Ces paysans étaient parvenus à rester, ils résistaient, n'émigraient pas, et on leur prenait tout, juste sous leur nez. À présent ce sable se trouve dans les murs d'immeubles de Varèse, d'Asiago, de Gênes ou des Abruzzes. Ce n'est plus la rivière qui se jette dans la mer, mais la mer qui envahit la rivière. Maintenant on pêche des bars, dans le Volturno, et il n'y a plus d'agriculteurs. Privés de terres, ils se sont mis à élever des bufflonnes, et après les bufflonnes ils ont monté de petites entreprises de construction en embauchant les jeunes Nigériens ou Sud-Africains qui travaillaient comme saisonniers, et quand ils ne se sont pas associés aux entreprises des clans ils ont trouvé une mort précoce. Je sais et j'ai les preuves. Les entreprises d'extraction sont autorisées à prélever des quantités minimales, mais elles éventrent et dévorent des montagnes entières. Des montagnes et des collines en miettes, transformées en ciment, qu'on retrouve partout. De Tenerife à Sassuolo. La déportation des choses a suivi celle des hommes.

J'ai rencontré don Salvatore dans une trattoria de San Felice a Cancelli. Le vieux chef de chantier était une sorte de cadavre ambulante, il n'avait pas plus de cinquante ans mais en faisait quatre-vingts. Il m'a raconté que pendant dix ans son travail consistait à répartir dans les bétonneuses les poussières de fumées industrielles. Grâce à l'intervention des clans, on se sert du béton pour faire disparaître les déchets, ce qui permet aux constructeurs de répondre aux appels d'offres en proposant des prix dignes d'entreprises chinoises. Et les garages, les murs et les étages sont désormais porteurs de poisons. Il ne se passera rien, jusqu'au moment où un ouvrier, sans doute maghrébin, inhalera les poussières et crèvera quelques années plus tard, persuadé que le destin est seul responsable de son sort.

Je sais et j'ai les preuves. Les entrepreneurs Italiens qui gagnent viennent du béton. Ils font eux-mêmes partie du cycle du béton. Je sais qu'avant de se transformer en séducteurs de mannequins, en propriétaires de yachts, en conquérants des marchés financiers, en magnats de la presse, avant tout ça et derrière tout ça il y a le béton, les sous-traitants, le sable, la pierre, les fourgonnettes remplies d'ouvriers qui travaillent la nuit et disparaissent au lever du jour, les échafaudages pourris, les polices d'assurance bidon. C'est sur

l'épaisseur des murs que reposent les fleurons de l'économie italienne. On devrait changer la Constitution, écrire que la République italienne repose sur le béton et sur les entrepreneurs du bâtiment(79). Ce sont eux, les vrais pères fondateurs. Pas Ferruccio Parri(80). Pas Luigi Einaudi(81). Ni Pietro Nenni(82). Et pas davantage le commandant Valerio(83). Ce sont eux, les spéculateurs immobiliers, qui ont sauvé l'Italie plongée dans le crack Sindona(84) et condamnée sans appel par le Fonds monétaire international. Cimenteries, marchés, immeubles et quotidiens.

C'est dans le bâtiment qu'échouent les affiliés qui changent de cap. Après une carrière de tueur, de racketteur ou de sentinelle, on va dans la construction ou la collecte des ordures. Au lieu de montrer des films ou d'organiser des débats à l'école, il serait intéressant de faire faire aux futurs jeunes camorristes la tournée des chantiers, pour leur montrer ce qui les attend. Si la mort et la prison les épargnent, ils finiront sur un chantier, vieux, crachant du sang et de la chaux. Pendant que les entrepreneurs et les hommes d'affaires que les parrains croyaient manipuler recevront des commandes millionnaires. Le travail, on en meurt. Sans cesse. La rapidité des constructions, la nécessité d'économiser sur la sécurité et de passer outre le respect des horaires. Un rythme inhumain, neuf à douze heures par jour, samedi et dimanche compris. Payé cent euros la semaine, plus une prime en cas de travail de nuit ou le dimanche, cinquante euros toutes les douze heures. Les plus jeunes font même jusqu'à quinze heures d'affilée. En prenant de la coke, au besoin. Quand quelqu'un meurt sur un chantier, un mécanisme bien rodé se met en marche. On emporte le corps sans vie et on simule un accident de la route : on le met dans une voiture qu'on précipite du haut d'un talus ou dans un fossé, sans oublier d'y mettre le feu avant, et la somme que verseront les assurances sera remise à la famille pour solde de tout compte. Il n'est pas rare qu'en mettant en scène le faux accident les simulateurs se blessent eux-mêmes grièvement, surtout s'il faut percuter un mur en voiture, avant de faire brûler celle-ci avec le cadavre à l'intérieur. Quand le chef de chantier est présent, tout se passe bien. Mais quand il n'est pas là, les ouvriers sont souvent pris de panique. Alors on prend le blessé grave, presque mort, et on le dépose en bordure d'une route qui conduit à l'hôpital. On passe en voiture, on abandonne le corps et on disparaît. Quand on a vraiment des scrupules, on appelle une ambulance. Quiconque participe à une telle opération, abandonner un corps ou le faire disparaître, sait que les autres feront la même chose pour lui s'il devait se fracasser contre le sol ou s'embrocher sur quelque chose. On sait avec certitude qu'en cas de danger le collègue qu'on croit le plus proche nous portera d'abord secours pour se débarrasser de nous puis nous donnera le coup de grâce. Sur les chantiers il règne donc un

climat de méfiance. Un collègue peut très vite se changer en bourreau, de même qu'on peut devenir le sien. Non pas nous faire du mal, mais nous laisser crever en nous abandonnant sur un trottoir, ou mettre le feu à la voiture où il nous aura chargé. Tous les entrepreneurs du bâtiment le savent. Et les sociétés venues du Sud offrent les meilleures garanties. Elles travaillent, disparaissent et résolvent tous les problèmes sans faire de bruit. Je sais et j'ai les preuves. Et les preuves ont un nom. En sept mois, sur des chantiers au nord de Naples, quinze ouvriers sont morts. Tombés, pris sous une pelle mécanique, écrasés par une grue que pilotait un collègue épuisé par des heures de travail. Il faut faire vite.

Même si les chantiers durent des années, les sous-traitants doivent rapidement laisser leur place à d'autres. Prendre l'argent, plier les gaules et aller voir ailleurs. Plus de quarante pour cent des entreprises du bâtiment qui opèrent en Italie sont originaires du Sud. *Agroversano*, région de Naples, de Salerne. Au sud on peut encore bâtir des empires et élargir les mailles de l'économie, car le processus d'accumulation primaire du capital n'a pas encore atteint son point d'équilibre. Au sud, des Pouilles à la Calabre, il faudrait mettre des panneaux souhaitant la bienvenue aux entrepreneurs qui veulent se lancer dans la course au béton et, quelques années plus tard, faire leur entrée dans les salons romains et milanais. Un « Bienvenue » plutôt ironique, car il y a foule, et très peu parviendront à se sortir des sables mouvants. Je sais. Et j'ai les preuves. Et les nouveaux constructeurs, les patrons de banques, les propriétaires de yachts, les rois des magazines *people*, maris ou compagnons de pouffiasses, dissimulent l'origine de leurs profits, peut-être ont-ils encore une âme. Ils ont honte de dire d'où vient leur argent. Aux États-Unis, leur modèle, quand un entrepreneur devient une référence, lorsqu'il conquiert la gloire et le succès, il n'est pas rare qu'il convoque analystes et jeunes économistes pour leur expliquer comment il en est arrivé là, quel talent il possède. Ici, c'est seulement le silence. L'argent n'est rien d'autre que de l'argent. Et les entrepreneurs à succès qui viennent de l'*aversano*, une terre malade de camorra, répondent sans vergogne à ceux qui les interrogent : « J'ai acheté à dix et revendu à trois cents. » On dit parfois qu'au sud on peut vivre comme au paradis. Il suffit de fixer le ciel et de ne jamais, jamais se risquer à regarder en bas. Mais c'est impossible. À force d'être privé de toute perspective, on n'a même plus d'espace où poser les yeux. Partout on rencontre des balcons, des greniers, des mansardes, des immeubles, des tours enlacées, des quartiers enchevêtrés. Ici on n'a pas peur que le ciel nous tombe sur la tête. Ici on s'enfonce. On plonge. Car il y a toujours un abîme au fond de l'abîme. Et donc, quand je monte des marches, quand je traverse une pièce, je n'arrive pas à ne pas sentir. Parce que

je sais. C'est une perversion. Et quand je me retrouve au milieu des vainqueurs, des meilleurs entrepreneurs, je me sens mal. Même si ces messieurs sont élégants, parlent d'un ton calme et votent à gauche. Je sens l'odeur de la chaux et du béton que dégagent leurs chaussettes en fil d'Écosse, leurs boutons de manchette Cartier, leurs bibliothèques bien remplies. Je sais. Je sais qui a construit mon pays et qui le construit aujourd'hui encore. Je sais que ce soir un train quittera Reggio de Calabre, s'arrêtera à Naples à minuit et quart, puis repartira pour Milan. Il sera plein. Et à la gare, les fourgonnettes et les Fiat Punto sales viendront chercher les jeunes ouvriers qui doivent travailler sur de nouveaux chantiers. Une émigration qui ne se fixe pas, que personne n'étudiera ni ne prendra en compte puisqu'elle ne laisse de trace que dans la poussière et la chaux, seulement là. Je sais quelle est la véritable Constitution de mon temps et d'où vient la richesse des entreprises. Je sais dans quelle mesure chaque pilier est fait du sang des autres. Je sais et j'ai les preuves. Et je ne fais pas de prisonniers.

DON PEPPINO DIANA

Quand je pense à la lutte contre les clans de Casal di Principe, de San Cipriano et de Casapesenna, de tous les territoires que la camorra contrôle entre Parete et Formia, je pense toujours à des draps blancs. Des draps blancs qui pendent de chaque balcon, attachés à chaque rambarde, noués à chaque fenêtre. Blanc, tout blanc, une pluie de tissu immaculé. Le signe du deuil rageur qui accompagna les obsèques du père Diana, don Peppino Diana. En mars 1994: j'avais seize ans. Ma tante me réveilla, comme toujours, mais avec une étrange brusquerie, elle me réveilla en tirant le drap dans lequel j'étais pelotonné, comme lorsqu'on déballe un saucisson enveloppé dans du papier. Je manquai de tomber du lit. Ma tante ne dit rien, elle marchait en faisant beaucoup de bruit, comme si elle concentrait toute sa nervosité dans ses talons. Elle nouait les draps aux rambardes, en serrant tellement fort que même une tornade n'aurait pu les emporter. Elle ouvrait grandes les fenêtres, faisait entrer les voix et sortir les bruits de la maison, même les portes des meubles étaient ouvertes. Je me rappelle un fleuve de scouts, ils avaient renoncé à leur air désinvolte de fils de bonne famille et semblaient porter une grande colère accrochée à leurs drôles de foulards jaune et vert, car don Peppino était l'un des leurs. Jamais je n'ai revu des scouts aussi nerveux et indifférents à cette forme d'ordre et de sobriété qui les habite toujours lors de longues marches. Mais je ne garde de ce jour que des taches de souvenirs, ma mémoire est une robe de dalmatien. L'histoire de don Peppino Diana est étrange, de celles qu'on doit conserver dans une partie de son corps – au fond de la gorge, serrée dans le poing, près du cœur, entre les artères coronaires – lorsqu'on la connaît. Une histoire étrange, que beaucoup ignorent.

Don Peppino avait fait ses études à Rome et c'est là qu'il aurait dû rester pour faire carrière, loin de sa ville, loin de ce morceau de province et des affaires crapuleuses. Une carrière de prêtre, de brave rejeton de la bourgeoisie. Mais il avait soudain décidé de rentrer à Casal di Principe, comme quelqu'un qui n'arrive pas à se débarrasser d'un souvenir, d'une habitude, d'une odeur. Ou qui a en permanence la sensation fébrile de devoir faire une chose et de ne pouvoir trouver la paix tant qu'il ne la fera pas, ou du moins tant qu'il n'essaiera pas de la faire. Très jeune, don Peppino devint prêtre de l'église San Nicola di Bari, à Casale, une église moderne qui semblait parfaitement

correspondre, y compris esthétiquement, à son idée de l'engagement. En ville, on le voyait toujours vêtu d'un jean, jamais d'une soutane comme tous ses prédécesseurs, dont l'autorité était aussi austère que la robe. Don Peppino ne prêtait pas attention aux disputes de famille, il ne s'occupait pas des incartades des maris et ne reconfortait pas les femmes trompées, il avait le plus naturellement du monde transformé le rôle du prêtre de province. Il avait choisi de s'intéresser aux dynamiques du pouvoir, pas seulement aux effets de la misère : il ne voulait pas se contenter de panser les plaies, mais comprendre les mécanismes de la métastase, bloquer la gangrène, identifier l'origine de ce qui faisait de sa terre une réserve de capitaux semée de cadavres. De temps en temps il fumait le cigare en public, ce qui aurait été un geste innocent ailleurs, mais pas dans un endroit où les prêtres ont tendance à privilégier des comportements faussement frugaux, ne donnant libre cours à leurs quelques faiblesses que dans le secret de leur chambre. Don Peppino avait décidé que son visage devait lui ressembler, de plus en plus, comme une garantie de transparence dans une terre où tous doivent au contraire adopter des grimaces indiquant ce qu'ils représentent, aidés par des surnoms conférant à chaque corps un pouvoir qu'on veut tatouer sur son épiderme. Son obsession, c'était de faire : il avait commencé à mettre en place un centre d'accueil pour offrir le gîte et le couvert aux premiers immigrants africains. Il fallait les accueillir et éviter que les clans n'en fassent de bons petits soldats – comme cela arriverait par la suite. Pour monter son projet, il avait même investi ses propres économies, ce que lui avait rapporté l'enseignement, car attendre des aides institutionnelles peut se révéler si long et compliqué que cela devient la meilleure raison de ne rien faire. Depuis qu'il était prêtre, il avait vu les parrains se succéder, l'élimination de Bardellino, le règne de Sandokan et de Cicciotto di Mezzanotte, les tueries entre les hommes de Bardellino et les Casalesi, puis entre dirigeants vainqueurs.

Les journaux de l'époque rapportèrent un épisode demeuré célèbre, qui mettait en scène un cortège de voitures défilant dans les rues de la ville. Il était presque six heures de l'après-midi quand une dizaine de véhicules firent une sorte de manège devant des immeubles : les groupes vainqueurs, c'est-à-dire le clan Schiavone, défilèrent sous le nez de l'ennemi. J'étais encore adolescent mais mes cousins juraient avoir tout vu de leurs propres yeux. Les voitures avançaient lentement dans les rues de San Cipriano, Casapesenna et Casal di Principe, les hommes assis à califourchon sur les portières, un pied à l'intérieur du véhicule, l'autre se balançant à l'extérieur. Tous mitraillette au poing et à visage découvert. Roulant au pas, le cortège rassemblait peu à peu d'autres affiliés qui descendaient de chez eux avec fusils et semi-automatiques, et marchaient derrière les véhicules. Une véritable

manifestation publique et armée d'un groupe de camorristes contre un autre. Ils s'arrêtaient devant les maisons de leurs adversaires, ceux qui avaient tenté de s'opposer à leur suprématie : « Sortez de là, tas de merde ! Sortez de chez vous si vous avez des couilles... »

Ce défilé dura au moins une heure. Il progressa, sans que personne intervienne, tandis qu'on baissait rapidement les grilles des boutiques et des cafés. Pendant deux jours, le couvre-feu fut total. Personne ne sortit, pas même pour acheter du pain. Don Peppino comprit qu'il fallait envisager un plan d'action. Il fallait tracer ouvertement un parcours à suivre, ne plus témoigner un par un mais organiser les témoignages, stimuler un nouvel engagement des églises de la zone. En compagnie de tous les prêtres du diocèse, il rédigea et signa un document inattendu, un texte étonnant, religieux et chrétien, habité par une dignité désespérée et dont les paroles avaient une portée universelle, susceptible de dépasser le cadre de la religion et de troubler l'assurance des parrains, de faire trembler leur voix, au point que ces derniers en vinrent à craindre ces mots plus qu'une descente de l'Antimafia, plus qu'une saisie de leurs bétonneuses et de leurs carrières, plus que les écoutes téléphoniques qui annoncent pourtant une mort certaine. C'était un texte vivant, au titre romantique et marquant : « Pour l'amour de mon peuple, je ne me tairai pas. » Il le distribua le jour de Noël, il ne l'accrocha pas sur la porte de son église, car contrairement à Luther il ne devait réformer aucune religion. Don Peppino avait d'autres soucis, il voulait trouver un moyen de court-circuiter les pouvoirs afin de faire trembler l'autorité économique et criminelle des familles camorristes.

Don Peppino traça un chemin dans l'écorce des mots, il grava dans la surface de la langue cette puissance que la parole publique, clairement énoncée, peut encore avoir. Il n'eut pas la paresse intellectuelle de ceux qui croient que la parole a épuisé toutes ses ressources, qu'elle est uniquement bonne à remplir le vide des esprits. La parole comme geste concret, aussi compacte que la matière, pour intervenir dans les mécanismes, bâtir comme avec du mortier, creuser comme avec une pioche. Don Peppino voulait trouver des mots qui agiraient comme un seau d'eau sur des regards souillés. Car, sur ces terres, le silence n'est pas la banale omerta faite de têtes baissées, de regards fuyants. C'est davantage une façon de dire : « Ça ne me regarde pas. » Un comportement habituel dans ces lieux, mais pas seulement : un repli volontaire sur soi-même, le vrai bulletin de vote en faveur des choses telles qu'elles vont. La parole devient alors un cri conscient, aigu et puissant, lancé contre une vitre blindée : pour la faire éclater.

Nous assistons impuissants à la douleur de nombreuses familles qui voient leurs fils tristement devenir des victimes ou les commanditaires au sein des organisations

camorristes [...]. La camorra est aujourd'hui une forme de terrorisme qui fait peur, impose ses lois et tente de devenir une composante à part entière de la société en Campanie. Les camorristes mettent en place par la violence, arme au poing, des règles inacceptables : l'extorsion et l'état de région subventionnée, assistée, sans aucune capacité propre de développement ; des dessous-de-table qui atteignent 20 %, voire plus, du montant des travaux de construction et décourageraient les entrepreneurs les plus téméraires ; le trafic illégal de stupéfiants dont la consommation produit une jeunesse marginale et une vaste main-d'œuvre à la disposition des organisations criminelles ; les affrontements entre les différentes factions qui s'abattent sur nos terres tels des fléaux dévastateurs ; de mauvais exemples pour tous les adolescents, qui sont le véritable laboratoire de la violence et du crime organisé [...].

Pour don Peppino, la priorité était de rappeler que, face au pouvoir des clans, la lutte ne pouvait plus se limiter au silence des confessionnaires. Il passa donc en revue les écrits saints, à la recherche de phrases qui affirmeraient la nécessité de descendre dans la rue, de dénoncer et d'agir, condition indispensable si l'on veut donner un sens à sa vie.

Nous ne pouvons manquer à notre devoir prophétique de dénoncer. Dieu nous demande d'être des prophètes.

Le Prophète est notre sentinelle : il voit l'injustice, la dénonce et rappelle le projet originel de Dieu (Ézéchiël, 3, 16-18).

Le Prophète se souvient du passé et s'en sert pour comprendre ce qu'il y a de nouveau dans le présent (Ésaïe, 43).

Le Prophète invite à vivre et vit lui aussi la solidarité dans la souffrance (Genèse, 8, 18-23).

Le Prophète indique comme priorité la voie de la justice (Jérémie, 22, 3 et Ésaïe, 58).

Nous demandons à nos pasteurs et confrères de parler clairement dans leur homélies, chaque fois qu'un témoignage courageux est nécessaire et, à l'Église, qu'elle ne renonce pas à son rôle « prophétique », afin que les instruments de dénonciation et de révélation soient en mesure de produire une nouvelle conscience habitée par la justice et par des valeurs à la fois éthiques et civiles.

Le document n'entendait nullement faire plaisir au pouvoir politique, qu'il estimait non seulement soutenu par les clans mais soumis à des objectifs communs, ni se montrer complaisant à l'égard de la réalité sociale. Don Peppino ne voulait pas croire que le clan était la voie du mal choisie par quelques-uns, il estimait que c'était le résultat de conditions bien précises, de mécanismes spécifiques, de causes profondes et identifiables. Jamais l'Église, jamais personne ici n'avait osé s'engager de façon aussi explicite.

[...] La méfiance et l'hostilité des gens du Sud à l'égard des institutions, dues à l'incapacité séculaire d'agir pour résoudre les graves problèmes du Mezzogiorno dont a fait preuve la politique, en particulier ceux qui concernent le travail, le logement, la santé et l'instruction ;

Le soupçon, pas toujours infondé, qu'il existe une forme de complicité avec la

camorra chez des hommes politiques qui, en échange d'un soutien électoral ou même dans un but commun, offrent protection et faveurs ;

Le sentiment d'insécurité diffus, de risque permanent, qui dérive d'une protection juridique insuffisante des biens et des personnes, de la lenteur de l'appareil judiciaire, de l'ambiguïté des lois [...], ce qui entraîne dans de nombreux cas le recours aux solutions que proposent les clans et à la protection qu'ils offrent ;

Le fonctionnement opaque du marché du travail, en raison duquel la recherche d'un emploi fait appel à une logique de clientélisme et n'est pas la simple revendication d'un droit au travail ;

Le manque ou l'insuffisance, y compris dans l'action pastorale, d'une véritable éducation sociale, comme si l'on pouvait former un chrétien mûr sans former un homme et un citoyen mûrs.

Don Peppino avait organisé une marche anticamorra à la fin des années quatre-vingt, après l'assaut donné à la caserne des carabinieri de San Cipriano d'Aversa. Des dizaines de personnes avaient voulu détruire les locaux et frapper les officiers parce que des carabinieri avaient osé intervenir au cours d'une dispute entre deux jeunes gens du village, un soir où l'on célébrait le saint patron de la ville. La caserne de San Cipriano étant coincée au fond d'une ruelle, les militaires n'avaient aucune issue. Directement envoyés par les parrains, les responsables de zone avaient dû intervenir pour calmer la révolte et sauver le groupe de carabinieri. À l'époque, Antonio Bardellino était encore aux commandes et son frère Ernesto était le maire de la ville.

Nous, Pasteurs des Églises de Campanie, n'entendons cependant pas nous contenter de dénoncer ces situations. Dans la mesure de nos compétences et de nos capacités, nous voulons contribuer à leur résolution, le cas échéant en revoyant les contenus et les moyens de l'action pastorale.

Don Peppino commença à mettre en doute la foi chrétienne des parrains, à nier explicitement qu'il puisse y avoir une alliance entre le credo religieux et le pouvoir économique, militaire et politique des clans. En ces terres de camorra, le message chrétien n'apparaît pas contradictoire avec les activités mafieuses : une famille qui conduit ses affaires dans l'intérêt de ses affiliés estime qu'elle poursuit et garantit le bien de l'organisation, au sens chrétien du terme. La nécessité de tuer ennemis et traîtres est vue comme une transgression licite et, dans la logique des parrains, le commandement « Tu ne tueras point » peut être suspendu si l'homicide sert des fins supérieures, c'est-à-dire la survie du clan, la sauvegarde des intérêts de ses dirigeants, de leurs biens et de ceux de tous.

Tuer est un péché que le Christ comprendra et pardonnera au nom de la nécessité.

À San Cipriano d'Aversa, Antonio Bardellino nommait les nouveaux affiliés en respectant le rituel de la piqûre, également en vigueur au

sein de Cosa Nostra : un de ces rituels qui ont disparu peu à peu. On piquait un doigt de la main droite de l'aspirant et on faisait couler le sang sur une image de la Vierge de Pompéi avant d'y mettre le feu avec une bougie et de la faire passer de main en main parmi les dirigeants du clan debout autour d'une table. Si tous les affiliés embrassaient la Madone, l'aspirant devenait officiellement membre du clan. La religion est une référence constante pour les organisations camorristes, ce n'est pas seulement une forme de superstition ou d'héritage culturel, mais aussi une force spirituelle qui détermine les choix les plus intimes. Les familles de la camorra et en particulier les parrains les plus charismatiques voient souvent leur action comme un chemin de croix, une façon de porter sur leurs épaules le poids de la douleur et du péché, garantissant ainsi le bien-être du groupe et des hommes sur lesquels ils règnent.

À Pignataro Maggiore, le clan Lubrano fit restaurer à ses frais une fresque représentant une Vierge dite *Madone de la camorra*, car c'est à elle que s'adressèrent les principaux mafiosi siciliens en fuite réfugiés dans cette ville. De fait, il n'est pas difficile d'imaginer Totò Riina, Michele Greco, Luciano Liggio ou Bernardo Provenzano sur des prie-Dieu, agenouillés devant la fresque de la Madone, l'implorant afin qu'elle les éclaire et protège leur cavale.

Quand Vincenzo Lubrano fut acquitté, il organisa un pèlerinage à San Giovanni Rotondo – une procession de plusieurs cars – pour remercier Padre Pio, artisan selon lui de son acquittement. Statues grandeur nature de Padre Pio et copies en terre cuite ou en bronze du Christ de Corcovado (qui campe bras écartés sur le Pain de Sucre à Rio de Janeiro) figurent en bonne place dans les villas de nombreux parrains de la camorra. À Scampia, dans les entrepôts où on stocke la drogue, on coupe souvent trente-trois pains de haschisch à la fois, l'âge du Christ. Puis on s'arrête pendant trente-trois minutes, on se signe et on reprend le travail. Une sorte d'hommage au Christ, pour s'attirer argent et tranquillité. On fait la même chose avec les sachets de coke, que le responsable de la distribution aux dealers bénit souvent avec de l'eau de Lourdes, dans l'espoir que les lots ne tuent personne, car, en cas de problème, c'est lui qui en répondrait directement.

Le Système camorra est un pouvoir qui ne se contente pas d'agir sur les corps et de disposer de la vie de tous, il entend également saisir les âmes entre ses griffes. Don Peppino voulait commencer par éclaircir le sens des mots, par délimiter le périmètre des valeurs.

La camorra appelle « famille » un clan organisé à des fins criminelles, dans lequel la fidélité absolue est la loi, dont est exclue toute forme d'autonomie et où sont considérées comme une trahison passible de mort non seulement la défection, mais aussi la conversion à l'honnêteté. La camorra a recours à tous les moyens possibles

pour étendre et consolider cette forme de « famille », instrumentalisant même les sacrements. Pour le chrétien, formé à la Parole de Dieu, la « famille » est uniquement un ensemble de personnes unies par une communion d'amour, dans lequel l'amour est un soutien désintéressé et attentionné, un soutien exaltant celui qui donne et celui qui reçoit. La camorra prétend posséder une forme à elle de religiosité et réussit parfois à tromper les fidèles et même certains pasteurs des âmes démunis et ingénus.

Le document tentait même de parler des sacrements, de dissiper tout risque de confusion entre la communion et le rôle du parrain, entre le mariage et les stratégies camorristes. Tenir les pactes et les alliances des clans à l'écart des symboles religieux. S'ils avaient dû lire un tel texte, la plupart des prêtres de la zone se seraient réfugiés dans les toilettes de leur église en se tenant l'estomac à deux mains tellement ils auraient eu peur. Qui oserait chasser de l'autel un parrain prêt à faire baptiser le fils d'un affilié ? Qui refuserait de célébrer un mariage seulement parce qu'il est le fruit de l'alliance entre deux familles ? Don Peppino avait été très clair.

Ne pas permettre que la fonction de « parrain » soit exercée, lors des sacrements qui l'exigent, par des personnes dont l'honnêteté en matière publique et privée n'est pas notoirement connue, et qui ne sont pas de bons chrétiens. Ne pas admettre dans de telles circonstances quiconque tenterait d'exercer des pressions injustifiées et serait dépourvu de la nécessaire initiation sacramentelle.

Don Peppino défia le pouvoir de la camorra au moment où Francesco Schiavone, Sandokan, était en fuite et se cachait dans le bunker situé dans la ville, sous sa maison, alors même que les familles de Casal di Principe se faisaient la guerre et que les gros contrats de construction et de traitement des ordures devenaient la nouvelle frontière de leurs empires. Don Peppino ne voulait pas être un prêtre qui console, qui accompagne jusqu'à la fosse les cercueils des enfants soldats massacrés et murmure « Courage » aux mères vêtues de noir. « Nous devons secouer les gens pour qu'ils se réveillent », déclara-t-il dans une interview. Il prit également position politiquement, refusant toute impartialité et affirmant que la priorité devrait être la lutte contre le pouvoir politique relayant le pouvoir économico-criminel, qu'il faudrait soutenir des projets concrets et des choix novateurs. « Le parti et celui qui le représente sont une seule et même chose. Du reste, souvent les candidats soutenus par la camorra n'ont pas de projet, pas de parti, seulement un rôle précis à jouer ou un poste à occuper. » L'objectif n'était pas de vaincre la camorra, car « vainqueurs et vaincus sont dans le même bateau » comme il le rappelait régulièrement. C'était de comprendre, de transformer, de témoigner, de dénoncer et d'écouter battre le cœur du pouvoir économique, pour enfin rompre le myocarde de l'hégémonie des clans.

Jamais au cours de ma vie je ne me suis senti croyant, et pourtant la parole de don Peppino avait une force qui excédait sa dimension religieuse. Elle inaugurerait une nouvelle méthode, enjoignant la parole politique à la parole religieuse. Elle voulait croire qu'on pouvait saisir la réalité entre ses crocs et ne la lâcher que pour la déchiqueter. Une parole capable de suivre à la trace le parcours de l'argent.

On dit que l'argent n'a pas d'odeur, mais ce n'est vrai qu'entre les mains de l'empereur⁽⁸⁵⁾. Avant qu'il n'arrive dans sa paume, *pecunia olet* : une puanteur de latrines. Don Peppino œuvrait sur une terre où l'argent garde un reste de son odeur, mais juste un instant. Au moment où il est généré, avant de devenir autre chose, avant de se trouver une légitimité. On ne peut reconnaître de telles odeurs que lorsqu'on frotte son nez contre ce qui les dégage. Don Peppino Diana avait compris qu'il devait coller son visage contre cette terre, contre les dos, fixer chacun les yeux dans les yeux, ne pas s'éloigner afin de continuer à voir et à dénoncer, et comprendre où et comment les entreprises accumulent de la richesse, comment se déclenchent les tueries et les arrestations, les règlements de comptes et les silences. Avec sur le bout de la langue le seul instrument au moyen duquel tenter de changer son époque : la parole. Et cette parole, incapable de se taire, scella sa condamnation à mort. Son tueur ne choisit pas la date au hasard. Le jour de sa fête, le 19 mars 1994. Le matin, à la première heure. Don Peppino n'avait pas encore revêtu sa soutane, il était dans la salle de réunion de l'église, à côté de son bureau, et n'était pas immédiatement reconnaissable.

« Qui est don Peppino ?

— C'est moi... »

Sa dernière réponse. Cinq déflagrations dont l'écho se propagea dans la nef : deux balles qui le touchèrent au visage, les autres atteignant le crâne, le cou et une main. Ils lui avaient tiré au visage, les balles l'avaient frappé de près, la douille d'un projectile était restée coincée entre sa veste et son pull. Une balle avait fauché le trousseau de clés qu'il portait à la ceinture de son pantalon. Don Peppino se préparait à célébrer la première messe. Il avait trente-six ans.

Le maire communiste de Casal di Principe, Renato Natale, fut parmi ceux qui accoururent les premiers à l'église et trouvèrent son corps sur le sol. Il avait été élu à peine quatre mois plus tôt et les clans voulaient que ce corps pèse sur sa brève, très brève gestion. Natale fut le premier maire de Casal di Principe qui plaça la lutte contre les clans en tête de ses priorités. En signe de protestation, il abandonna même le conseil municipal qui n'était depuis longtemps, selon lui, qu'un lieu où l'on ratifiait des décisions prises ailleurs. Un jour, à Casale, les carabinieri avaient fait irruption au domicile d'un adjoint au maire, Gaetano Corvino, chez qui étaient réunis les plus hauts dirigeants du

clan des Casalesi. Une réunion qui se tenait tandis que l'élu assistait à une séance du conseil municipal. D'un côté les affaires de la ville, de l'autre les affaires par l'intermédiaire de la ville. Faire des affaires : la seule bonne raison de se lever le matin, celle qui vous tire par la manche du pyjama et vous sort du lit.

J'ai toujours observé Renato Natale de loin, comme on regarde des personnes devenues malgré elles les symboles d'une certaine forme d'engagement, de résistance, de courage. Des symboles presque abstraits, irréels, des archétypes. Embarrassé comme peuvent l'être les adolescents, je l'ai toujours vu se démenier, créer des dispensaires pour les immigrés, dénoncer le pouvoir de la camorra à Casale et leurs affaires de béton et d'ordures, au plus fort des règlements de comptes. Ils avaient tenté de l'approcher, de le menacer de mort, ils lui avaient dit que sa famille subirait des mesures de rétorsion s'il ne changeait pas d'attitude. Mais don Peppino continuait à dénoncer, par tous les moyens, allant jusqu'à coller des affiches un peu partout dans la ville pour révéler ce que les clans décidaient et imposaient. Plus il agissait avec constance et courage, plus il était protégé par sa philosophie. Il faudrait examiner l'histoire politique de ces terres pour comprendre le poids de mots tels que volonté et engagement.

Depuis qu'est entrée en vigueur la loi prévoyant la dissolution administrative des communes victimes d'infiltrations mafieuses, seize municipalités en ont fait l'objet dans la province de Caserte, en raison de leurs liens avec la camorra. Et cinq d'entre elles ont été placées sous l'autorité d'un commissaire du Gouvernement à deux reprises. Carinola, Casal di Principe, Casapesenna, Castelvoturno, Cesa, Frignano, Grazzanise, Lusciano, Mondragone, Pignataro Maggiore, Recale, San Cipriano, Santa Maria La Fossa, Teverola, Villa di Briano, San Tammaro. Dans ces villages, les maires qui, malgré le vote clientéliste et les stratégies économiques pesant sur tous les partis politiques, parviennent à se faire élire, doivent compter avec les limites des fonctionnaires locaux, le manque d'argent et un isolement complet. Ils doivent commencer par abattre, par démonter brique par brique. Avec le budget d'un village, ils doivent affronter des multinationales. Avec des casernes de province, ils doivent combattre des groupes paramilitaires surpuissants. C'est ce qui se produisit en 1988, lorsque Antonio Cangiano, adjoint au maire de Casapesenna, s'opposa à la mainmise des clans sur certains marchés publics. Ils le menacèrent, le suivirent et lui tirèrent dans le dos, sur la place du village, devant tout le monde. Il ne voulait pas aider les clans à poursuivre leur marche en avant, les clans empêcheraient la sienne : après l'agression, Cangiano dut se déplacer en fauteuil roulant. Ses agresseurs présumés ont été relaxés en 2006.

Casal di Principe n'est pas un village de Sicile écrasé par la mafia,

où il est difficile de s'opposer au pouvoir économique-criminel, mais où l'on est accompagné par des cortèges de caméras de télévision, par des journalistes célèbres ou en passe de le devenir, par une foule de magistrats antimafia dont l'engagement fait du bruit. Ici, tout ce que l'on fait est confiné dans des espaces réduits, connu d'une minorité. C'est précisément dans cette solitude, me semble-t-il, que se forge ce qu'on pourrait appeler le courage, une sorte de panoplie qu'on porte sans en avoir conscience. On tient bon, on fait ce que l'on a à faire, le reste ne compte pas. Car la menace ne prend pas toujours la forme d'une balle dans la tête ou de quintaux de bouse de vache déversés sur le pas de la porte.

On est lentement effeuillé. Une feuille par jour, jusqu'au moment où on se retrouve nu et seul, pensant combattre une chose qui n'existe pas, qui n'est qu'un délire de notre cerveau. On commence à prêter attention aux calomnies prétendant qu'on est insatisfait, qu'on en a après ceux qui ont réussi et qu'on appelle camorristes parce qu'on est frustré. C'est comme au mikado : ils retirent chaque baguette de bois sans que jamais l'on bouge, et à la fin on est seul, abandonné à sa solitude. Un état d'âme qu'on ne peut pas se permettre. C'est trop risqué, on baisse la garde et on ne comprend plus les mécanismes, les symboles, les choix. On risque de ne plus s'apercevoir de rien. Alors il faut utiliser toutes ses ressources, trouver un carburant qui alimente l'âme pour pouvoir continuer. Jésus, Bouddha, l'intérêt général, la morale, le marxisme, la fierté, l'anarchisme, la lutte contre la criminalité, la propreté, une colère insatiable et permanente, le méridionalisme(86). Quelque chose. Pas un crochet auquel se pendre, plutôt une racine sous terre, inextirpable. Dans la bataille inutile qui ne peut se solder que par une défaite, c'est certain, il doit y avoir quelque chose à préserver et à savoir, quelque chose qui se renforcera grâce à notre acharnement, une véritable obsession, de la folie pure et simple. Cette racine en pivot qui pénètre profondément dans le sol, j'ai appris à la reconnaître dans le regard de ceux qui ont décidé de ne pas baisser la tête devant certains pouvoirs.

Le groupe de Giuseppe Quadrano, un affilié qui s'était rangé du côté des ennemis de Sandokan, fut aussitôt soupçonné du meurtre de don Peppino. Il y avait deux témoins : un photographe qui était venu souhaiter une bonne fête au prêtre et le sacristain de l'église San Nicola. Dès que le bruit se propagea que la police avait orienté ses recherches vers Quadrano, le parrain Nunzio De Falco dit « *o lupo* » (le loup), installé à Grenade, en Andalousie – un territoire qui lui était revenu quand le partage avait été fait entre les Casalesi –, téléphona au parquet de Caserte et demanda à rencontrer des policiers afin d'évoquer la situation d'un affilié de son clan. Deux hommes du

parquet se rendirent sur ses terres. La femme du parrain vint les chercher en voiture à l'aéroport puis s'enfonça dans la magnifique campagne andalouse. Nunzio De Falco les attendait, non pas dans sa villa de Santa Fe, mais dans un restaurant où la plupart des clients étaient probablement des figurants prêts à intervenir si les policiers commettaient quelque imprudence. Le parrain annonça d'entrée qu'il les avait convoqués pour leur livrer sa version, une sorte d'exégèse d'un fait historique, en aucun cas une délation. Un préambule clair et indispensable, afin d'éviter que le nom et l'honneur de la famille ne soient souillés, car il ne pouvait se permettre de collaborer avec la justice. Le parrain ne prit pas de gants pour affirmer que les Schiavone, la famille rivale, avaient tué don Peppino. Ils avaient assassiné le prêtre et tenté de faire porter la responsabilité du crime aux De Falco. « *O lupo* » prétendit qu'il n'aurait jamais pu donner l'ordre de tuer don Peppino Diana, car son frère Mario lui était très attaché. Don Diana était effectivement parvenu à le dissuader de devenir un dirigeant du clan, il l'avait soustrait au Système par la discussion. C'était un des résultats les plus significatifs obtenus par don Peppino, mais le parrain De Falco s'en servit comme alibi. Deux autres affiliés du clan, Mario Santoro et Francesco Piacenti, confirmèrent sa version.

Giuseppe Quadrano était lui aussi en Espagne. Il fut d'abord l'invité de De Falco dans sa villa, avant de s'installer dans un village près de Valence. Il voulait monter son propre clan et avait tenté de vendre des cargaisons de drogue qui auraient dû lui servir d'accélérateur économique et faciliter la mise sur pied d'une nouvelle famille d'entrepreneurs criminels italiens dans le sud de l'Espagne. Mais il n'y parvint pas. Au fond, Quadrano avait toujours été un second couteau. Il se rendit à la police espagnole et se déclara prêt à collaborer avec la justice. Il démentit la version que Nunzio De Falco avait donnée aux policiers. Quadrano estima que le meurtre de don Peppino s'inscrivait dans le contexte du règlement de comptes entre sa famille et les Schiavone. Il avait été responsable de zone à Carinaro et les hommes de Sandokan avaient éliminé en quelques jours quatre affiliés, ainsi que deux de ses oncles et le mari de sa sœur. Quadrano raconta qu'il avait décidé, avec Mario Santoro, de tuer Aldo Schiavone, un cousin de Sandokan, pour laver l'affront. Avant l'opération, ils appelèrent De Falco en Espagne, car aucune action militaire ne pouvait être entreprise sans l'accord des dirigeants, mais le parrain, depuis Grenade, bloqua tout : après la mort de son cousin, Schiavone aurait certainement fait tuer tous ses parents demeurés en Campanie. Le parrain ajouta qu'il enverrait un messenger chargé de faire exécuter ses ordres, Francesco Piacenti. Ce dernier fit la route entre Grenade et Casal di Principe au volant de sa Mercedes, la voiture symbole de

cette région tout au long des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Enzo Biagi(87) fut très étonné quand, à la fin des années quatre-vingt-dix, il demanda à consulter les chiffres de ventes Mercedes en Italie. Casal di Principe figurait parmi les premières villes d'Europe quant au nombre de véhicules achetés. Et il nota un autre chiffre : Casal di Principe était la ville d'Europe comptant le plus grand nombre de morts par homicide. La corrélation entre le nombre de Mercedes et celui des personnes assassinées pourrait d'ailleurs être un indicateur à mesurer dans les territoires camorristes. Selon les premières révélations de Quadrano, Piacenti leur communiqua les ordres : il fallait tuer don Giuseppe Diana. Personne ne savait exactement pourquoi mais tous étaient certains que « 'o *lupo* » savait ce qu'il faisait ». D'après le repent, Piacenti annonça qu'il commettrait le meurtre lui-même, à condition que Santoro ou un autre membre du clan l'accompagne. Mais Mario Santoro hésitait, il appela De Falco et lui dit qu'il n'approuvait pas ce meurtre. Il finit cependant par s'y résoudre : il ne pouvait pas se soustraire à un ordre aussi important s'il ne voulait pas perdre la place d'intermédiaire dans le trafic de drogue avec l'Espagne que « 'o *lupo* » lui avait offerte. Mais le meurtre d'un prêtre, qui plus est sans raison claire, ne pouvait passer pour une tâche comme les autres. Dans le Système camorra, l'homicide est un geste nécessaire, comme celui de déposer de l'argent à la banque, d'acheter une société ou de mettre fin à une amitié. Il n'est nullement différent de ceux que toute famille, tout parrain, tout affilié accomplit du matin au soir. Mais tuer un prêtre, un homme étranger aux dynamiques du pouvoir, était un cas de conscience. D'après les déclarations de Quadrano, Piacenti se défila en disant qu'il était trop connu à Casale et qu'il ne pouvait donc participer à l'opération. Mario Santoro, lui, accepta, mais accompagné de Giuseppe Della Medaglia, un affilié au clan Ranucci de Sant'Antimo avec lequel il avait déjà travaillé. Le repent révéla qu'ils s'étaient préparés pour le lendemain, à six heures du matin. Mais tout le commando eut une nuit agitée. Ils n'arrivaient pas à s'endormir, se disputaient avec leurs femmes, s'énervaient. Ce prêtre leur faisait plus peur que la puissance de feu du clan rival.

Della Medaglia ne se présenta pas au rendez-vous, mais il était parvenu à contacter quelqu'un d'autre dans la nuit, Vincenzo Verde. Les autres membres du commando ne se montrèrent guère satisfaits, car Verde avait souvent des crises d'épilepsie. Après avoir tiré, il risquait de s'effondrer au sol, pris de convulsions, se mordant la langue et l'écume aux lèvres. Ils avaient donc tenté de le remplacer par Nicola Gaglione, qui avait catégoriquement refusé. Santoro commença à avoir des crises de labyrinthite(88). Il ne pouvait se rappeler aucun parcours, et Quadrano envoya donc son frère Armando

afin qu'il accompagne Santoro. Une opération simple : une voiture attend devant l'église et les tueurs font demi-tour, marchant lentement, une fois le boulot fait. Comme une prière au petit matin. Après l'exécution, le commando ne se hâta pas de fuir. Quadrano fut invité le soir même à partir pour l'Espagne, mais il refusa. Il se sentait à l'abri, car le meurtre de don Peppino n'avait rien de commun avec la pratique militaire habituelle. Et comme eux-mêmes ne connaissaient pas le mobile du meurtre, les carabiniers l'ignoreront aussi. Mais dès que l'enquête s'élargit, Quadrano alla s'installer en Espagne. Comme il l'a déclaré lui-même, Francesco Piacenti lui avait révélé que Nunzio De Falco, Sebastiano Caterino et Mario Santoro devaient l'éliminer, peut-être parce qu'ils le soupçonnaient déjà de vouloir collaborer. Mais le jour du guet-apens ils le virent en voiture avec son plus jeune fils et l'épargnèrent.

À Casal di Principe, Sandokan entendait de plus en plus souvent son nom associé à l'assassinat du prêtre. Il fit donc savoir aux proches de don Peppino que ses hommes mettraient la main sur Quadrano avant la police et le découperaient en trois morceaux qu'ils jetteraient sur le parvis de l'église. Plus qu'une vengeance, c'était une façon très claire de nier toute responsabilité dans le meurtre de don Diana. Peu après, en réaction aux déclarations de Francesco Schiavone, les hommes du clan De Falco se réunirent en Espagne et Giuseppe Quadrano proposa qu'on tue un parent de Schiavone, qu'on le coupe en morceaux et qu'on le dépose, dans un sac, devant l'église de don Peppino. Une manière de mettre en cause Sandokan. Sans connaître les intentions de l'autre, chacun des deux camps était arrivé à la même solution. Découper des corps et en jeter les morceaux est la meilleure façon de transmettre un message indélébile. Tandis que ses assassins envisageaient de s'en prendre à la chair pour affirmer leurs positions, je pensais une fois de plus à la bataille de don Peppino et à l'importance de la parole. Je me disais que placer la parole au centre d'une lutte contre les mécanismes du pouvoir était une chose incroyablement nouvelle et puissante. Des mots contre des bétonneuses et des fusils. Mais pas métaphoriquement : pour de bon. Des mots qui dénoncent, qui témoignent, qui ne reculent pas. Des mots parés de leur seule armure : être dits. Une parole qui est sentinelle, témoin : vraie à condition de toujours laisser sa marque. Une parole orientée de telle sorte qu'on ne puisse la faire taire qu'en tuant.

En 2001, le tribunal de Santa Maria Capua Vetere condamna en première instance Vincenzo Verde, Francesco Piacenti et Giuseppe Della Medaglia à la réclusion à perpétuité. De son côté, Giuseppe Quadrano avait entrepris depuis longtemps de jeter le discrédit sur

don Peppino. Durant les interrogatoires, il énonçait toutes sortes de mobiles du meurtre susceptibles d'étrangler l'engagement du prêtre dans un nœud d'interprétations criminelles. Il raconta que Nunzio De Falco avait confié à don Diana des armes que celui-ci avait par la suite remises sans autorisation à Walter Schiavone : il avait été puni pour cette incartade. On évoqua également un possible crime passionnel : il aurait été tué parce qu'il poursuivait de ses assiduités la cousine d'un parrain. De même qu'il suffit de dire qu'une femme est une putain pour tout justifier, accuser un prêtre d'aimer la chair fraîche constitue un jugement définitif. Et pour finir, on raconta que don Peppino avait été tué parce qu'il n'avait pas fait son devoir de prêtre en refusant de célébrer à l'église les obsèques d'un parent de Quadrano. Des mobiles invraisemblables, risibles, destinés à empêcher que don Peppino devienne un martyr, à entraver la diffusion de ses écrits, à le faire passer pour un soldat des clans, et non une victime de la camorra. Quand on ne connaît pas les dynamiques du pouvoir camorriste, on a tendance à croire que tuer un innocent est un geste terriblement maladroit de la part des clans, parce qu'il légitime l'action de la victime et donne de la valeur à son exemple, à ses paroles. Comme si l'on confirmait qu'il avait raison. Grave erreur. Ce n'est jamais le cas. Lorsqu'on meurt en terre de camorra, on est entouré de multiples soupçons, et l'innocence n'est jamais sérieusement envisagée, c'est la moins probable des solutions. On est coupable, jusqu'à preuve du contraire. En terre de camorra, les principes du droit moderne sont inversés.

L'intérêt des médias pour ces affaires est tellement faible qu'il suffit du moindre soupçon pour que les agences de presse ne parlent pas de la mort d'un innocent. Et s'il n'y a pas d'autre mort, plus personne n'en reparlera. Détruire l'image de don Peppino Diana faisait donc partie d'une stratégie fondamentale afin d'alléger la pression qui pesait sur les clans, de détourner l'attention que leur accordaient les médias nationaux, laquelle risquait de devenir trop grande.

Un quotidien local servit de caisse de résonance à la campagne de discrédit menée contre don Diana. Les titres des articles étaient si gros que leurs lettres restaient imprimées sur les doigts lorsqu'on feuilletait les pages du journal : « Don Diana était un camorriste » ; et quelques jours plus tard : « Don Diana au lit avec deux femmes. » Le message était clair : personne ne peut s'opposer à la camorra. Ceux qui le font défendent toujours des intérêts personnels ou entendent régler une affaire privée qui trempe dans la même saleté.

Seuls les amis de toujours défendaient sa mémoire, sans oublier sa famille et les personnes qui le suivaient : les journalistes Raffaele Sardo, qui a perpétué son souvenir dans plusieurs livres et de nombreux articles de presse, et Rosaria Capacchione, qui a passé à la

loupe les stratégies des clans, les astuces des repentis, le pouvoir complexe et bestial de la camorra.

En 2003, le verdict de deuxième instance remet en cause certains points de la première version des faits que Giuseppe Quadrano avait donnée, disculpant Vincenzo Verde et Giuseppe Della Medaglia. Dès le début, Quadrano avait livré des vérités partielles, décidé à ne jamais reconnaître sa propre responsabilité. Mais il était bel et bien le tueur, identifié par plusieurs témoins et trahi par les expertises balistiques. Giuseppe Quadrano avait tué don Peppino Diana, Verde et Della Medaglia furent donc acquittés en appel. Le commando était composé de Quadrano et de Santoro, qui avait servi de chauffeur. Francesco Piacenti avait fourni diverses informations sur don Diana, il était en outre le superviseur envoyé d'Espagne par De Falco pour diriger l'opération. Le tribunal confirma en appel la réclusion à perpétuité pour Piacenti et Santoro. Quadrano avait même enregistré des conversations téléphoniques avec plusieurs affiliés dans lesquelles il répétait à diverses reprises qu'il n'avait rien à voir avec le meurtre. Des enregistrements qu'il remit à la police. Quadrano savait que l'ordre venait de De Falco et ne voulait pas apparaître comme un simple exécuteur. Il est fort probable que tous ceux que Quadrano avait cités dans sa première version avaient eu peur et refusé de participer à l'opération de quelque façon que ce soit. Parfois les mitraillettes et les pistolets ne suffisent pas pour affronter un visage nu et des paroles fortes.

Nunzio De Falco fut arrêté à Albacete alors qu'il voyageait en train de Valence à Madrid. Il avait mis sur pied un puissant cartel criminel avec des hommes de la *'ndrangheta* calabraise et des transfuges de Cosa Nostra. D'après les enquêtes de la police espagnole, il tenta même de réunir les Gitans du sud du pays dans une structure criminelle. Il avait bâti un véritable empire. Villages de vacances, salles de jeu, boutiques, hôtels : les infrastructures de la Costa del Sol avaient fait un bond en avant depuis que les Casalesi et les Napolitains avaient décidé d'en faire une perle du tourisme de masse.

En janvier 2003, De Falco fut condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir commandité le meurtre de don Peppino Diana. Pendant qu'on lisait le verdict dans le tribunal, j'ai eu envie de rire, un rire que j'ai contenu en gonflant les joues. Je ne pouvais résister face à l'absurdité de ce qui se passait dans cette salle d'audience. Nunzio De Falco était défendu par l'avocat Gaetano Pecorella, qui était alors président de la commission des lois à la Chambre des députés et défendait dans le même temps les principaux parrains du cartel camorrisme de Casal di Principe. J'avais envie de rire parce que les clans étaient si forts qu'ils avaient même réussi à retourner la morale de la nature et des fables : le loup était défendu par l'agneau(89). Mais

peut-être étais-je simplement épuisé et à bout de nerfs.

Nunzio De Falco porte bien son surnom, il a vraiment une tête de loup. Son visage allongé, couvert par une barbe naissante aussi hirsute qu'un tapis d'aiguilles, et encadré par deux oreilles en pointe, occupe toute la longueur de sa photographie signalétique. Des cheveux crépus, une peau sombre et une bouche en triangle. On dirait un de ces loups-garous qu'on voit dans les films d'horreur. Et pourtant un journal local, celui-là même qui avait clamé haut et fort que don Peppino était lié aux clans, consacra sa première page aux qualités d'amant du parrain, ardemment désiré par des femmes de tous âges. Le gros titre de l'édition qui parut le 17 janvier 2005 était éloquent : « Nunzio De Falco, roi des tombeurs ».

Casal di Principe (Caserte)

Ils ne sont pas beaux mais ils plaisent parce qu'ils sont les parrains, c'est ainsi. Si l'on devait faire le classement des parrains playboys de la province, les premiers seraient certainement deux hommes de Casal di Principe aux multiples condamnations, qui ne sont assurément pas aussi beaux que l'était le plus fascinant de tous, don Antonio Bardellino. Il s'agit de Francesco Piacenti, alias Nasone⁽⁹⁰⁾, et Nunzio De Falco, alias « *o lupo* ». On raconte que le premier aurait eu cinq femmes et le second sept. Naturellement il ne s'agit pas de véritables épouses mais de compagnes durables dont ils ont eu des enfants. De fait, il semble que Nunzio De Falco ait eu douze enfants de différentes femmes. Détail intéressant : ces femmes ne sont pas toutes italiennes, l'une est espagnole, l'autre anglaise et une troisième portugaise. Chaque fois qu'il prenait la fuite et se réfugiait quelque part, il fondait une famille. Une femme dans chaque port, comme les marins ? Presque [...]. Ce n'est pas un hasard si, au cours des procès, certaines de ces femmes, toutes très belles et fort élégantes, ont été appelées à la barre. Il n'est pas rare que le beau sexe soit responsable du crépuscule des parrains, ce sont souvent elles qui ont indirectement favorisé la capture des chefs les plus dangereux. En les suivant, les enquêteurs ont pu arrêter des parrains du calibre de Francesco Schiavone Ciccariello [...]. Les femmes : plaisir et souffrances des camorristes.

La mort de don Peppino fut le prix à payer pour la paix entre les deux factions. Le verdict du tribunal fait également allusion à cette hypothèse. Les deux groupes qui s'affrontaient devaient trouver un accord, qui a peut-être été scellé sur le cadavre de don Diana, agneau sacrificiel. L'éliminer était la solution à un problème commun à toutes les familles et, dans le même temps, cela permettait de détourner l'attention de leurs affaires.

J'avais entendu dire que Cipriano, un ami de jeunesse de don Peppino, avait écrit un discours inspiré par les propos de celui-ci, qu'il aurait dû lire durant ses obsèques. Mais il n'avait pas eu la force de bouger, ce matin-là. Cipriano avait quitté Casal di Principe depuis des années, il vivait aux environs de Rome et ne voulait plus remettre les pieds en Campanie. On m'avait dit qu'après la mort de don Peppino la

douleur l'avait cloué au lit pendant des mois. Quand je demandais de ses nouvelles à une de ses tantes, elle me répondait systématiquement, sur un ton lugubre : « Il s'est replié, Cipriano s'est replié sur lui-même. »

Parfois des gens se replient sur eux-mêmes, par ici il n'est pas rare d'entendre ce genre d'histoires. Chaque fois que quelqu'un prononçait cette expression, je pensais à Giustino Fortunato qui, au début du siècle dernier, avait voyagé à pied pendant des mois à travers les villages de l'Apennin méridional, un par un, dormant chez les ouvriers agricoles, écoutant les témoignages de paysans en colère, apprenant à connaître la voix et l'odeur de la « question méridionale(91) ». Puis, une fois sénateur, il était retourné dans ces villages et avait demandé à revoir les personnes qu'il avait rencontrées des années auparavant, car il voulait que les plus combatives d'entre elles prennent part à ses projets de réforme. Mais souvent les parents lui répondaient : « Oh, celui-là, il s'est replié sur lui-même ! » Le repli, le silence, le mutisme même, la volonté de fuir tout au fond de soi pour ne plus savoir, ne plus faire, ne plus comprendre. Cesser de résister et devenir un ermite, un choix qu'ils faisaient avant de se perdre dans les compromis de l'existence. Cipriano aussi avait choisi cette voie. À Casale, on m'a raconté que ce repli sur soi avait commencé après qu'il se fut présenté à un entretien d'embauche. Il avait postulé pour devenir responsable des ressources humaines dans une entreprise de messagerie de Frosinone et, en examinant son curriculum vitae, son interlocuteur s'était arrêté sur son lieu de résidence :

« Ah, je vois, vous venez du même endroit que ce parrain de la camorra... Sandokan, c'est bien ça ?

— Non, je viens du même endroit que don Peppino Diana.

— Qui ça ? »

Cipriano s'était levé et était sorti. À présent il tenait un kiosque à journaux, à Rome. J'avais pu me procurer son adresse grâce à sa mère, que j'avais croisée par hasard en faisant la queue au supermarché. Elle avait dû le prévenir que je viendrais le voir, car Cipriano n'a pas répondu lorsque j'ai sonné chez lui. Peut-être devinait-il de quoi je voulais parler. Mais j'ai attendu pendant des heures au bas de chez lui, j'étais même prêt à dormir sur son palier. Il s'est décidé à descendre et m'a à peine salué. Nous sommes allés dans un petit parc près de chez lui. Il m'a invité à m'asseoir sur un banc et a ouvert un cahier d'écolier aux lignes serrées. Ces pages contenaient le discours rédigé de sa main. Qui sait si, quelque part dans ce cahier, il n'y avait pas aussi l'écriture de don Peppino ? Je n'ai pas osé lui poser la question. C'était un discours qu'ils auraient voulu signer ensemble, mais les tueurs, la mort, la calomnie et une solitude abyssale l'en avaient empêché. Il s'est mis à lire d'une voix de prêtre hérétique, avec des gestes de

Savonarole s'adressant aux passants et annonçant l'Apocalypse :

Hommes de ces terres, nous ne permettrons pas qu'elles tombent aux mains de la camorra, nous ne les laisserons pas devenir une unique et gigantesque Gomorrhe qu'il faut détruire ! Hommes de la camorra, qui n'êtes pas des bêtes mais des hommes comme les autres, nous ne permettrons pas à ce qui ailleurs devient licite de trouver ici son énergie illicite, et nous ne permettrons pas que se construise ailleurs ce qui est ici détruit. Vous faites le vide autour de vos villes, vous n'admettez que votre volonté de pouvoir entre ce que vous êtes et ce que vous voulez. Souvenez-vous : « Alors le Seigneur fit pleuvoir du ciel sur Sodome et sur Gomorrhe du soufre et du feu, de par le Seigneur. Il détruisit ces villes, toute la plaine et tous les habitants des villes, et les plantes de la terre. La femme de Lot regarda en arrière, et elle devint une statue de sel. » (Genèse 19, 24-26). Nous devons prendre le risque de devenir des statues de sel, nous devons nous retourner pour regarder ce qui arrive, ce qui s'acharne sur Gomorrhe, une destruction totale dans laquelle la vie n'est qu'un accessoire de vos activités économiques. Ne voyez-vous pas que cette terre est Gomorrhe, ne le voyez-vous donc pas ? Souvenez-vous : « Les générations à venir, vos enfants qui naîtront après vous et l'étranger qui viendra d'une terre lointaine, à la vue des plaies et des maladies dont le seigneur aura frappé ce pays, à la vue du soufre, du sel, de l'embrasement de toute la contrée, où il n'y aura ni semence, ni produit, ni aucune herbe qui croisse, comme au bouleversement de Sodome, de Gomorrhe, d'Adma et de Tseboïm, que le seigneur détruisit dans sa colère et dans sa fureur, toutes les nations diront : Pourquoi le seigneur a-t-il ainsi traité ce pays ? Pourquoi cette ardente, cette grande colère ? » (Deutéronome 29, 22-24). On meurt pour un oui ou pour un non, on perd la vie sur un ordre ou par la volonté d'autrui ; vous passez des dizaines d'années en prison pour conquérir un pouvoir de mort, vous gagnez des montagnes d'argent que vous investissez dans des maisons que vous n'habitez jamais, dans des banques où vous n'entrerez jamais et des entreprises que vous ne dirigerez jamais ; vous commandez un pouvoir de mort en essayant de dominer une vie que vous brûlez, cachés sous terre et entourés de gardes du corps. Vous tuez et êtes tués dans une partie d'échecs dont vous n'êtes pas les rois, car les rois sont ceux qui prennent vos richesses en vous poussant à vous dévorer pièce après pièce, jusqu'à ce qu'il ne reste qu'un pion sur l'échiquier. Que vous ne serez pas. Ce que vous avalez ici, vous le recrachez ailleurs, loin, comme les oiseaux qui vomissent la nourriture dans le bec de leurs petits. Mais ce ne sont pas des oisillons que vous nourrissez, et vous n'êtes pas des oiseaux mais des buffles prêts à vous détruire dans une région où le sang et le pouvoir sont la seule victoire. Est arrivé *le moment pour nous de ne plus être une Gomorrhe...*

Cipriano s'est interrompu. On aurait dit qu'il pensait à toutes les faces auxquelles il aurait voulu hurler ces mots. Il avait le souffle court, comme s'il était asthmatique. Il a refermé son cahier et s'en est allé sans me saluer.

HOLLYWOOD

À Casal di Principe, on a donné le nom de don Peppino à un « Centre d'accueil temporaire d'urgence pour mineurs en difficulté », installé dans une villa qui avait appartenu à Egidio Coppola, un affilié du clan des Casalesi, et que la justice avait saisie. Une villa luxueuse, dans laquelle on a pu faire de très nombreuses chambres. L'agrorinasce, agence pour l'innovation, le développement et la sécurité du territoire, qui regroupe les communes de Casapesenna, Casal di Principe, San Cipriano d'Aversa, Santa Maria La Fossa, San Marcellino et Villa Literno, est parvenue à transformer certains biens des camorristes en structures utiles à la population. Les villas des parrains qui ont été saisies portent la marque de ceux qui les ont bâties et habitées aussi longtemps qu'elles ne sont pas réutilisées. Même si elles sont abandonnées, elles sont un symbole de leur pouvoir. Dans ces campagnes, on a l'impression de se trouver face à un catalogue de tous les styles architecturaux des trente dernières années. Les imposantes villas des rois du bâtiment et des propriétaires terriens servent de modèles aux pavillons de banlieue des employés et des commerçants. Si les premières trônent sur quatre colonnades dorées en béton armé, les secondes en auront moitié moins. À force d'imitation, des ensembles de villas toutes plus imposantes, sophistiquées et inviolables les unes que les autres ont envahi la zone, multipliant les bizarreries et les singularités, comme celle qui consiste à reproduire les lignes d'un tableau de Mondrian sur la grille d'entrée.

Les villas des camorristes sont des perles de ciment cachées entre les routes de la campagne autour de Caserte, protégées par de hauts murs et des caméras de surveillance. On en compte des dizaines. Marbre et parquet, colonnades et grands escaliers, cheminées portant les initiales des parrains gravées dans le granit. L'une d'elles est particulièrement célèbre, car c'est la plus grandiose de toutes et aussi parce qu'elle fait l'objet d'une légende. Dans la ville, tout le monde l'appelle « Hollywood » et, lorsqu'on entend ce nom, on comprend aussitôt de quoi il s'agit. Hollywood était le nom de la villa de Walter Schiavone, le frère de Sandokan, responsable pendant des années du bâtiment et des travaux publics au sein du clan. Il n'est guère difficile de deviner le pourquoi de ce nom et au contraire aisé d'imaginer les dimensions, le luxe de la maison. Mais l'origine du nom est ailleurs. La villa de Walter Schiavone a vraiment un lien avec Hollywood. À Casal di

Principe, on raconte que le parrain demanda à son architecte de lui bâtir une villa identique à celle de Tony Montana, le gangster cubain de *Scarface*. Il avait vu et revu le film mille fois, et en avait été tellement impressionné qu'il s'identifiait au personnage interprété par Al Pacino. De fait, avec un peu d'imagination, son visage aux traits creusés pouvait effectivement rappeler celui de l'acteur. Tout a des accents mythologiques. On raconte qu'il donna la cassette du film à son architecte. Il fallait recréer la villa de *Scarface*, rien d'autre. Une histoire qui ressemble à toutes celles qui entourent l'ascension d'un parrain vers les sommets, une aura faite de mythe, de légende urbaine. Chaque fois qu'on citait Hollywood, il se trouvait toujours quelqu'un pour prétendre avoir assisté pendant son adolescence aux travaux de construction, avoir observé avec d'autres gamins, assis sur leurs bicyclettes, la villa de Tony Montana poussant en rase campagne, tout droit sortie de l'écran. Chose plutôt inhabituelle, du reste, car à Casale les chantiers des villas ne débutent qu'après qu'on a dressé de hauts murs. Mais je n'ai jamais cru à l'histoire d'Hollywood. De l'extérieur, la villa de Schiavone est un bunker entouré d'épais murs garnis de barbelés menaçants. Les accès sont protégés par des portes blindées. On ne peut deviner ce qu'il y a derrière ces murs, mais on imagine quelque chose de précieux, à en juger par ces mesures de sécurité.

On ne distingue qu'un signe extérieur, un message silencieux, qui se trouve à l'entrée principale. De chaque côté de la grille, deux petites colonnes doriques surmontées d'un tympan tranchent avec la sobriété et la modestie des maisons alentour, avec les murs épais et cette vilaine grille rouge semblable à celle d'une ferme. En fait, c'est la marque de la famille : le tympan néopaien est un message destiné à ceux qui connaissent déjà la villa. Il m'aurait suffi de voir ce symbole pour être certain que cette construction, qui alimentait tous les fantasmes depuis des années, existait vraiment. J'avais songé à y pénétrer des dizaines de fois, pour observer Hollywood de mes propres yeux. Mais ça semblait impossible. Même après sa saisie par la justice, elle était toujours surveillée par des sentinelles du clan. Un matin, avant qu'on décide comment la réutiliser, j'ai pris mon courage à deux mains et j'ai réussi à entrer. Je suis passé par un accès secondaire, à l'abri des regards de ceux que mon intrusion aurait pu énerver. La villa était imposante, lumineuse, la façade aussi impressionnante que celle d'un monument. Les colonnes supportaient deux étages aux tympans de différentes tailles, formant une structure verticale décroissante, avec un demi-cercle au centre. L'entrée était un véritable délire architectural : deux énormes escaliers grimpaient comme des hélices de marbre jusqu'au premier étage, dont la loggia donnait sur le grand salon situé juste en dessous. Le hall était identique à celui de la villa de Tony Montana, avec une galerie qui s'ouvrait au centre sur le

bureau, là où le film se termine dans une pluie de balles. La maison était un festival de colonnes doriques crépies de rose à l'intérieur et de vert pâle à l'extérieur. Les côtés de l'édifice étaient constitués d'une double colonnade entrecoupée de grilles en fer battu aux précieuses finitions. La propriété avait une surface totale de trois mille quatre cents mètres carrés et la maison huit cent cinquante, sur trois niveaux. À la fin des années quatre-vingt-dix, elle avait une valeur d'environ cinq milliards de lires, soit deux millions sept cent mille euros. Aujourd'hui, elle vaudrait quatre millions d'euros. Au premier étage, les chambres étaient énormes et avaient toutes au moins une salle de bains, certaines luxueuses et immenses, d'autres petites et intimes, mais toutes inutiles. C'est là que se trouvait la chambre des enfants, dont les murs étaient encore couverts de posters de chanteurs et de footballeurs, il y avait un petit tableau représentant deux angelots et couvert de noir de fumée, sans doute au-dessus de la tête de lit. Une coupure de presse : « L'Albanova aiguisé ses armes ». L'Albanova était l'équipe de football de Casal di Principe et de San Cipriano d'Aversa, dissoute par le parquet antimafia en 1997, le jouet des parrains, alimenté par l'argent du clan. Ces coupures de presse jaunies étaient tout ce qui restait du fils de Walter, mort dans un accident de la route alors qu'il était adolescent. Depuis le balcon on pouvait admirer le jardin, juste en face, ses nombreux palmiers, son lac artificiel et son petit pont de bois qui conduisait à un îlot entouré d'un muret de pierre nue, envahi par les arbres et les plantes. Cette partie de la propriété avait été le territoire des chiens, des molosses, autre signe extérieur de puissance, quand la famille Schiavone y habitait. Derrière la villa s'étendait un pré avec en son centre une élégante piscine en forme d'ellipse pour que les palmiers fassent de l'ombre en été. Cette partie de la villa était une copie du *Bain de Vénus*, le joyau du Jardin anglais qui entoure le palais royal de Caserte. La statue de la déesse semblait flotter sur la surface de l'eau, avec la même grâce que celle de Vanvitelli. Après l'arrestation du parrain en 1996, en ces lieux mêmes, la villa fut abandonnée. Walter n'imita pas son frère Sandokan, qui s'était fait construire une cache profondément enfouie et digne d'un prince sous sa gigantesque maison en plein cœur de Casal di Principe. Sandokan – alors en cavale – se réfugiait dans ce fortin sans portes ni fenêtres, fait de galeries et de grottes qui permettaient de s'enfuir en cas d'urgence, mais aussi d'un appartement de cent mètres carrés parfaitement organisé.

Un appartement incroyable, éclairé au néon et dont le sol était couvert de carrelage blanc. Le bunker était équipé d'un visiophone, il avait deux accès impossibles à repérer de l'extérieur. Quand on arrivait, on ne voyait pas de portes puisque celles-ci n'apparaissaient qu'une fois déplacées les parois en béton amovibles. En cas de

perquisition, le parrain passait par une trappe invisible située dans la salle à manger et rejoignait à travers une série de galeries une sorte de niche, l'abri ultime, où il avait fait installer des tentes militaires : un bunker dans le bunker. Avant de l'arrêter, en 1998, la D.I.A. avait surveillé la villa pendant dix-neuf mois, et il fallut découper le mur à la tronçonneuse pour accéder à la planque. Ce n'est que plus tard, après la reddition de Francesco Schiavone, qu'il fut possible de trouver l'accès principal, dans la remise d'une villa de la Via Salerno, entre des cageots en plastique vides et des outils de jardinage. Rien ne manquait, dans le bunker. Il y avait deux réfrigérateurs suffisamment remplis pour nourrir au moins six personnes pendant une douzaine de jours. Une installation sophistiquée, composée de matériel hi-fi et vidéo, tapissait un mur entier. La police scientifique du parquet de Naples mit dix heures à examiner les systèmes d'alarme et de fermeture des deux accès. Et, naturellement, il y avait un jacuzzi dans la salle de bains. Tout cela sous terre, comme dans une tanière, entre les trappes et les galeries.

Walter, lui, ne se cachait pas sous terre. Même en cavale, il venait à Casale assister aux réunions les plus importantes. Il rentrait chez lui en plein jour, avec son cortège de gardes du corps, certain que la villa était inaccessible. La police l'arrêta presque par hasard, en procédant aux contrôles habituels.

Huit, dix, douze fois par jour, les policiers et les carabinieri rendent visite aux familles des fuyards et perquisitionnent les maisons, avant tout pour les pousser à bout mais aussi pour qu'elles se désolidarisent peu à peu de celui qui a choisi de fuir. Mme Schiavone était à la fois aimable et insolente quand elle recevait la police. Offrant le plus tranquillement du monde thé et biscuits, une proposition systématiquement déclinée. Pourtant, un après-midi, la femme de Walter semblait tendue, à l'interphone, et le temps qu'elle mit à ouvrir la grille fit aussitôt comprendre aux policiers que ce n'était pas un jour comme les autres. Tandis qu'ils faisaient le tour de la maison, Mme Schiavone les suivait pas à pas et ne leur parlait pas comme d'ordinaire du bas de l'escalier, en faisant résonner sa voix dans toute la villa. Ils trouvèrent des chemises d'homme tout juste repassées et empilées sur le lit, trop grandes pour appartenir au fils. Walter était là. Il était rentré chez lui. Les policiers le comprirent et se dispersèrent dans la maison pour le chercher. Ils l'arrêtèrent alors qu'il essayait de franchir le mur d'enceinte, celui-là même qu'il avait fait construire pour rendre sa propriété inaccessible – et qui l'empêcha de s'enfuir facilement. Attrapé comme un vulgaire cambrioleur qui se démène pour essayer de trouver une prise sur le mur lisse. La villa fut aussitôt saisie, mais personne n'en prit réellement possession pendant six ans.

Walter ordonna qu'on retire tout ce qu'il était possible de prendre. S'il ne pouvait plus en bénéficier, elle ne devait plus exister. Elle ne serait à personne si elle ne lui appartenait plus. Il fit enlever les portes et les encadrements, arracher le parquet, emporter le marbre des escaliers, démonter les précieuses cheminées, prendre jusqu'à la céramique des salles de bains, les mains courantes en bois massif, les lustres, les meubles XIXe, les vitrines et les tableaux. Il exigea qu'on remplisse la villa de pneus et qu'on y mette le feu, afin de salir les murs et les enduits, d'abîmer les colonnes. Mais là aussi il semble qu'il ait laissé un message. La seule chose qui ne fut pas touchée et resta intacte est la baignoire du deuxième étage, la vraie coquetterie du parrain. Une baignoire immense installée dans le salon, à laquelle on accédait par trois marches et où l'eau coulait d'une tête de lion dorée. Une baignoire placée devant une fenêtre en fer à cheval qui donnait directement sur le jardin. Un reste de son pouvoir de bâtisseur et de camorriste, tel un peintre qui a effacé son œuvre mais laissé sa signature sur la toile. Tandis que je marchais lentement dans Hollywood, ce qui m'avait jusqu'ici semblé n'être que fantasmes s'est révélé parfaitement vrai. Les chapiteaux dorés, l'imposante structure de l'édifice, le double tympan, la baignoire du salon et surtout les escaliers de l'entrée : tout reproduisait la villa de *Scarface*.

J'étais dans ces pièces aux murs noircis et j'avais la poitrine gonflée, comme si tous mes organes n'étaient qu'un grand cœur que je sentais battre partout, de plus en plus fort. À force de prendre de profondes respirations pour calmer mon anxiété, je n'avais plus de salive. Si l'une des sentinelles du clan qui surveillaient encore la villa m'avait surpris, j'aurais pu être roué de coups. J'aurais eu beau hurler comme un cochon qu'on égorge, personne ne m'aurait entendu. Mais, de toute évidence, on ne m'avait pas vu entrer ou peut-être la villa n'était-elle plus surveillée. Je sentais monter en moi une colère qui puisait, et un montage d'images défilait dans ma tête : les visages des amis qui avaient émigré, s'étaient enrôlés dans les clans ou dans l'armée, les après-midi oisifs sur ces terres désertes, l'absence de tout ce qui ne concernait pas les affaires, les hommes politiques dévorés par la corruption et les empires qui se construisaient dans le nord de l'Italie et dans la moitié de l'Europe, ne laissant derrière eux qu'ordures et dioxine. J'ai eu envie de m'en prendre à quelque chose, il fallait que je me défoule. Je n'ai pas pu résister : je suis monté sur le rebord de la baignoire et j'ai pissé à l'intérieur. Un geste stupide, mais je me sentais de mieux en mieux à mesure que ma vessie se vidait. Cette villa était le signe que les lieux communs n'en étaient pas, que les on-dit reposaient sur une réalité. J'avais la sensation absurde que Tony Montana allait sortir d'une pièce et m'accueillir avec ses manières arrogantes, en gesticulant, pour me dire : « Tout ce que j'ai

sur cette terre, c'est mes couilles et ma parole, et j'y renoncerai pour personne, c'est compris ? » Qui sait si Walter avait également imaginé ou même rêvé de mourir comme Montana, en tombant du haut du premier étage, criblé de balles, dans l'entrée de sa villa, au lieu de finir sa vie en prison, bouffé par la maladie de Basedow qui attaque la vue et fait exploser la tension.

Ce n'est pas le cinéma qui observe le monde du crime pour s'inspirer des comportements les plus marquants, mais précisément le contraire. Les nouvelles générations de parrains ne suivent pas un parcours purement criminel. Ils ne passent pas leurs journées dans la rue et leur modèle n'est pas la gouape de quartier, ils n'ont pas de couteau dans la poche ni de cicatrice sur le visage. Ils regardent la télévision, font des études, fréquentent l'université, obtiennent leur diplôme, vont à l'étranger et surtout s'intéressent aux mécanismes financiers. Le cas du *Parrain*(92) est significatif. En Sicile ou en Campanie, personne au sein des organisations criminelles n'avait jamais utilisé auparavant le terme *padrino*, fruit d'une traduction plus ou moins exacte de l'anglais *godfather*. Le mot servant à désigner un chef de famille ou un affilié a toujours été *compare*(93). Mais, à la suite du film, les familles mafieuses d'origine italienne installées aux États-Unis se mirent à utiliser le mot *padrino* qui remplaça les termes *compare* et *compariello*, désormais démodés. Beaucoup de jeunes Italo-Américains liés aux organisations mafieuses copièrent les lunettes noires, les costumes rayés et les répliques solennelles du film. John Gotti lui-même voulait devenir une incarnation de don Vito Corleone. Et Luciano Liggio, le parrain de Cosa Nostra, se faisait photographier la mâchoire serrée, comme le chef de famille du film.

Du reste, Mario Puzo(94) ne s'est pas inspiré d'un mafieux sicilien, mais de l'histoire et de l'allure d'Alfonso Tieri, parrain de la Pignasecca, le marché du centre historique de Naples, qui remplaça Charles Gambino à la tête des familles mafieuses italiennes régnant sur les États-Unis. Antonio Spavone, « 'o *malommo* » (le méchant homme), le parrain napolitain lié à Tieri, déclara dans une interview à un journal américain que « si les Siciliens avaient appris au monde à la fermer, les Napolitains lui ont montré comment on se comporte quand on commande. Ils lui ont montré que commander, c'est mieux que baiser ». La plupart des stéréotypes criminels qui font le charisme des mafieux viennent d'un coin de terre de quelques kilomètres carrés situé en Campanie. Al Capone aussi était originaire de Campanie, sa famille venait de Castellammare di Stabia. Il fut le premier parrain qui se mesura au cinéma. Son surnom, Scarface, le balafré, était dû à une cicatrice sur sa joue et, quand Brian De Palma réalisa en 1983 le film consacré au criminel cubain, il reprit le même titre que Hawks. Durant

le tournage du premier film, en 1932, Capone faisait son apparition sur le plateau, il venait avec son escorte chaque fois qu'il y avait une scène d'action ou en extérieurs à laquelle il pouvait assister. Il voulait s'assurer que Tony Camonte, le personnage qu'il avait inspiré, n'était pas aseptisé. Et il voulait ressembler le plus possible à Tony Camonte, certain qu'après la sortie du film il ne serait plus le modèle du personnage, mais que ce dernier deviendrait son emblème.

Le cinéma est un instrument qui permet de décrypter certaines formes d'expression. À Naples, le cas de Cosimo Di Lauro est exemplaire. En observant sa tenue, tout le monde était censé penser à *The Crow*, le film de Brandon Lee. Les camorristes doivent se forger une image criminelle que souvent ils n'ont pas et qu'ils trouvent au cinéma. En revêtant un masque hollywoodien facilement reconnaissable, ils prennent une sorte de raccourci qui fait d'eux un personnage immédiatement menaçant. L'inspiration cinématographique peut même conditionner certains choix techniques, comme la façon de tenir une arme ou de tirer. Un jour, un vétéran de la police scientifique de Naples m'a raconté que les tueurs de la camorra imitaient les personnages des films :

Depuis Tarantino, ces gars-là savent plus tirer comme il faut ! Ils tirent plus avec le canon droit, mais tiennent toujours leur arme inclinée, presque à plat. Ils tirent comme dans les films, le pistolet de travers, c'est un désastre : ils touchent le bas ventre, l'aîne et les jambes, ils blessent grièvement mais sans tuer. Et donc ils sont obligés d'achever la victime d'une balle dans la nuque. Un fleuve de sang inutile, une barbarie complètement superflue qui n'a rien à voir avec l'exécution.

Les gardes du corps des femmes parrains s'habillent comme Uma Thurman dans *Kill Bill* : cheveux blonds coupés court et combinaisons jaune fluo. Vincenzo Di Domenico, une femme des Quartiers espagnols qui collabora durant une brève période avec la justice, portait un surnom fort éloquent, Nikita, comme l'héroïne du film de Luc Besson. Le cinéma, et en premier lieu le cinéma américain, n'est pas vu comme un territoire lointain où se produisent des faits insensés, ce n'est pas le lieu où l'impossible devient possible mais au contraire ce qu'il y a de plus proche.

J'ai lentement quitté la villa, parvenant à me sortir de l'entrelacs de ronces et de mauvaises herbes qui avaient envahi le Jardin anglais tant désiré par le parrain. J'ai laissé la grille ouverte. À peine quelques années plus tôt, s'approcher de cet endroit aurait signifié être repéré par des dizaines de sentinelles. Aujourd'hui j'en suis reparti les mains dans les poches et la tête basse, comme lorsqu'on sort du cinéma, encore secoué par le film qu'on vient de voir.

Il n'est pas bien difficile de comprendre pourquoi *Il camorrista* de Giuseppe Tornatore⁽⁹⁵⁾ est le film qui a le plus marqué l'imaginaire des Napolitains. Il suffit d'entendre certaines répliques dans la rue, les mêmes depuis des années.

« Dites-le-lui, au Professeur, que j'suis pas un traître. »

« Je sais qui il est, mais je sais aussi qui je suis, moi ! »

« Le Malacarne, c'est un truand en carton ! »

« Qui t'envoie ? – Celui qui m'envoie, c'est quelqu'un qui va un peu par ici et aussi un peu par là ! »

La musique du film est devenue une sorte de bande originale de la camorra, qu'on siffle quand un responsable de zone passe ou pour faire peur à un commerçant. Le film est même arrivé jusqu'aux discothèques, où on peut danser au son de trois remixes différents des phrases les plus célèbres du parrain Raffaele Cutolo, prononcées dans le film par Ben Gazzarra.

Deux gamins de Casal di Principe, Giuseppe M. et Romeo P., répétaient eux aussi par cœur les dialogues du *Camorrista*, interprétant des scènes entières du film : « Combien ça pèse, un petit gars ? Moins qu'une plume dans le vent. »

Ils n'avaient pas leur permis de conduire quand ils commencèrent à importuner les groupes de jeunes à Casale et à San Cipriano d'Aversa. Ils ne l'avaient pas car aucun d'eux n'avait encore dix-huit ans. C'étaient deux brutes. Des bouffons, des frimeurs. Quand ils mangeaient quelque part, ils laissaient le double de ce qu'ils devaient, en guise de pourboire. La chemise ouverte sur la poitrine presque glabre, la démarche ostentatoire, comme si chaque pas devait être une proclamation. La tête haute, le signe d'une assurance et d'un pouvoir qui n'existaient que dans leurs têtes. Ils se baladaient toujours ensemble. Giuseppe faisait le parrain, un pas devant son collègue, et Romeo faisait le garde du corps, le bras droit, le fidèle. Souvent Giuseppe l'appelait Donnie, comme Donnie Brasco⁽⁹⁶⁾. Même s'il s'agissait d'un policier infiltré, le fait qu'il soit devenu un vrai mafieux dans l'âme rachetait ce péché originel aux yeux de ses admirateurs. À Aversa, les deux gamins faisaient trembler ceux qui venaient d'avoir leur permis. Ils choisissaient les couples, les heurtaient en scooter, et, quand ceux-ci descendaient de voiture pour faire le constat, l'un d'eux allait vers la fille, lui crachait au visage et attendait que le garçon réagisse pour le frapper jusqu'au sang. Mais ils défiaient aussi les adultes, y compris ceux qui comptaient vraiment. Ils se rendaient dans leurs zones d'influence et faisaient ce qu'ils voulaient. Ils venaient de Casal di Principe et dans leur esprit c'était suffisant. Ils voulaient montrer qu'il fallait les craindre et les respecter, quiconque s'approchait d'eux devait regarder ses chaussures et surtout ne pas

croiser leur regard. Mais leurs fanfaronnades allèrent trop loin. Ils descendirent dans la rue armés d'une mitraillette fauchée dans quelque armurerie des clans et firent irruption devant un groupe de jeunes. Ils avaient dû s'entraîner car ils tirèrent sur eux en veillant à ne toucher personne, ils voulaient seulement leur faire sentir l'odeur de la poudre et entendre le bruit des balles. Avant de tirer, l'un d'eux avait déclamé quelque chose. Personne n'avait compris ce qu'il débâtait, mais un témoin affirma que c'était un passage de la Bible et suggéra que les jeunes préparaient leur confirmation. Mais, à partir de quelques mots épars, on comprit qu'il s'agissait d'autre chose. C'était bien la Bible, mais adaptée et citée dans un film de Quentin Tarantino, pas apprise au catéchisme. C'est le passage que déclame Jules Winnfield dans *Pulp Fiction* avant de tuer le type qui a fait disparaître le précieux attaché-case de Marcellus Wallace :

Ézéchiél 25, 17. La marche des vertueux est semée d'obstacles qui sont les entreprises égoïstes que fait sans fin surgir l'œuvre du Malin. Béni soit-il l'homme de bonne volonté qui, au nom de la charité, se fait le berger des faibles qu'il guide dans la vallée d'ombre de la mort et des larmes... Car il est le gardien de son frère et la providence des enfants égarés. J'abattraï alors le bras d'une terrible colère, d'une vengeance furieuse et effrayante sur les hordes impies qui pourchassent et réduisent à néant les brebis de Dieu. Et tu connaîtras pourquoi mon nom est l'Éternel quand sur toi s'abattrà la vengeance du Tout-Puissant !

Giuseppe et Romeo le récitaient comme dans le film, puis ils tiraient. Le père de Giuseppe était camorriste, d'abord repent, puis réintégré à l'organisation De Falco-Quadrano défaite par les Schiavone. Un perdant. Mais son fils avait cru qu'en choisissant le bon rôle le film de sa vie pourrait peut-être changer. Les deux garçons connaissaient par cœur les répliques, les meilleurs moments de chaque film sur la criminalité organisée. Le plus souvent, ils tabassaient pour un simple regard. En terre de camorra, le regard fait partie du territoire, c'est comme défoncer la porte et entrer brutalement chez quelqu'un, puis envahir sa maison. Un regard va parfois plus loin qu'une insulte. Permettre à son regard de s'attarder sur le visage de quelqu'un est déjà une façon ouverte de le défier : « Hé, c'est à moi que tu parles ? Hein, dis, c'est à moi que tu parles ? »

Après le célèbre monologue de *Taxi Driver* arrivaient les gifles et les coups de poing dans le sternum, de ceux qui résonnent dans la cage thoracique et qu'on entend de loin.

À Casale, les chefs de clans se penchèrent très sérieusement sur le problème que représentaient ces deux gamins. Menaces, altercations et bagarres ne pouvaient être tolérées : les mères devenaient nerveuses, les plaintes se multipliaient. Ils leur firent donc parvenir un « avertissement » par l'intermédiaire d'un responsable de zone qui leur adressa une sorte de rappel à l'ordre. Il les retrouva dans un café et les

prévinrent que les parrains commençaient à perdre patience. Mais Giuseppe et Romeo vivaient toujours dans leur film, ils frappaient qui ils voulaient, pissaient dans les réservoirs des motos appartenant aux jeunes du coin. On les « convoqua » une deuxième fois. Les chefs voulaient leur parler directement, le clan n'accepterait plus de tels agissements. La tolérance et le paternalisme généralement en vigueur sur ces terres firent place à la nécessité de punir, ils devaient recevoir une « bonne raclée », une sérieuse fessée en place publique pour apprendre à filer droit. Mais ils ignorèrent l'invitation et ne bougèrent pas du café où ils traînaient d'ordinaire, scotchés aux machines à sous, ou restèrent vissés devant la télévision, regardant leurs DVD préférés, passant des heures à apprendre par cœur répliques et postures, copiant expressions et tenues vestimentaires. Ils pensaient pouvoir tenir tête à n'importe qui. Même à ceux qui comptent. Mieux : ils imaginaient que c'était justement en tenant tête à ceux qui comptent qu'ils seraient véritablement craints. Sans se fixer aucune limite, comme Tony et Manny dans *Scarface*. Ils ne négocièrent pas, poursuivirent leurs virées et leurs manœuvres d'intimidation, et semblèrent peu à peu devenir les vice-rois des environs de Caserte. Les deux gamins n'avaient pas voulu entrer dans le clan, ils n'avaient même pas tenté leur chance. De toute façon, depuis des années, les familles de Casale recrutaient des éléments de valeur pour qu'ils intègrent la partie économique de l'organisation, certainement pas la partie paramilitaire. Giuseppe et Romeo étaient l'antithèse du nouveau soldat de la camorra. Ils se sentaient capables d'incarner ce que la réputation de la ville avait de pire. Ils n'étaient pas affiliés mais voulaient bénéficier des privilèges des camorristes. Ils exigeaient qu'on les serve gratuitement au café, l'essence qui alimentait leurs scooters était un dû, leurs mères ne devaient rien payer quand elles allaient faire les courses, et ils brisaient immédiatement les vitrines, giflaient les vendeurs et les caissières si quelqu'un osait se rebeller. Au printemps 2004, des émissaires du clan leur donnèrent rendez-vous à la périphérie de Castelvolturmo, dans le quartier de Parco Mare, un territoire fait de sable, de mer et d'ordures mélangés. Peut-être s'agissait-il d'une proposition alléchante, une bonne affaire ou même la participation à une fusillade. La première de leur vie. Puisqu'ils n'avaient rien obtenu par la manière forte, les parrains essayaient de les rencontrer en leur faisant une bonne proposition. Je me les imagine sur leurs scooters trafiqués, révisant des scènes de films dans lesquelles ceux qui comptent doivent se plier à la volonté des nouveaux héros. Tels les jeunes Spartiates qui partaient à la guerre en pensant aux exploits d'Achille et d'Hector, sur ces terres on va tuer et se faire tuer avec *Scarface*, *Les Affranchis*, *Donnie Brasco* et *Le Parrain* dans la tête. Chaque fois que je traverse Parco Mare, j' imagine la scène qu'ont

rapportée les journaux et que les policiers ont reconstituée. Giuseppe et Romeo arrivèrent sur leurs scooters, très en avance sur l'heure du rendez-vous. Brûlants d'impatience. Ils attendaient la voiture. Quand elle arriva, un groupe de personnes en descendit. Les deux gamins vinrent vers elles pour les saluer, mais les hommes arrêtaient aussitôt Romeo et se mirent à frapper Giuseppe. Puis ils pointèrent le canon d'une arme automatique sur sa poitrine et firent feu. Je suis sûr que Romeo vit défiler devant ses yeux la scène des *Affranchis* dans laquelle Tommy De Vito(97) est invité à siéger parmi les dirigeants de Cosa Nostra en Amérique et où on le conduit dans une pièce vide pour lui tirer une balle dans la tête au lieu de le faire asseoir avec tous les parrains. Non, le cinéma n'est pas un mensonge, on peut bel et bien vivre comme dans les films, et il est faux de croire qu'on découvrira combien les choses sont différentes lorsque les lumières se rallumeront dans la salle. Il n'y a qu'un moment qui soit vraiment différent, celui où Al Pacino se relève, sort de la fontaine dans laquelle les rafales de mitraillette ont précipité sa doublure et s'essuie le visage pour chasser la couleur du sang. Celui où Joe Pesci se lave les cheveux et fait disparaître la fausse hémorragie. Mais personne n'a envie de savoir ça et donc on ne le comprend pas. Quand Romeo vit Giuseppe par terre, je suis absolument convaincu, même si je n'en aurai jamais la preuve, qu'il saisit ce qui sépare le cinéma et la réalité, un décor de film et l'air qu'on respire, sa propre vie et un scénario. Puis vint son tour. Ils lui tirèrent dans la gorge et l'achevèrent d'une balle dans la tête. La somme de leurs âges atteignait à peine trente ans. En les tuant, le clan des Casalesi élimina une excroissance microcriminelle alimentée par le cinéma. Ils ne prirent pas la peine d'appeler anonymement la police ou une ambulance. Ils laissèrent les mouettes leur picorer les mains et les chiens qui errent dans les décharges leur manger le nez et la bouche. Mais ça, les films ne le montrent pas, ils s'arrêtent juste avant.

Rien ne différencie réellement les spectateurs de cinéma en terre de camorra et ailleurs. Partout les références cinématographiques ont valeur de mythologie dont on s'inspire. Si partout on peut aimer *Scarface* et se sentir au fond de soi comme son personnage, ici on peut être *Scarface*. Mais on doit l'être jusqu'au bout.

Les terres de la camorra ne manquent pas non plus d'amateurs d'art et de littérature. Dans sa villa-bunker, Sandokan avait une énorme bibliothèque contenant des dizaines de livres consacrés à deux seuls sujets : l'histoire du royaume des Deux-Siciles et Napoléon Bonaparte. Schiavone était attiré par l'éclat de l'État bourbonien, il prétendait avoir des ancêtres parmi les fonctionnaires de la Terra di Lavoro(98) et était fasciné par le génie de Bonaparte qui, de simple soldat, avait conquis la moitié de l'Europe, tout comme lui-même avait commencé

en bas de l'échelle pour devenir le général en chef d'un des clans les plus puissants du continent. Ancien étudiant en médecine, Sandokan, quand il était en cavale, aimait passer le temps en peignant des icônes religieuses et des portraits de Napoléon et de Mussolini. Certains de ces tableaux sont encore vendus à Caserte aujourd'hui, dans des galeries au-dessus de tout soupçon, d'étranges saints ou des toiles sur lesquelles il a remplacé le visage du Christ par le sien. Schiavone était également un amateur de littérature épique. Homère, le cycle du roi Arthur et les livres de Walter Scott étaient ses lectures préférées. C'est précisément en l'honneur de Scott qu'il a donné à l'un de ses fils le fier et ronflant prénom Ivanhoé.

Car les prénoms des fils trahissent toujours les passions des pères. Giuseppe Misso, parrain napolitain de la Sanità, a trois petits-fils : Ben Hur, Jésus et Emiliano Zapata. Au cours de divers procès, il a toujours joué les leaders politiques, les penseurs rebelles et réactionnaires, et il a même écrit récemment un livre intitulé *I leoni di marmo*, « Les lions de marbre », vendu à des centaines et des centaines d'exemplaires à Naples en quelques semaines. Dans une syntaxe approximative mais un style rageur, le livre raconte la Naples des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, période durant laquelle le parrain se forma et où émergea sa figure, décrite comme celle d'un homme affrontant la camorra du racket et de la drogue au nom d'un assez fumeux code chevaleresque du braquage et du cambriolage. Lors de chacune des innombrables arrestations de sa très longue carrière criminelle, Misso avait toujours sur lui un livre de Julius Evola(99) ou d'Ezra Pound(100).

Augusto La Torre, le parrain de Mondragone, est un spécialiste de psychologie, lecteur passionné de Jung et excellent connaisseur de l'œuvre de Freud. Si l'on examine la liste des ouvrages qu'il a demandé à recevoir en prison, on trouve une longue bibliographie de psychanalystes, tandis que, dans ses propos, les citations de Lacan se mêlent souvent à des réflexions concernant l'école de la Gestalt. Des connaissances que le parrain a utilisées pour conquérir le pouvoir, un instrument inattendu de gestion et de combat.

Un fidèle de Paolo Di Lauro, Tommaso Prestieri, figure lui aussi parmi les camorristes amoureux des arts et de la culture : il est le producteur de la plupart des chanteurs néomélodiques et grand amateur d'art contemporain. Mais les parrains collectionneurs ne sont pas rares. Pasquale Galasso avait dans sa villa un musée privé contenant plus de trois cents meubles et objets d'art, dont le joyau était le trône de François Ier de Bourbon-Sicile. Quant à Luigi Vollaro, dit « 'o califfo », le calife, il possédait une toile de Botticelli, son peintre préféré.

La police profita de son amour de la musique pour arrêter Prestieri, qui était alors en cavale mais assistait à un concert au Teatro Bellini

de Naples. « Je suis libre grâce à l'art, je n'ai pas besoin de sortir de prison », déclara-t-il après une nouvelle condamnation. Un équilibre fait de tableaux et de chansons qui procure une fragile sérénité à ce parrain en disgrâce, dont deux des frères sont tombés sur le champ de bataille, tués de sang-froid.

ABERDEEN, MONDRAGONE

Le « parrain psychanalyste » Augusto La Torre avait été l'un des protégés d'Antonio Bardellino : très jeune, il avait succédé à son père à la tête du clan des « Chiuovi », comme on les appelait à Mondragone. Une famille qui domine tout le nord de la province de Caserte, le sud du Latium et le littoral *domizio*. Ses membres s'étaient ralliés aux ennemis de Sandokan Schiavone puis, avec le temps, le clan avait fait preuve d'une grande habileté dans la gestion des affaires et du territoire, les seuls éléments susceptibles de mettre fin pacifiquement à un conflit entre familles de la camorra. Ce savoir-faire rapprocha les La Torre des Casalesi, qui leur donnèrent la possibilité de travailler avec eux tout en restant autonomes. Augusto ne portait pas ce prénom par hasard. Chez les La Torre, la tradition veut que le fils aîné porte le nom d'un empereur romain, mais l'ordre historique a été inversé, puisque le père d'Augusto s'appelait Tiberio(101).

Dans l'imaginaire de ces familles, la villa de Scipion l'Africain construite du côté du Lago Patria, les batailles capouanes d'Hannibal, la puissance intouchable des Sannites(102), les premiers guerriers européens qui s'attaquaient aux légions romaines puis disparaissaient dans les montagnes, sont comme des histoires de village évoquant un passé lointain dont tous se sentent constitués. Face à ce délire historique des clans, Mondragone est, dans l'imaginaire collectif, la capitale de la mozzarella. Quand j'étais enfant, mon père m'envoyait faire des festins de mozzarella à Mondragone. Certes, il était impossible de dire avec certitude d'où venait la meilleure mozzarella, car les saveurs étaient trop différentes : douceâtre et légère à Battipaglia, salée et corsée du côté d'Aversa, pure à Mondragone. Mais les maîtres fromagers de Mondragone connaissent un moyen : quand elle est vraiment bonne, la mozzarella doit laisser en bouche un arrière-goût que les paysans appellent « 'o ciato 'e bbufala », le souffle de la bufflonne. Si on ne sent pas cet arrière-goût dans la bouche après en avoir avalé un morceau, c'est que sa qualité n'est pas satisfaisante. Quand j'allais à Mondragone, j'aimais marcher sur le débarcadère et y faire les cent pas. Puis ce lieu, un de ceux que je préférais, l'été, a été détruit. Une langue de béton armé bâtie sur l'eau et destinée à l'accostage des bateaux. Une structure inutile, qui n'a jamais servi.

D'un coup, Mondragone était devenue la destination de tous les jeunes des environs qui voulaient émigrer en Angleterre. Une occasion

de changer de vie, de partir enfin, mais pas pour finir serveur, plongeur au McDo ou barman payé à coups de bières brunes. On allait à Mondragone pour essayer d'obtenir de bons contacts, des adresses de loyers pas chers et la possibilité d'être bien reçu par les patrons de bars et de restaurants. À Mondragone, on rencontrait des gens grâce auxquels on pouvait se faire embaucher dans une compagnie d'assurances, dans une agence immobilière ou, si l'on était un ouvrier sans qualifications et sans espoirs, un chômeur de longue durée, trouver au moins un emploi digne et des conditions de travail décentes. Mondragone était la porte du Royaume-Uni. À la fin des années quatre-vingt-dix, avoir un ami à Mondragone signifiait pouvoir présenter sa candidature et être jugé sur ses seules capacités, sans qu'il soit besoin d'être recommandé. Une chose rare, presque impossible en Italie, et plus encore dans le sud du pays. Si l'on veut être jugé pour ce qu'on est, par ici, il faut toujours bénéficier d'une protection qui puisse, sinon constituer un avantage, du moins permettre qu'on soit pris en considération. Se présenter sans un protecteur, c'est comme se présenter à un rendez-vous sans bras ni jambes : on a quelques atouts en moins. Mais à Mondragone les clans acceptaient les curriculum et choisissaient ceux qui partiraient en Angleterre. Ce qui comptait, c'était, d'une certaine façon, le talent et plus encore la façon dont on l'exprimait. Mais à Londres ou à Aberdeen seulement, pas en Campanie, pas dans la province de la province de l'Europe.

Un jour Matteo, un de mes amis, avait décidé de tenter sa chance : partir une fois pour toutes. Il avait mis de l'argent de côté et eu son diplôme de fin d'études universitaires avec les félicitations du jury, il en avait assez de faire des stages et de travailler sur des chantiers pour survivre. Il avait obtenu le nom de quelqu'un, à Mondragone, qui l'enverrait en Angleterre et, une fois à destination, il pourrait se présenter à plusieurs entretiens d'embauche. Je l'ai accompagné. Nous avons passé des heures à attendre son contact, qui nous avait donné rendez-vous au bord de la mer. C'était l'été. À cette période, les plages de Mondragone sont prises d'assaut par les vacanciers de toute la Campanie, ceux qui ne peuvent pas se payer un séjour sur la côte amalfitaine ni louer une maison sur le littoral et font donc la navette entre la ville et la mer. Jusqu'à la moitié des années quatre-vingt, on vendait encore les mozzarellas dans des boîtes en bois remplies de lait de bufflonne chaud. Les baigneurs les mangeaient avec les mains, le lait dégoulinait sur eux et, avant de mordre dans la pâte blanche, les enfants léchaient leurs doigts couverts de sel. Puis plus personne n'a voulu vendre de mozzarellas, les beignets et les demi-noix de coco sont arrivés. Ce jour-là, notre contact avait deux heures de retard. Quand il s'est enfin présenté, il était bronzé et ne portait qu'un minuscule maillot de bain. Il nous a expliqué qu'il avait déjeuné tard

et qu'il s'était donc baigné, puis séché, tard. C'était son excuse : la faute au soleil. Il nous a accompagnés dans une agence de voyage. C'est tout. Nous avons imaginé qu'un intermédiaire nous recevrait, alors qu'il suffisait de se faire conduire dans une banale agence de voyage. Sans même les brochures et dépliants habituels, juste un vulgaire guichet. Mais il fallait être présenté par quelqu'un de Mondragone pour bénéficier de ses services. Si on venait seul, elle proposait les prestations habituelles d'une agence de voyage, rien d'autre. Une fille très jeune a demandé son curriculum à Matteo et lui a indiqué le premier vol possible. On l'enverrait à Aberdeen. On lui a donné une liste d'entreprises qu'il pourrait contacter pour avoir un entretien d'embauche. En échange d'une somme modeste, l'agence a même appelé directement les chargés de recrutement : jamais vu d'agence d'interim aussi efficace. Deux jours plus tard, nous partions pour l'Écosse, un voyage rapide et très bon marché quand on venait de Mondragone.

À Aberdeen, on se sentait chez soi. Et pourtant rien n'était plus éloigné de Mondragone que cette ville, la troisième d'Écosse, grise et terne, même s'il n'y pleut pas aussi souvent qu'à Londres. Avant que les clans italiens s'y installent, le tourisme et les loisirs n'y étaient guère valorisés, restaurants, hôtels et lieux de divertissement étaient tristement britanniques. Habitudes identiques, bars qui se remplissent de clients, attroupés au comptoir, un seul jour par semaine. D'après les enquêtes du parquet antimafia de Naples, Antonio La Torre, frère du parrain Augusto, lança en quelques années toute une série d'affaires, qui devaient rapidement faire la fierté de la région. La plupart des activités du clan La Torre au Royaume-Uni sont parfaitement légales, l'achat et la gestion de biens immobiliers et de fonds de commerce, l'import-export de denrées alimentaires entre l'Écosse et l'Italie. Un chiffre d'affaires énorme et difficile à estimer. À Aberdeen, Matteo cherchait tout ce qui lui était refusé au pays, et nous marchions dans les rues, satisfaits, comme si, pour la première fois de notre vie, le fait d'être originaires de Campanie suffisait à nous donner notre chance. Au 27-29 Union Terrace, je me suis retrouvé devant un restaurant du clan, le Pavarotti's, qui appartient justement à Antonio La Torre et figure dans les guides touristiques de la ville sur Internet. À Aberdeen, l'endroit est considéré comme chic et élégant, idéal pour bien manger et organiser des repas d'affaires. Les entreprises du clan participent du reste à Italianissima, un salon consacré aux produits « *Made in Italy* » qui se tient à Paris ; Antonio La Torre y a exposé ses activités de restauration et présenté sa marque. Un succès qui fait de lui un des premiers chefs d'entreprise écossais.

Antonio La Torre a été arrêté à Aberdeen en mars 2005. L'Italie

avait lancé un mandat contre lui, pour association criminelle de type camorriste et extorsion. Mais il avait réussi à échapper à toute arrestation ou extradition pendant des années, profitant de sa citoyenneté écossaise et du fait que les autorités britanniques ne reconnaissaient pas les crimes en réunion qui lui étaient imputés. L'Écosse n'entendait pas perdre l'un de ses plus brillants entrepreneurs.

En 2002, le tribunal de Naples rendit une ordonnance de mise en détention provisoire à l'encontre de trente personnes liées au clan La Torre. L'ordonnance révélait que l'association criminelle gagnait des sommes d'argent colossales grâce au racket, à sa mainmise sur les activités économiques et les marchés publics dans sa zone d'influence ; des sommes qu'elle réinvestissait ensuite à l'étranger et en particulier en Grande-Bretagne, devenue une véritable colonie du clan. Une colonie qu'il n'avait pas envahie, où il n'avait pas cassé les salaires pour concurrencer les entrepreneurs locaux, mais dans laquelle il avait injecté une nouvelle sève économique, réveillé les activités touristiques, créé un secteur d'import-export jusqu'alors inexistant et donné une nouvelle vigueur au secteur immobilier.

« Rockefeller » incarnait lui aussi le pouvoir dont l'origine se trouvait à Mondragone. Il devait son surnom à son don évident pour les affaires et aux grandes quantités d'argent liquide dont il disposait. Raffaele Barbato de son vrai nom – mais il l'avait sûrement oublié – avait soixante-deux ans, était né à Mondragone et avait épousé une Hollandaise. Il posséda jusqu'à la fin des années quatre-vingt plusieurs affaires aux Pays-Bas, dont deux casinos fréquentés par des clients étrangers comme Bob Cellino, fondateur de casinos à Las Vegas, ou encore d'importants mafieux slaves installés à Miami. Il avait deux associés, un certain Liborio, un Sicilien qui avait des accointances avec Cosa Nostra, et Emi, un Néerlandais qui s'installa par la suite en Espagne, où il ouvrit des hôtels, des appart-hôtels et des discothèques. D'après les déclarations des repentis Mario Sperlongano, Stefano Piccirillo et Girolamo Rozzera, Rockefeller avait envisagé d'aller à Caracas en compagnie d'Augusto La Torre, pour y rencontrer un groupe de narcotrafiquants vénézuéliens qui vendaient la cocaïne moins cher que les Colombiens, fournisseurs habituels des clans de Naples et de Casale. Sans doute Augusto avait-il obtenu en la matière une autonomie pourtant rarement accordée par les Casalesi. C'est également Rockefeller qui avait trouvé un endroit sûr pour héberger Augusto durant sa cavale en Hollande. Il l'avait caché dans un cercle de tir à la carabine, de sorte que le parrain, même loin des campagnes de Mondragone, pouvait s'entraîner. Rockefeller avait un vaste réseau de relations, c'était un homme d'affaires reconnu non seulement en Europe mais aussi aux États-Unis, car la gestion de casinos l'avait mis

en contact avec des mafiosi italo-américains qui souhaitaient investir de plus en plus sur le vieux continent, lentement mais sûrement chassés de New York par la domination des Albanais et liés de façon croissante aux familles camorristes de Campanie. Des gens en mesure de faire fortune dans le trafic de drogue et de réinvestir leur argent dans des restaurants et des hôtels, grâce aux portes ouvertes par les clans de Mondragone. Les magistrats ont révélé que Rockefeller était en outre le propriétaire du club Adamo ed Eva, rebaptisé La Playa, un superbe village de vacances sur la côte, près de Mondragone, où de nombreux affiliés en fuite aimaient séjourner. Plus le refuge est confortable, moins la tentation de collaborer avec la justice pour mettre fin à une interminable cavale sera forte. Et les La Torre étaient sans pitié pour les repentis.

Ainsi Francesco Tiberio, cousin d'Augusto, téléphona-t-il à Domenico Pensa, qui avait témoigné contre le clan Stolder, et le somma de quitter la ville : « Les Stolder m'ont dit que tu as témoigné contre eux, et donc, comme on veut pas de traître chez nous, tu dois quitter Mondragone, sinon quelqu'un viendra te couper la tête. » Le cousin d'Augusto était très doué pour terroriser au téléphone ceux qui osaient collaborer ou donner des informations. Avec Vittorio Di Telia, il fut plus explicite encore et l'encouragea à s'acheter le costume dans lequel il voulait être enterré : « Si t'as l'intention de parler, achète-toi une chemise noire, fils de pute, parce que je vais te tuer. »

Avant les confessions des premiers repentis, personne ne pouvait imaginer l'étendue des affaires des clans de Mondragone. Raffaele Acconcia, né à Mondragone et lui aussi installé aux Pays-Bas, faisait partie des amis de Rockefeller, il possédait une chaîne de restaurants et était, au dire du repentini Stefano Piccirillo, un trafiquant de drogue d'envergure internationale. C'est justement en Hollande qu'est caché, sans doute dans une banque, le trésor de guerre du clan La Torre, des millions d'euros de bénéfices divers et autres commissions d'intermédiaire que les enquêteurs n'ont jamais pu trouver. À Mondragone, cette présumée caisse noire hollandaise est devenue une sorte de symbole de la richesse absolue, et a remplacé toute autre référence en la matière. On ne dit plus : « Tu me prends pour Crésus » mais « Tu me prends pour un Hollandais ».

Grâce à ses relations en Amérique du Sud et à sa base néerlandaise, le clan La Torre projetait de s'emparer du marché de la cocaïne à Rome. Pour toutes les familles d'entrepreneurs criminels à Caserte et dans les environs, Rome est l'objectif, d'abord du trafic de drogue et ensuite des investissements immobiliers, une sorte d'extension de leur province. Les La Torre pouvaient compter sur des voies d'approvisionnement dont la tête de pont se trouvait sur le littoral

domizio. Les villas sur la côte jouaient un rôle fondamental dans ces trafics, de cigarettes puis de toutes les autres marchandises. L'acteur Nino Manfredi possédait une maison dans le coin. Des représentants des clans vinrent lui demander de la leur vendre. Manfredi refusa et tenta par tous les moyens de résister, mais sa propriété se trouvait à un point stratégique pour l'abordage des hors-bord et les pressions augmentèrent. On ne lui proposa plus de vendre, on lui ordonna de la céder à un prix fixé par le clan. Manfredi s'adressa même à un parrain de Cosa Nostra, et révéla l'affaire à la radio en janvier 1994. Mais les clans de Mondragone étaient puissants et aucune famille sicilienne n'essaya de négocier avec eux. Ce n'est qu'en apparaissant à la télévision et en attirant l'attention des médias nationaux que l'acteur put témoigner des pressions qu'il subissait à cause des intérêts stratégiques de la camorra.

Le trafic de drogue se glissait dans tous les circuits commerciaux existants. Enzo Boccolato, un cousin des La Torre qui possédait un restaurant en Allemagne, avait décidé d'investir dans l'exportation de vêtements. En compagnie d'Antonio La Torre et d'un entrepreneur libanais, il achetait dans les Pouilles – puisque les clans de Secondigliano avaient le monopole de la production textile en Campanie – et revendait au Venezuela grâce à un intermédiaire, un certain Alfredo, que les enquêteurs ont présenté comme un des plus importants trafiquants de diamants en Allemagne. À l'initiative des clans camorristes de Campanie, les diamants devinrent en peu de temps l'investissement privilégié de l'argent à blanchir, car leur cours était très volatil mais leur valeur nominale stable. Enzo Boccolato était bien connu dans les aéroports, au Venezuela et à Francfort, il avait des contacts au contrôle des bagages qui ne s'occupaient pas seulement de l'expédition et de l'arrivée des marchandises, semble-t-il, mais se préparaient également à mettre sur pied un vaste réseau de trafic de cocaïne. À première vue, on pourrait croire qu'une fois accumulée une grande quantité de capitaux les clans mettent fin à leurs activités criminelles, changent profondément de nature et se tournent vers les affaires légales. Comme les Kennedy, qui avaient gagné beaucoup d'argent grâce à la vente d'alcool pendant la Prohibition, avant de couper tout lien avec le crime. Mais, en réalité, la force des entrepreneurs criminels italiens est justement de ne jamais renoncer aux sources illégales de profit et d'avancer sur deux voies parallèles. À Aberdeen, on appelle ce système le « scratch » : de même que les rappeurs et les D.-J. arrêtent d'un doigt la rotation du disque sur la platine, le manœuvrent d'avant en arrière, les entrepreneurs de la camorra bloquent l'espace d'un instant le disque du marché légal. Ils le bloquent, le « scratchent », puis le font repartir plus vite qu'avant.

Au cours des diverses enquêtes du parquet antimafia de Naples sur

les La Torre, il apparaît que la voie criminelle prenait le relais lorsque la branche légale était en crise. Si l'on manquait de liquidités, on émettait de la fausse monnaie, et, s'il fallait obtenir rapidement des capitaux, on vendait de fausses obligations. La concurrence était écrasée grâce au racket, les marchandises importées échappaient aux taxes. Scratch le disque de l'économie légale permet d'offrir aux clients des prix stables, sans variations erratiques, et de rembourser sans difficulté les emprunts bancaires : l'argent continue à circuler, les produits à être achetés. Scratch est une façon de réduire l'écart entre la loi et les impératifs économiques, entre ce qui est interdit et ce qui est nécessaire.

Pour conduire leurs affaires à l'étranger, les La Torre avaient impérativement besoin, à tous les niveaux de la structure, d'éléments britanniques qui pouvaient même devenir des affiliés. Brandon Queen, détenu en Angleterre, où il reçoit ponctuellement de Mondragone son salaire mensuel, primes comprises, est l'un de ces affiliés étrangers. Dans l'ordonnance de mise en détention provisoire de juin 2002, on lit que « Brandon Queen figure systématiquement parmi les salariés du clan, à la demande expresse d'Augusto La Torre ». En plus de la protection physique et de la rétribution, les affiliés bénéficient d'une assistance juridique et d'un soutien de l'organisation en cas de cavale. Toutefois, s'il avait reçu ces garanties directement du parrain, cela signifie que Queen jouait un rôle vital dans les affaires du clan et était devenu le premier camorriste de nationalité britannique de l'histoire criminelle, en Italie et au Royaume-Uni.

J'entendais parler de Brandon Queen depuis des années. Mais je ne l'avais jamais vu, pas même en photo. Une fois à Aberdeen, je ne pouvais pas ne pas me renseigner sur Brandon, l'homme de confiance d'Augusto La Torre, le camorriste écossais, l'homme qui avait mis fin sans problème à ses rapports avec les vieux clans des Highlands pour travailler avec ceux de Mondragone, car il ne connaissait que la syntaxe des entreprises et la grammaire du pouvoir. Autour des bars et des restaurants des La Torre gravitaient toujours des groupes de jeunes du coin. Ce n'étaient pas de petits délinquants paresseux qui éclusaient des bières en attendant une occasion de bagarre ou de vol à la tire, ils étaient malins et travaillaient à tous les niveaux des entreprises légales, transports, publicité, marketing. Lorsque je mentionnais Brandon, je ne recevais pas de regards hostiles ou de réponses vagues, comme c'était le cas à Naples dès qu'on citait le nom d'un affilié. On aurait dit qu'ils connaissaient Queen depuis toujours : sans doute était-il devenu une sorte de légende, désormais sur toutes les lèvres. Queen était l'homme qui avait réussi. Pas seulement un employé, comme eux, dans les restaurants, les entreprises, les

commerces et les agences immobilières, touchant un salaire fixe. Brandon Queen était un peu plus que cela, il avait réalisé le rêve de nombreux jeunes Écossais : non seulement participer aux activités légales, mais devenir un membre du Système, jouer un rôle opérationnel au sein du clan. Devenir un camorriste à part entière, même si l'on avait le handicap d'être né en Écosse et qu'on était donc censé croire que l'économie ne connaît qu'une seule voie, banale, celle que tout le monde emprunte, faite de règles, de concurrence et de prix, et qui implique victoires et défaites. J'étais impressionné de constater qu'aux yeux des gens mon anglais alourdi par la prononciation italienne ne trahissait pas l'immigrant, une version chétive de Jake La Motta ou le compatriote d'envahisseurs criminels venus faire de l'argent sur leurs terres, mais avait une grammaire propre qui sait le pouvoir absolu de l'économie, celui qui peut décider de tout pour tous et n'a pas de limites, quitte à risquer la prison à vie ou la mort. Si improbable que cela puisse sembler, lorsqu'ils parlaient on comprenait qu'ils connaissaient parfaitement Mondragone, Secondigliano, Marano et Casal di Principe, des endroits que les parrains entrepreneurs, originaires de ces territoires et clients des restaurants où ces jeunes travaillaient, leur avaient présentés comme ceux d'épopée lointaine. Naître en terre de camorra signifiait, aux yeux des Écossais de mon âge, bénéficier d'entrée d'un avantage. On est marqué au fer rouge, on fait partie de ceux pour qui l'existence est une arène dans laquelle le talent d'entrepreneur, les armes et même sa propre vie ne sont qu'un moyen de conquérir pouvoir et argent : ce qui justifie qu'on existe et qu'on respire, ce qui permet de vivre au cœur de son époque sans se soucier d'autre chose. Brandon Queen y était parvenu, même s'il n'était pas né en Italie, même s'il n'avait jamais vu la Campanie, même s'il n'avait jamais roulé pendant des kilomètres en longeant des chantiers, des décharges et des élevages de bufflonnes. Il était parvenu à être un véritable homme de pouvoir, un camorriste.

Et pourtant cette grande organisation mondiale, commerciale et financière, n'avait nullement renoncé au contrôle qu'elle exerçait sur sa terre d'origine. À Mondragone, Augusto La Torre avait exercé son pouvoir avec une grande sévérité. Pour que le cartel devienne aussi puissant, il s'était montré impitoyable. Il faisait venir les armes de Suisse, par centaines. Sur le plan politique, il avait connu plusieurs phases : il était passé d'une présence massive dans la gestion des marchés publics à de simples alliances et à des contacts sporadiques, développant ses affaires au point que c'est la politique qui avait dû suivre leur rythme. Mondragone fut la première commune dissoute administrativement pour infiltrations camorristes durant les années

quatre-vingt-dix. Avec le temps, la politique et les clans ne se sont jamais vraiment éloignés. Un affilié napolitain en fuite fut hébergé en 2005 par un candidat figurant sur la liste apolitique du maire sortant, et la fille d'un policier municipal accusé d'accepter des pots-de-vin au nom des La Torre siégea longtemps au conseil municipal.

Augusto avait toujours été sévère avec les politiques. Les opposants aux affaires de la famille devaient d'une façon ou d'une autre subir des punitions féroces et exemplaires. Les ennemis des La Torre étaient toujours éliminés de la même manière et, dans le jargon criminel, la méthode d'Augusto est désormais dite « à la *mondragonese* ». La technique consiste à cacher dans des puits, à la campagne, les corps criblés de dizaines de balles, avant d'y lancer une grenade pour qu'ils soient réduits en bouillie et que la terre recouvre les restes. C'est ainsi qu'Augusto La Torre avait procédé avec Antonio Nugnes, premier adjoint au maire démocrate chrétien, disparu en 1990. Nugnes s'opposait aux clans, qui voulaient gérer tous les marchés publics de la commune et intervenir dans les affaires politiques et administratives. Augusto ne voulait pas d'alliés, il voulait être seul aux commandes. À cette période, on ne s'embarrassait pas de longues considérations quant à la conduite des opérations : on tirait d'abord et on réfléchissait ensuite. La Torre était très jeune lorsqu'il devint le parrain de Mondragone, et l'un de ses premiers objectifs fut de devenir actionnaire d'une clinique privée en construction, l'Incoldana, dont Nugnes était l'un des principaux associés. Une des cliniques les plus prestigieuses de la région, dans le sud du Latium et le nord de la Campanie, tout près de Rome, qui attirerait un nombre considérable d'entrepreneurs du bas Latium et comblerait le manque de structures hospitalières efficaces sur le littoral *domizio* et dans *l'agro pontino* 1. Augusto avait placé un de ses hommes au sein du conseil d'administration de la clinique, son dauphin, lui aussi homme d'affaires du clan, qui avait fait fortune en gérant une décharge. Augusto exigeait qu'il représente la famille. Nugnes s'y opposa, il avait compris que La Torre ne se contenterait pas de mettre un pied dans une grosse affaire mais en voudrait davantage. Le parrain envoya donc un de ses hommes voir le premier adjoint pour l'amadouer et le convaincre d'accepter les conditions financières qu'il voulait imposer. Pour un homme politique démocrate-chrétien, être en rapport avec un parrain et composer avec son pouvoir économique et militaire n'était pas un scandale. Les clans étaient la première force économique du territoire, et refuser de les rencontrer n'aurait pas eu de sens, comme si l'adjoint au maire de Turin refusait de rencontrer le président-directeur général de Fiat. Augusto La Torre n'envisageait pas d'acquérir des parts de la clinique à un prix avantageux, comme l'aurait fait un parrain plus diplomate, il les voulait gratuitement. En

échange, il garantirait que, une fois les contrats obtenus (nettoyage, transports, surveillance), toutes ses entreprises travailleraient avec sérieux et à un très bon prix. Il assurait à Nugnes que même ses bufflonnes donneraient un meilleur lait si cette clinique tombait dans son escarcelle. Des hommes vinrent chercher l'adjoint dans son exploitation agricole et le conduisirent à Falciano del Massico, prétextant une rencontre avec le parrain. Ce dernier a par la suite déclaré qu'il avait attendu l'arrivée de Nugnes en compagnie de Jimmy, c'est-à-dire Girolamo Rozzera, et de Massimo Gitto, Angelo Gagliardi, Giuseppe Valente, Mario Sperlongano et Francesco La Torre. Tous prêts pour l'exécution. Dès qu'il descendit de voiture, le maire adjoint alla à la rencontre du parrain. Tout en écartant les bras pour le saluer, Augusto marmonna ces quelques mots à Jimmy, comme il l'a déclaré aux magistrats : « Amène-toi, l'oncle Antonio est là. »

Un message clair et définitif. Jimmy s'approcha de Nugnes par derrière et lui tira deux balles qui se fichèrent dans sa tempe, puis le parrain lui-même donna le coup de grâce. Ils jetèrent le corps dans un puits profond de quarante mètres, en pleine campagne, dans lequel ils firent exploser deux grenades. Pendant des années personne ne sut ce qu'était devenu Antonio Nugnes. Des appels signalaient sa présence un peu partout en Italie, alors qu'il était dans un puits, recouvert par des tonnes de terre. Treize ans plus tard, Augusto et ses fidèles ont indiqué aux carabinieri où ils pourraient trouver les restes du premier adjoint qui avait osé s'opposer au développement de leurs affaires. Quand les carabinieri ont commencé à rassembler les restes, ils se sont aperçus qu'ils appartenaient à plusieurs hommes : quatre tibias, deux crânes, trois mains. Pendant plus de dix ans, le corps de Nugnes avait été mêlé à celui de Vincenzo Boccolato, un camorriste lié à Cutolo, qui s'était rallié aux La Torre après la défaite de son camp.

Boccolato avait été condamné à mort pour avoir gravement insulté Augusto dans une lettre envoyée à un ami. Le parrain l'avait lue par hasard, tandis qu'il se trouvait dans la maison d'un de ses affiliés. En feuilletant des papiers il avait vu son nom et, intrigué, s'était mis à parcourir le flot d'insultes et de critiques que Boccolato émettait à son endroit. Avant d'en avoir terminé, Augusto avait déjà rendu son verdict. Il désigna un tueur : Angelo Gagliardi, ancien partisan de Cutolo comme Boccolato, qui monterait ainsi dans sa voiture sans avoir de soupçons. Les amis sont les meilleurs tueurs, ceux qui sont en mesure d'accomplir le travail le plus propre, sans être obligés de poursuivre une victime qui s'enfuit en hurlant. En silence, quand elle s'y attend le moins, on lui pointe une arme sur la nuque et on fait feu. Le parrain voulait que les exécutions se fassent dans l'intimité, entre amis. Il ne supportait pas qu'on se moque de lui, ne voulait pas qu'on

puisse prononcer son nom et éclater de rire ensuite. Personne ne devait oser.

Luigi Pellegrino, que tout le monde connaissait en tant que Gigiotto, était au contraire de ceux qui aiment dire du mal des puissants de sa ville. En terre de camorra, les jeunes parlent volontiers des préférences sexuelles des parrains, des orgies qu'organisent les responsables de zone, des filles des entrepreneurs du clan qui couchent à droite et à gauche. Mais en général les parrains le tolèrent, ils ont d'autres chats à fouetter et il est du reste inévitable que la vie privée des puissants suscite quelques commérages. Gigiotto faisait courir des rumeurs sur la femme du parrain, il racontait l'avoir vue en compagnie d'un des hommes de confiance d'Augusto et affirmait qu'elle se faisait conduire à ces rencontres par le chauffeur personnel de son mari. Le numéro un du clan La Torre, l'homme qui avait la mainmise sur les affaires, était trompé par sa femme, sous son nez, et ne s'apercevait de rien. Gigiotto répétait ces histoires en ajoutant chaque fois de nouveaux détails, de nouvelles variantes. Qu'elle soit vraie ou non, l'histoire de la femme du parrain qui le cocufiait avec son bras droit passait de bouche en bouche, et tous veillaient à citer soigneusement leur source : Gigiotto. Un jour, tandis qu'il marchait dans le centre de Mondragone, Gigiotto entendit une moto qui s'approchait un peu trop du trottoir. Dès qu'il sentit le moteur ralentir, il prit la fuite. Les premiers coups de feu retentirent, mais en slalomant entre les passants et les lampadaires, Gigiotto obligea le passager de la moto à vider son chargeur et le motard dut alors s'arrêter puis le poursuivre à pied. Il se réfugia dans un café, tenta de se cacher derrière le comptoir. L'homme sortit son arme et lui tira en pleine tête devant des dizaines de personnes qui disparurent en un instant, en silence et à toute vitesse. D'après les enquêtes, l'élimination avait été décidée par Giuseppe Fragnoli, le numéro deux du clan. Il n'avait demandé l'autorisation à personne avant de faire taire la mauvaise langue qui salissait la réputation du parrain.

Dans l'esprit d'Augusto, Mondragone, ses campagnes, la côte et la mer n'étaient qu'un ensemble d'entreprises, un territoire à sa disposition et à celle de ses associés, dont ils extrayaient la matière première à transformer, au profit de leurs entreprises. Il avait formellement interdit le trafic de drogue à Mondragone et sur le littoral *domizio*, c'était là l'ordre le plus important que les parrains de la région pouvaient donner à leurs subalternes et aux autres. Cette interdiction était liée à des considérations d'ordre moral, car il fallait préserver la population de la ville des méfaits causés par l'héroïne et la cocaïne. Mais il fallait surtout éviter que, sur leur territoire, les hommes qui géraient le trafic au sein du clan puissent s'enrichir, devenir un pouvoir au sein du pouvoir et obtenir des ressources

économiques immédiates qui leur permettraient de s'opposer aux chefs de la famille. La drogue que le cartel de Mondragone achetait aux Pays-Bas et revendait à Rome et dans le Latium était absolument interdite de séjour dans la ville. Les habitants qui voulaient s'approvisionner en haschisch, coke et héroïne devaient prendre leur voiture et aller jusqu'à Rome pour acheter la drogue que les familles de Naples, de Casale et de Mondragone y faisaient arriver. Comme un chat qui essaie de se mordre la queue. Le clan créa même un groupe, le G.A.D., groupe anti-drogue, qui ne manquait jamais d'appeler la police pour revendiquer ses actions. Si l'on était pris avec un pétard à la bouche, on se faisait casser le nez. Si une brave épouse tombait sur un sachet de coke, il suffisait qu'elle prévienne quelqu'un du G.A.D. qui, à coups de pied et de poing dans le visage, faisait vite passer l'envie de sniffer à son infortuné propriétaire et interdisait à toutes les stations-service du coin de le servir pour l'empêcher d'aller à Rome.

Un jeune Égyptien, Hassa Fakhry, paya cher sa dépendance à l'héroïne. Il était porcher et gardait des cochons noirs de Caserte, une race très rare, à la peau plus foncée que celles des bufflonnes, petits et velus, des accordéons de graisse dont on fait des saucisses, du saucisson et dont les côtes sont particulièrement savoureuses. Un métier infâme : ramasser de la merde, égorger des porcs tête en bas pour recueillir leur sang dans une bassine. En Égypte, il était chauffeur, mais il venait d'une famille de paysans et savait donc s'occuper des animaux. Pas des porcs, puisqu'il était musulman. Les porcs étaient donc doublement répugnants à ses yeux. Pourtant, il valait sans doute mieux ça que ramasser de la bouse de bufflonne toute la journée comme le faisaient les Indiens, car les cochons produisent beaucoup moins d'excréments, et les porcheries sont minuscules comparées aux étables à bovins. Tous les Arabes le savent, c'est pour cela qu'ils acceptent de s'occuper des cochons, ils échappent ainsi à l'épuisant travail que nécessitent les buffles. Quand Hassa commença à prendre de l'héroïne, il montait dans le train, achetait ses doses à Rome et rentrait à la porcherie. Devenu un vrai toxicomane, il ne gagnait plus assez d'argent et son dealer lui conseilla de vendre de la drogue à Mondragone, puisqu'il n'y avait aucun endroit où on en trouvait. Il accepta et se mit donc à dealer devant le bar Domizia. Il se constitua rapidement une bonne clientèle et gagnait en une dizaine d'heures ce que lui rapportaient six mois à garder les cochons. Mais il suffit d'un coup de téléphone du propriétaire du bar, comme cela se fait dans le coin, pour que le trafic cesse. On appelle un ami, qui appelle un cousin, qui le signale à un *compare*, lequel rapporte l'information à qui de droit. Un circuit dont on connaît seulement les points de départ et d'arrivée. Quelques jours après, les hommes de La Torre qui faisaient partie du G.A.D. se rendirent directement à la

masure du jeune homme. Pour éviter qu'il disparaisse entre les porcs et les bufflonnes et de devoir crapahuter dans la boue et la merde en le pourchassant, ils sonnèrent chez lui en se faisant passer pour des policiers. Ils le firent monter dans leur voiture et repartirent. Mais le véhicule ne prit pas le chemin du commissariat. Dès qu'Hassa Fakhry comprit qu'ils allaient le tuer, il eut une étrange réaction allergique. Comme si la peur avait provoqué un choc anaphylactique, son corps se mit à enfler, on aurait dit qu'on lui insufflait brutalement de l'air. Quand il raconta cette histoire aux policiers, Augusto La Torre lui-même était encore épouvanté par cette métamorphose : les yeux de l'Égyptien devinrent minuscules, comme si son crâne les avalait, une sueur aussi épaisse que du miel suintait de ses pores et une salive blanchâtre, comme de la ricotta, coulait de sa bouche. Ils furent huit à le tuer. Mais seuls sept d'entre eux tirèrent. « Ça m'a semblé complètement inutile et stupide de tirer sur un corps sans vie », a déclaré le repenté Mario Sperlongano. Mais il en avait toujours été ainsi : Augusto était comme ivre de son propre nom et de ce qu'il représentait. Il voulait que tous ses hommes, ses légionnaires de la camorra, soient avec lui, qu'ils accompagnent chacune de ses actions. Des exécutions qui auraient pu être perpétrées par un ou deux hommes devaient impliquer tous ses fidèles. Souvent, il demandait à ceux qui étaient présents de tirer au moins une balle, même si le corps était déjà sans vie : un pour tous et tous pour un. Aux yeux d'Augusto, tous ses hommes devaient participer, même quand c'était superflu. Il fallait agir tous ensemble, de peur que quelqu'un ne se défile. Il pouvait arriver qu'en faisant des affaires, à Amsterdam, à Aberdeen, à Londres ou à Caracas, un affilié perde la tête et croie pouvoir se débrouiller seul. C'est là que la violence devient la vraie valeur des affaires, y renoncer signifie tout perdre. Après qu'ils l'eurent criblé de balles, le corps d'Hassa Fakhry fut piqué des centaines de fois par des seringues à insuline, celles qu'utilisent les héroïnomanes. Un message gravé sur sa peau que tous, de Mondragone à Formia, devaient comprendre instantanément. Et le parrain ne reculait devant rien. Quand l'affilié Paolo Montano, dit Zumpariello, un des hommes les plus solides parmi les commandos des La Torre, commença à se droguer et ne parvint plus à se passer de coke, le parrain le fit convoquer dans une ferme par un de ses amis. Une fois sur place, Ernesto Cornacchia aurait dû vider son chargeur sur lui, mais il hésita à tirer, de peur de toucher le parrain qui se trouvait trop près de Montano. En le voyant temporiser, Augusto sortit son arme et le tua, mais une balle ricocha et atteignit Cornacchia à la hanche. Ce dernier avait préféré prendre une balle plutôt que risquer de blesser le parrain. On jeta également Zumpariello dans un puits et on le fit exploser « à la *mondragonese* ». Ses légionnaires étaient prêts à tout

pour Augusto : même quand le parrain se repentit, ils le suivirent. En janvier 2003, après l'arrestation de sa femme, La Torre décida de franchir le pas et de collaborer avec la justice. Il s'accusa d'une quarantaine de meurtres, en compagnie de ses fidèles, et indiqua où se trouvaient les restes de corps déchiquetés au fond des puits dans la campagne autour de Mondragone. Il revendiqua également des dizaines de cas de racket, des aveux qui mettaient en avant les aspects militaires plutôt qu'économiques. Peu après, ses fidèles, Mario Sperlongano, Giuseppe Valente, Girolamo Rozzera, Pietro Scuttini, Salvatore Ora-bona, Ernesto Cornacchia et Angelo Gagliardi, firent de même. Quand ils sont en prison, les parrains se servent du silence comme de l'arme la plus sûre pour conserver leur autorité, même s'ils sont dans des quartiers de haute sécurité et ne peuvent plus gérer directement leurs affaires. Mais le cas d'Augusto La Torre est particulier : comme il avait parlé et avait été imité par tous ses hommes, il n'avait pas à craindre que quelqu'un s'en prenne à sa famille après sa défection, ni que sa collaboration avec la justice mette réellement en danger l'empire économique du cartel de Mondragone. Sa confession a joué un rôle essentiel, mais seulement pour comprendre la logique des règlements de comptes et l'histoire du pouvoir sur le littoral entre Caserte et le Latium. Augusto La Torre a parlé du passé, comme le font beaucoup de parrains de la camorra. Sans repentis, on ne connaîtrait pas cette histoire et on découvrirait vingt ans après la vérité des faits, les détails et les mécanismes, comme si un homme ne comprenait comment fonctionnent ses organes vitaux qu'après sa mort.

Les aveux d'Augusto La Torre et de son état-major pouvaient leur valoir d'importantes remises de peine car ils avaient livré un grand nombre d'informations détaillées : la possibilité pour tous de sortir de prison après quelques années et de conserver leurs capacités économiques légales, puisqu'ils avaient désormais abandonné le pouvoir militaire à d'autres, en particulier aux familles albanaises. Comme s'ils avaient choisi de se servir de leur connaissance des faits, qu'ils rapportaient d'ailleurs avec justesse et précision, pour négocier, obtenir de ne plus vivre que de la partie légale de leurs activités et éviter la prison à vie, les guerres de succession. Augusto n'avait jamais supporté l'enfermement, il n'aurait pu faire face à des décennies de prison comme les grands parrains à l'ombre desquels il avait grandi. Il avait exigé que la cantine de la prison respecte son régime végétarien et, comme il aimait le cinéma mais ne pouvait avoir de magnétoscope dans sa cellule, avait plusieurs fois demandé au propriétaire d'une chaîne de télévision locale d'Ombrie, la région où il était détenu, de diffuser quand il en avait envie les trois volets du *Parrain*, le soir,

avant qu'il s'endorme.

D'après les magistrats, les aveux de La Torre se sont révélés des plus ambigus, car il n'a jamais renoncé à son rôle de parrain. Une lettre adressée par Augusto à son oncle montre combien ses révélations de repentí n'étaient qu'un prolongement de son pouvoir. Le parrain y rassure son oncle, qu'il dit avoir « préservé » de toute implication dans les affaires du clan, mais n'omet pas une menace très claire et habilement formulée à son attention et à celle de deux autres membres de la famille, au cas où ces derniers envisageraient une alliance contre lui à Mondragone : « Ton gendre et son père se sentent protégés par des personnes qui promènent leur propre cadavre. »

Bien que repentí, le parrain demandait de l'argent depuis sa cellule de L'Aquila et, en contournant les mesures de sécurité, il envoyait des lettres contenant ordres et menaces, qu'il confiait toujours à son chauffeur Pietro Scuttini ou à sa mère. Selon les magistrats, il s'agissait de courriers d'extorsion. Un message au ton courtois adressé au propriétaire d'une des plus grandes fromageries du littoral prouve que, dans l'esprit d'Augusto, celui-ci était toujours à sa disposition.

« Cher Peppe, j'ai un grand service à te demander car je suis ruiné, si tu veux bien m'aider, mais seulement au nom de notre vieille amitié, pour aucune autre raison. Même si tu refuses, sois tranquille et sache que je te protégerai toujours ! J'ai besoin de toute urgence de dix mille euros par mois, dis-moi aussi si tu peux me donner mille euros par mois, pour mes enfants...»

La famille La Torre était habituée à un niveau de vie bien supérieur à ce que permettait l'aide économique fournie par l'État aux repentis. Je n'ai pu mesurer le chiffre d'affaires de la famille qu'après avoir lu les documents de la maxi-saisie ordonnée par les magistrats de Santa Maria Capua Vetere en 1992. Ils saisirent des biens immobiliers d'une valeur actuelle d'environ deux cent trente millions d'euros, auxquels s'ajoutaient des lieux de production et des biens d'équipement d'une valeur de cent vingt-trois millions d'euros. Il s'agissait de nombreuses usines situées entre Naples et Gaète, le long de la côte, parmi lesquelles une fromagerie, une sucrerie, quatre supermarchés, neuf villas au bord de l'eau, des hangars entourés de terrain, des voitures et des motos de grosse cylindrée. Chacune des entreprises employait environ soixante salariés. Les juges ordonnèrent en outre la saisie de l'entreprise à laquelle la commune avait attribué le marché de la collecte des déchets ménagers. Une opération gigantesque, qui privait le clan de ressources colossales, mais dont la portée était minime par rapport au chiffre d'affaires réel. La justice saisit également une immense villa dont la réputation était parvenue jusqu'à Aberdeen. Elle avait quatre étages, juste au-dessus de la mer, sur la plage Ariana de

Gaète, possédait une piscine équipée d'un labyrinthe sous-marin et s'inspirait de la villa de Tibère – pas le fondateur du clan, l'empereur romain, qui s'était retiré à Capri pour gouverner. Je n'ai jamais pu entrer dans cette villa, mais les légendes qui l'entouraient et les documents de la justice m'ont permis de découvrir l'existence de ce « mausolée impérial » qui veillait sur l'ensemble des propriétés italiennes du clan. La zone côtière aurait pu être une sorte d'espace infini autorisant toutes sortes de fantaisies architecturales. Mais, au fil du temps, elle s'était couverte d'un fatras de maisons et de maisonnettes vite bâties pour stimuler un vaste tourisme dans le sud du Latium et jusqu'à Naples. Aucun plan d'occupation des sols, aucun permis de construire. Dès lors, les pavillons situés entre Castelvolturmo et Mondragone ont servi de logements où entasser des dizaines d'immigrés africains, et les jardins publics, les terrains sur lesquels devaient être construits de nouveaux lotissements destinés aux vacanciers, se sont changés en décharges sauvages. Aucune ville de la côte ne possède d'épurateur. Une mer couleur rouille baigne désormais des plages couvertes d'ordures. En quelques années, toute trace de beauté a été éliminée. L'été, certains bars de la côte servent de bordels, et certains de mes amis, qui, le soir, se préparaient à aller faire la fête, me montraient leur portefeuille vide : non pas sans argent mais sans le fameux carré d'aluminium, le préservatif. Aller tirer son coup à Mondragone sans préservatif, c'était parfaitement tranquille : « Ce soir, pas besoin ! » À Mondragone, Augusto La Torre valait tous les préservatifs. Le parrain avait également décidé de veiller sur la santé de ses sujets. Mondragone devint une sorte de sanctuaire, complètement à l'abri de la plus crainte des maladies infectieuses. Tandis que le H.I.V. faisait des ravages partout, le nord de la province de Caserte était étroitement placé sous contrôle. Le clan était très attentif et surveillait les analyses de tous. Il détenait, dans la mesure du possible, la liste complète des malades : le territoire ne devait pas être contaminé. Les La Torre apprirent ainsi que Fernando Brodella, un proche d'Augusto, était séropositif. Il pouvait donc être dangereux, car il fréquentait des filles de la ville. Ils n'envisagèrent pas de lui trouver un bon médecin, ni de lui payer les soins adéquats. Ils ne firent pas comme le clan Bidognetti, qui offrait à ses affiliés des opérations dans les meilleures cliniques d'Europe et les confiait aux médecins les plus compétents. Ils mirent la main sur lui et le tuèrent de sang-froid. Éliminer les malades pour arrêter l'épidémie : c'était l'ordre du clan. Une maladie infectieuse, qui se transmettait en outre d'une façon absolument impossible à contrôler, par les rapports sexuels, ne pouvait être endiguée qu'en neutralisant pour toujours ceux qui en souffraient. On ne pouvait être sûr qu'ils ne contamineraient personne qu'en les privant de la vie.

Les investissements réalisés en Campanie devaient eux aussi être sûrs. De fait, les La Torre possédaient dans les environs d'Anacapri une villa qui servait de caserne aux carabinieri. Avec de tels locataires, ils étaient certains que le loyer serait payé, pas de regrettable oubli à craindre. Et quand ils comprirent que la villa serait plus rentable si elle était louée aux touristes, ils expulsèrent les carabinieri, la divisèrent en six appartements avec jardin et place de parking, et en firent une résidence de vacances, avant que l'Antimafia la saisisse. Des investissements propres, sûrs, sans aucun risque spéculatif.

Après la confession d'Augusto, le nouveau parrain, Luigi Fragoli, un fidèle des La Torre depuis toujours, eut des problèmes avec certains des affiliés, dont Giuseppe Mancone, dit Rambo. Ressemblant vaguement à Stallone et dûment bodybuildé, celui-ci était en train de monter une place de deal qui ferait rapidement de lui un personnage important, avant de chasser les anciens parrains dont le prestige avait été sérieusement entamé par leurs aveux à la justice. D'après le parquet antimafia, les clans de Mondragone demandèrent à la famille Birra, d'Herculanum, de leur prêter quelques tueurs. En août 2003, deux de leurs hommes débarquèrent donc à Mondragone pour éliminer Rambo. Ils chevauchaient un de ces énormes scooters, de ceux qui sont difficiles à manier mais tellement menaçants qu'on ne peut résister à l'envie de les conduire lors d'une telle opération. Ils n'avaient jamais mis les pieds à Mondragone mais réussirent aisément à apprendre que celui qu'ils devaient tuer se trouvait au Roxy Bar, comme toujours. Ils garèrent leur engin. Un des tueurs en descendit, entra, s'approcha de Rambo et vida sur lui un chargeur entier. Puis il revint enfourcher le scooter :

« C'est bon ? C'est fait ?

— C'est bon, démarre... »

Près du bar, se trouvait un groupe de jeunes femmes qui préparaient le pont du 15 août. Dès qu'elles virent l'homme arriver en courant, elles comprirent. Elles savaient qu'elles avaient entendu un bruit d'arme automatique, pas des pétards. Elles se collèrent toutes face contre terre, de peur que le tueur ne les voie, et craignant de devenir des témoins. Mais l'une d'elles ne baissa pas les yeux. Elle planta son regard dans celui du tueur et refusa de se plaquer contre le bitume ou de mettre ses mains sur son visage. C'était une femme de trente-cinq ans, enseignante à l'école maternelle. Elle accepta de témoigner et identifia les responsables du meurtre. Parmi toutes les raisons qui auraient pu la pousser à se taire, à faire comme si de rien n'était, à rentrer chez elle et à continuer à vivre comme avant, il y avait la peur, la crainte des menaces, et plus encore un sentiment d'inutilité : faire arrêter un tueur, un de plus. Et pourtant l'enseignante de Mondragone

trouva parmi la multitude d'excuses qui l'auraient autorisée à se taire une unique motivation, la vérité. Une vérité au goût banal, un geste habituel, normal, évident, aussi nécessaire que de respirer. Elle parla sans rien demander en échange. Elle n'exigea pas de récompense ou de protection policière, elle ne fixa pas de prix pour ses révélations. Elle dit ce qu'elle avait vu, décrivit les traits du tueur, ses mâchoires anguleuses, ses sourcils touffus. Après le meurtre, le scooter disparut dans le village, son chauffeur se trompa plusieurs fois de chemin, prit des impasses et dut faire demi-tour. Plus que des tueurs, on aurait dit des touristes pris de folie. Lors du procès qui suivit les révélations de l'enseignante, Salvatore Cefariello, vingt-quatre ans, un tueur à la solde des clans d'Herculanum, fut condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Le magistrat qui recueillit la déposition de l'enseignante parla d'elle comme d'une « rose en plein désert », sortie d'une terre où la seule vérité est toujours celle des puissants, généralement dissimulée et servant le plus souvent de monnaie d'échange, comme une marchandise précieuse.

Mais son témoignage lui rendit la vie difficile, comme si le fil de son existence s'était coincé quelque part et que celle-ci s'était entièrement défaite à la suite de son courageux récit. Elle allait se marier mais l'homme la quitta, elle perdit ensuite son emploi et dut déménager, se placer sous la protection de la police et finalement survivre grâce à la modeste somme que lui versait l'État. Une partie de sa famille prit ses distances avec elle et elle se retrouva plongée dans une solitude abyssale. Une solitude qui envahit tout le quotidien, quand on a envie d'aller danser et plus personne avec qui le faire, lorsque personne ne décroche le téléphone et que les amis sont de moins en moins présents, jusqu'à disparaître complètement. Ce n'est pas témoigner en soi qui fait peur, ni dénoncer un tueur qui fait scandale. La logique de l'omerta n'est pas si banale. Ce qui rend le geste de cette jeune femme un geste scandaleux, c'est le fait d'avoir considéré la possibilité de parler comme une chose naturelle, instinctive, vitale. Vivre sa vie de cette façon, c'est croire réellement que la vérité existe, sur une terre où la vérité est ce qui rapporte et le mensonge ce qui ne rapporte pas : un choix inexplicable. Et les autres se sentent donc en difficulté, mis à nu par le regard de celui ou celle qui a renoncé aux règles de vie commune qu'ils ont acceptées en bloc. Des règles auxquelles on obéit toute honte bue, car au fond c'est ainsi qu'il doit en être, c'est ainsi qu'il en a toujours été : nul ne peut tout changer par ses seules forces, il vaut mieux les économiser, suivre le droit chemin et vivre comme on nous autorise à le faire.

À Aberdeen, j'avais vu de mes yeux la substance même du succès que connaissaient les entrepreneurs italiens. C'est étrange d'observer ces lointaines ramifications quand on connaît leur point de départ. Je

ne saurais pas décrire cette sensation, mais se trouver face à ces restaurants, à ces bureaux, à ces compagnies d'assurances et à ces immeubles, c'est un peu comme être tenu par les chevilles, la tête en bas, et secoué jusqu'à ce qu'on perde sa petite monnaie, ses clés et tout ce qui peut nous sortir par la bouche et par les poches de pantalon, même l'âme, si tant est qu'elle soit à vendre. Les flux de capitaux circulaient partout, tel un rayonnement alimenté par l'énergie de son noyau. On peut le savoir, mais le constater de ses yeux est bien différent. J'avais accompagné Matteo à un entretien d'embauche. Naturellement il avait été pris. Il voulait que je reste moi aussi à Aberdeen.

« Robbè, ici il suffit d'être ce que t'es... »

Matteo avait eu besoin de ses origines, il avait eu besoin de cette aura pour que son curriculum, ses diplômes et son envie de faire soient pris en compte. Les origines qui, en Écosse, lui permettaient d'être un citoyen jouissant de tous ses droits faisaient de lui un moins que rien en Italie, un homme sans protection, sans intérêt, un perdant-né, parce que sa vie n'avait pas suivi la bonne voie. Soudain, il débordait d'un bonheur que je ne lui avais jamais connu auparavant. Plus il était survolté, plus je sentais monter en moi une mélancolie amère. Je n'ai jamais pu me sentir étranger, suffisamment étranger, à l'endroit où je suis né, et aux comportements des gens que je détestais, ni réellement extérieur aux dynamiques brutales qui écrasaient les vies et les désirs. Naître dans certains endroits, c'est comme être le petit d'un chien de chasse et avoir dès la naissance l'odeur du lièvre dans les narines. La volonté n'y peut rien, on court quoi qu'il arrive derrière le lièvre même si, une fois qu'on l'a rattrapé, on peut le laisser s'échapper en desserrant les crocs. Et j'arrivais à deviner cette trace, à suivre les routes et les sentiers, inconsciemment obsédé et doté d'une maudite faculté de comprendre tout le fonctionnement de ces terres de conquête.

Je voulais seulement quitter l'Écosse, m'en aller, ne plus y remettre les pieds. Je suis parti dès que possible. Dans l'avion, j'ai eu du mal à m'endormir, les trous d'air et la nuit de l'autre côté des hublots me prenaient à la gorge comme une cravate serrant ma pomme d'Adam. Cette sensation de claustrophobie n'était pas due au siège trop étroit de cet avion minuscule ni à l'obscurité que j'apercevais, mais à l'impression d'être brisé par une réalité qui ressemblait à un troupeau de bêtes affamées, les unes sur les autres, prêtes à dévorer avant d'être dévorées. Comme si tout n'était qu'un seul territoire, avec une seule dimension et une seule syntaxe partout compréhensible. La sensation qu'il n'y avait pas d'issue possible, l'obligation de prendre part à une grande bataille sous peine de ne pas exister. Je rentrais en Italie conscient qu'il y avait deux routes plus rapides que toutes les autres :

l'une conduisant au nord les capitaux qui alimentent l'économie européenne, l'autre transportant vers le sud tout ce qui pouvait être source de contamination, le faisant passer de force à travers les mailles d'une économie ouverte, flexible, et parvenant à générer ailleurs des richesses qui n'entraîneraient aucune forme de développement là où la métamorphose avait effectivement lieu.

Les déchets avaient fait enfler le ventre du sud de l'Italie. Un ventre gréviste qui s'arrondissait mais dont rien ne sortait jamais, sinon de l'argent, avant d'être de nouveau gréviste et d'accoucher d'autres sommes colossales, et ainsi de suite, jusqu'à ce que le corps se dégrade, que les artères se bouchent, que les bronches soient obturées et les synapses détruites, encore et toujours.

TERRE DES FEUX

Imaginer, ce n'est pas compliqué. Se représenter une personne, un geste ou toute autre chose abstraite. Ce n'est guère difficile, on peut même imaginer sa propre mort. Mais imaginer le fonctionnement de l'économie dans son ensemble est une autre affaire. Les flux financiers, les marges de profit, les contrats, les dettes, les investissements. Il n'y a pas de physionomie à visualiser, rien de précis qui vienne à l'esprit. On peut se représenter les divers processus économiques, mais pas les mouvements de capitaux, les comptes bancaires, les opérations financières. Si l'on tente de se représenter l'économie dans son ensemble, on risque de rester les yeux fermés et de se creuser le cerveau jusqu'à ce qu'apparaissent des formes psychédéliques et colorées sur l'écran des paupières.

De plus en plus, j'essayais de reconstituer dans ma tête l'image de l'économie, quelque chose qui puisse donner un sens à la production, aux ventes, aux prix et aux remises. Mais il semblait impossible de trouver un schéma, un diagramme unique. Peut-être la seule façon de se représenter le cours de l'économie consistait-elle à partir de ce qu'elle laissait derrière elle, à suivre ses traces, les morceaux de peau morte qu'elle perdait sur son parcours.

Les décharges publiques sont le symbole le plus immédiat de tout cycle économique. Elles entassent tout ce qui a existé, elles sont la véritable traîne de la consommation, pas seulement la trace laissée par chaque produit sur la surface du globe. Le Sud est le terminus des déchets toxiques et de tout ce qui est inutile, la lie de la production. D'après Legambiente(103), si les déchets qui échappent aux contrôles publics étaient tous rassemblés, ils pèseraient quatorze millions de tonnes et formeraient une montagne haute de quatorze mille six cents mètres avec une base mesurant trois hectares, soit trois fois le mont Blanc, près de deux fois l'Everest. Cette montagne d'ordures qui ne figurent dans aucun registre officiel deviendrait alors le plus haut sommet de la planète. C'est ainsi que j'ai imaginé l'A.D.N. de l'économie, ses opérations commerciales, les bilans et les comptes de résultats, les dividendes : une gigantesque montagne qui s'est éparpillée, comme si on l'avait fait exploser, dans presque tout le sud de l'Italie, c'est-à-dire les quatre régions où le nombre de délits environnementaux est le plus élevé : la Campanie, la Sicile, la Calabre et les Pouilles. Des régions qui sont aussi celles où, depuis toujours, la

criminalité organisée est la plus forte, où l'on dénombre le plus d'engagés dans l'armée et le plus de candidats aux concours d'entrée dans la police. La région de Caserte, la terre des Mazzoni(104), entre le Garigliano et le Lago Patria, a absorbé pendant trente ans des tonnes de déchets, ordinaires et toxiques.

La zone la plus touchée par ce cancer qu'est le trafic de substances empoisonnées se trouve entre les communes de Grazzanise, Cancellorosso, Santa Maria La Fossa, Castel-volturno et Casal di Principe – soit près de trois cents kilomètres carrés – et dans le périmètre napolitain de Giugliano, Qualiano, Villaricca, Nola, Acerra et Marigliano. Aucune autre partie du monde occidental n'a vu se déverser illégalement autant de déchets, toxiques ou non. Grâce à ce marché, les clans et leurs intermédiaires ont encaissé quarante-quatre milliards d'euros en quatre ans. Un marché qui a progressé de 29,8 %, une croissance avec laquelle seul le marché de la cocaïne peut rivaliser. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les familles de la camorra sont devenues les leaders du traitement des déchets en Europe. Lors de son discours devant le Parlement en 2002, le ministre de l'Intérieur Pisanu signalait déjà que la simple collecte des ordures appartenait au passé et qu'il existait désormais un pacte entre la camorra et des professionnels du secteur afin d'obtenir la mainmise complète sur tout le cycle. Le clan des Casalesi et ses deux branches – celle que dirige Sandokan Schiavone et celle de Francesco Bidognetti, dit Cicciotto di Mezzanotte – se partagent le marché, un marché si colossal que malgré les tensions permanentes il n'a jamais donné lieu à une guerre ouverte. Mais les Casalesi ne sont pas les seuls, le clan Mallardo de Giugliano s'est lui aussi montré très habile lorsqu'il a fallu recycler les bénéfices de ses divers trafics et transporter sur tout le territoire des quantités considérables de déchets. On a découvert dans les environs de Giugliano une carrière désaffectée entièrement remplie d'ordures, dont le volume équivalait à environ vingt-huit mille camions pleins. Soit une file continue de véhicules de Caserte à Milan, pare-choc contre pare-choc.

Les parrains n'ont eu aucun scrupule à enfouir des déchets empoisonnés dans leurs propres villages, à laisser pourrir les terres qui jouxtent leurs propres villas ou domaines. La vie d'un parrain est courte et le règne d'un clan, menacé par les règlements de comptes, les arrestations et la prison à perpétuité, ne peut durer bien longtemps. Saturer un territoire de déchets toxiques, entourer ses villages de collines d'ordures n'est un problème que si l'on envisage le pouvoir comme une responsabilité sociale à long terme. Le temps des affaires ne connaît, lui, que le profit à court terme et aucun frein. L'essentiel du trafic des déchets suit une seule direction : nord-sud. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, dix-huit mille tonnes de

déchets provenant de Brescia ont été enfouis entre Naples et Caserte et, en quatre ans, un million de tonnes à Santa Maria Capua Vetere. Les déchets traités au nord, dans les usines de Milan, de Pavie et de Pise, sont tous expédiés en Campanie. Grâce aux enquêtes coordonnées par le procureur Donato Ceglie, le parquet de Naples et celui de Santa Maria Capua Vetere ont découvert en janvier 2003 que plus de six mille cinq cents tonnes de déchets provenant de Lombardie ont été enfouis en quarante jours à Trentola Ducenta, près de Caserte.

Les campagnes autour de Naples et de Caserte sont une cartographie des ordures, le révélateur de la production industrielle italienne. En visitant décharges et carrières, on peut connaître le destin de décennies entières de biens produits en Italie. J'ai toujours aimé rouler en Vespa sur les petits chemins qui longent les décharges. On a l'impression d'avancer sur des restes de civilisation et des couches d'opérations commerciales, de passer près de pyramides de biens, de suivre des kilomètres de consommation. Des routes de campagne qui souvent sont complètement bétonnées pour faciliter la circulation des camions. Des territoires où la géographie des objets compose une mosaïque variée, multiple. Chaque reste de production ou d'activité y a droit de cité. Tandis qu'un paysan labourait le champ qu'il venait d'acheter, à la limite entre les deux provinces, le moteur de son tracteur commença à tousser, comme si la terre était plus compacte que d'ordinaire. Soudain il vit apparaître des lambeaux de papier sur les côtés du soc. C'était de l'argent. Des milliers et des milliers de billets de banque, des centaines de milliers. Le paysan bondit de son tracteur et se mit à ramasser frénétiquement tous ces restes de billets, un butin caché là par quelque bandit, fruit de quelque gros braquage. Mais c'étaient simplement des billets déchirés et décolorés, triturés, qui provenaient de la Banque d'Italie, des tonnes de ballots de billets utilisés qui n'avaient plus cours légal. Les symboles de la lire italienne s'étaient retrouvés sous terre, les restes de la vieille monnaie répandaient leur plomb dans un champ de choux-fleurs.

Près de Villaricca, les carabinieri localisèrent un terrain sur lequel on avait accumulé les lingettes servant à nettoyer les pis des vaches et provenant de centaines d'élevages de Vénétie, d'Émilie et de Lombardie. En effet, les pis doivent être nettoyés très régulièrement : deux, trois, voire quatre fois par jour. Chaque fois qu'ils les glissent dans les ventouses de la trayeuse automatique, les garçons d'écurie doivent les nettoyer. Souvent les vaches attrapent des mastites ou d'autres maladies similaires, sécrétant du sang et du pus, mais on ne les laisse pas au repos. On les essuie simplement toutes les demi-heures, sans quoi le pus et le sang se retrouveraient dans le lait et des bidons entiers seraient perdus. Quand je passais entre les tas de lingettes, je sentais cette puanteur de lait tourné. Peut-être n'était-ce

qu'une impression, peut-être la couleur jaunâtre des lingettes entassées troublait-elle mes sens. Toujours est-il que ces déchets, accumulés depuis des décennies, ont redessiné le paysage, créé de nouvelles odeurs et des collines qui n'existaient pas auparavant. Les montagnes éventrées par les carrières ont ainsi récupéré le volume qu'elles avaient perdu. En Campanie, se promener dans l'arrière-pays signifie absorber l'odeur de ce que produisent les industries. En voyant mêlés à la terre le sang et la lymphe des usines de tout le territoire, l'image qui vient à l'esprit est celle d'une boule de pâte à modeler que des mains d'enfant auraient formée en mélangeant toutes les couleurs possibles. Près de Grazzanise, on avait accumulé ce que les balayeurs des rues avaient ramassé à Milan pendant des décennies. Ce qu'ils avaient balayé et jeté chaque matin avait été collecté et expédié ici. Chaque jour, huit cents tonnes d'ordures ménagères provenant de la province de Milan sont envoyées en Allemagne. Mais la quantité réelle produite s'élève à mille trois cents tonnes. La différence, soit cinq cents tonnes, personne ne sait ce qu'elle devient. Il est fort probable que ces déchets fantômes sont éparpillés un peu partout dans le sud du pays. Le sol est également contaminé par le toner des imprimantes, comme l'a révélé en 2006 l'opération Madre Terra coordonnée par le parquet de Santa Maria Capua Vetere. La nuit, entre Villa Literno, Castelvoturno et San Tammaro, des camions qui transportaient officiellement du compost déversaient le toner utilisé par les imprimantes de bureau de Toscane et de Lombardie. L'odeur était acide et forte, plus encore quand il pleuvait. La terre était pleine de chrome hexavalent. Si on l'inhale, il se fixe dans les globules rouges et dans les cheveux, provoque des ulcères, des difficultés respiratoires, des problèmes rénaux et le cancer du poumon. Chaque mètre carré de terre recèle ses propres déchets. Un de mes amis, dentiste de son état, m'a raconté que des gamins lui avaient apporté des crânes. De vrais crânes, des crânes humains, pour qu'il leur nettoie les dents. Tels autant de petits Hamlet, ces jeunes tenaient le crâne dans une main et dans l'autre une liasse de billets pour payer le nettoyage. Le dentiste les avait chassés de son cabinet et m'avait appelé, très nerveux : « Mais où ils les trouvent, ces foutus crânes ? Où est-ce qu'ils vont les chercher ? » Il imaginait des scènes apocalyptiques, des rites sataniques, des jeunes initiés à la parole du démon. J'ai ri. Il n'était guère difficile de comprendre d'où ils venaient. Une fois où je passais du côté de Santa Maria Capua Vetere, j'avais crevé. Le pneu de la Vespa s'était déchiré en roulant sur une sorte de bâton pointu qui m'avait semblé être un fémur de buffle. Mais il était trop petit. C'était un fémur humain. Les cimetières procèdent régulièrement à des exhumations, ils se débarrassent de ceux que les fossoyeurs les plus jeunes appellent les « archi-morts », les corps qui sont sous terre

depuis plus de quarante ans. Ils devraient avoir recours à des entreprises spécialisées, qui les retraitent en même temps que le cercueil et tout le reste, cierges compris, mais de tels services coûtent très cher et les responsables des cimetières préfèrent payer les fossoyeurs pour creuser et tout mettre dans un camion. Terre, cercueils pourris et os. Arrière-grands-pères, arrière-arrière-grands-pères et ancêtres originaires de partout s'entassaient donc dans la campagne autour de Caserte, si nombreux que le N.A.S.(105) local a découvert, en février 2006, que les gens se signaient comme au cimetière, lorsqu'ils passaient à proximité. Les gamins fauchaient des gants de cuisine à leur mère et, creusant avec les mains ou à l'aide de grandes cuillères, cherchaient des crânes et des cages thoraciques intactes. Aux puces, on peut trouver un marchand prêt à payer un crâne aux dents blanches jusqu'à cent euros. Et une cage thoracique intacte, avec toutes ses côtes, peut valoir jusqu'à trois cents euros. Les tibias, les fémurs et les os du bras ne valent rien. Les mains sont intéressantes, mais leurs os se perdent facilement dans le sol. Un crâne aux dents noirs rapporte cinquante euros, car ils se vendent difficilement : manifestement les clients ne sont pas dégoûtés par l'idée de la mort mais davantage par l'émail des dents qui se gâte peu à peu.

Les clans parviennent à drainer toutes sortes de déchets du nord au sud. L'évêque de Nola a affirmé que le Mezzogiorno était la décharge sauvage de l'Italie riche et industrialisée. Les scories provenant de la production thermique d'aluminium, les dangereuses poussières que contiennent les fumées industrielles, en particulier celles de l'industrie sidérurgique, des centrales thermoélectriques et des incinérateurs. Les restes de peinture, les liquides contaminés par des métaux lourds, l'amiante, la terre provenant d'opérations de bonification(106) qui vont polluer d'autres terres non contaminées. Et aussi les déchets produits par des sociétés ou des installations à risque appartenant aux grands groupes pétrochimiques tels que l'ancienne usine Enichem de Priolo, les boues des tanneries de Santa Croce sull'Arno et celles des épurateurs de Venise et de Forlì qui appartiennent à des sociétés d'économie mixte au capital majoritairement public.

Au départ du mécanisme de traitement illégal des ordures, il y a les responsables de petites ou grandes entreprises qui veulent se débarrasser à bas prix de leurs déchets, de tout ce qui ne peut plus rien leur rapporter mais a néanmoins un coût. Deuxième étape : les responsables des centres de stockage, qui manipulent les documents, recueillent les déchets toxiques et les mélangent très souvent aux ordures ménagères, diluant ainsi le taux de toxicité et permettant de leur attribuer un niveau inférieur dans le C.E.D., le catalogue

européen des déchets(107), qui classe les déchets selon leur dangerosité.

Les chimistes jouent un rôle essentiel, car ils transforment un chargement de déchets toxiques en banales ordures ménagères. Nombre d'entre eux falsifient les formulaires d'identification en maquillant le résultat des analyses. Enfin, il y a les transporteurs, qui traversent le pays jusqu'au lieu choisi pour se débarrasser de la cargaison, et ceux qui les écoulent, une fois à destination. Ces derniers peuvent être les responsables de décharges autorisées ou des installations de compostage où les déchets sont transformés en engrais, mais aussi les propriétaires de carrières désaffectées ou de terres agricoles servant de décharges sauvages. Partout où quelqu'un possède du terrain, on peut écouler des déchets. Pour que ce mécanisme fonctionne, il faut s'assurer que les représentants de la puissance publique ne vont pas contrôler les diverses opérations ou qu'ils confieront la gestion des décharges et des carrières à des personnes clairement affiliées aux organisations criminelles. Les clans ne veulent pas de pactes qui les lient aux hommes politiques, ni d'alliances avec les partis. Il suffit d'un employé, d'un technicien, quiconque désireux d'arrondir ses fins de mois, et, avec la plus grande flexibilité et le plus discrètement du monde, l'affaire peut être menée à terme et profiter à tous. Mais les vrais artisans de telles opérations sont les *stakeholders*(108) : les véritables cerveaux criminels du traitement illégal des déchets toxiques. C'est ici, entre Naples, Salerne et Caserte, qu'on trouve les meilleurs spécialistes d'Italie. Dans le jargon des affaires, le *stakeholder* est un consultant, qui participe, directement ou non, à la mise en place d'un projet. Ceux qui s'occupent des déchets toxiques sont devenus de véritables hommes d'affaires et, quand je me suis trouvé embourbé dans de longues périodes de chômage, il n'était pas rare qu'on me dise : « T'as des diplômes, des compétences, pourquoi tu deviendrais pas *stake* ? »

Dans le Sud, quand on a des diplômes mais qu'on n'a pas un père avocat ou notaire, c'est le plus sûr chemin vers l'enrichissement et l'épanouissement professionnel. Après des études supérieures et avec une bonne présentation, on peut devenir un intermédiaire, en passant quelques années aux États-Unis ou en Grande-Bretagne pour suivre une spécialisation dans le domaine des politiques environnementales. J'en ai rencontré un. Un des premiers, un des meilleurs. Avant de parler avec lui, avant d'observer son travail, je n'avais rien compris au circuit des déchets. Il s'appelait Franco, j'avais fait sa connaissance dans le train, en rentrant de Milan. Il était évidemment sorti de la Bocconi(109) et avait étudié en Allemagne, où il était devenu expert en protection de l'environnement. Un bon *stakeholder* doit avant tout connaître par cœur le catalogue européen des déchets et comprendre

comment il peut agir dans ce cadre. Ainsi il peut imaginer la meilleure façon de traiter les déchets toxiques, de contourner les lois et d'offrir aux entrepreneurs des prestations clandestines et avantageuses. Franco était originaire de Villa Literno. Il voulait me faire connaître son métier et avait entrepris de m'en parler en commençant par le commencement : l'apparence. Ce qu'un *stakeholder* doit faire et ne doit pas faire pour conquérir le succès. Si l'on perd ses cheveux ou qu'on est déjà chauve, il faut absolument éviter les perruques ou toute coupe trop longue destinée à cacher la calvitie : un vrai gagnant a le crâne rasé ou éventuellement les cheveux très courts. Quand il est invité à une soirée, m'expliquait Franco, le *stakeholder* doit toujours être accompagné et ne surtout pas tourner autour des femmes présentes. S'il n'a pas d'épouse, de fiancée, ou que celle-ci n'est pas à la hauteur, il paiera une *escort girl*, une accompagnatrice de luxe parmi les plus élégantes. Dans de telles occasions, les *stakeholders* qui s'occupent des déchets sont là pour rencontrer les patrons d'entreprises chimiques, de tanneries ou d'usines produisant des matières plastiques et leur exposer services et tarifs.

Pour tout entrepreneur italien, le traitement des déchets est une dépense inutile. Les *stake* utilisent toujours la même image : « Ce qu'ils chient ne leur coûte rien, mais les déchets leur coûtent un max. » Mais ils ne doivent pas donner l'impression de proposer une solution criminelle. Les *stakeholders* mettent en relation les entreprises avec les clans et gèrent, même de loin, chaque étape du processus d'écoulement des déchets.

Il existe deux sortes de producteurs de déchets. D'une part, ceux dont le seul but est de faire des économies sur le coût du traitement et qui ne se soucient absolument pas du sérieux des entreprises auxquelles ils s'adressent. Dès qu'ils voient les camions transportant les fûts de poison s'éloigner, ils estiment ne plus être responsables. Et, d'autre part, ceux qui sont directement impliqués dans les opérations illégales et écoulent eux-mêmes leurs déchets. Dans les deux cas, l'intervention des *stakeholders* est nécessaire : ils indiquent le lieu où les déchets seront enfouis, fournissent le transporteur et la personne qui se chargera de déclassifier le chargement. Avec un téléphone et un ordinateur portables, ils déplacent des milliers de tonnes de déchets. Ils touchent un pourcentage de ce qui est facturé aux entreprises, variable selon les volumes de déchets, et proposent un large éventail de prix : les solvants coûtent de dix à trente centimes le kilo, le pentasulfure de phosphore un euro, les ordures ramassées dans la rue cinquante centimes, les emballages contenant des traces de déchets toxiques un euro quarante, les sols contaminés deux euros trente, la terre des cimetières quinze centimes, les résidus non métalliques des automobiles – les *fluff* – un euro quatre-vingt-cinq, transport compris.

Les prix proposés tiennent évidemment compte des exigences des clients et des problèmes de transport, et les quantités gérées par les *stakeholders* sont colossales, leurs marges de profit énormes.

L'opération Houdini, menée en 2004, a montré qu'une seule usine, située en Vénétie, traitait illégalement près de deux cent mille tonnes de déchets par an. Le prix du marché pour retraiter correctement des déchets toxiques va de vingt et un à soixante-deux centimes le kilo. Les clans offrent le même service pour neuf ou dix centimes. Et, toujours en 2004, les *stakeholders* qui opèrent en Campanie sont parvenus à proposer un prix de vingt-cinq centimes le kilo, transport compris, pour le traitement de huit cents tonnes de terres contaminées par des hydrocarbures appartenant à une entreprise chimique. Une économie de quatre-vingts pour cent par rapport au prix normal.

La véritable force des *stakeholders* qui travaillent avec la camorra est leur capacité à offrir un service complet, alors que les intermédiaires respectant la loi pratiquent des prix plus élevés, et sans le transport. Pourtant les *stakeholders* ne sont presque jamais affiliés aux clans. C'est inutile et il vaut mieux pour les deux parties qu'ils ne le soient pas. Les *stakeholders* peuvent travailler pour plusieurs familles, en *free lance*, sans devoir jouer un rôle militaire, sans avoir à reverser une partie de leurs gains, sans être de simples pions sur l'échiquier. Chaque fois qu'elle lance une opération, la justice en arrête de nouveaux, mais les condamnations ne sont jamais lourdes, car leur responsabilité directe est difficile à démontrer : officiellement ils ne prennent part à aucune étape du processus de traitement illégal des déchets.

Avec le temps, j'ai appris à voir les choses avec les yeux du *stakeholder*. Un regard qui est à l'opposé de celui de l'entrepreneur de travaux publics. Pour ce dernier, ce qui est vide doit être rempli et il imagine donc ce qui peut combler ce vide. À l'inverse, les *stakeholders* recherchent le vide là où tout semble plein.

Quand il marchait, Franco ne regardait pas les paysages mais pensait à ce qu'il pourrait y enfouir. Comme si la surface du globe était un immense tapis et qu'il s'agissait de chercher près des montagnes, au bord des champs, un coin à soulever pour balayer en dessous tout ce qu'on peut. Un jour où nous marchions tous les deux, Franco a remarqué l'emplacement d'une station-service désaffectée et il a immédiatement pensé que les réservoirs souterrains pourraient contenir quelques dizaines de petits fûts de déchets chimiques. Une tombe parfaite. Toute sa vie était ainsi : une recherche permanente du vide. Puis Franco a cessé ses activités de *stakeholder*, désormais il ne sillonne plus le pays en voiture, ne va plus rencontrer des entrepreneurs du Nord-Est et ne répond plus à ceux qui font appel à

lui dans tout le pays. Il a ouvert un cours de formation professionnelle, ses élèves sont essentiellement chinois, ils viennent de Hong Kong. Les *stakeholders* d'Extrême-Orient ont appris de leurs collègues italiens comment négocier avec des entreprises de toute l'Europe, proposant des prix bas et des solutions immédiates. Quand le coût du traitement des déchets a augmenté au Royaume-Uni, les *stakeholders* chinois formés en Campanie ont offert leurs services. En mars 2005, la police portuaire néerlandaise a découvert à Rotterdam un chargement de mille tonnes de déchets ménagers anglais en partance pour la Chine, il s'agissait officiellement de papier à recycler. Un million de tonnes de déchets provenant des industries de haute technologie quittent l'Europe chaque année et sont déversés en Chine. Les *stakeholders* les enfouissent à Guiyu, au nord-est de Hong Kong. Enterrés, cachés sous terre, immergés dans des lacs artificiels. Comme dans les environs de Caserte. Guiyu a été si vite polluée que les nappes phréatiques sont irrémédiablement touchées et qu'il faut faire venir l'eau potable de la province voisine. Les *stakeholders* hongkongais rêvent de faire du port de Naples le lieu de triage de tous les déchets européens, un centre de collecte flottant où on entasserait dans les conteneurs l'or que sont les ordures destinées à être enfouies dans le sol chinois.

Les *stakeholders* de Campanie sont les meilleurs, ils ont battu leurs concurrents calabrais, romains et des Pouilles, car, grâce aux clans, ils ont fait des décharges de la région un énorme supermarché *discount*. En trente ans de trafic, ils ont enfoui toutes sortes de produits et ont tout écoulé dans un seul but : casser les prix et augmenter les quantités traitées. L'enquête Midas, menée en 2003, devait son nom aux propos d'un trafiquant placé sur écoute téléphonique : « On n'a qu'à toucher les ordures pour en faire de l'or. » Elle a montré qu'à chaque étape du cycle les clans encaissent une partie des profits.

Quand j'étais en voiture avec Franco, je l'écoutais parler au téléphone. Il donnait des conseils immédiats sur la façon d'écouler des déchets toxiques et les endroits où le faire. Il parlait de cuivre, d'arsenic, de mercure, de cadmium, de plomb, de chrome, de nickel, de cobalt, de molybdène, il passait des rejets des tanneries aux déchets hospitaliers, des ordures ménagères aux pneus, il expliquait comment les traiter, connaissait par cœur les noms des personnes à qui s'adresser. Je pensais aux poisons mélangés au compost, aux fosses destinées aux fûts à haute toxicité qui étaient creusées dans les champs, et je devenais pâle. Franco s'en apercevait.

« Quoi, ça te dégoûte, ce métier ? Mais tu sais que c'est grâce aux *stakeholders* que ce pays de merde est entré dans l'euro ? Tu sais ça, Robbè, hein ? Et tu sais combien d'ouvriers ont gardé leur boulot parce que j'ai fait économisé un max de pognon à leur boîte ? »

Là où Franco était né, on l'avait bien dressé. Il savait qu'en affaires,

soit on gagne, soit on perd, il n'y a pas d'autre issue, et il ne voulait pas perdre ni faire perdre ceux pour qui il travaillait. Mais ce qui se disait et ce qu'il me disait, de même que les justifications qu'il se trouvait, représentait des données terribles et une vision inverse de celle que j'avais eue jusqu'ici en matière de traitement des déchets toxiques. Si l'on fait la somme de tous les chiffres résultant des enquêtes du parquet de Naples et de celui de Santa Maria Capua Vetere depuis la fin des années quatre-vingt-dix, on peut estimer à environ cinq cents millions d'euros le bénéfice économique obtenu par les entreprises qui se sont adressées aux clans. Je savais bien que les enquêtes n'avaient révélé qu'une partie des infractions, et c'est pourquoi ces chiffres me donnaient le vertige. De nombreuses entreprises du Nord avaient pu se développer et recruter du personnel, elles avaient contribué à rendre le tissu industriel du pays assez compétitif pour que l'Italie passe à l'euro, une fois débarrassée du poids que représentait le traitement des déchets par les clans de Naples et de Caserte. En rendant ce service criminel, les familles Schiavone, Mallardo, Moccia, Bidognetti, La Torre et d'autres encore avaient permis à l'économie de se relancer et de devenir plus performante. En 2003, l'opération Cassiopée a révélé que quarante camions remplis de déchets partaient chaque semaine du nord en direction du sud et, selon les enquêteurs, les substances qu'ils transportaient (cadmium, zinc, restes de peinture, boues des épurateurs, plastiques divers, arsenic, résidus produits par les aciéries et plomb) étaient déversées, enterrées ou jetées. Les trafiquants privilégiaient l'axe nord-sud et de nombreuses entreprises de Vénétie et de Lombardie avaient choisi les campagnes de Naples ou de Caserte pour en faire, une énorme décharge, sur le conseil des *stakeholders*. On estime qu'au cours des cinq dernières années environ trois millions de tonnes de déchets de toutes sortes ont été écoulés en Campanie, dont un million dans la seule province de Caserte : dans le « plan régulateur » des clans camorristes, c'est une zone réservée à l'enfouissement des déchets.

Dans la géographie des trafics illégaux, la Toscane, région la plus écologiste d'Italie, joue un rôle à part. C'est là que se concentrent plusieurs filières, de la production à l'intermédiation, comme l'ont notamment montré trois enquêtes : les opérations Roi Midas, Mosca, ainsi que celle baptisée Agriculture biologique en 2004.

La Toscane n'est pas seulement la source de quantités énormes de déchets traités illégalement, c'est aussi une base opérationnelle fondamentale pour toute une série de personnes qui participent à ces activités criminelles : *stakeholders*, chimistes complices, propriétaires d'installations de compostage où sont réalisés les mélanges. Mais les

déchets toxiques ont envahi de nouveaux territoires. D'autres enquêtes ont révélé que des régions telles que l'Ombrie et le Molise, jusqu'ici épargnées, étaient désormais concernées. L'opération Mosca, lancée par le procureur de la République de Larino(110) en 2004, a montré que cent vingt tonnes de déchets « spéciaux » provenant d'usines métallurgiques et sidérurgiques y avaient été écoulés illégalement. Les clans avaient réussi à broyer trois cent vingt tonnes de bitume retiré de la chaussée, à forte concentration en goudron, et trouvé un site de compostage qui les mélangeait à de la terre afin de les dissimuler dans la campagne ombrienne. Le recyclage permettait de telles métamorphoses que chaque étape rapportait plus d'argent que la précédente. On ne se contentait pas de cacher des déchets toxiques, on les transformait en fertilisants et on gagnait de l'argent en vendant ce poison. Quatre hectares de terrain proches de la côte du Molise avaient été cultivés en utilisant des engrais composés de déchets des tanneries : les neuf tonnes de blé qu'on y a récolté contenaient un taux très élevé de chrome. Les trafiquants avaient choisi le littoral, entre Termoli et Campomarino, pour écouler les déchets les plus dangereux en provenance de plusieurs usines du Nord. Mais, d'après les enquêtes coordonnées au cours des dernières années par le parquet de Santa Maria Capua Vetere, la Vénétie sert de véritable centre de stockage et alimente depuis des années le trafic sur tout le territoire national. Les fonderies du Nord se débarrassent de leurs scories sans la moindre précaution, et les mélangent au compost utilisé comme engrais dans les champs cultivés.

Les *stakeholders* de Campanie suivent souvent les mêmes voies que les trafiquants de drogue pour, avec l'aide des clans, trouver de nouveaux territoires où enfouir les déchets. L'enquête Roi Midas révélait déjà que plusieurs individus avaient pris des contacts afin d'organiser un trafic de déchets en Albanie et au Costa Rica. Aujourd'hui, toutes les voies sont possibles, à l'est, en Roumanie, où les Casalesi possèdent des centaines et des centaines d'hectares de terrain, ou en Afrique, au Nigeria, au Mozambique et en Somalie. Des pays où les clans ont toujours eu des contacts et des appuis. Une des choses les plus frappantes pour moi a été d'observer les visages des *stakeholders* de Campanie, collègues de Franco, tous tendus et préoccupés durant les jours qui ont suivi le tsunami(111). Ils pâlissaient en voyant les images de la catastrophe à la télévision. Comme si chacun d'eux y avait eu une femme, une compagne ou des enfants. En réalité, une chose plus précieuse était en jeu : leurs affaires. À cause du raz de marée, on avait retrouvé sur les plages somaliennes, entre Obbia et Warsheik, des centaines de fûts de déchets toxiques ou radioactifs enfouis au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Cette découverte aurait pu attirer l'attention et interrompre le

trafic vers ces nouvelles destinations. Mais il ne s'est rien passé. Les campagnes en faveur de l'aide aux victimes de la catastrophe ont fait oublier les déchets empoisonnés sortis de terre et flottant aux côtés des corps. La mer est elle aussi de plus en plus utilisée. De nombreux trafiquants remplissent les cales de bateaux puis, simulant un accident, les envoient par le fond. Ce qui permet de faire d'une pierre deux coups : être indemnisé par les compagnies d'assurances et faire disparaître les déchets au fond de la mer.

Tandis que les clans trouvent un peu partout de l'espace pour écouler les déchets, l'administration de la région Campanie, après dix ans de mise sous tutelle pour infiltrations camorristes, n'arrive plus à se débarrasser des siens. Des déchets venus de toute l'Italie échouent illégalement en Campanie, alors que les ordures qui y sont produites doivent être expédiées vers l'Allemagne en urgence(112), à un coût cinquante fois supérieur à celui que les clans proposent. Les enquêtes ont prouvé que, à Naples et dans sa province, sur dix-huit entreprises spécialisées dans la collecte des déchets, quinze sont directement liées à la camorra.

Toute la région déborde d'ordures, il ne semble pas y avoir de solution. Pendant des années, les déchets ont été entassés sous forme d'« écoblocs(113) », d'énormes cubes d'ordures broyées emballés dans du plastique blanc. Pour éliminer ceux qui ont été accumulés jusqu'à aujourd'hui, il faudrait cinquante-six ans. Seule solution viable : les incinérateurs. Mais le projet d'en construire un à Acerra a provoqué de véhémentes protestations et une véritable révolte au sein de la population, de sorte qu'il est désormais irréalisable dans la région. Les clans, eux, ont un point de vue ambivalent sur la question. D'une part, ils s'opposent aux incinérateurs, car ils veulent continuer à gagner de l'argent grâce aux décharges et aux incendies qu'ils y déclenchent – et l'urgence permet en outre de spéculer sur le prix des terrains où sont entreposés les écoblocs, des terrains qu'ils louent eux-mêmes aux communes. Mais d'autre part, si des incinérateurs devaient voir le jour, ils sont prêts à en sous-traiter la construction puis la gestion. La population l'a déjà compris, alors que la justice n'en est pas encore arrivée à ce stade : les gens sont nerveux, ils craignent que les incinérateurs ne tombent aux mains des clans et ne servent à brûler les déchets de tout le pays. Les garanties en matière de respect de l'environnement ne pèseraient pas lourd face au risque qu'y soient éliminés toutes sortes de poisons. Chaque fois qu'on envisage de rouvrir une décharge déjà pleine, des milliers de personnes sont sur le pied de guerre, car elles pensent que les ordures ménagères venues de partout et censées y être déversées sont en réalité des déchets toxiques. Elles résistent donc aussi longtemps qu'elles le peuvent pour

empêcher que leurs villages ne deviennent des lieux de stockage de telles substances. En février 2005, à Basso dell'Olmo près de Salerne, les habitants mirent spontanément en place des barrages pour empêcher l'entrée des camions et l'accès à la décharge que le commissaire du Gouvernement voulait rouvrir. Une vigilance permanente, coûte que coûte : Carminé Iuorio, trente-quatre ans, mourut de froid durant une nuit de garde à l'un des barrages. Le matin, quand on tenta de le réveiller, les poils de sa barbe étaient gelés et il avait les lèvres bleues. Il était mort depuis au moins trois heures.

Une décharge, un gouffre ou une carrière, est de plus en plus l'image, concrète et visible, d'un danger mortel pour ceux qui vivent dans les alentours. Quand les décharges sont sur le point de déborder, on met le feu aux déchets. Une partie des environs de Naples a ainsi été baptisée la « terre des feux » : le triangle Giugliano-Villaricca-Qualiano. Soit trente-neuf décharges, dont vingt-sept pleines de déchets toxiques. Et les quantités déversées augmentent de trente pour cent chaque année. La technique est bien au point et on la met régulièrement en pratique. Les plus habiles en la matière sont les jeunes Tziganes. Les clans les paient cinquante euros par tas d'ordures brûlé. La manœuvre est aisée : ils entourent un énorme tas de déchets avec la bobine d'une vidéocassette, aspergent les ordures d'alcool à brûler ou d'essence, s'éloignent et mettent le feu à la bande, qui sert de mèche. Il suffit d'un briquet pour que les flammes commencent à dévorer les ordures, comme si on avait largué une bombe au napalm. Puis ils jettent des déchets de fonderie, des colles et des restes de mazout dans les flammes. Le feu et les fumées noires contaminent chaque centimètre carré de ces terres, dévorées par la dioxine. Dans ces zones, l'agriculture qui exportait ses fruits et ses légumes jusqu'en Scandinavie coule désormais à pic. Les fruits sont déjà malades lorsqu'ils poussent, les terres deviennent arides. Mais la colère des paysans et la débâcle qu'ils vivent profitent également aux clans, car les propriétaires terriens désespérés vendent leurs champs à vil prix : les clans acquièrent ainsi de nouvelles terres et de nouvelles décharges très bon marché. Et pendant ce temps le cancer fait des ravages. Une hécatombe silencieuse, dont il est difficile de prendre la mesure car beaucoup de gens vont se faire soigner dans les hôpitaux du Nord, dans l'espoir de survivre. L'Institut supérieur de la santé a indiqué qu'en Campanie, dans les villes où sont écoulés des déchets toxiques, la mortalité due au cancer a augmenté de vingt et un pour cent au cours des dernières années. Bronches prises, trachées irritées, on passe un scanner à l'hôpital, et les taches noires montrent la présence d'une tumeur. En demandant aux malades d'où ils viennent, on peut retracer

le parcours des déchets toxiques.

Un jour, j'avais décidé de traverser à pied la terre des feux. Je m'étais couvert la bouche et le nez d'un mouchoir, comme le faisaient les jeunes Tziganes qui mettaient le feu aux tas d'ordures. Nous avions tous l'air de cow-boys dans ce désert d'immondices carbonisées. Je marchais sur un sol rongé par la dioxine, dont les trous étaient remplis par les camions puis libérés par les flammes, pour qu'ils ne soient jamais comblés.

La fumée que je traversais n'était pas dense, c'était comme une substance collante qui se déposait sur la peau et procurait une sensation d'humidité. Non loin des feux, il y avait une série de petites maisons toutes posées sur un énorme X en béton : des villas installées sur des décharges fermées. Des décharges sauvages qu'on avait utilisées le plus longtemps possible, où l'on avait brûlé tout ce qu'on pouvait brûler et qui étaient désormais pleines, débordant au point d'exploser. Les clans avaient réussi à les reconvertir en terrains constructibles et, d'ailleurs, c'étaient officiellement des champs de culture et d'élevage. Ils avaient donc construit de jolis lotissements composés de petites maisons, mais sur ces terrains instables, il pouvait y avoir des glissements, de soudaines failles, d'où les structures de béton en X qui devaient rendre les habitations plus sûres. Des maisons vendues à bas prix, dont tout le monde savait qu'elles reposaient sur des tonnes de déchets. Face à la possibilité de s'offrir un logement, employés, retraités et ouvriers ne faisaient pas les difficiles, s'agissant du terrain sur lequel leur maison serait construite.

Le paysage de la terre des feux semblait connaître une apocalypse permanente, une routine, comme si ce répugnant paysage d'huile et de pneus n'avait plus rien d'étonnant. Les enquêtes ont révélé un moyen permettant de décharger les déchets toxiques à l'abri du regard des policiers et des gardes forestiers, une méthode ancienne qu'utilisent les guérilleros et les résistants partout dans le monde : ce sont les bergers qui font le guet. Ils laissent paître des brebis, des chèvres et quelques vaches, et les plus fiables d'entre eux sont employés pour surveiller d'éventuels intrus plutôt que leurs moutons et leurs agneaux. Dès qu'ils aperçoivent des véhicules suspects, ils donnent l'alerte. Les yeux et le téléphone portable sont des armes imbattables. Je les voyais souvent errer, suivis par leurs troupeaux maigres et dociles. Un jour, je me suis approché, je voulais voir les routes où les gamins qui déversaient les déchets s'exerçaient à conduire les camions. Car les chauffeurs routiers ne veulent plus transporter les chargements jusqu'à destination. L'enquête Eldorado, menée en 2003, a montré qu'on utilise de plus en plus de mineurs pour de telles opérations. Les routiers ne veulent pas risquer d'entrer en contact avec

ces déchets toxiques. C'est d'ailleurs l'un d'eux qui avait été à l'origine de la première enquête importante sur le trafic de déchets, en 1991. Mario Tamburrino s'était retrouvé à l'hôpital, les yeux enflés, les orbites ressemblant à des jaunes d'œuf que les paupières ne parvenaient plus à contenir. Il était complètement aveugle, l'épiderme de ses mains avait pelé, elles étaient brûlées comme si on les avait aspergées d'essence enflammée. Un fût de déchets toxiques s'était ouvert près de son visage, ce qui avait suffi à l'aveugler et quasiment à le brûler vif. À le brûler sans feu. Depuis cet accident, les routiers exigeaient que les remorques soient transportées par feroutage et ils restaient à bonne distance des fûts, ne les effleurant jamais. Les camions les plus dangereux transportent le compost contaminé, des engrais mélangés avec des substances empoisonnées. Le simple fait de les inhaler endommage définitivement l'appareil respiratoire. La dernière étape est la plus risquée, quand les camions doivent décharger les fûts que des fourgonnettes transporteront vers la fosse. Personne ne veut le faire. Les fûts sont entassés les uns sur les autres dans ces fourgonnettes et souvent ils s'abîment, il y a des émanations. Et donc, quand ils arrivent, les chauffeurs ne descendent pas de camion. Ils laissent d'autres les décharger, puis des gamins conduisent le chargement à destination. Un berger m'a montré une route où ils s'exercent à conduire avant l'arrivée des chargements. Dans la descente, on leur apprend à freiner, deux coussins dans le dos pour qu'ils touchent les pédales. Quatorze, quinze, seize ans. Deux cent cinquante euros par voyage. On les recrute dans un café, le propriétaire le sait mais n'ose pas se rebeller. Il donne cependant son avis à qui veut l'entendre, derrière les croissants et les cappuccinos qu'il sert aux clients : « À force de respirer les saloperies qu'on leur fait transporter, ils vont finir par crever. Ils les font mourir, pas conduire. »

Plus on leur dit que c'est dangereux, et même mortel, plus les petits chauffeurs sentent qu'ils remplissent une mission importante. Ils bombent le torse et lancent des regards méprisants derrière leurs lunettes de soleil. Tout va bien, de mieux en mieux même, et aucun d'eux n'imagine un seul instant que, dans dix ans, il aura le ventre et le foie en bouillie, et vomira tripes et boyaux à cause de la chimiothérapie.

Il continuait à pleuvoir. Très vite l'eau a recouvert cette terre qui ne pouvait plus rien absorber. Les bergers impassibles sont allés s'asseoir sous une sorte d'auvent fait de tôle, ils ressemblaient à des prophètes émaciés. Alors que les moutons se mettaient à l'abri, grim pant sur une colline d'ordures, ils continuaient à fixer la route. Un des bergers avait levé son bâton et soulevait la tôle pour qu'elle ne s'effondre pas sur

eux sous le poids de l'eau. J'étais complètement trempé mais toute la pluie qui coulait sur moi ne parvenait pas à éteindre la brûlure montant de mon estomac et irradiant jusqu'à la nuque. Je voulais savoir si les sentiments humains pouvaient affronter une machine aussi puissante, s'il existait un quelconque moyen d'action, s'il y avait une solution pour échapper aux affaires, pour vivre en dehors des dynamiques de pouvoir. Je me torturais, j'essayais de comprendre si l'on avait une chance de comprendre, de découvrir, de savoir, sans être dévoré et broyé. Si l'on avait seulement le choix entre savoir et accepter la compromission, ou ignorer et donc vivre tranquillement. Peut-être ne restait-il plus qu'à oublier, à détourner les yeux. Écouter la version officielle des choses, ne prêter qu'une oreille distraite et se plaindre à peine. Je me demandais s'il était possible d'être heureux ou de mettre simplement de côté tout rêve d'émancipation et de liberté absolue avant d'empoigner un semi-automatique et de se lancer dans l'arène, de faire enfin des affaires, des vraies. De me convaincre que je faisais partie de la trame de mon temps et de tout mettre dans la balance, diriger et être dirigé, devenir une bête de profit, un rapace de la finance, un samouraï des clans. De faire de ma vie un champ de bataille sur lequel on n'a aucune chance de survivre et où l'on peut seulement crever après avoir dirigé et combattu.

Je suis né en terre de camorra, l'endroit d'Europe qui compte le plus de morts par assassinat, là où la violence est la plus étroitement liée aux affaires et où rien n'a de valeur s'il ne génère pas de pouvoir. Où tout a la saveur de l'ultime bataille. Il semblait impossible d'avoir un seul instant de paix, de ne pas vivre à l'intérieur d'une guerre où chaque geste peut signifier une reddition, où chaque besoin est une faiblesse, où tout se gagne en mordant la chair jusqu'à l'os. En terre de camorra, combattre les clans n'a rien à voir avec la lutte des classes, l'affirmation d'un droit ou la réappropriation d'une citoyenneté. Ce n'est pas une prise de conscience de sa propre dignité ni un geste de fierté. C'est quelque chose de plus essentiel, de plus viscéral, de charnel. En terre de camorra, connaître les mécanismes de domination des clans, leurs moyens d'enrichissement, leurs circuits d'investissement, c'est comprendre comment fonctionne notre temps, partout et pas seulement sur un territoire circonscrit. S'opposer aux clans devient une guerre pour la survie : comme si la nourriture qu'on mange, les lèvres qu'on embrasse, la musique qu'on écoute et les pages qu'on lit ne donnaient pas un sens à la vie, mais seulement à la survie. Connaître n'est donc pas un engagement moral : savoir, comprendre, est une nécessité. La seule chose qui permet de sentir qu'on est encore un homme digne de respirer.

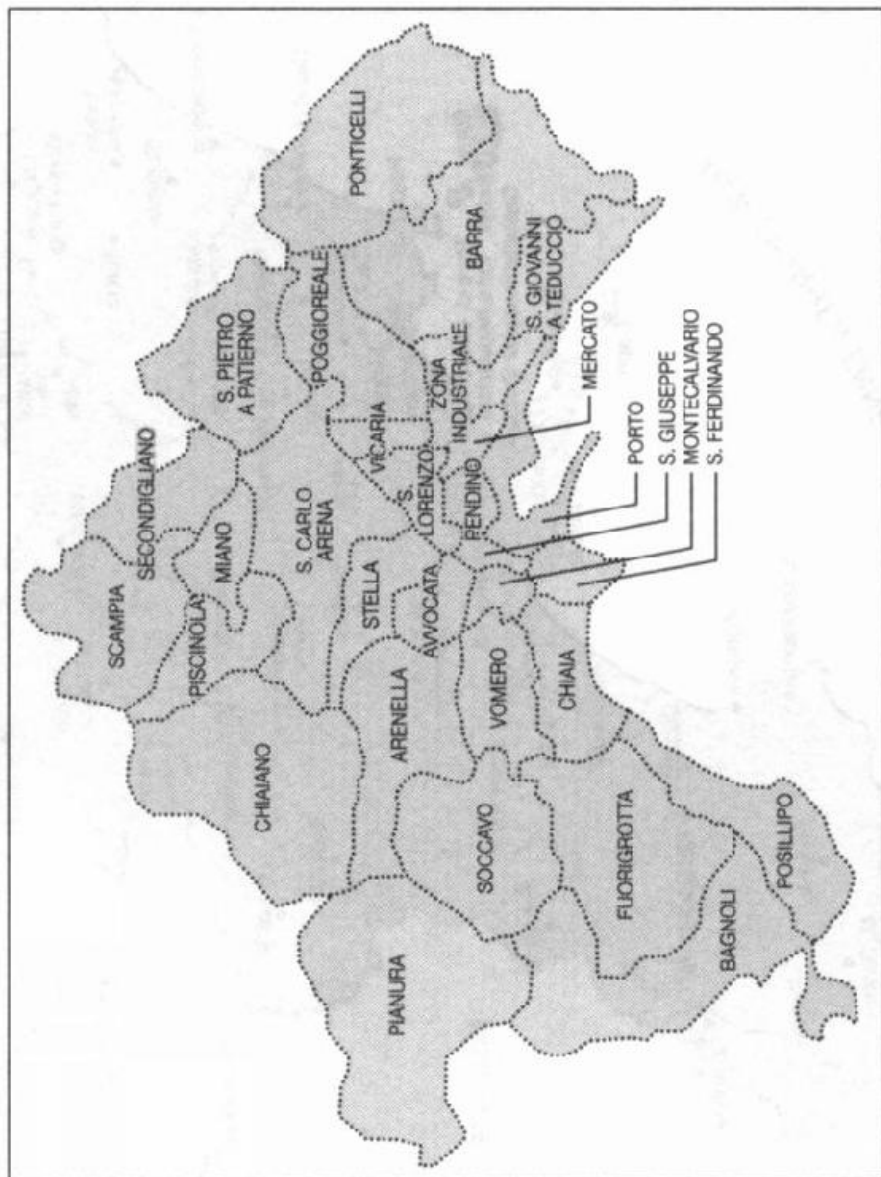
Mes pieds s'enfonçaient dans ce marécage. J'avais de l'eau jusqu'aux

cuisses. Je sentais le sol céder sous mes talons. Devant moi flottait un énorme réfrigérateur. Je me suis jeté sur lui, je l'ai entouré de mes bras et je me suis laissé porter. J'ai pensé à la dernière scène de *Papillon*, le film interprété par Steve McQueen et tiré du livre d'Henri Charrière. Comme Papillon, je semblais moi aussi flotter, agrippé à un sac de noix de coco, tentant de fuir Cayenne grâce aux marées. C'était une idée ridicule, mais parfois il n'y a rien d'autre à faire que s'abandonner à ces divagations comme à une chose qu'on n'a pas choisie, qu'on subit, un point c'est tout. J'avais envie de hurler, je voulais crier, faire éclater mes poumons comme Papillon, avec toute la force de mon ventre et en me brisant la trachée, de la voix la plus forte que ma gorge pouvait encore émettre : « Fils de pute, je suis encore vivant ! »

CARTES

Campanille





Fin

-
- 1 La Lucanie était le nom romain d'une partie du sud de l'Italie qui comprenait un territoire correspondant à une grande partie de la Basilicate actuelle, aux provinces de Salerne et de Cosenza. (Toutes les notes sont du traducteur.)
 - 2 Créée par la loi n° 509 du 1er octobre 1996, la Commission d'enquête parlementaire sur le phénomène de la mafia et autres associations criminelles similaires, dite Commission Antimafia, est composée de vingt-cinq députés et vingt-cinq sénateurs. Elle peut ordonner des enquêtes, procéder à des auditions, proposer de nouvelles mesures législatives et réglementaires.
 - 3 Entre la Nouvelle Camorra Organisée de Raffaele Cutolo, le clan dominant, et la Nouvelle Famille de Carmine Alfieri et Antonio Bardellino, le clan émergent.
 - 4 Située près de la Basilicate.
 - 5 Trois importants clans camorristes de la région de Naples.
 - 6 Évêque et archevêque de San Salvador, Óscar Arnulfo Romero y Galdámez (1917-1980) fut l'un des pères de la théologie de la libération. Il fut assassiné au cours de la guerre civile.
 - 7 La partie sud des Pouilles, c'est-à-dire la province de Lecce.
 - 8 Poète né à Bari en 1914 et mort à Rome en 1970, influencé par Garcia Lorca.
 - 9 *Direzione distrettuale antimafia* : direction régionale antimafia, placée sous la tutelle de la D.N.A., Direction nationale antimafia.
 - 10 L'organisation patronale italienne.
 - 11 La criminalité organisée calabraise.
 - 12 La région Campanie est divisée en cinq provinces : Naples, Caserte, Salerne, Avellino et Bénévent. Voir carte p. 361.
 - 13 Aziende sanitarie locali : structures publiques décentralisées qui gèrent à la fois les hôpitaux et le remboursement des soins médicaux.
 - 14 Deux quartiers de la périphérie nord de Naples, toujours sur le territoire de la commune. Voir carte p. 362.
 - 15 Quartier du centre historique de Naples.
 - 16 Mi manda Picone, qui date de 1984.
 - 17 Syndicat professionnel des commerçants.
 - 18 Ensemble des familles mafieuses de Corleone, en Sicile, fief de Cosa Nostra.
 - 19 Membre de Cosa Nostra, Giovanni Brusca (né en 1957) a été plusieurs fois condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, jugé coupable de plus d'une centaine d'assassinats, dont celui tristement célèbre de Giuseppe Di Matteo, enlevé à onze ans et assassiné à

- treize, fils d'un repent, qui fut dissous dans de l'acide, et ceux du juge Giovanni Falcone, de sa femme et de trois membres de leur escorte, le 23 mai 1992 à Capaci, en Sicile.
- 20 Quartier du centre historique de Naples.
- 21 Titre original: *I guappi*.
- 22 Emilio Salgari (1862-1911) est l'auteur de nombreux romans populaires d'aventures. Il fut également l'un des pionniers du roman de science-fiction en Italie.
- 23 Les « Voiles », immenses tours dont est constitué le quartier
- 24 Cocktail à base d'héroïne.
- 25 Association d'aide aux défavorisés, marginaux, sans domicile fixe et drogués, créée en 1965 par le prêtre don Luigi Ciotti.
- 26 En français dans le texte.
- 27 En français dans le texte.
- 28 Des quartiers chics, de Naples, de Rome et de Milan.
- 29 S'injecter de la cocaïne par voie intraveineuse provoque le même flash intense que fumer du crack.
- 30 crime organisé en Sicile. Juge d'instruction pendant onze ans, il porte des coups très durs à Cosa Nostra, avec l'aide du juge Paolo Borsellino, qui sera lui aussi victime d'un attentat à la bombe en 1992. Candidat au poste de procureur général de Sicile en 1988, la Chambre des députés lui préfère le juge Meli, qui décide de dissoudre le Pool antimafia, provoquant sa démission et son isolement.
- 31 Parti politique de centre gauche dirigé par Francesco Rutelli, ancien maire de Rome, qui doit prochainement fusionner avec les Démocrates de gauche pour former le Parti démocrate.
- 32 Le « Rinascimento Bassolino » désigne le projet d'Antonio Bassolino, maire de Naples de 1993 à 2000, ancien ministre de Romano Prodi et président de la région Campanie depuis 2000, de donner un nouvel élan, en particulier culturel, à la ville.
- 33 De football, lors de la saison 1989-1990.
- 34 Jusqu'à quatorze ans, depuis la réforme Moratti votée en 2003.
- 35 3, 4-Méthylènedioxyméthylamphétamine, génériquement appelée ecstasy.
- 36 Les pains de haschisch.
- 37 Diminutifs de Salvatore.
- 38 Plus encore que comme patron d'écuries de Formule 1, Flavio Briatore est connu en Italie comme propriétaire de boîtes de nuit, habitué des magazines people et compagnon de célèbres mannequins.
- 39 Luciano Liggio fut le parrain des Corleonesi entre 1958 et 1974, succédant à Michele Navarra, qu'il avait fait assassiner. C'est sous

- son règne que la famille devint la plus importante au sein de Cosa Nostra. Il fut arrêté en 1974.
- 40 Nuclei Armati Rivoluzionari : groupuscule terroriste d'extrême droite qui opéra en Italie entre 1977 et 1981.
- 41 Organisation criminelle créée à Potenza dans les années quatre-vingt-dix, à partir d'une 'ndrina, un groupe de la 'ndrangheta calabraise.
- 42 Dialecte napolitain.
- 43 Titre d'un ouvrage de l'économiste et agronome Manlio Rossi Dona, qui oppose la chair (les zones productives, sur les côtes) à « l'os » du Mezzogiorno, l'arrière-pays presque désert.
- 44 dans une ferme de Montagna dei Cavalli, à trois kilomètres de Corleone. Il était en cavale depuis 1963 et la dernière photo de lui datait de 1959. Il était le parrain du clan depuis l'arrestation de Riina en 1993.
- 45 Raggruppamento Operativo Speciale : l'équivalent italien du G. I. G. N.
- 46 Servizio per le informazioni e la sicurezza democratica : service de renseignement intérieur, équivalent de la D. S. T.
- 47 Prison de Naples, considérée comme l'une des plus dures d'Italie.
- 48 Organisation criminelle fondée par le bandit Felice Maniero en Vénétie.
- 49 Aussi célèbre à l'époque qu'un Jean-Pierre Foucault ou un Patrick Sabatier en France.
- 50 Le tremblement de terre qui secoua la Campanie et la Basilicate le 23 novembre 1980 et atteignit 6, 9 sur l'échelle de Richter.
- 51 Tommasino est un personnage de Noël chez Cupiello, une pièce d'Eduardo De Filippo, qui répète sans cesse « Moi, j'aime pas la crèche ».
- 52 Célèbre bandit sicilien (1922-1950), héros du film du même nom, réalisé par Francesco Rosi (1962), et du Sicilien de Michael Cimino (1986).
- 53 Maire de Naples depuis 2000, succédant à Antonio Bassolino, et ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement D'Alema (1998-2000).
- 54 Elio Vittorini, Conversation en Sicile, trad. française de Michel Arnaud, Gallimard, collection « L'Imaginaire », 1990. Silvestro Ferrato est « en proie à d'abstraites fureurs » car le genre humain est selon lui « perdu ».
- 55 La campagne des environs d'Aversa, lieu de production de la *mozzarella di bufala*, la mozzarella au lait de bufflonne.
- 56 Ancien résistant, général des carabinieri et préfet, Carlo Alberto Dalla Chiesa (1920-1982) est surtout connu pour son rôle dans la

lutte contre le terrorisme au cours des années soixante-dix, et en particulier contre les Brigades rouges. En 1982, il accusa la démocratie chrétienne de Sicile d'être le parti le plus infiltré par la mafia. Envoyé à Païenne en tant que préfet, il fut abattu en compagnie de sa femme par un commando dirigé par le tueur Pino Greco. On ignore encore quel était le mobile du meurtre.

57 Le personnage interprété par Vincent D'Onofrio, surnommé « Boule de graisse » dans la version italienne du film.

58 Stockholm International Peace Research Institute : centre de recherche créé en 1966 et financé par le gouvernement suédois, dont les activités portent sur les conflits en cours et la coopération entre les pays.

59 Istituto europeo di studi politici, economici e sociali : réseau italien d'instituts de recherche créé en 1982.

60 Servizioperle informazioni e la sicurezza militare : le service du renseignement militaire italien.

L'article 416 bis du Code de procédure pénal italien est celui qui définit le crime d'association de type mafieux : « Quiconque fait partie d'une association de type mafieux formée de trois personnes ou plus encourt une peine de prison de trois à six ans. » L'association est de type mafieux « quand ceux qui en font partie se servent du pouvoir du lien associatif, du rapport d'intimidation et de l'omerta qui en dérive pour commettre des délits, obtenir la gestion directe ou indirecte, ou le contrôle d'activités économiques, de concessions, de privilèges ou de marchés publics, ou pour réaliser des profits, obtenir des avantages injustifiés pour eux-mêmes ou pour d'autres, ou encore pour entraver le libre exercice du droit de vote en procurant à soi-même ou à autrui des voix lors de consultations électorales ».

61 L'article 416 bis du Code de procédure pénal italien est celui qui définit le crime d'association de type mafieux: « Quiconque fait partie d'une association de type mafieux formée de trois personnes ou plus encourt une peine de prison de trois à six ans. » L'association est de type mafieux « quand ceux qui en font partie se servent du pouvoir du lien associatif, du rapport d'intimidation et de l'omerta qui en dérive pour commettre des délits, obtenir la gestion directe ou indirecte, ou le contrôle d'activités économiques, de concessions, de privilèges ou de marchés publics, ou pour réaliser des profits, obtenir des avantages injustifiés pour eux-mêmes ou pour d'autres, ou encore pour entraver le libre exercice du droit de vote en procurant à soi-même ou à autrui des voix lors de consultations électorales ».

62 John Gotti (1940-2002) était le parrain des Gambino, une des cinq familles mafieuses de New York. Il fut arrêté par le FBI le 5

décembre 1990 au Ravenite Social Club de New York et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour meurtre, complicité de meurtre, usure, racket, obstruction à la justice, paris illégaux et fraude fiscale. Il mourut d'un cancer de la gorge à l'hôpital pénitentiaire de la prison fédérale de Springfield, Missouri.

63 La Drug Enforcement Administration fait partie du Département de la Justice américain et est chargée de la lutte contre le trafic de drogue.

64 Tueur de Cosa Nostra plusieurs fois condamné, Tommaso Buscetta fut le premier mafieux sicilien à collaborer avec la justice, en 1982. Il donna de nombreuses informations au juge Falcone et témoigna lors du maxi-procès du milieu des années quatre-vingt, accusant en particulier Riina d'avoir conquis le pouvoir sans respecter les règles internes à la famille.

65 Ciccio et tous ses dérivés, dont Ciccariello, sont des diminutifs du prénom Francesco.

66 L'interprète de la célèbre chanson « Di blu dipinto di blu », plus connue sous le titre « Volare ».

67 Cirio est un groupe agro-alimentaire italien spécialisé dans les conserves. Fin 2002, le groupe n'a pu rembourser 150 millions d'euros d'emprunt obligataire par manque de liquidités. Il s'est par la suite avéré que les caisses étaient vides parce que plus de 500 millions d'euros avaient été détournés vers des sociétés off shore appartenant à Sergio Cagnotti.

68 Fin début 2003 et début 2004, le groupe agro-alimentaire Parmalat, originaire de Parme et dirigé par la famille Tanzi, qui vend essentiellement des produits laitiers, s'est retrouvé au bord de la faillite à la suite de diverses révélations. Les comptes avaient été truqués pendant des années, avec l'accord des commissaires aux comptes, et une caisse noire créée, au bénéfice de la famille Tanzi, de cadres et de dirigeants du groupe, finançant illégalement diverses activités (partis politiques, équipe de football).

69 Décret législatif n° 61/2002, promulgué le 15 avril 2002 par le gouvernement de Silvio Berlusconi, lui-même poursuivi par la justice dans plusieurs affaires de falsification de bilan.

70 Southeast European Cooperative Initiative : centre européen contre la criminalité transfrontalière en Europe du Sud et de l'Est, créé sous l'impulsion de l'O.T.A.N. en 1995 à Vienne et dont tous les pays d'Europe de l'Est et des Balkans, ainsi que la Turquie, sont membres.

71 Les canaux bourboniens ont été construits entre 1730 et 1750, après l'assainissement des marais, par les autorités espagnoles qui gouvernaient alors la région.

72 Loge maçonnique fondée par Licio Gelli dont faisaient partie

ministres, hommes politiques, hommes d'affaires, journalistes et officiers supérieurs de la police et de l'armée. Accusée d'entretenir des liens avec des groupes terroristes d'extrême droite et d'avoir commandité plusieurs attentats à la bombe durant les années de plomb, elle fut dissoute le 9 décembre 1981 à la suite des conclusions d'une commission d'enquête parlementaire qui la présentait comme un organisme subversif menaçant les institutions démocratiques.

73 Né en 1919, Licio Gelli était le grand maître de la Loge P2. Ancien volontaire durant la Marche sur Rome, il prit part à la guerre d'Espagne contre les Républicains et, après la défaite du régime fasciste, rejoignit la république de Salò. Il semble qu'il ait été un agent de la CIA et, à travers la Loge, il intervint directement dans de nombreux événements troubles de la seconde moitié du vingtième siècle : création de Gladio, structure clandestine chargée de lutter contre le communisme en Italie, coup d'État Borghese en 1970, soutien à la junte militaire en Argentine, faillite du Banco Ambrosiano. Après avoir été détenu en France et en Suisse, il est à présent assigné à résidence à Arezzo.

74 Le *pizzo* est traditionnellement l'argent que les familles mafieuses extorquent aux commerçants en échange de leur protection. Une pratique qui tend à disparaître, remplacée par d'autres formes de racket.

75 *'ndrine* : les clans qui constituent ensemble la *'ndrangheta*, la criminalité organisée calabraise.

76 Direzione Investigazione Antimafia : direction des enquêtes antimafia, organisme d'enquête spécialisé et interarmes créé par la loi du 10 décembre 1991, qui a compétence sur tout le territoire italien.

77 Roman phare de l'après-guerre, appartenant au genre du « roman industriel » et publié en France par Julliard en 1964. Bianciardi y raconte en particulier qu'à la suite de ce coup de grisou il envisagea de faire sauter un des symboles de l'industrie italienne renaissante, le « Pirellone », l'immeuble de la société Pirelli à Milan. Mais il n'en fit rien, se consacrant au journalisme, à l'écriture et à la traduction.

78 L'article intitulé « Qu'est-ce que ce coup d'État ? Je sais » est paru le 14 novembre 1974 dans le *Corriere della Sera* et figure dans le recueil *Écrits corsaires*. Pasolini y attaque ceux qui gouvernent l'Italie, en termes non équivoques : « Je sais. Mais je n'ai pas de preuves. Ni même d'indices. Je sais parce que je suis un intellectuel, un écrivain [...] qui rassemble les morceaux désorganisés et fragmentaires de toute une situation politique cohérente et qui rétablit la logique là où semblent régner l'arbitraire, la folie et le mystère. Tout cela fait partie de mon métier et de l'instinct de mon

- métier [...] » (traduction de Philippe Guilhaon, Éditions Flammarion, Paris, 1976).
- 79 Article 1er de la Constitution italienne : « L'Italie est une République démocratique fondée sur le travail. »
- 80 Résistant et homme politique, Parri (1890-1981) fut le premier président du Conseil de l'après-guerre (du 28 juin au 8 décembre 1945).
- 81 Économiste et journaliste, Luigi Einaudi (1874-1961) fut le deuxième président de la République italienne.
- 82 Homme politique d'obédience socialiste, Nenni (1891-1980) débuta auprès de Mussolini, pour s'en détourner dès 1926. Après un exil en France, il fut vice-président du Conseil sous Ferruccio Parri et Alcide De Gasperi, puis ministre des Affaires étrangères jusqu'au début de 1947 et vice-président du Conseil de 1963 à 1968.
- 83 De son vrai nom Walter Audisio (1907-1973), il fut l'une des principales figures de la Résistance antinazie à Milan et devint homme politique et dirigeant d'entreprises publiques après la guerre.
- 84 Banquier et avocat, Sindona (1911-1986) était surnommé le « banquier de Dieu » en raison de ses liens avec le Vatican. Membre de la Loge P2, accusé de liens avec la mafia, il fut arrêté dans le cadre de la banqueroute frauduleuse du Banco Ambrosiano et se suicida en prison dans des conditions encore à éclaircir.
- 85 Vespasien, qui dit à son fils : pecunia non olet, l'argent n'a pas d'odeur.
- 86 Position intellectuelle ou politique au sujet de la question méridionale, représentée en particulier par Francesco Saverio Nitti, Ettore Ciccotti, Gaetano Salvemini, Luigi Sturzo, Guido Dorso et Antonio Gramsci.
- 87 Né en 1920, Enzo Biagi est une figure du journalisme italien, connu pour ses livres et les nombreux programmes télévisés qu'il a présentés.
- 88 Il s'agit d'une inflammation du labyrinthe de l'oreille interne.
- 89 « *Pecorella* » en italien.
- 90 C'est-à-dire « Gros Pif ». Ferdinand IV de Naples (1751-1825) était lui aussi surnommé « il re nasone », le roi au gros nez.
- 91 Problème qui naît avec l'Unité italienne, dû au grave retard économique et social de la partie sud de la péninsule annexée au Piémont en 1860-1861, et devenu depuis un sujet de discussion permanent de la politique italienne.
- 92 Il Padrino en version italienne.
- 93 C'est-à-dire à la fois le parrain au baptême et le compère.
- 94 Auteur américain du roman Le Parrain (The Godfather), publié en

1968.

95 Jamais sorti sur les écrans français.

96 Film de Mike Newell (1997) inspiré d'une histoire vraie et interprété par Johnny Depp dans le rôle d'un agent du FBI infiltré, et Al Pacino dans celui de son protecteur au sein de la mafia new-yorkaise.

97 Le personnage interprété par Joe Pesci dans le film.

98 Le département de Terra di Lavoro était une des régions administratives qui composaient le royaume des Deux-Siciles. Capoue en était le chef-lieu jusqu'en 1818, par la suite remplacée par Caserte. Géographiquement, il correspond à présent à Aversa et à ses environs.

99 Giulio Cesare Andrea Evola (1898-1974), penseur ésotérique et occultiste. Fasciste de la première heure, il rejoignit la République sociale italienne avant de fuir en Allemagne. Il compte parmi les inspireurs de nombreux mouvements d'extrême droite.

100 Ezra Weston Loomis Pound (1885-1972), poète, musicien et critique américain. Il fit partie du mouvement moderniste des années vingt et fut le chef de file de plusieurs mouvements littéraires et artistiques dont l'imagisme et le vorticisme. Antisémite, il vécut en Italie et était très proche de Mussolini. Après la guerre, il fut interné jusqu'en 1958.

101 Tibère (42 av. J. -C. – 37 apr. J. -C.), deuxième empereur romain, fut adopté par son beau-père Auguste, qui en fit son héritier.

102 Ancien peuple italique qui vécut dans la région correspondant à la Campanie, aux Pouilles, aux Abruzzes, au Molise et à la Basilicate. Ils furent définitivement vaincus par les armées romaines en 290 avant Jésus-Christ.

103 Organisation non gouvernementale italienne, créée en 1980, qui lutte pour la protection de l'environnement.

104 Lorsque le royaume de Naples appartenait à la famille d'Anjou (de 1282 à 1442), cette partie de la Campanie, où poussaient des rosiers sauvages, se nommait « maison des roses » (en français), qui a donné l'italien *maggione* et pour finir *mazzone*.

105 Nucleo Antisofisticazione e Sanità : équivalent de la brigade de répression des fraudes, en particulier chargée de la lutte contre les délits en matière alimentaire et de santé.

106 Ensemble des travaux destinés à assécher et à assainir des marais.

107 La liste européenne des déchets, communément appelée catalogue européen des déchets (C. E. D.), a été publiée en application de la directive n° 75/442/CEE du 15 juillet 1975 modifiée par la décision 94/3/CE du 20 décembre 1993 de la Commission européenne établissant une liste des déchets. Cette liste a été introduite en droit

français par l'avis du 11 novembre 1997 qui impose aux entreprises l'utilisation du code à six chiffres pour désigner les déchets.

- 108 Le terme vient du droit anglais et désigne à l'origine un tiers qui détient temporairement un bien pour le compte de son propriétaire légitime lorsque celui-ci en est empêché. Plus récemment il s'est diffusé dans le monde de l'entreprise, appliqué à quiconque détient (hold) un intérêt (stake) dans une affaire.
- 109 La Bocconi est une grande école de commerce qui se trouve à Milan, l'équivalent d'H.E.C.
- 110 Commune située près de Campobasso, dans la région du Molise.
- 111 Le 26 décembre 2004, un séisme de très forte magnitude eut lieu au large de l'île indonésienne de Sumatra. Le tremblement de terre provoqua un raz de marée (ou tsunami) qui frappa l'Indonésie, les côtes du Sri Lanka et du sud de l'Inde, ainsi que le sud de la Thaïlande et l'île touristique de Phuket.
- 112 Comme lors de la crise du printemps 2007.
- 113 Blocs de matière combustible produite par le recyclage des déchets.